DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12663 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 16 OCTOBRE 1985

## L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

## Genève n'est plus dans Genève

S'il vivait encore, Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève, aurait trouvé une raison supplémentaire d'abandonner la ville de Calvin. Son contemporain Voltaire n'aurait pas, lui, manqué d'exercer, en voisin, son ironie grinçante depuis Ferney tout proche. Le résultat des élections au grand conseil du canton de Genève laisse atterré tout ce que Genève compte de fidèles de la démocratie et de l'humanisme.

Plus qu'une victoire, c'est un raz de marée en faveur du parti d'extrême droite Vigilance qui ressort du décompte définitif des bulletins : compte tenu des panachages, ce parti vient en effet en tête de toutes les formations politiques du canton. Avec 19 sièges sur les 100 que compte l'Assemblée, il est à égalité avec le Parti libéral (droite modérée) et devance les socialistes, qui régressent de 26 à 18 sièges.

Le programme de Vigilance est sans équivoque. Il ressemble à s'y méprendre à celui défendu de l'autre côté de la frontière par les amis de M. Le Pen : « Trop de réfugiés, trop d'étrangers, de criminalité. Pas assez de logements, de sécurité, d'aide sociale. » La législation suisse sur l'immigration est pourtant l'une des plus draconiennes. Les permis de travail sont distribués uniquement pour des emplois qui ne trouvent pas preneurs par des nationaux, et de plus, en priorité à des frontaliers quittant chaque jour le territoire helvétique une fois leur tâche achevée... Maçons italiens, techniciens français, manœuvres yougoslaves et maghrébins ont été pendant de longues années les « soutiers » d'une ville qui dresse fièrement ses banques et ses palaces le long du lac Léman. Provinciale à l'extrême, la métropole internationale a choisi dimanche de se replier sur ses coffres, oubliant ce que sa richesse et sa prospérité doivent à la réputation d'accueil et d'ouverture à tous.

Les plus optimistes mettront sur le compte d'une grogne passagère ce « dérapage » et rappelleront que Genève a toujours eu un comportement électoral atypique dans une Confédération helvétique peu portée vers les extrêmes. Le grand conseil – le Parlement du canton – n'était-il pas présidé à la fin des années 70 par un communiste ? D'autres stigmatiseront la résurgence d'un égoïsme national qui peut aller très loin dans l'aveuglement aux malheurs des autres. Combien de juifs fugitifs ne se sont-ils pas heurtés pendant les années noires aux portes fermées du paradis helvétique ? Il est vrai que celui-ci ne détenait pas là un monopole.

Les plus inquiets, enfin, mettront en regard le résultat genevois avec celui d'une élection cantonale française qui se déroulait le même jour dans le voisinage, à Scionzier, en Haute-Savoie, où le candidat du Front national a fait mieux que les « vigilants » : plus de 22 % des suffrages. La xénophobie, ce cancer des temps incertains, frappe indifféremment les riches et les pauvres.

*Le Monde* publiera demain (numéro daté jeudi 17 octobre les résultats d'un sondage de la SOFRES pour *le Monde* et Antenne 2 sur l'image du Front national et de son président.

## Une fronde se développe dans le parti de M. Le Pen

*M. Jean-Marie Le Pen est, le mercredi 16 octobre, l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2. La prestation télévisée du chef de file de l'extrême droite survient au moment où, pour la première fois depuis sa spectaculaire percée des élections européennes, en 1984, le Front national est agité par de vives querelles intestines.*

Le Front national connaît actuellement de gros remous internes nés presque simultanément en Corse et dans le Vaucluse, mais cette crise s'est étendue à trente-sept départements, provoquée par les tractations en cours pour la constitution des listes de l'extrême droite.

Mobilisés en particulier contre le numéro deux du parti, M. Jean-Pierre Stirbois, qu'ils accusent de « *sectarisme* » et d'« *autoritarisme* », une centaine de militants contestataires envisagent de prendre la tête, ici ou là, de listes dissidentes en signe de protestation contre certains « parachutages ».

Cette fronde allie dans la contestation des militants de longue date – c'est le cas notamment dans certaines sections des Bouches-du-Rhône, des Pyrénées-Orientales, du Var – et des nouveaux venus, transfuges du RPR ou du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), comme c'est le cas dans la région d'Orange.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8.)




## LES GRÈVES CHEZ RENAULT

## La CGT cherche l'épreuve de force

***A l'appel de la CGT, les grévistes de l'usine du Mans, au nombre de 300 à 400, ont voté à main levée, le mardi 15 octobre au matin, la poursuite de la grève avec occupation.***

***La CGT avait qualifié de « globalement négatif » le résultat des dernières négociations avec la direction.***

L'occupation se poursuit également à Billancourt et à Choisy, tandis que les usines de Flins, de Sandouville et de Douai sont en chômage économique.

La CGT a visiblement décidé d'aller jusqu'au bout de sa confrontation avec la direction de la régie Renault et les pouvoirs publics.

L'épreuve de force apparaît difficilement évitable à l'usine du Mans. La direction y a épuisé ses dernières munitions, lors des négociations de la nuit, en acceptant de ne pas sanctionner les onze piquets de grève si le travail reprenait, et en proposant une prime déjà refusée il y a un an et appliquée dans d'autres usines de la Régie. « *En cas de refus*, disait-on à la Régie, *il n'y aura pas de nouvelle négociation.* » Et les pouvoirs publics devront prendre leurs responsabilités.

La direction de Renault refusait d'aller au-delà, en considérant que les grèves actuelles sont très minoritaires, les usines du Mans et de Billancourt ne touchant, en tout état de cause, que 20 % de l'effectif total de Renault-France.

En même temps, elle souhaitait éviter une intervention des forces de l'ordre : « *Une usine, ce n'est pas un champ de bataille. Les salariés devront ensuite retravailler ensemble.* »

Mais si, dans l'entourage du premier ministre, on souhaitait « *utiliser toutes les voies de solutions possibles* » en refusant de considérer la CGT « *comme une bête qu'il faudrait traquer* », on ne voyait guère le moyen de se sortir sans casse d'un guêpier qui ressemble de plus en plus à un piège.

Le désengagement de la CFDT du conflit a-t-il favorisé ce durcissement d'une CGT repliée sur une grève qui ne prend pas ? Mardi, en fin de matinée, une intervention des forces de l'ordre pour faire exécuter l'ordonnance d'évacuation du 14 octobre paraissait inéluctable.

Toute la question est de savoir si un scénario du type SKF-Ivry, avec affrontements violents, va se reproduire ou non au Mans.

Si la CGT décide de résister aux CRS – voire aux non-grévistes, – l'engrenage de la violence risque de s'enclencher. Dans quel but ?

M. N.

(Lire nos informations page 31.)



## LA COTE-D'IVOIRE, ISRAËL ET LES PAYS ARABES

## Le parler franc de M. Houphouët-Boigny

***Dans une conférence de presse de plus de cinq heures et demie, lundi 14 octobre, le président Houphouët-Boigny, tout en rudoyant les Arabes pour leurs « divisions », a laissé entendre que son pays allait renouer avec Israël.***

De notre envoyé spécial

Abidjan. – « *Houphouët veut parler !* », s'exclame le président ivoirien au cours de sa conférence de presse, lundi 14 octobre. Et sans interruption, sans signe de fatigue, sans lapsus ni redites, maniant l'humour, l'ironie mordante, parfois le pathétique, Houphouët parle... pendant cinq heures et demie. Il aurait pu, sans doute, continuer encore longtemps.

Le « Vieux », c'était visible, jubilait de faire ainsi le tour des problèmes mondiaux. Sur le fond, en effet, le chef de l'Etat ivoirien a revendiqué le droit de dire haut et fort qu'il n'a plus, à quatre-vingt-cinq ans, de leçons à recevoir de personne.

« *Petit homme à la tête d'un petit pays* », comme il se définit lui-même, il se libère du silence qu'il s'est jusque-là imposé pour parler le langage décomplexé des Grands de la scène internationale. Doyen des chefs d'Etat d'Afrique noire, « sage » du continent, il se livre avec une douce violence à une dénonciation de la prétendue solidarité arabo-africaine au nom de laquelle l'Etat d'Israël devrait toujours rester infréquentable.

Certes, il n'est pas dans sa manière de réserver à la presse une décision telle que l'annonce la reprise des relations diplomatiques entre son pays et Israël, interrompues le 8 novembre 1973. Mais sur le principe, on peut considérer que la Côte-d'Ivoire a rejoint les deux pays du continent noir qui ont déjà renoué avec l'Etat hébreu : le Zaïre et le Libéria.

La présence depuis trois jours à Abidjan d'un envoyé spécial du ministère israélien des affaires étrangères, porteur d'une demande en bonne et due forme, laisse supposer que cette reconnaissance est proche. Jérusalem espère vivement que la Côte-d'Ivoire entraînera d'autres pays africains à faire de même. Dans les pays arabes, les propos de M. Houphouët-Boigny risquent d'être ressentis comme une trahison. D'autant que le président ivoirien ne s'est guère embarrassé de litotes...

D'abord, pourquoi ceux qui se disent les défenseurs de la cause palestinienne n'ont-ils rien fait pour restituer la bande de Gaza et la Cisjordanie aux Palestiniens ? Ensuite, qu'est-ce que la rupture avec Israël a apporté à la solution du problème ? L'Egypte n'a-t-elle pas de relations diplomatiques avec l'Etat hébreu ?

S'adressant aux pays arabes, M. Houphouët-Boigny a lancé : « *Est-ce que vous, Arabes, vous avez une politique palestinienne ? Commencez par vous entendre entre vous !* » Le conflit Iran-Irak ? « *Qu'est-ce que vous faites ? Une partie soutient l'Iran, l'autre l'Irak. Où allez-vous ? Où voulez-vous que l'on vous suive ? Je veux être libre de parler aux Arabes. Je peux parler aux Israéliens puisqu'ils viennent me rendre visite.* »

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 4.)



## LA TRENTE-SEPTIÈME FOIRE DU LIVRE

## Faut-il encore aller à Francfort ?

De notre envoyée spéciale

Francfort. – Comme chaque année depuis 1949, l'édition du monde entier est venue en pèlerinage à Francfort pour cette Buchmesse, foire et « messe » du livre, qui a fermé ses portes lundi 14 octobre, après six journées d'intense activité, et qui, traditionnellement, succède, dans les mêmes locaux du Parc des expositions à la Foire de l'automobile.

Une exposition géante qui fait de cette manifestation professionnelle la plus belle, la plus grande, la plus riche, librairie du monde, du moins pour la production récente – car les éditeurs n'apportent à Francfort que leurs nouveautés et leurs projets, six mille cinq cents éditeurs venus de soixante-dix-neuf pays, répartis dans quatre pavillons immenses, qui exposent quelque trois cent vingt mille livres (dont près d'un tiers de nouveautés). Mais les livres ne sont pas à vendre.

A la Foire, on ne négocie que des droits : droits de traduction, d'adaptation (pour le cinéma, la radio, la télévision), droits dérivés (gadgets, tee-shirts, serviettes de bain ou figurines), droits de publication en édition de poche ou de club, prépublications, postpublications, etc. Surtout, puisque tous les partenaires possibles sont là, il est possible de traiter de vive voix des contrats qui nécessitent la présence de plusieurs éditeurs (répartition de la charge de traduction, par exemple, entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, le Brésil et le Portugal, l'Espagne et l'Amérique latine), ou bien de mettre sur pied des coéditions.

Pourtant, si tous se montrent satisfaits de se rencontrer ainsi chaque année, comme dans un club de leur corporation, certains en viennent, chaque année un peu plus, à se demander si le voyage à Francfort est vraiment *indispensable*...

Le prix de location du stand et celui du déplacement dans une des villes les plus chères d'Europe, qu'il faut payer dans cette monnaie forte qu'est le deutschemark, pourraient jouer un rôle dissuasif.

L'autre raison, plus importante, c'est que le « grand jeu », les « grands coups » ne se jouent plus à la Foire depuis une dizaine d'années, depuis que des contrats mirifiques se sont révélés n'être que de la pacotille (comme l'*Autobiographie* de Greta Garbo, par exemple, dont on ne parle plus depuis 1977 et pour laquelle les plus grandes maisons d'édition avaient payé des à-valoir considérables...).

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 18.)

# débats

## SOCIÉTÉ

*Les mutations que connaît notre société vont bien au-delà des effets de « crise ». Jacques Rozner se demande si l'Etat futur, tel que le conçoit Jean-Pierre Chevènement, peut être une réponse aux attentes des prochaines décennies. Pour Jacques Antoine, les outils d'observation et d'analyse de la réalité sociale doivent élargir notre vision.*

# Quel Etat pour après-demain ?

*Ni le dirigisme ni le néo-libéralisme ne peuvent préparer le vingt et unième siècle*

Par JACQUES ROZNER (*)

AU-DELA des agitations devant résulter des chocs et controverses de la période pré-électorale dans laquelle nous sommes entrés, ce qui compte et qui transparaît dès aujourd'hui, ce sont deux conceptions de la société, l'une se définissant libérale, l'autre privilégiant le rôle de l'Etat.

Pour la première, il faut proposer une analyse nuancée : sous le vocable « libéral », il y a, en effet, des approches différenciées dès qu'on s'éloigne des partisans du *« libertarisme »*, selon le mot de Milton Friedman, et que l'on se rapproche de la tendance prudente de Raymond Barre.

Le réalisme exige assurément pour tous que la dose de libéralisme à injecter dans la société française reste compatible avec les impératifs d'un Etat moderne et tienne compte d'une propension française à l'assistance. Seule diffère entre les uns et les autres l'appréciation de ladite dose. C'est pourquoi, ceux qui, écoutant certaines professions de foi ultra-libérales, escompteraient une évolution à *finalité lilliputienne* de la dimension de l'Etat, iraient au devant de graves désillusions.

Il n'en apparaît pas moins que, de tous côtés, on fourbit actuellement ses armes pour faire assaut de « libéralisme ».

Qui oserait, en effet, en cette veille de campagne électorale, à droite comme à gauche, proposer l'extension du rôle de l'Etat, l'accroissement du pouvoir administratif ? Personne.

Personne ? Si, un homme. Il est au gouvernement. *Il se nomme* Jean-Pierre Chevènement.

A l'occasion du congrès mondial de l'Association internationale de science politique, le 15 juillet dernier, il a, *en effet*, prononcé l'éloge de l'Etat, *« premier protecteur des libertés, qui garantit la sécurité collective de la nation et est l'instrument de la démocratie »*. Il a exposé que l'Etat peut seul, de façon générale et systématique, garantir, les plus modestes de ses membres contre ces fléaux que sont la maladie, la misère des chômeurs, la vieillesse sans ressources.

Il a fustigé ceux qui, de leur côté, dénoncent le *« trop d'Etat »*. Qui sont-ils ? *« Ce sont les maîtres du marché mondial qui s'épanouissent internationalement sans considération de l'intérêt propre des Etats nationaux. »*

Cette prise de position est importante. D'abord, parce qu'elle émane d'une personnalité politique de haut niveau. Ensuite, parce qu'elle se situe à contre-courant d'une tendance qui s'affirme. Chevènement acquiert de ce fait un relief politique exceptionnel. *Même si* ce relief ne lui est pas favorable aujourd'hui, il peut penser, comme les marins de la *marine* à voile, qu'il vaut mieux du mauvais vent que pas de vent du tout.

Enfin, le fait est surtout notable parce qu'il soulève, malgré lui peut-être et confusément encore, l'authentique problème de notre fin de siècle.

Soyons clairs. Un pays comme la France, englué dans un dirigisme d'Etat sans cohérence, dans un étatisme qui sévit sans trop oser s'avouer tel, par à-coups, cumulant les effets pervers de la confusion de régimes économiques antinomiques, ce pays ne sait plus très bien ce qu'il est, *où* il en est et vers quoi il va. Soumis pendant quatre ans à une dose *renforcée d'étatisme* administratif, il se détourne aujourd'hui de cette politique même atténuée, pour rechercher la voie la plus libérale qui puisse lui être proposée.

### « L'imagination est plus importante que la connaissance »

Mais tous ces constats et toutes ces perspectives se situent à l'intérieur d'une même hypothèse économico-sociale, au sein d'un système immuablement fondé sur le droit au travail.

Or l'événement historique que nous commençons à vivre remet précisément en question les fondements de ce droit et donc tout le système : cet événement, c'est la révolution technologique en cours qui va pulvériser le droit au travail.

Une expérience néolibérale comme celle qui s'annonce peut-elle répondre à un tel problème ? Ce qui est sûr, c'est que la réoxygénation libérale des circuits économiques ne peut être que précaire dès lors que les données fondamentales du problème restent inchangées.

*Ce qui* veut dire *que si on* entreprend la mutation globale de notre économie exigée par la *technologie*, on va être en mesure de produire de plus en plus à moindre coût mais avec de moins en moins de main-d'œuvre humaine. Il faudra, dès lors, reconsidérer le profil social de la société, donc le régime.

Mais *si cette mutation* ne se fait pas, ce sera l'amorce d'un processus de sous-développement *du seul* fait que nous cesserons d'être compétitifs sur les marchés mondiaux et que notre chômage deviendra explosif par son ampleur.

On avancera que la *politique* libérale a relancé la machine économique américaine. Pourquoi pas la nôtre ? Tout simplement parce que la France n'est pas l'Amérique.

Au reste, dans les *années* à venir, l'Amérique sera confrontée avec ce problème que nous connaissons en France : la fin du droit au travail suscitant l'apparition d'une nouvelle classe sociale, celle des « exclus du travail », dont le nombre ne peut que croître et la pression sociale s'accentuer.

*C'est ici qu'un effort* d'imagination sans précédent — cette imagination qui est plus importante que la connaissance, disait Einstein — sera requis des hommes disposant de moyens d'action, publics et privés, pour concevoir des structures économiques et des relations sociales d'un type inédit.

Le pari que paraît faire Chevènement se fonde précisément sur une prévision — demain, l'échec d'une politique néolibérale — et sur un constat — aujourd'hui, l'échec d'une politique de dirigisme administratif à coloration sociale-démocrate, — l'une et *l'autre politique ne* percevant pas ou n'osant pas entreprendre les transformations *révolutionnaires* exigées par l'accélération des progrès scientifiques et techniques.

Chevènement se *positionne* dès lors comme un homme d'après-demain. Et il *annonce* la couleur en filigrane en conférant à un Etat futur et puissant vocation pour « massifier » la configuration de la société.

Est-ce la meilleure réponse à une bonne analyse ? Tel semble être, en tout cas, le schéma élaboré par lui et observable en d'autres esprits pour des avenirs *déjà* perceptibles au sein d'un monde qui se situe entre un achèvement assuré et un renouveau incertain.

Tout cela annonce, à tout le moins, les agitations révolutionnaires qui vont nous mener vers un vingt et unième siècle qui pourra aussi bien être un siècle de lumières que son contraire, selon ce que seront l'esprit créatif et l'éthique politique des hommes responsables.

(*) Conseiller financier.

# Pour une nouvelle statistique sociale

*Derrière les comportements, les attitudes, déceler les besoins fondamentaux et les valeurs de société*

Par JACQUES ANTOINE (*)

TOUTE société repose sur un *consensus relatif* à des valeurs communément partagées. La crise des valeurs est plus essentielle que la crise économique : on ne se fait pas tuer pour un taux de croissance, alors qu'on peut se faire tuer pour des valeurs patriotiques, religieuses, ou pour ce que le bon sens populaire appelle « des idées ». La crise des valeurs entraîne donc inévitablement une crise de société.

*A cet égard, deux images, pour ne* pas dire deux modèles, sont communément employées. La première est celle de la peau de chagrin. Le tronc commun des valeurs partagées par tous les Français — ou par tous les membres de la civilisation occidentale *actuelle — se réduirait inexorablement* comme la célèbre peau de chagrin. A la limite, la tolérance serait peut-être la seule et dernière valeur démocratique permettant encore à notre édifice social de tenir debout tant bien que mal.

C'est ici qu'intervient la deuxième image, celle de la mosaïque, ou de la société « éclatée ». Selon *cette image, qui va bien au-*delà de celle de la société « bloquée » qu'avait naguère diagnostiquée notre ami Michel Crozier, la société est faite d'une juxtaposition de personnes et de groupes très différents, à la limite tous différents. Selon *ce schéma, la cohésion* d'une société serait en gros directement liée au degré d'homogénéité *de la* mosaïque et, inversement, ses risques de rupture seraient fonction de son degré d'hétérogénéité, c'est-à-dire dépendraient du nombre des nuances *et surtout* de la *distance*, du degré d'incompatibilité entre les nuances, ainsi que de l'intensité respective des potentiels antagonistes.

Mais il faut aller au-delà. Derrière les comportements (voter, acheter...) il y a les opinions et les attitudes, que saisissent plus ou moins bien les sondages. Et derrière les opinions et les attitudes individuelles, comme *derrière les courants* socio-culturels qui en sont souvent la dimension collective, il y a au niveau individuel des besoins fondamentaux et motivations de base, et au niveau collectif des valeurs de société. Ce niveau d'analyse est plus *difficile à atteindre par des outils* d'observation et de mesure. On peut l'aborder par des enquêtes qualitatives en profondeur, ou par une analyse secondaire convenable des sondages et autres enquêtes disponibles. Une telle analyse, effectuée notam*ment dans* le cadre du Club d'observation de la conjoncture de l'opinion (1), fait surgir un *schéma* bien différent de celui de la segmentation des publics.

En effet, chacun de nous est concerné par les besoins primaires et par les valeurs fondamentales. Nous avons tous à la fois besoin de stabilité et de permanence, d'une part, de changement et d'évolution, d'autre part ; de sécurité et d'autono*mie, etc. Il* n'y a donc pas séparation nette entre les tenants de la permanence et les champions du changement : il y a tension dialectique en chacun de nous entre ces deux pôles. Certes il y a aussi, selon des individus, une pondération différente de ces deux pôles. Mais ce qui apparaît *au niveau global de la société* comme un ensemble de contradictions ne doit pas s'analyser *seulement* comme le résultat d'une opposition entre individus et groupes de sensibilités différentes ; c'est aussi et sans doute d'abord le résultat des contradictions et tensions internes à chaque individu.

### L'implosion

Société éclatée, certes, mais c'est d'une *société « implosée » qu'il* s'agit.

Ainsi, par exemple, dans le *domaine de la consommation et des* achats, les études de l'Institut du commerce et de la consommation et d'Alain Lancelot (2) ont mis en évidence l'existence de trois modèles de base : le modèle traditionnel, qui repose sur la relation au commerçant et privilégie les valeurs d'intégration sociale et de recherche de *qualité ; le modèle de la société de* consommation fondé sur la liberté de choix et sur la recherche du plaisir ; le modèle rationnel qui vise l'économie des prix et du temps.

Il est clair, comme le soulignent les auteurs, que ces trois modèles coexistent non seulement entre les individus, mais en chacun de nous : selon les produits, selon les circons*tances, je me réfère à l'un ou l'autre* de ces trois modèles. Ce que certains appellent la versatilité du consommateur n'est sans doute pas une sorte de défaut passager par rapport à un système commode de classification des gens une bonne fois pour toutes, mais une réalité fondamentale qu'il faut traiter comme telle.

Il en est de même dans le domaine *politique. Alain Minc* faisait récemment observer (3) que le débat public évolue, après le partage du gâteau, puis des problèmes collectifs tels que le pacifisme ou l'écologie, vers un débat d'un troisième type portant le plus souvent sur des *problèmes mettant en jeu* des valeurs individuelles et sociales profondes : la peine de mort, l'avortement ou l'euthanasie, les mères porteuses, tout ce qui relève du domaine de l'éthique de la génétique, en sont des exemples flagrants. Lorsque le Parlement est amené à délibérer et à décider sur de tels problèmes, il *arrive que chaque parti* laisse à ses membres la liberté de voter *selon* sa conscience personnelle. Mais même lorsqu'il y a discipline des votes par partis, les motivations décisives ne sont pas *nécessairement du même type selon* les votes, et en outre les majorités peuvent être à *géométrie variable*. Le résultat est un ensemble de lois qui n'entrent pas automatiquement dans le même « système de valeurs ».

Les travaux de la commission Evelyne Sullerot ont ainsi montré qu'en ce qui concerne le mariage et l'union libre, la législation fiscale, la législation sociale et le droit civil, n'étaient pas toujours cohérents.

Les outils d'observation et d'analyse de la réalité sociale doivent donc élargir notre vision.

Une nouvelle statistique sociale pourrait au reste nous rendre plus conscients de nos contradictions individuelles et collectives, et par là nous conduire à mieux les gérer et les surmonter. Mais cela est déjà une autre histoire.

(*) Professeur au Conservatoire national des arts et métiers. Directeur du Centre d'études *socio-économiques* et de management. Directeur général du Centre d'études *des supports de publicité*.

(1) Animé par le Centre d'études socio-économiques et de management (CESEM, 23, rue Lavoisier, 75008 Paris).

(2) Les attentes des consommateurs. Un terrain d'observation : Orléans (ICC, 11, rue Royale, 75008 Paris).

(3) *L'Expansion*, 7-20 déc., 1984.

(4) Etude de la Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette réalisée par SOFRES/Communication, juin 1985.



7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 523-06-81
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

*Gérant :* André Fontaine, directeur de la publication

*Anciens directeurs :* Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

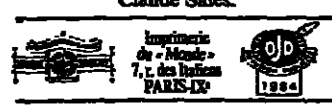
Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

*Administrateur :* Bernard Wouts.

*Rédacteur en chef :* Daniel Vernet.

*Corédacteur en chef :* Claude Sales.



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | 354 F | 672 F | 954 F | 1 200 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |
| ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| II. — SUISSE, TUNISIE | 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $ ; Côte-d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $ ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

## COURRIER DES LECTEURS

### L'agrégation : mythe et réalités

*Le Monde* du 9 octobre ouvre largement ses colonnes à une « diatribe » de M. Guerrand, contre l'agrégation et les agrégés. (...)

1) Il est parfaitement exact que l'agrégation n'est pas un « grade » universitaire comme le doctorat. Elle est statutairement un concours de recrutement de professeurs de lycée, comme le CAPES, d'ailleurs. Mais, à la différence du doctorat, *qui est un examen*, elle est un concours. Pour fixer les idées, en 1983 on comptait cinq cents agrégés littéraires contre deux mille docteurs et cinq cents agrégés scientifiques contre quatre mille docteurs. Dans ces conditions, il n'est pas anormal qu'un agrégé estime injuste qu'il ne puisse plus depuis juin 1984 être nommé dans une université, alors qu'un docteur le peut ;

2) La documentation de R.-H. Guerrand semble dater un peu : depuis plus d'une décennie, les élèves de l'Ecole normale *supérieure* (Ulm-Sèvres) ne signent plus un engagement pour servir dans l'enseignement, mais dans le service *public*. Et, *il y a deux mois*, cette disposition a été étendue aux autres ENS. *Il* y aurait beaucoup à dire sur cette réforme due à M. Laurent Fabius. (...) Ainsi ai-je protesté contre les places réservées à l'ENA à quatre élèves de l'ENS. Mais peut-on blâmer des normaliens ou des *agrégés de réussir aux concours* normaux d'entrée à l'ENA ?

3) Enfin, il ne faut jamais perdre de vue que l'immense majorité des agrégés exercent dans l'enseignement et y font toute leur carrière. (...) Alors que, statutairement, ils devraient exercer normalement en lycée, cinq mille d'*entre eux sur vingt mille exercent* en collège.

Alors que des dizaines de milliers de maîtres auxiliaires ont été recrutés dans l'académie de leur choix, puis rapidement titularisés, sans aucun contrôle et le plus souvent sur place, les agrégés — comme les certifiés d'ailleurs — doivent rejoindre tout poste sur l'ensemble du territoire national. (...) Il est faux de dire *qu'ils seraient* aujourd'hui plus nombreux qu'autre*fois dans les lycées* les plus « bourgeois ». La réalité est exactement inverse. (...)

GUY BAYET,
*président de la société des agrégés.*

### Le cardinal Ratzinger et Vatican II

Dans son article du 3 octobre, intitulé *« Les évêques français entendent défendre les acquis de Vatican II »*, M. Henri Tincq écrit : *«... Faut-il imputer toutes ces crises au concile ? Non, répond majoritairement l'épiscopat français, se distinguant ainsi des thèses maîtresses du cardinal Ratzinger. »*

Le livre du cardinal Ratzinger, *Entretien sur la foi, interview de V. Messori*, paru en juin dernier, soutient la thèse inverse : c'est la mise en œuvre du concile, en France en l'occurrence, qui a *été défectueuse*, et c'est au concile lui-même qu'il faut revenir pour redresser la barre. Certes le cardinal ménage peu la susceptibilité des responsables de cette mise en œuvre, qui ont souvent porté le poids du jour et de la chaleur... Mais le bilan est aujourd'hui absolument nécessaire, non pour juger et condamner les personnes, mais pour redresser une situation devenue fort préoccupante pour l'Eglise de France.

Père HENRI COSSUREL,
*aumônier adjoint des lycées Condorcet et Racine (Paris).*

# étranger

## LA VISITE DE M. MITTERRAND AU BRÉSIL

### Un dialogue bien engagé

De nos envoyés spéciaux

Brasilia. – *« Qu'attendez-vous de la France ? Qu'attendez-vous de la Communauté économique européenne ? »* C'est ainsi que M. Mitterrand s'est adressé à M. Sarney, le président brésilien, au début de l'entretien qu'ils ont eu, le lundi 14 octobre, au Planalto, le palais présidentiel de Brasilia. M. Sarney n'a pas caché ce qu'il attendait : que la France reste le porte-parole *« des points de vue, des aspirations et des revendications du tiers-monde »*.

Le dialogue était donc bien engagé. Il reflétait l'état d'esprit du pays à la veille de l'arrivée du président français. Anticipant quelque peu sur les résultats de la rencontre, certains journaux de Brasilia affirmaient, dès lundi *matin*, que la France venait, en la personne de M. Mitterrand, donner son appui *« économique, politique et culturel »* à leur pays. M. Sarney et son gouvernement probablement n'en attendaient pas tant. Les propos de M. Mitterrand, au cours du tête-à-tête, puis de l'allocution qu'il a prononcée à l'Itamaraty, le ministère des affaires étrangères, correspondent à ses positions habituelles sur les grands problèmes économiques internationaux. Il les a réaffirmées, lundi soir, avec une particulière netteté.

Ce qu'a dit M. Mitterrand n'a pu que satisfaire les Brésiliens plongés dans la crise depuis plusieurs années et qui doivent affronter les pressions du FMI et des banquiers étrangers. Il a dit en effet que la France, créancière du Brésil, ne défendrait pas ses intérêts *« au-delà de ce qui pourrait compromettre ceux de son partenaire »*. Il pense que le sort des débiteurs et celui des créanciers sont *« intimement liés »* et que le *« fardeau »* doit être partagé. Les pays en voie de développement, a-t-il ajouté, ne peuvent pas avoir pour tout horizon *« la récession ou la stagnation »*.

Au cours de l'entretien privé, il avait précisé son idée sur ce point : Je suis convaincu, dit-il en substance, que les problèmes de développement dans le tiers-monde sont liés à la démocratie et que la récession est le pire ennemi de la démocratie. C'est précisément l'avertissement que M. Sarney et d'autres gouvernements latino-américains ne cessent d'adresser aux organismes financiers internationaux. Démocratie et récession sont des mots brûlants au Brésil qui vient de mettre fin à vingt et un ans de régime militaire et où une crise sociale trop brutale risquerait de remettre en cause la « nouvelle république ».

#### « Ouvrir une fenêtre »

M. Sarney s'en est expliqué à plusieurs reprises auprès de son invité. En affirmant que le Brésil n'acceptait *« ni tutelle ni récession »* et que sa *« formule »* était la croissance, il s'est référé clairement à la ligne de résistance contre le FMI adoptée par son gouvernement, laquelle a empêché tout accord avec le Fonds cette année et permet d'espérer un taux de croissance de 5 à 6 % en 1985. Dans l'esprit de M. Sarney, il ne s'agit pas là d'un combat idéologique mais d'une simple défense – pragmatique – des intérêts de son pays. Il se dit prêt néanmoins à *« ouvrir une fenêtre »* pour négocier et trouver, le moment venu, des solutions *« rationnelles »*. Ce que le Brésil souhaite comme beaucoup de pays endettés, c'est un dialogue politique sur la dette extérieure, et M. Sarney estime que M. Mitterrand a été un *« pionnier »* dans cette voie.

Voilà un titre que M. Mitterrand revendique sans fausse modestie. Ses thèses, remarque-t-il, commencent à prospérer parmi les pays industrialisés, et singulièrement aux Etats-Unis. *« Les esprits évoluent »* et les Etats-Unis aussi depuis trois ans. Nul ne prétend plus, affirme M. Mitterrand, que la crise des pays du tiers-monde puisse être réglée *« de façon mécanique par un allégement à court terme de la dette »* et par la baisse du niveau de vie des pays endettés.

Les deux hommes n'ont pas seulement parlé d'économie. L'un et l'autre sont aussi des écrivains – M. Sarney porte même l'habit vert. Dans leurs allocutions, ils ont accumulé les références littéraires, manifestant ainsi une connivence de plume entre les deux pays. Les quelque trois cents invités réunis dans le grand salon d'une beauté un peu austère de l'Itamaraty ont eu droit à une litanie de poètes, de romanciers, de philosophes choisi parmi les valeurs sûres de la littérature française, concours de citations remporté haut la main par le président Sarney aussi à l'aise dans *le Cid* que dans *le Chant des partisans*.

JEAN-YVES LHOMEAU et CHARLES VANHECKE.

### Le plus grand et le plus endetté des pays d'Amérique latine

Le Brésil est, avec ses 8511965 kilomètres carrés, presque aussi grand que l'Europe, et le plus vaste Etat d'Amérique latine. Il compte parmi les dix premières puissances industrielles du monde, mais est aussi le pays le plus endetté avec 104 milliards de dollars de dette.

Peuplé de cent trente millions d'habitants, dont la moitié ont moins de vingt ans, le Brésil est très composite. Blancs et métis, mais aussi minorités africaines (pour la plupart descendants d'esclaves), indiennes et même asiatiques. La langue officielle est *le portugais*. Si les Brésiliens sont catholiques à 90 %, de nombreuses sectes se développent, et la macumba a toujours ses adeptes.

Cette population est inégalement répartie : aux concentrations urbaines du centre, du sud et de la zone côtière s'opposent le Nordeste, terre de famine et de sécheresse, et l'immense Amazonie (quatre fois la superficie de la France), dont la mise en valeur ne fait que commencer.

Le Brésil dispose d'immenses ressources naturelles (bauxite, nickel, fer, charbon, uranium, métaux précieux) et, sur le plan agricole, de grandes potentialités (café, céréales, canne à sucre, soja). La monoculture et le déboisement rapide risquent cependant de créer des déséquilibres et d'aggraver les « conflits de la terre » entre grands exploitants agricoles et petits paysans.

Depuis 1960, Brasilia est la capitale de cette République fédérale qui comprend vingt-trois Etats, trois territoires fédérés et un district fédéral (le siège de la capitale). Elu le 15 janvier dernier, après vingt et un ans de pouvoir militaire, le président Tancredo Neves est mort le 21 avril, sans avoir pu réaliser sa tâche de « père de la Nouvelle République ». Le vice-président Sarney lui a succédé, conformément à la Constitution.

### Le voyage du général de Gaulle en 1964

*L'intendance n'a pas suivi...*

Caracas, Bogota, Quito, Lima, Cochabamba, Santiago-du-Chili, Buenos-Aires, Asuncion, Montevideo, Rio-de-Janeiro : dix villes, dix escales, dix triomphes pour de Gaulle lors de sa mémorable tournée sud-américaine de septembre-octobre 1964. Il y a tout juste vingt et un ans.

Des foules innombrables, attentives, secrètes ou passionnées, silencieuses ou exubérantes, mais partout admiratives et ferventes attendaient l'homme, le personnage historique, le monument, le symbole d'une France alors à son zénith et vraiment respectée. A Bogota, dans l'odeur d'herbe fraîche des hautes terres du Boyaca, sous le soleil aigrelet du printemps austral chilien ou sous la pluie torrentielle de Montevideo.

Difficile de comparer, de dire si l'accueil de la Colombie était plus émouvant dans sa sobriété que celui, enthousiaste, de l'Uruguay où l'on avait pleuré de joie dans les rues le jour de la libération de Paris. Si les foules cuivrées de l'Equateur étaient plus bruyantes que celles de la blanche et très européenne Buenos-Aires qui hurlait à pleins poumons : *« De Gaulle, Peron, un solo corazon ! »* (De Gaulle, Peron, un seul cœur ! »).

Ce voyage mené tambour battant mais si riche et haut en couleur fut une réussite exemplaire du début à la fin. Un spectacle bien sûr, une leçon de diplomatie et de relations publiques donnée par un maître en la matière. Enfin une source d'étonnements multiples pour ceux qui suivaient le général. Comment d'abord ne pas donner un coup de chapeau à un homme qui venait de subir une opération, et qui passait, sans broncher et sans manifester le moindre signe de fatigue, de la côte caraïbe de l'Amérique à son versant atlantique des hauts plateaux andins, à la façade pacifique et aux plaines du cône sud ?

Une seule précaution : on avait préféré éviter les 4 000 mètres d'altitude de La Paz, capitale de la Bolivie, et choisi la ville de Cochabamba, située tout de même à 2 500 mètres. A la préfecture, de Gaulle avait rencontré le président Paz Estenssoro, méditatif, mais ignorant encore qu'il était à la veille d'être renversé par un coup d'Etat. Son « tombeur », le général Barrientos, était à ses côtés. Par courtoisie à l'égard de de Gaulle, il avait différé l'heure de son putsh...

Le plus stupéfiant était d'entendre de Gaulle. Trois ou quatre discours chaque jour, dont certains à Quito, à Caracas, à la faculté de droit de Buenos-Aires ou devant l'école de guerre de Rio, la « Sorbonne » brésilienne, étaient des morceaux de bravoure et de style. Des discours non pas lus, mais dits, et fidèles à la virgule près au texte distribué.

> *La France des affaires n'a pas su exploiter la percée diplomatique de grande classe effectuée il y a vingt et un ans...*

#### La « troisième voie »

Le plus surprenant était de suivre de Gaulle dans ces réceptions à répétition qui ponctuaient le voyage. Deux ou trois chaque jour. Et pourtant, un mot aimable pour chaque dirigeant, chaque notable, une attention constante et courtoise de grand seigneur disposant d'une mémoire exceptionnelle.

Le thème central des allocutions était la « troisième voie » : ce que l'Amérique du Sud attendait précisément. De Gaulle encourageait les peuples et les dirigeants de cette partie de la planète à se protéger autant que possible des « deux impérialismes », à choisir et à mettre en pratique leurs propres solutions.

Des « conseils » qui ne plaisaient guère à l'époque aux Etats-Unis, soucieux de défendre leurs privilèges sur ce qu'ils considéraient de plus en plus comme leur chasse gardée. Dans toutes les capitales visitées, les dirigeants avaient été très fermement mis en garde par les ambassadeurs de Washington. Mieux vaut prévenir...

Pourtant, les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'événement. Une trajectoire brillante, un discours éblouissant, un accueil spectaculaire ? Sans aucun doute. Mais autant en emporte le vent des Andes ou de la pampa. L'intendance n'a pas suivi.

La France des affaires, de l'industrie ou des universités n'a pas su, ou pas pu, exploiter cette percée diplomatique de grande classe. Après 1964, l'influence française a plutôt reculé en Amérique du Sud. Non pas à cause bien sûr, mais malgré ce voyage brillant de de Gaulle. Dans les années qui ont suivi, des positions qui auraient pu être aisément conquises – en particulier au Brésil, qui allait amorcer son développement industriel – ont été perdues par manque d'imagination et surtout d'audace.

Hommes d'affaires et banquiers français n'ont pas compris – sauf notables exceptions – qu'il fallait d'abord être « présent » sur le terrain, et qu'il convenait ensuite de partager les risques. Il y a deux décennies, ils s'engageaient dans cette bataille mal préparés, mal informés et sans une véritable stratégie. Un mois exactement après l'arrivée de de Gaulle à Caracas, une délégation de haut niveau d'hommes d'affaires français débarquait au Venezuela, mettant aussitôt ces failles en évidence.

Des correctifs, des progrès certains, ont permis un certain rattrapage. Dans beaucoup de secteurs, il est bien tard. Les Etats-Unis, mais aussi la République fédérale, le Japon, et d'autres sont solidement installés. Le voyage de M. François Mitterrand au Brésil et en Colombie n'a de toute façon pas les ambitions de celui de 1964. Et il ne saurait remettre les pendules sud-américaines à l'heure de la France.

MARCEL NIEDERGANG.

## Pékin s'inquiète du rapprochement entre Pyongyang et Moscou

De notre correspondant

Pékin. – Les relations longtemps étroites entre la Chine et la Corée du Nord semblent traverser une phase délicate. Pékin s'inquiète des signes de rapprochement entre Pyongyang et Moscou, de même que Pyongyang s'irrite de ceux – officieux – qui se développent entre Pékin et Séoul. Récemment, M. Qian Qichen, vice-ministre des affaires étrangères spécialement chargé des négociations avec l'URSS, nous déclarait que la question coréenne n'était « pas encore » devenue un quatrième « obstacle » dans les relations sino-soviétiques (1). C'était, néanmoins, la première fois qu'un responsable chinois reconnaissait ouvertement la préoccupation de son gouvernement à l'égard du rapprochement soviéto-nord-coréen.

Pékin accorde beaucoup d'importance à la normalisation de la situation héritée de la guerre dans la péninsule coréenne. Tout en soutenant formellement la position du président Kim Il Sung sur la réunification du pays et le retrait des forces armées américaines basées au Sud, la Chine pousse son allié communiste du Nord à faire des gestes de conciliation en direction du Sud. Elle multiplie aussi les contacts indirects avec Séoul, ce qui lui a permis, une nouvelle fois au printemps dernier, de récupérer des mutins qui avaient cherché refuge en Corée du Sud après avoir tué le capitaine de leur bateau.

La partie la plus visible de ces contacts est commerciale. Depuis l'an dernier, les échanges sino-sud-coréens – qui passent presque exclusivement par Hongkong – ont connu une progression spectaculaire. Au cours du premier semestre, les exportations sud-coréennes ont dépassé 220 millions de dollars, soit une augmentation de 400 % par rapport à 1984. Il s'agit essentiellement de matériel électronique ou de téléviseurs, mais aussi de véhicules et autres biens de consommation. En échange, la Chine vend des céréales (450 000 tonnes de maïs l'an dernier) et du coton. Ses exportations ont dépassé 300 millions de dollars en 1984 et devraient progresser cette année.

#### La stratégie d'ouverture

Cette politique entre dans la stratégie chinoise d'ouverture. Elle vise aussi à promouvoir plus de stabilité dans cette région explosive qui se trouve à sa frontière. En outre, certains Chinois estiment que tout le monde a intérêt à la solution du problème coréen, sauf les Soviétiques. Ils craignent que le Kremlin ne tente de détacher Pyongyang de Pékin. Ces craintes se sont concrétisées avec la visite, en août dernier à Pyongyang, de M. Geydar Aliyev, premier vice-premier ministre soviétique, accompagné du premier vice-ministre de la défense, le maréchal Petrov. En même temps, avait lieu la vente, longtemps repoussée par l'URSS, d'avions Mig-23 et, pour la première fois, la visite de navires de guerre soviétiques dans le port de Wonsan.

Les Chinois affectent de trouver normale cette vente d'appareils qu'ils ne sont d'ailleurs pas en mesure de fournir à leurs voisins coréens. En fait, ils craignent que, en échange, la Corée du Nord ne concède aux Soviétiques non seulement le droit de survol aérien de leur territoire pour les appareils se rendant à la base de Danang (Vietnam), mais aussi un droit d'escale pour la flotte soviétique du Pacifique dans le port de Nampo, face à la Chine, à quelque 180 miles marins de sa base navale de Luda et non loin de ses gisements pétroliers du Bohai.

PATRICE DE BEER.

(1) Les « trois obstacles » avancés par Pékin sont le retrait des troupes soviétiques massées sur la frontière commune, de celles qui occupent l'Afghanistan et celui des troupes vietnamiennes au Cambodge.

## Les entretiens de M. Gandhi à Londres ont notamment porté sur des commandes d'armements

**M. Rajiv Gandhi quitte Londres, ce mardi 15 octobre en fin de journée, pour les Bahamas, où il participera à la conférence du Commonwealth. Au cours de sa visite officielle de quarante-huit heures en Grande-Bretagne, il a eu des entretiens qualifiés de *« satisfaisants et chaleureux »* avec Mme Thatcher, qui ont porté notamment sur des commandes d'armements. M. Gandhi a cependant relevé, dans un discours prononcé lundi soir, deux sujets de désaccord entre les deux pays : l'opposition de Londres à des sanctions contre l'apartheid sud-africain et l'attitude britannique à l'égard des extrémistes indiens vivant au Royaume-Uni, qu'il a jugée trop indulgente.**

De notre correspondant

New-Delhi. – L'Afrique du Sud, le Proche-Orient, l'Afghanistan, le Pakistan, la « guerre des étoiles », les relations Est-Ouest et Nord-Sud, l'aide multilatérale, etc., sur tous ces grands sujets qui ont été abordés à Londres et le seront aux Bahamas, où ils se retrouveront, mercredi, pour la réunion du Commonwealth, Britanniques et Indiens diffèrent fortement. Ils l'ont constaté encore une fois. On tente donc, de part et d'autre, de se concentrer sur les relations bilatérales, qu'il faut, chacun en convient, *« améliorer et détendre (1) »*.

Quand on l'interroge sur les mesures prises par Londres pour contrôler les extrémistes sikhs, M. Gandhi répond : *« Nous pensons qu'un pays démocratique devrait en faire davantage. »* Cependant, ce problème (2), qui est directement à l'origine du refroidissement indo-britannique de ces derniers mois – la visite d'un ministre britannique dut même être annulée, en février, à la demande de Delhi, – est en voie de règlement.

Les nombreuses arrestations d'extrémistes sikhs et cashmeris, ces dernières heures en Grande-Bretagne, ont été accueillies avec une satisfaction non dissimulée dans la capitale indienne. Reste à savoir si ce brusque accès de sévérité britannique à l'égard de dissidents indiens jusqu'ici libres de leurs mouvements sera suffisant pour effacer les amertumes. L'enjeu pour Londres est élevé : 1 milliard de livres sterling, pas moins. Un milliard de commandes couvrant l'acquisition par New-Delhi de quatre cents canons autotractés de 155 mm, des missiles Sea Eagle, de nouveaux avions à décollage vertical Sea Harriers, trois hélicoptères Sea King supplémentaires, un porte-avions (le *Hermes*, trente-quatre ans d'âge, réformé par la marine britannique après la guerre des Malouines) et vingt-sept hélicoptères civils pour l'Office indien des pétroles (ONGC). Un milliard de commandes qui permettraient aux industries d'armement britanniques de tourner plus sereinement, et à une certaine firme d'hélicoptères civils, Westland, de ne pas fermer boutique.

Aux dernières nouvelles, l'aérospatiale française, qui offre, à la place des Westland, des Dauphin, est également presque sûre de son affaire. M. Rajiv Gandhi, lui, s'est contenté de déclarer que les problèmes posés par le Westland – il y a deux mois, il avait lui-même dit que cet appareil n'était *« pas adapté aux besoins de l'ONGC »* – ont été *« presque tous réglés »*. Et quand on le presse plus avant, il dit : *« On verra bien. »*

IDe toute façon, ledit contrat, qui représente environ 700 millions de francs, ne serait pas signé avant six à huit semaines.

L'avantage évident de l'offre anglaise est qu'*« il s'agit pratiquement d'un don »*, dit-on du côté français, un don intéressé, bien sûr, dans la mesure où l'Inde devrait ensuite acheter des dizaines de nouveaux appareils. *« Le nôtre, c'est tout simplement la supériorité technique, les moindres coûts d'entretien et de fonctionnement. »* Qui l'emportera? *« Les deux peut-être »*, répond-on laconiquement dans les milieux de l'aviation civile indienne, où il est maintenant question d'accepter *« le cadeau anglais »* et d'acheter un nombre égal d'appareils français. En tout état de cause, rien ne semble joué.

PATRICE CLAUDE.

(1) Les échanges entre Delhi et Londres ont atteint 1 352 millions de livres en 1984-1985 et sont fortement déséquilibrés en faveur de Londres (781 millions de livres d'exportations). New-Delhi reste cependant le premier bénéficiaire de l'aide britannique, avec 110 millions de livres pendant la même période.

(2) Il y a environ 500 000 Indiens en Grande-Bretagne, dont une majorité de sikhs. A la mort d'Indira Gandhi, les plus extrémistes d'entre eux avaient dansé dans les rues de Londres pour célébrer la nouvelle.

## Les tensions entre la Chine et le Japon semblent s'apaiser

De notre correspondant

Pékin. – La tension survenue, ces derniers mois, entre la Chine et le Japon paraît en voie de résorption à l'issue de la visite à Pékin du ministre nippon des affaires étrangères. En réponse à son homologue chinois, M. Wu Xueqian, qui invitait une nouvelle fois les dirigeants de Tokyo à *« prendre note des sentiments chinois »* et à ne pas *« reprendre la voie du militarisme »*, M. Shintaro Abe a, une fois de plus, fait amende honorable pour les crimes commis par l'armée impériale pendant la seconde guerre mondiale. Il a également promis des efforts pour réduire le déséquilibre commercial qui se gonfle à l'avantage du Japon.

Pour sa part, le premier ministre japonais a fait une concession symbolique en annulant une nouvelle visite prévue cette semaine au temple de Yasukuni de Tokyo, sanctuaire national où sont vénérés les soldats nippons morts au service de l'empereur – y compris les « criminels de guerre ». Sa première visite – sans précédent pour un chef de gouvernement dans ses capacités officielles, – en août dernier avait suscité un vif mécontentement à Pékin tant au sein du gouvernement que chez les étudiants (*le Monde* du 20 septembre). L'arrivée de M. Abe avait été précédée de mises en garde des dirigeants chinois, non seulement inquiets d'une possible résurgence du militarisme nippon, mais aussi irrités par ce qu'ils perçoivent, en matière économique et commerciale bilatérale, comme une attitude mercantile des Japonais.

Parlant affaires, M. Deng Xiaoping aurait dit crûment à M. Abe, selon des sources japonaises : *« Si notre déficit commercial dure un an ou deux, ce n'est pas grave. Mais s'il se répétait une troisième année, la Chine sentirait le poids de sa dette extérieure, tout comme les pays d'Amérique latine. »* Le déficit avec Tokyo, qui était de 1,2 milliard de dollars, est passé à 4 milliards au cours des huit premiers mois de cette année.

Pour remédier à cet état de choses, Pékin entend contrôler strictement les importations d'électroménager et de voitures du Japon et souhaite que Tokyo maintienne ses importations de charbon et de pétrole, se décide à investir en Chine et accepte d'effectuer des transferts de technologie. Enfin, les Chinois se plaignent de la mauvaise qualité de certains produits. Ils viennent d'obtenir de Mitsubishi le remboursement de 5 824 camions, dont le châssis était fêlé et la boîte de vitesses défectueuse.

Les Japonais se sont efforcés de calmer leurs interlocuteurs, sans toutefois prendre d'engagements trop précis. Pour M. Abe, des efforts doivent être faits de part et d'autre.

P. de B.

# DIPLOMATIE

LA VINGT-TROISIÈME CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO

## La Grande-Bretagne confirmera son intention de quitter l'Organisation

Sofia *(AFP)*. – La Grande-Bretagne a l'intention de quitter l'UNESCO, et elle confirmera cette intention, si les réformes entreprises ne sont pas *« fondamentales »*, a déclaré lundi 14 octobre, devant la vingt-troisième session de la conférence générale de l'Organisation, réunie à Sofia, M. Timothy Raison, ministre britannique de la coopération. Ce dernier a dénoncé, pêle-mêle, la politisation excessive, les doctrines idéologiques *« inacceptables »*, le manque d'objectivité, d'efficacité, la gestion désastreuse, les activités faisant double emploi avec celles d'autres organisations des Nations unies (notamment en faveur du désarmement et des droits de l'homme), la dispersion des programmes, les réunions abstraites.

M. Raison s'en est pris, en particulier, au Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC). *« Nous rejetons toute action qui implique l'élaboration d'un code de conduite, de directives limitant notre liberté d'expression »*, a-t-il déclaré. Il a également dénoncé ceux qui cherchent à prescrire à leurs moyens de communication de masse *« ce qui doit ou ne doit pas être diffusé ou écrit, ou à imposer des conditions à l'exercice de la liberté de la presse »*.

La *« politisation »* ainsi dénoncée a trouvé lundi de nouvelles occasions de s'exercer. Le ministre turc de l'éducation, M. Metine Emiroglu, a ainsi profité de la tribune qui lui était offerte à Sofia pour s'en prendre à l'*« oppression »* culturelle, linguistique et religieuse, – la *« slavisation forcée »* – dont est victime, selon le gouvernement d'Ankara, la minorité turque en Bulgarie. En fin de journée, le représentant bulgare, demandant à bénéficier de son droit de réponse, a catégoriquement rejeté les *« allégations »* turques, et a accusé à son tour le gouvernement d'Ankara d'opprimer Kurdes et Arméniens, ainsi que d'occuper illégalement Chypre.

Le ton est également resté éminemment politique quand l'observateur de l'OLP auprès de l'UNESCO est monté à la tribune pour condamner Israël et, avec moins de virulence, les Etats-Unis.

## Bonn est hostile au déploiement « automatique » d'armes spatiales

Confirmant les indications données par M. Kohl dans son entretien au *Welt am Sonntag (le Monde* du 15 octobre), un porte-parole du gouvernement ouest-allemand a précisé lundi 14 octobre les quatre assurances *« particulièrement importantes »* que Bonn affirme avoir reçues des Etats-Unis en ce qui concerne l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan. Selon ce porte-parole :

1) *« La recherche sur l'IDS se développera exclusivement dans le cadre du traité ABM »* conclu en 1972 par l'URSS et les Etats-Unis et gelant le développement des missiles antimissiles balistiques ;

2) *« Toute décision sur le développement et le stationnement de systèmes IDS sera précédée de consultations avec les alliés »* ;

3) Elle sera également précédée de négociations avec l'URSS ;

4) *« Aucun système IDS ne sera stationné si cela devait mettre l'Union soviétique en position de le neutraliser à moindres frais par un accroissement de son potentiel offensif »*.

Le porte-parole a précisé que le gouvernement de Bonn est *« strictement opposé »* à ce que la recherche sur l'IDS débouche *« automatiquement sur le développement et le stationnement d'un système de défense stratégique »*, ajoutant : *« Le gouvernement américain connaît notre position, la respecte et l'a de son coté confortée »*.

### Progrès à Stockholm

A Stockholm, on rapporte dans les milieux proches de la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), qui réunit les représentants de trente-cinq pays (Européens, États-Unis et Canada), que des concessions réciproques ont permis d'amorcer l'ultime phase exploratoire avant la négociation proprement dite d'un éventuel accord.

Les concessions les plus substantielles semblent avoir été faites par le pacte de Varsovie, qui aurait renoncé à discuter à Stockholm de thèmes politiques tels que le non-recours en premier à l'arme nucléaire, la création de zones dénucléarisées ou libres d'armes chimiques, le gel des budgets militaires, pour s'attacher à la recherche de mesures pratiques génératrices de confiance.

Aux termes d'un accord conclu sur une structure informelle de travail, la liste de sujets susceptibles de figurer dans le document de clôture de la première phase de la CDE inclurait le non-recours à la force (question politique tenant à cœur à l'URSS), l'échange d'informations militaires et de calendriers annuels de *« certaines activités militaires »* (manœuvres et mouvements), la notification et l'observation de ces dernières. – *(AFP.)*

### QUAND MALTE SE VEUT RASSURANT...

*M. Carmelo Mifsud Bonnici,* premier ministre travailliste de *Malte depuis décembre 1984,* a dû chercher fort loin dans les archives *de son pays pour retrouver* la trace d'une visite d'un dirigeant français dans l'île : la dernière en date remonte à 1798, avec la venue du *premier* consul, Napoléon Bonaparte, accompagné de quelques canonnières...

*« Si tu ne vas pas à Malte, Malte viendra à toi »,* et c'est *ainsi que* M. Bonnici est venu pour trois jours en France pour une *« visite de travail ».* Il a rencontré M. Laurent Fabius lundi 14 octobre. L'objet des entretiens était essentiellement d'ordre économique – Malte cherche à rééquilibrer ses échanges, – mais également politique.

Depuis 1971, en effet, la République de Malte entretient des rapports privilégiés avec les pays du pacte de Varsovie et les pays arabes, se voulant un pont entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. Mais certains pays occidentaux se sont inquiétés du traité d'amitié conclu entre Malte et la Libye du colonel Kadhafi, que ce dernier présentait un peu trop bruyamment comme une machine de guerre anti-OTAN.

M. Bonnici, lors d'une conférence de presse tenue lundi 14 octobre à Paris, a voulu être rassurant : *« Malte veut rester un pays démocratique,* a-t-il *affirmé, et notre politique étrangère se fonde sur la neutralité, le non-alignement, l'équidistance entre les deux blocs. »*

*« Nos relations avec la Libye, notre plus proche voisin après l'Italie, ne sont pas dirigées contre l'OTAN, mais visent à diminuer les tensions dans la région,* a-t-il poursuivi. *Aucun des pays membres de l'alliance atlantique n'en a d'ailleurs pris ombrage. »*

L. R.

# AFRIQUE

## Le parler franc de M. Houphouët-Boigny

*(Suite de la première page.)*

*« La coopération arabo-africaine doit être positive, elle ne doit pas être à sens unique. Vous n'êtes d'accord que sur vos désaccords ! »*

A propos du Tchad, dont la moitié du territoire est occupée par la Libye, *« combien de nos frères arabes ont condamné cette action ? »*.

S'agissant du Sahara occidental, la Côte-d'Ivoire adopte une position de *« neutralité absolue »* en attendant les résultats d'un référendum (mais *« quels sont les électeurs qui vont voter ? »*). *« Je ne suis pas contre le Polisario, je suis pour les principes. »* De toute façon, *« les condamnations ne règlent pas les problèmes »*.

L'Afrique du Sud ? D'accord pour des sanctions économiques, mais *« nous interdisons de vendre aux Blancs des matériels qu'ils fabriquent eux-mêmes ! »*. Il faut dialoguer encore. Ne pas faire comme Oliver Tambo (l'un des fondateurs du Congrès national africain, ANC), qui *« reste dans les palaces de Zambie »*. Parler avec l'Union soviétique ? (tous les diplomates soviétiques ont été expulsés de Côte-d'Ivoire en juin 1969). *« Ils reviendront, s'ils acceptent de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures. »* Lorsqu'ils étaient là, M. Houphouët-Boigny a *« dormi comme les crocodiles de Yamoussoukro, les yeux ouverts »*.

### « Je ne crois pas au non-alignement »

Le président sait être, tour à tour, mordant et patelin : Senghor, cet *« agrégé de grammaire très intelligent ? »*. *« Il est revenu à quarante et un ans en Afrique. Nous, nous avons attendu quarante ans pour nous rendre en France. »* Il se présente en homme de paix parfois un peu amer de n'avoir pas été écouté davantage. *« Soyez médiocre à la tête d'un pays puissant, alors on vous écoutera... »*

Mais les faits sont têtus : *« L'Afrique représente 2 % dans les échanges internationaux, dont 1 % pour l'Afrique du Sud »*. Mais pas de découragement ! La Côte-d'Ivoire, par exemple, n'est pas la *« chasse gardée »* de la France : *« C'est une insulte pour la France et davantage pour nous ! »* Dans ces conditions, la proposition faite par le président Mobutu de créer une ligue des Etats noirs est *« une très bonne et belle idée qui mérite d'être creusée »*. A quoi servent les organisations, les regroupements factices ? *« Où sont les pays non alignés ? Il n'y a pas de neutralité. Il n'y a pas de non-alignement. Il ne faut pas jouer avec les mots. Je ne décourage personne. Je ne me retire pas du non-alignement. Je n'y crois pas, c'est tout. »*

Ce ton, cette fermeté, cette bonhomie alliant les anecdotes et les proverbes africains, M. Houphouët-Boigny les a gardés tout au long d'une conférence de presse à laquelle étaient invités près de deux cents journalistes (entièrement pris en charge par l'État ivoirien). S'il en était besoin, cette performance physique aura, d'autre part, convaincu les Ivoiriens que le « vieux » est encore assez alerte pour se succéder à lui-même.

M. Houphouët-Boigny considère que le débat à propos de sa succession est *« définitivement clos »*. Pas de vice-président, parce que les *« anciens ne veulent pas d'un « nom » pendant que je suis au pouvoir »*, mais un président de l'Assemblée nationale qui assumera l'intérim, et qui peut – ultime précision – être lui-même candidat. Et puis, histoire de brouiller les cartes, cette phrase paradoxale : *« Je ferai ce qu'il faut pour choisir en toute quiétude le profil de celui qui assurera la continuité. »*

Dans le groupe ethnique des Akan, a rappelé M. Houphouët-Boigny, *« le mort n'a pas le droit à la parole »*. Alors, celui qui *« n'a pas de place pour la haine dans* [son] *petit cœur »*, qui ne voit, au bout du compte, qu'une *« solution spirituelle »* au conflit entre Israéliens et Arabes, mais qui a aussi son *« franc-parler »*, va *« essayer »* d'écrire ses Mémoires. N'a-t-il pas déjà commencé ?

LAURENT ZECCHINI.

Maroc

## Nouveau procès de fondamentalistes

Rabat *(Reuter)*. – Le procès de vingt-huit Marocains accusés de subversion et d'appartenance à un mouvement musulman fondamentaliste clandestin s'est ouvert, lundi 14 octobre, à Marrakech.

C'est le troisième en dix-huit mois. Lors des deux précédents, à Casablanca, près de cent accusés avaient comparu et vingt-sept avaient été condamnés à mort pour complot contre la monarchie visant à la création d'un régime islamique. Aucun n'a encore été exécuté.

Cette fois, treize jeunes gens comparaissaient devant le tribunal criminel de Marrakech et quinze sont jugés par défaut. Deux autres, interrogés actuellement par un juge d'instruction, doivent être jugés la semaine prochaine. Ils sont accusés d'avoir distribué des tracts subversifs et des exemplaires de la revue *Essaraya*, publiée par le dirigeant fondamentaliste Abdelaziz Naamani, qui incite les Marocains à se révolter contre la monarchie.

L'accusation a présenté Abdelaziz Naamani, établi à l'étranger depuis une dizaine d'années, comme le chef d'un groupe connu sous le nom de « mouvement moudjahidine ». Il est jugé par défaut et a déjà été condamné à mort par contumace à deux reprises, en 1975, pour participation présumée à l'assassinat d'Omar Benjelloun, rédacteur en chef du quotidien du Parti socialiste d'opposition, et, en juillet 1984, pour complot contre la monarchie.

[Le correspondant de l'AFP s'est vu refuser l'accès au tribunal par la police, sans aucune explication.]





# A TRAVERS LE MONDE

CHINE

### M. Bush parle défense et affaires à Pékin.

Pékin. – Le vice-président américain George Bush, en visite officielle en Chine depuis dimanche dernier, a remis au premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang un document, récemment rendu public aux Etats-Unis, qui décrit les efforts soviétiques pour développer un système de défense spatial, ont révélé lundi 14 octobre des officiels de sa délégation. Pékin est officiellement opposé à l'extension de la course aux armements dans l'espace.

Par ailleurs, M. Bush poursuit avec les responsables chinois des entretiens destinés à renforcer les relations bilatérales, tout particulièrement dans les domaines économique et commercial. Plusieurs obstacles freinent, dans divers domaines cette évolution : difficultés de pénétration et d'implantation sur le marché chinois, menaces protectionnistes du Congrès, réticences américaines en matière de transferts technologiques et, surtout, poursuite des relations – et des livraisons d'armements – de Washington à Taiwan. – *(AFP, UPI.)*

CHILI

### Une commission rogatoire adressée à la France.

Santiago. – La justice chilienne a adressé une commission rogatoire à Paris, *pour demander qu'un ancien soldat déserteur* de la force aérienne chilienne (FACH), Antonio Valenzuela, réponde à des questions concernant la disparition en 1976 de treize dirigeants du Parti communiste chilien (interdit). Avant son départ en exil en décembre, *Antonio Valenzuela avait révélé* l'existence d'un commando, responsable de l'enlèvement de dirigeants communistes, et dirigé *par le commandant Roberto Fuentes Morrison.* Ce dernier a été rappelé d'Afrique du Sud où il effectuait un stage de formation et a regagné samedi le Chili. – *(AFP.)*

EL SALVADOR

### Une partie de la famille du président Duarte quitte le pays.

San-Salvador. – Le président Salvadorien, M. José Napoleon Duarte, dont l'une des filles a été enlevée le 10 septembre par la guérilla, a annoncé lundi 14 octobre, que ses trois autres filles et quatre de ses petits-enfants ont quitté San-Salvador pour Washington à la suite de menaces d'enlèvement. Par ailleurs, l'église salvadorienne a entamé dimanche des contacts avec la guérilla afin d'obtenir la libération d'Ines Guadalupe Duarte Duran, trente-cinq ans, et de son amie Cecilia Villedda, enlevées par un commando du Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN). L'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas a rencontré des dirigeants de la guérilla dans le département de Chalatenango (85 kilomètres au nord de San-Salvador). – *(AFP.)*

PÉROU

### Le maire de Cuzco pour une République andine indépendante.

Lima. – *Le maire de la ville de Cuzco, M. Daniel Estrada* (gauche marxiste), a proposé la création d'une « République andine » *indépendante qui regrouperait six des vingt-quatre départements* péruviens actuels. Un député de l'APRA (le parti gouvernemental), *M. Jose Carrasco Tavara, a qualifié de « charlatanisme »* la proposition de M. Estrada, qui conduirait à une *« désagrégation »* du pays, *impensable, souligne-t-il, au regard de la Constitution.* – *(AFP.)*

# EUROPE

URSS

## La mise à la retraite de M. Baïbakov, président du Gosplan

### *La fin d'une époque*

De notre correspondant

Moscou. – Il ne restera bientôt plus beaucoup de ces septuagénaires et octogénaires qui peuplaient les rangs des organes dirigeants de l'URSS. Un nouveau mouvement de personnel est en effet attendu à la réunion plénière du comité central qui s'est ouvert ce mardi 15 octobre. M. Gorbatchev devait en outre y présenter le projet du futur programme du parti qui a été adopté lundi sous sa direction par une commission spécialisée. Le précédent programme date de 1961 et annonçait imprudemment le dépassement du niveau de vie américain pour 1981... Enfin, indique l'agence Tass, les membres du comité central doivent adopter une nouvelle version des statuts du parti et entendre un rapport préliminaire sur les objectifs économiques pendant le prochain plan quinquennal (1986-90) et jusqu'à la fin du siècle.

Un avant-goût du renouvellement à prévoir a été donné dès lundi avec le départ à la retraite de M. Nikolas Baïbakov, âgé de soixante-quartorze ans, qui régnait depuis vingt ans sur le comité d'Etat au plan (Gosplan). Il est remplacé par M. Nikolaï Talyzine, un spécialiste des télécommunications, de dix-huit ans son cadet. Le nouveau « patron » du Gosplan a donc le même âge (cinquante-six ans) que le chef du gouvernement, M. Ryjkov. Il a en outre le même « profil » d'ingénieur que ce dernier. Une nouvelle génération, plus instruite apparemment, moins férue d'idéologie mais aussi plus sûre d'elle, prend ainsi les commandes de l'économie soviétique.

M. Talyzine est diplômé de l'Institut moscovite de radio-électronique et docteur ès sciences techniques. Il n'a jugé bon d'entrer au parti qu'à trente et un an, ce qui est bien tard, et il n'est membre du comité central que depuis 1981. Sa branche est une de ces techniques modernes que M. Gorbatchev veut développer, de préférence aux industries plus lourdes. Ses fonctions successives de ministre des télécommunications et de vice-président du gouvernement de même que sa tâche de représentant permanent de l'URSS auprès du COMECON lui ont donné l'occasion de voyager, surtout dans les pays de l'Est. Il est en outre chef adjoint d'un des départements du COMECON chargé de l'innovation technologique. Ajoutons que ses talents en matière de télécommunications lui ont valu d'être présent à Kaboul au moment de l'invasion soviétique. Son rôle était certes technique mais probablement essentiel.

### Un désaveu de M. Baïbakov

La mise à la retraite de M. Baïbakov marque la fin d'un époque. L'intéressé n'a eu droit aux remerciements ni du gouvernement ni du comité central, ce qui constitue un désaveu pour ce gestionnaire ultra-orthodoxe, planificateur méticuleux, qu'on disait hostile à toute innovation. Déjà le 11 juin dernier, l'ensemble du projet de plan quinquennal (1986-1990) avait été renvoyé à son auteur, fait sans précédent, pour qu'il soit amélioré.

On peut remarquer d'autre part que M. Talyzine, en même temps qu'il entre à la tête de l'énorme machine soviétique de planification, devient un des trois premiers vice-présidents du conseil des ministres. M. Baïbakov, au cours de ses vingt années de bons et loyaux services, était resté seulement un des dix vice-présidents du conseil. Le prestige de la fonction de président du Gosplan est donc rehaussé au moment même où son ancien titulaire s'en va dans une disgrâce qu'on dit paisible.

> *Le renouvellement des générations se poursuit dans les organes de gestion de l'économie. La planification centrale conserve son rôle, mais elle doit être encore plus « scientifique ».*

Une des nouveautés introduites par M. Gorbatchev est ainsi de moduler le style des départs. Il y a le limogeage abrupt dont a été par exemple victime, le 1er juiller dernier, son ancien rival au bureau politique, M. Romanov. Il y a la mise à la retraite pour d'authentiques raisons de santé, telle celle, le 27 septembre, de l'ancien président du conseil, M. Tikhonov, dont on continue à percevoir la fragile silhouette à certaines cérémonies. Le départ de M. Baïbakov se situe entre ces deux extrêmes, et il sera intéressant de vérifier si le désaveu est total quand sera renouvelé le comité central en février prochain, lors du vingt-septième congrès. Si M. Baïbakov n'y conserve pas son siège, on pourra estimer que le jugement global porté sur son action pendant vingt ans à la tête du Gosplan est négatif.

L'évolution est intéressante dans la mesure où M. Baïbakov était la figure la plus marquante de la planification rigide « à la soviétique ». La particularité de celle-ci consiste, en effet, à décider, plusieurs années à l'avance, combien le pays produira de brosses à dents, de locomotives et de sous-marins nucléaires. On sait peu de chose des réajustements en cours d'exécution du plan dans la sphère militaire. Une chose est sûre cependant : « en bas », au niveau des entreprises civiles, on se livre à des tours de passe-passe et on s'efforce de faire modifier en cours de route les chiffres établis « en haut ». Le plan est donc en réalité une nébuleuse agitée de mouvements permanents. Les directeurs d'usine ne cessent d'implorer les bureaux de Moscou pour qu'on revoie en baisse leurs objectifs de production et qu'on réévalue en hausse leurs allocations en matières premières ou en pièces détachées venant d'autres entreprises. Le « centre » se laisse fléchir plus souvent qu'on ne le croit.

Le résultat est un système où l'on ne sait pratiquement jamais où l'on en est, mais où il importe avant tout, « en bas » comme « en haut », de faire croire qu'on a respecté ou mieux encore dépassé le plan. Le grand prêtre de ce rituel était M. Baïbakov. Le président du Gosplan était la « mémoire » de ces innombrables décisions prises au jour le jour, en même temps que le gardien du dogme officiel d'une planification préalable totale toujours juste et toujours respectée...

Son prestige avait beaucoup décliné, ces derniers temps. Les diplomates en poste à Moscou avaient remarqué que leurs interlocuteurs soviétiques suggéraient d'autres noms que le sien pour des réunions de travail qui le concernaient pourtant directement. La nomination à la mi-juillet, comme vice-président du Gosplan, de M. Gvichiani, un Géorgien de cinquante-sept ans, gendre d'Alexis Kossyguine, avait été interprétée comme un premier effort de rajeunissement et de rénovation de cette institution. Le pouvoir du Gosplan n'est donc pas en cause.

### Les « Sibériens »

La doctrine de M. Gorbatchev sembler être de renforcer encore la planification centrale, de la rendre plus « scientifique », surtout pour le long terme, tout en élargissant un peu « en bas » l'autonomie relative des entreprises. C'est l'échelon intermédiaire, formé par les ministères locaux (dans chaque république fédérée), qui devrait voir son rôle diminué. Il ne s'agit donc nullement d'une révolution. Il est symbolique en tout cas qu'un spécialiste d'une technique moderne comme les télécommunications succède à la tête du Gosplan à un expert pétrolier, qui avait commencé sa carrière sur le gisement de Bakou actuellement en voie d'épuisement. D'autres nominations à caractère économique pourraient avoir lieu ce mardi. Un des promus pourrait être M. Sitnikov, actuellement premier secrétaire du parti à Irkoutsk, en Sibérie, qui est âgé de cinquante-huit ans.

L'ascension politique de M. Sitnikov, si elle se confirmait, serait vraisemblablement due à un homme dont le prestige et l'influence ne cessent de grandir, puisqu'il apparaît de plus en plus comme le numéro deux du parti, M. Ligatchev. M. Sitnikov a été, au début des années 70, deuxième secrétaire de la région de Kemerovo, en Sibérie. Il était donc le « voisin » de M. Ligatchev, lui-même premier secrétaire,de 1965 à 1983,de la région de Tomsk. M. Sitnikov est en outre diplômé de l'Institut polytechnique de Tomsk. Il faudra de toute façon suivre de très près les « Sibériens » dans les mois qui viennent, autant sans doute que les « anciens de l'Oural »,sortis de l'Institut polytechnique de Sverdlovsk ou qui sont passés par l'immense usine Ouralmash, et dont le chef de file est le président du conseil des ministres, M. Ryjkov.

DOMINIQUE DHOMBRES.



Suède

## Le remaniement du gouvernement de M. Palme

### *Les affaires étrangères et la défense changent de mains*

De notre correspondant

Stockholm. – Un mois après les élections législatives, le premier ministre social-démocrate suédois, M. Olof Palme, a procédé, lundi 14 octobre, à un remaniement important de son gouvernement. Le changement le plus spectaculaire est le remplacement, au poste de ministre des affaires étrangères, de M. Lennart Bodström par M. Sten Andersson, âgé de soixante-deux ans. La nomination de ce dernier n'est pas véritablement une surprise. Elle est conforme à une tradition, dans la gauche suédoise, qui veut que les anciens secrétaires du parti accèdent tôt ou tard à la direction de la diplomatie. Avant de devenir ministre des affaires sociales en 1982, M. Andersson, homme de parti, habile stratège et organisateur, démagogue s'il le faut, avait occupé ces fonctions pendant vingt ans. La politique extérieure n'est pas sa spécialité, mais ces questions sont traitées, de toute façon, par M. Palme en personne.

Le chef du gouvernement s'est donc séparé d'un ministre des affaires étrangères qui, au cours de la précédente législature, a figuré dans presque toutes les disputes politiques au Parlement. Une série de déclarations imprudentes ou ambiguës sur les projets de zone dénucléarisée nordique, la conception de la neutralité, les incursions de submersibles étrangers dans les archipels de la Baltique, ont fait de M. Bodström la cible préférée de la presse d'opposition. L'hiver dernier, lors d'un dîner désormais célèbre avec des journalistes, il aurait émis des doutes sur certaines conclusions de la « commission Andersson » qui avait établi la présence de six sous-marins soviétiques au large de Stockholm en 1982. La motion de censure déposée ensuite contre lui par l'opposition fut rejetée par les députés mais le chef du gouvernement s'était vu de nouveau dans l'obligation de voler à la rescousse de son ministre, en accusant notamment la presse de malhonnêteté.

A la suite de ces « affaires », M. Bodström s'était vu offrir, à différentes reprises, semble-t-il, un poste de gouverneur de province qui ne l'intéressait apparemment pas. Finalement, il a accepté de devenir ministre de l'enseignement. Dans l'opposition, le porte-parole du Parti conservateur pour les questions de politique étrangère, M. Carl Bildt, a déclaré que la nomination d'un nouveau chef de la diplomatie est *« une bénédiction pour le pays »*.

Par ailleurs, à la défense nationale, M. Roine Carlsson (quarante-sept ans), qui s'est employé avec succès ces trois dernières années à restructurer les entreprises publiques – sans hésiter parfois à céder certaines de ces firmes au secteur privé, – remplace M. Anders Thunborg. Celui-ci, dont l'autorité et les compétences étaient très appréciées dans les milieux militaires, avait, il y a déjà quelques mois, annoncé son départ après les élections. Il brigue la succession de M. Paul Hartling à la tête du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

M. Palme a aussi nommé au poste de ministre adjoint des affaires sociales chargé des handicapés et de la politique familiale, M. Bengt Lindqvist, qui est lui-même aveugle et président du comité central de la Fédération des handicapés. Le nouveau gouvernement social-démocrate minoritaire comprend également un nouveau ministre délégué responsable des salaires dans la fonction publique, tandis que M. Ingvar Carlsson, vice-premier ministre, en plus des dossiers de la recherche et de l'avenir, s'occupera dorénavant de l'environnement.

ALAIN DEBOVE.

### Le nouveau cabinet

Voici la composition du nouveau gouvernement suédois : *Premier ministre :* M. Olof Palme ; *vice-premier ministre (recherche, avenir, environnement) :* M. Ingvar Carlsson ; *affaires étrangères :* M. Sten Andersson (1) ; *coopération :* Mme Lena Hjeln-Wallen (1) ; *justice :* M. Sten Wickbom ; *défense nationale :* M. Roine Carlsson (1) ; *finances :* M. Kjell-Olof Feldt ; *adjoint aux finances (salaires) :* M. Bengt K. A. Johansson (2) ; *emploi :* Mme Anna-Greta Leijon ; *industrie :* M. Thage G. Peterson ; *commerce extérieur :* M. Mats Hellström ; *énergie :* Mme Birgitta Dahl ; *affaires sociales :* Mme Gertrud Sigurdsen (1) ; *adjoint aux affaires sociales :* M. Bengt Lindqvist (2) ; *logement :* M. Hans Gustafsson ; *agriculture :* M. Svante Lundkvist ; *fonction publique :* M. Bo Holmberg ; *communications :* M. Sven Hulterström (2) ; *immigration :* Mme Anita Gradin ; *enseignement :* M. Lennart Bodström (1) ; *culture et école de base ;* M. Bengt Göransson.

(1) Change de portefeuille.
(2) Nouveau membre du gouvernement.

# EUROPE

## Belgique

### La coalition sortante disposera de 115 sièges sur 212 dans la nouvelle Chambre

Bruxelles (*AFP, AP, Reuter.*) — Le gouvernement belge a démissionné lundi 14 octobre, et le roi a aussitôt entamé les consultations destinées à préparer la formation d'un nouveau cabinet. Selon l'usage en vigueur à Bruxelles, il doit nommer un « formateur » qui sera chargé de constituer le ministère. Compte tenu du succès remporté dimanche par la coalition sortante aux élections générales, qui lui ont donné une majorité de 115 sièges sur 212 à la Chambre, soit deux de plus que dans l'ancienne Assemblée, c'est selon toute vraisemblance M. Wilfried Martens qui sera à nouveau appelé à constituer et à diriger le gouvernement.

A Bruxelles, la Bourse a réagi très favorablement à la victoire de la cohabitation chrétienne-démocrate-libérale, et le franc belge s'est raffermi.

Nous publions ci-dessous les résultats officiels et définitifs des élections de dimanche, en pourcentage des suffrages exprimés et en nombre de sièges (avec, dans ce dernier cas, le nombre de sièges détenus dans l'Assemblée sortante indiqué entre parenthèses).

**Votants : 6 552 351 ; suffrages exprimés : 6 064 415**

| PARTIS | SUFFRAGES EXPRIMÉS % | SIÈGES |
|---|---|---|
| CVP (sociaux-chrétiens flamands) | 21,3 | 49 (43) |
| PSC (sociaux-chrétiens francophones) | 8 | 20 (18) |
| PVV (libéraux flamands) | 10,7 | 22 (28) |
| PRL (libéraux francophones) | 10,2 | 24 (24) |
| BSP (socialistes flamands) | 14,6 | 32 (26) |
| PSB (socialistes francophones) | 13,8 | 35 (35) |
| Volksunie (nationalistes flamands) | 7,9 | 16 (20) |
| Vlaamse blok (nationalistes flamands) | 1,4 | 1 (1) |
| FDF (Front démocratique des francophones) | 1,2 | 3 (6) |
| AGALEV (écologistes flamands) | 3,7 | 4 (2) |
| ECOLO (écologistes francophones) | 2,5 | 5 (2) |
| Parti communiste | 1,2 | 0 (2) |
| UDRT (« poujadiste ») | 1,2 | 1 (3) |
| Divers (dont Rassemblement wallon) | 0 | 0 (2) |

## Turquie

IMPLIQUÉ DANS L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

### Le « parrain » Bechir Celenk est mort d'un accident cardiaque

De notre correspondant

Ankara. — Le « parrain » turc Bechir Celenk, l'un des personnages dont le nom était lié à l'attentat contre le pape en 1981, et qui était accusé, en outre, par la justice de son pays de trafic de stupéfiants, de contrebande d'armes et d'association de malfaiteurs, est décédé, lundi 14 octobre, d'un accident cardiaque. Il était détenu à la prison militaire d'Ankara depuis son retour surprise en Turquie en juillet dernier. Il venait alors de Sofia, où il avait été astreint à résidence depuis plusieurs années par les autorités bulgares. En décembre dernier, Celenk avait énergiquement nié toute participation à l'attentat contre le pape, déclarant qu'il était la *« victime des calomnies d'un menteur »*, désignant ainsi Ali Agça, actuellement jugé à Rome pour avoir tiré contre Jean-Paul II, et qu'il n'avait *« rien à voir dans cette sale affaire »* (*le Monde* daté 16-17 décembre 1984).

Avec la disparition soudaine de Celenk, qui figurait au nombre des « accusés absents » du procès de Rome, on estime ici que *« bien des secrets seront enterrés à jamais avec lui »*. Le représentant du ministère public dans le procès de Rome, qui s'était déjà rendu à plusieurs reprises en Turquie, poursuivait des démarches auprès d'Ankara pour obtenir l'organisation d'une confrontation entre Agça et Celenk. Une démarche à laquelle ce dernier s'était toujours déclaré disposé.

Ayant reconnu s'être livré à la contrebande internationale d'armes pendant la période antérieure à 1974, Celenk savait certainement beaucoup de choses, en outre, sur les activités et les grands noms de la mafia turque en liaison avec la pègre internationale voire, selon certains, avec différents services secrets. Le procureur militaire n'avait-il pas déclaré en conclusion de son acte d'accusation, en septembre dernier, que *« tout ce qu'on sait sur les activités de Celenk devrait être considéré seulement comme la partie visible de l'iceberg »*.

ARTUN UNSAL.

## Yougoslavie

● *Condamnation pour espionnage.* — Un employé du ministère des affaires étrangères a été condamné en appel, vendredi 11 octobre à Zagreb, par la Cour suprême de Croatie, à cinq ans et deux mois de prison pour collaboration avec des services secrets étrangers, rapporte samedi le quotidien croate *Vjesnik*. M. Damir Cvitesic (vingt-huit ans), entré au ministère en 1981, avait été envoyé peu de temps après en poste dans un pays étranger, qui n'a pas été nommé, et aurait rapidement accepté de travailler pour les services secrets locaux. — (*AFP.*)



# PROCHE-ORIENT

L'AFFAIRE DE L' « ACHILLE-LAURO »

## Deux échecs de l'OLP

● **M. Arafat n'est pas invité au 40e anniversaire de l'ONU**
● **La délégation palestinienne boycottée à Londres**

**L'OLP vient d'enregistrer un double échec : M. Arafat ne sera pas convié aux cérémonies prévues en octobre à New-York pour le 40e anniversaire de l'ONU, cependant qu'à Londres le gouvernement britannique a finalement annulé, lundi 14 octobre, la rencontre que le secrétaire au Foreign Office aurait dû avoir avec deux membres de l'OLP. Devant l'hostilité suscitée par leur projet, notamment aux Etats-Unis, les pays non alignés qui souhaitaient convier M. Arafat à l'ONU ont renoncé à cette invitation. Le président de l'Assemblée générale, M. Jaime de Piniès (Espagne), a informé les Etats membres que, après *« d'intenses consultations »*, les pays qui avaient pris cette initiative — l'Inde, l'Irak, le Koweït, le Nigéria, le Sénégal et le Yémen — lui ont communiqué leur intention de ne pas insister pour obtenir un vote sur leur texte. Celui-ci invitait M. Arafat, ainsi que le chef de la SWAPO, M. Sam Nujoma, à participer aux cérémonies commémoratives à l'occasion du 40e anniversaire de l'ONU, dont les modalités avaient été décidées par consensus au sein du comité préparatoire. MM. Arafat et Nujoma peuvent, souligne-t-on, venir plus tard s'ils le souhaitent en tant qu'observateurs auprès de l'ONU, mais sans invitation officielle et à l'occasion des débats que l'Assemblée consacrera au Proche-Orient ou à l'Afrique australe.**

### LONDRES : La Grande-Bretagne se retire temporairement du jeu

De notre correspondant

Londres. — Selon le Foreing Office, les Palestiniens ont *« perdu leur sang froid »*. Selon le bureau de l'OLP à Londres, *« Les Britanniques ont introduit des changements de dernière minutes à un texte au point d'en changer l'esprit »*. C'est un *« fiasco diplomatique »*, estime l'éditorialiste du *Guardian*, tandis que celui du *Financial Times* fait remarquer qu'en dehors du caractère spectaculaire de l'annulation de l'entretien, l'échec de l'initiative jordano-palestinienne n'a rien de très surprenant dans la situation actuelle qui rendait cette tentative presque sans objet.

Le gouvernement britannique, manifestement embarrassé dès la veille de la rencontre, a-t-il saisi un prétexte pour l'annuler ? Les Palestiniens de l'OLP ont-ils, une fois de plus, fait un pas de clerc craignant de se compromettre et de provoquer trop de remous au sein de leur organisation alors que celle-ci paraît plus que jamais divisée ? Il semble qu'il faille retenir ces deux questions pour expliquer l'attitude de chacune des parties et comprendre les raisons de l'échec d'une démarche devenue très hypothétique après les événements récents : l'assassinat de trois Israéliens dans le port de Larnaca, le raid de représailles sur le quartier général de l'OLP à Tunis et le détournement de l'*Achille Lauro* qui ne pouvaient qu'inciter chacun déjà hésitant à montrer encore plus de réticences ou de méfiance.

En annonçant lundi comment il avait pris la décision d'ajourner le rendez-vous avec les deux membres de l'OLP, le secrétaire au Foreign Office, sir Geoffrey Howe a déclaré : *« Nous pensions, pour faciliter l'entreprise du roi Hussein, qu'il fallait prendre un tel risque »*, et il a redit ce dernier mot à plusieurs reprises comme si le gouvernement britannique avait déjà le sentiment d'avoir été presque trop loin en acceptant le principe de la rencontre. Et aussitôt, le chef de la diplomatie britannique s'est empressé de dire : *« Ce n'est certes pas la fin d'un processus de paix, mais étant donné notre profonde déception, ce n'est pas demain que nous allons faire un nouveau pas... »* La Grande-Bretagne se retire donc du jeu, tout au moins pour un temps.

Cependant, dans l'entourage des deux représentants palestiniens, on se refusait, lundi soir, à considérer comme définitif l'échec de l'entrevue. *« La porte n'est pas complètement fermée,* a-t-on fait savoir. *Il s'agit d'un malentendu. Le texte sur lequel la conversation a achoppé est actuellement discuté par les dirigeants de l'OLP à Tunis, si bien qu'une nouvelle réunion avec sir Geoffrey Howe pourrait avoir lieu prochainement, même si ce n'est pas dans les jours qui viennent. »*

La veille, le bureau de l'OLP dans la capitale britannique avait publié un communiqué indiquant : *« Bien que nous ayons renoncé au terrorisme international, nous ne pouvons pas abandonner le principe de la lutte pour libérer la Palestine. »* Sous-entendu sur le territoire de celle-ci.

Cette mise au point, on devait s'en apercevoir le lendemain, ne pouvait que limiter la marge de manœuvre des deux délégués. Au cours de l'entretien avec Sir Geoffrey Howe, ceux-ci devaient signer un texte que le premier ministre jordanien avait transmis le 10 octobre à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Amman. Selon le Foreigne Office, ce document — qui n'a pas été officiellement rendu public — soulignait, sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, le droit à l'autodétermination des Palestiniens, celui d'Israël à l'existence dans des frontières *« sûres et reconnues »* et le rejet *« de la violence et du terrorisme »*. Ce n'est pas tant sur ce point, comme on l'avait d'abord laissé entendre, que le désaccord s'est produit mais plutôt sur les termes précis de la reconnaissance de l'existence d'Israël.

Condition *sine qua non* de la rencontre, il s'agissait d'une délégation *« jordano-palestinienne »*. Or, le malentendu semble résider dans le fait que le gouvernement jordanien aurait présenté aux Britanniques un projet de texte sans avoir informé les Palestiniens de son contenu exact. Du côté jordanien, on a indiqué que c'est M. Milhem, et lui seul, qui a désapprouvé à la dernière minute la formulation du document qui, selon une version publiée dans la presse britannique, était ainsi rédigé : *« Un accord (de paix) devrait reconnaître les droits du peuple palestinien, y compris celui à l'autodétermination dans le contexte d'une confédération jordano-palestinienne, de même que la garantie de l'existence de tous les Etats de la région, y compris Israël dans ses frontières de 1967. Ils (les membres de la délégation) confirment leur opposition à toute forme de terrorisme et de violence quelle qu'elle soit. »*

#### Double pression

Quoi qu'il en soit, il est claire que les circonstances étaient tout à fait défavorables. La semaine dernière après le détournement de l'*Achille Lauro* et la dénonciation du rôle de l'OLP, Washington a fait comprendre, sans le dire expressément, que la réception des deux délégués palestiniens était vraiment inopportune et que son ajournement était souhaitable.

A cette pression s'est ajoutée celle des Israéliens. L'ambassadeur d'Israël était présent la semaines dernière au congrès conservateur de Blackpool pour encourager un certain nombre de députés de la majorité à dénoncer le projet de la rencontre. M. Itzhak Shamir, vice premier ministre israélien, en charge des affaires étrangères, était de passage samedi à Londres et a une nouvelle fois condamné le principe même de la réunion. Les dirigeants de la communauté juive britannique qui parlaient d'une *« erreur de dimension historique »* ont fait publier lundi un communiqué sur une page entière du *Times* pour mettre en cause l'attitude des deux membres de la délégation palestinienne.

On sait que Mme Thatcher a toujours été très favorable à Israël. Elle fait partie d'une association d'amitié Grande-Bretagne-Israël et dans sa circonscription de Finchley la communauté juive est importante. A ce sujet, on n'écarte pas qu'il ait pu y avoir quelque différence de vue entre le premier ministre et le Foreign Office qui d'ordinaire se montre plus attentif à l'opinion arabe.

L'opposition a sévèrement critiqué la manière avec laquelle Sir Geoffrey Howe avait annulé la rencontre. Des porte-parole du parti travailliste n'ont pas manqué de faire observer que l'on aurait pu *« s'assurer »* de l'accord des participants avant la rencontre. Le leader du Parti social-démocrate, M. David Owen (ancien ministre des affaires étrangères) a parlé de *« gâchis »*.

FRANCIS CORNU.

### AMMAN : par la faute d'un Palestinien

Correspondance

Amman. — Après le raid israélien contre le quartier général de l'OLP à Tunis, après l'affaire de l'*Achille-Lauro*, l'échec du rendez-vous de Londres entre une délégation jordano-palestinienne et le chef de la diplomatie britannique vient porter un coup sévère, et peut-être définitif, aux efforts entrepris ces derniers mois par le roi Hussein de Jordanie pour tenter de débloquer le processus de paix au Proche-Orient. Les Jordaniens se raccrochent à l'idée que tout n'est pas perdu, mais le dommage est fait et il faudra sans doute longtemps pour le réparer.

La déception à Amman est à la mesure des espoirs qu'avait suscités l'invitation par Mme Thatcher de cette délégation, dont la principale caractéristique était de compter deux membres du comité exécutif de l'OLP : le maire cisjordanien en exil, Mohamed Milhem, et l'évêque Elias Khoury.

L'annulation de cette rencontre, lundi, a donc cueilli les Jordaniens par surprise et les premières réactions « à chaud » étaient très critiques à l'égard de Londres. Mais c'est finalement sur la partie palestinienne que le gourvernement jordanien a fait porter sans équivoque la responsabilité de cette annulation dans un communiqué officiel publié en fin d'après-midi à Amman.

Selon ce communiqué, Jordaniens, Palestiniens et Britanniques étaient parvenus à un accord, à une date non précisée, sur la déclaration que la délégation devait faire lundi à Londres. *« Mais l'un des deux membres palestiniens de la délégation a, de façon regrettable, exprimé son refus d'avaliser le texte convenu. En conséquence, le secrétaire au Foreign Office a conclu qu'il était impossible de maintenir la réunion prévue »*, peut-on lire dans le communiqué.

Que les membres jordaniens de la délégation (MM. Taher Masri, ministre de affaires étrangères, et Abdel Wahab Majali, vice-premier ministre), aient tout de même rencontré Sir Geoffrey Howe n'a fait que souligner le malentendu. De même, l'annulation, à la demande des Jordaniens et des Palestiniens, de la visite que la délégation devait effectuer mercredi à Luxembourg, où siège actuellement le conseil des ministres de la CEE.

Que s'est-il passé ? Les Britanniques avaient-ils modifié le texte de la déclaration, comme on le suggère dans les milieux de l'OLP ? Toujours est-il que, dans la nuit de dimanche à lundi, des dirigeants jordaniens ont vainement tenté de convaincre les responsables palestiniens de revenir sur leur refus de ratifier le document proposé. Un scénario qui n'est pas sans appeler celui qui conduisit à la rupture des pourparlers jordano-palestiniens, en avril 1983, lorsque Yasser Arafat renonça au dernier moment à signer un accord mis au point avec le roi Hussein.

Reste à savoir quelles conséquences cela aura cette fois sur les relations entre la Jordanie et l'OLP. Il est certes trop tôt pour se prononcer. Mais il semble bien que des deux côtés l'on soit soucieux de ne pas envenimer les choses. Ainsi, dans son communiqué, le gouvernement jordanien s'est-il abstenu de rejeter la faute sur l'OLP elle-même pour se borner à ne mettre en cause qu'un des membres de la délégation, sans d'ailleurs le nommer (allusion, selon toute vraisemblance, à M. Milhem).

Pour sa part, l'OLP a évité toute déclaration intempestive. Les consultations entre les dirigeants palestiniens dispersés de Tunis à Amman, en passant par Khartoum où se trouve M. Arafat, se sont poursuivies dans la nuit de lundi à mardi, afin de mettre au point la réaction officielle de la centrale palestinienne. *« Nous essayons de limiter les conséquences de cette affaire »*, nous a déclaré le numéro deux du Fatah, Abou Jihad, qui s'est entretenu avec le premier ministre jordanien, M. Zaïd Rifaï, lundi après-midi, avant la publication du communiqué d'Amman.

EMMANUEL JARRY.

### JÉRUSALEM : satisfaction en Israël, déception dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. — Vive satisfaction en Israël, amère déception dans les territoires occupés ; cette double réaction au rendez-vous manqué de Londres était dans la logique des choses.

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a déclaré lundi 14 octobre, ne pas avoir été surpris par la décision britannique : *« Les deux Palestiniens,* a-t-il dit, *n'étaient évidemment pas prêts à accepter les préalables fixés par Mme Thatcher. Il est regrettable que le gouvernement britannique se soit laissé abuser par une organisation qui cherche à atteindre ses objectifs uniquement par la terreur. »*

Dans un communiqué exprimant sa satisfaction, le ministère des affaires étrangères voit dans *« les événements de Londres la preuve qu'il n'y avait aucune raison d'accorder du crédit aux représentants de l'OLP »*. *« Ce nouveau développement,* ajoute-t-il, *renforce la position d'Israël en faveur de négociations directes avec la Jordanie. »*

Pour les dirigeants palestiniens des territoires occupés, le coup de théâtre de Londres est une déconvenue. Rédacteur en chef du quotidien de Jérusalem *Al Fajr*, M. Hanna Siniora s'est dit *« profondément déçu »*. *« La décision britannique,* a-t-il observé, *ne pourra que provoquer un regain de tension dans la région »*. Pour M. Abu Rahmeh, avocat de Gaza, qui rentre d'un séjour en Jordanie, *« les autorités britanniques ont apparemment cédé aux pressions des Etats-Unis à la suite de l'affaire de l'*Achille-Lauro ». MM. Siniora et Rahmeh sont les deux *« Palestiniens de l'intérieur »* proches de l'OLP pressentis, avec l'accord de M. Pérès, pour participer aux côtés de délégués jordaniens à un hypothétique dialogue avec les Etats-Unis puis avec Israël.

*« Il fallait s'y attendre,* a déclaré de son côté M. Elias Freij, maire pro-jordanien de Bethléem. *Cela risque d'avoir des conséquences désastreuses pour le Proche-Orient. »* Plusieurs personnalités de Cisjordanie, dont M. Zabou Ghazalah, ancien conseiller municipal de Naplouse, évoquent la nécessité pour l'OLP de *« reconsidérer sa position envers Londres »*.

#### Deux bonnes nouvelles

Pour étayer ses protestations contre la rencontre manquée de Londres, Israël avait rappelé récemment que l'évêque anglican Elias Khoury fut expulsé en 1969, après avoir reconnu sa participation à une opération terroriste. Il avait introduit en Israël, pour le compte du FPLP de Georges Habache, des explosifs utilisés lors d'un attentat qui fit deux morts dans un supermarché de Jérusalem. Une partie des explosifs, découverts à temps, avaient été placés en vue d'un autre attentat... dans l'immeuble du consulat général britannique à Jérusalem.

Israël a également accueilli lundi comme deux bonnes nouvelles l'annulation de la visite de M. Arafat à l'ONU et le report de la rencontre prévue mercredi à Luxembourg entre une délégation palestinienne et des représentants de la CEE. Mais on relève surtout ici la réaction jordanienne au faux pas de Londres. Faut-il y voir le symptôme d'un désaccord stratégique plus profond entre Amman et la centrale palestinienne ? C'est la question-clé que l'on se pose en Israël.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## Liban

● *Le PSP surpris de n'avoir pas été invité au congrès du PS.* — Le Parti socialiste progressiste (PSP) de M. Walid Joumblatt a exprimé, lundi 14 octobre, sa *« surprise »* de n'avoir pas reçu d'invitation pour assister au congrès du Parti socialiste à Toulouse.

Dans un communiqué publié à Beyrouth, le PSP estime que *« la prédence d'otages français à Beyrouth, prétexte fourni par le PS pour ne pas inviter les forces politiques libanaises à son congrès, est totalement inacceptable car les socialistes français savent très bien que notre parti n'est d'aucune manière impliqué dans les actes d'enlèvements d'étrangers au Liban (...) »*.

Le communiqué affirme que *« l'invitation du seul ambassadeur du Liban en France, au congrès nous fait craindre une fausse compréhension de la part de nos amis du PS à l'égard de la cause libanaise »*.

هكذا من الأصل



# Chez IKEA on rencontre du beau linge.

SNORR : Oreiller polyester 56F

AL : Couette polyester 98F

SIGMA : Store 100 % coton 80 x 175 jaune, bleu, rouge, marron ou blanc 162F

[illegible]EDE : Tapis pure laine 60 x 110 85F

FRUTTI : Chinz imprimé noir largeur 150 cm 25F le mètre

PATRONS IKEA : 11 modèles 15F

SMULPLÄTT : Tissus d'ameublement largeur 150 cm 100 % coton [illegible]F le mètre

STELLA : 100 % coton largeur 90 cm, jaune, bleu, rouge ou turquoise. 18F le mètre

MIA : 100 % coton largeur 90 cm beige ou gris 18F le mètre

VITÅ : Serviette éponge 50 x 100 5 coloris 38F

RANDIG BANAN : Housse de couette 100 % coton, 150 x 210 impression noir et jaune 245F

ILEX : Housse de couette 100 % coton 150 x 210 155F

[illegible] : Housse de couette 100 % coton 150 x 210 Ciel, marine, jaune, rouge, brun et blanc 95F

RIA : Housse de couette 100 % coton 150 x 210 noir et blanc 210F

BÖNA : Housse de couette 100 % coton, motif jaune ou brun 150 x 210 95F

On en voit du monde chez IKEA... des appartements qui viennent des beaux quartiers, des maisons de famille, des ateliers un peu artistes, des studios sous les toits... Il faut dire que pour le linge, les prix IKEA c'est le jour et la nuit...

Justement, puisqu'on en parle, la nuit avec IKEA on est tout de suite dans de beaux draps. En pur coton, 100 % douceur, ils font les rêves câlins, pleins de couleurs, de rayures, de dessins tendres ou très design. Avec les taies et les housses de couette assorties, votre lit est paré à un prix qui ne va pas vous empêcher de dormir. Même en ajoutant celui, léger comme une plume, des oreillers et de la couette...

Chez IKEA, le réveil n'est pas mal non plus : draps de bains et serviettes éponge offrent tout un choix de coloris toniques, à des prix qui ont tout pour mettre de bonne humeur...

Et puis, il y a les tissus... Plus de 200 tissus exclusifs IKEA, unis, rayés, à motifs, tous plus beaux les uns que les autres. En coton, lavables en machine à 60° (il n'y a pas de petites économies), ils se font en 90 ou 150 cm de large et n'ont pour limite que votre imagination.

Demandez-leur une robe, un kimono, un sac, une nappe ou d'habiller un siège, ils savent tout faire pour pas cher... Et si vous avez besoin de quelques directives, IKEA a prévu des patrons très sympa...

Pour faire une belle maison, IKEA est une bonne maison.

FEYPAT & ASSOCIES

Ils sont fous ces Suédois




IKEA ÉVRY : Z.I. LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRY-LISSES. TÉL. (6) 497.65.65. LUN. MAR. MER. VEN : 11-20 H - JEU : 11-22 H - SAM : 10-20 H - DIM : 10-19 H. RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
IKEA BOBIGNY : CTRE CIAL BOBIGNY 2. TÉL. (1) 832.92.95. LUN. MAR. MER : 11-20 H - JEU. VEN : 11-22 H - SAM : 9-20 H. IKEA LYON : CTRE CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. (7) 879.23.26. LUN. VEN : 10-20 H - SAM : 9-20 H.
IKEA VITROLLES : RN 113 QUARTIER DU GRIFFON 13127 VITROLLES. TÉL. 42.89.96.16. LUN. MAR. MER. JEU : 11-19 H - VEN : 11-22 H - SAM. DIM : 10-19 H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANT.

## LE FRONT NATIONAL EN CRISE

# M. Demarquet explique sa rupture avec M. Le Pen

Le grand déballage ! Ou plutôt le grand épanchement. Dans son cabinet médical de Boulogne-Billancourt, où il nous reçoit, à sa demande, pendant plus de trois heures, l'ancien député poujadiste Demarquet s'explique, avec la volubilité d'un homme qui a brutalement décidé de rompre de lourds silences. Le Pen ? Il le connaît par cœur ! C'est à la fin de la guerre d'Indochine que les deux hommes se rencontrent, en 1955, au Bar du Panthéon. Ils fraternisent aussitôt parce que leur trajectoire, déjà, est identique.

Pendant que M. Le Pen présidait la « corpo » des étudiants en droit, M. Demarquet, de cinq ans son aîné, était l'un des vice-présidents de la « corpo » de médecine. Tous deux, sans finir leurs études, se sont portés volontaires pour l'Indochine. M. Demarquet a servi comme médecin auxiliaire au deuxième bataillon parachutiste. M. Le Pen a exercé ses talents dans les colonnes du journal du corps expéditionnaire. De retour à Paris, ils fraternisent, donc, et décident de s'unir contre la classe politique de la IVe République. C'est leur rencontre avec M. Pierre Poujade.

Promus sur-le-champ orateurs nationaux du mouvement poujadiste, ils sont élus à l'Assemblée nationale le 2 janvier 1956. M. Le Pen devient député de Paris, M. Demarquet député du Finistère, vice-président du groupe parlementaire de l'Union et fraternité française (UFF). En septembre de la même année, c'est à nouveau ensemble qu'ils se mettent en congé de l'Assemblée nationale, pendant six mois, pour se porter volontaires en Algérie. Tandis que M. Le Pen regagne les rangs du 1er régiment étranger de parachutistes et participe à la bataille d'Alger contre le FLN, M. Demarquet est affecté comme chef-adjoint de commando au 8e régiment de chasseurs parachutistes, dans le sud du Constantinois, où il est blessé.

Agissant toujours de concert, les deux députés-soldats s'engagent alors dans le combat politique pour l'Algérie française. Ils fondent le Front national des combattants (FNC) et conduisent sur les plages, au cours de l'été 1957, une « caravane pour l'Algérie française ». En janvier 1960, à Paris, M. Le Pen appelle la capitale à s'insurger contre le pouvoir pendant que à Alger, M. Demarquet participe, aux côtés de MM. Pierre Lagaillarde et Joseph Ortiz, à la semaine insurrectionnelle des barricades. En fuite en Espagne, l'ancien député poujadiste du Finistère est inculpé de complot contre la sécurité de l'Etat mais acquitté en 1961.

Quand M. Le Pen participe à la création du Front national, en 1972, pour essayer de construire le grand parti nationaliste dont il rêve, M. Demarquet préfère se consacrer à la fin de ses études médicales. Il prend du recul par rapport à l'action politique directe mais il continue de partager les convictions et l'intimité des Le Pen.

Le 13 février 1984, quand le président du Front national connaît son heure de gloire télévisée en participant pour la première fois à « L'heure de vérité » d'Antenne 2, M. Demarquet se trouve, dans le studio, au premier rang des invités personnels de son ami, auprès de Mme Pierrette Le Pen. Il reprend un peu de service actif et sa carte au Front national, en 1984, en se joignant plusieurs fois à M. Le Pen pendant la campagne pour les élections européennes, mais il refuse une place de quatrième sur la liste du Front national en invoquant des raisons professionnelles. Il est alors envisagé de lui demander de conduire, aux législatives de mars 1986, la liste du Front national dans les Bouches-du-Rhône, son département natal.

Six mois plus tard, c'est la rupture. Jean-Maurice Demarquet raconte dans des termes dont nous lui laissons l'entière responsabilité.

A. R.

## « La planète des singes, je n'en veux pas »

Jean-Maurice Demarquet indique que sa rupture avec Jean-Marie Le Pen remonte au 1er avril 1985, le jour où *le Matin de Paris* publie le début d'une enquête sur l'affaire Lambert. Le quotidien rappelle comment Hubert Lambert, héritier des Ciments Lambert, mort d'une cirrhose éthylique le 25 septembre 1976, à l'âge de quarante-deux ans, peu de temps après sa vieille mère, avait fait de Jean-Marie Le Pen son légataire universel sans en informer l'héritier naturel.

C'est celui-ci, Philippe Lambert, cousin d'Hubert Lambert, qui réclame l'annulation du testament en faveur de l'ancien député en s'estimant *« victime d'une escroquerie sans nom »* et en affirmant que le défunt n'était pas sain d'esprit le jour où il avait rédigé son testament en faveur de Jean-Marie Le Pen. Mais, quelques semaines avant l'ouverture du procès, un arrangement intervient entre les deux parties : la famille Lambert s'engage à respecter les dernières volontés d'Hubert Lambert, et Jean-Marie Le Pen hérite d'une partie de sa fortune estimée à 35,5 millions de francs.

*« Ce 1er avril 1985, quand* le Matin de Paris *publie le premier article de son enquête,* raconte Jean-Maurice Demarquet, *je déjeune avec Le Pen à Saint-Cloud. Il est décomposé. Il me dit : « Je suis obligé de partir à La Trinité-sur-Mer, il faut absolument que tu fasses contre-feu. » Je lui demande : « à quel titre ? » « Au titre de médecin », me répond-il. Je lui rappelle qu'au moment où il était question du procès je m'en étais tenu au secret professionnel qui sauvegardait toutes les thèses en présence. Il insiste, je refuse, et alors c'est un feu roulant d'interventions d'amis communs pour me faire changer d'avis... »*

**« Pourquoi Jean-Marie Le Pen insistait-il ?**

– Pour que je dise, en tant que médecin, que Hubert Lambert était bien sain d'esprit quand il a testé en sa faveur.

**« Pourquoi avez-vous refusé ?**

– Je veux bien qu'on fasse du folklore, mais à condition que je n'en fasse pas partie.

**– Hubert Lambert était-il sain d'esprit quand il a rédigé ce fameux testament ?**

– Le secret professionnel m'oblige à une totale discrétion, mais, si je le soignais, je ne soignais pas sa maman et je peux évoquer ce qu'elle me disait. Je connais bien le dossier Lambert pour une raison simple : j'ai ouvert mon cabinet le 2 janvier 1976, et à la demande pressante de Jean-Marie Le Pen, j'ai examiné Hubert Lambert cinq jours plus tard. Je l'ai vu ensuite jusqu'à sa mort.

» Dès le début, je me suis aperçu que cet homme était dans un état lamentable – comme sa mère – et qu'il était entièrement manipulé par Le Pen. Cet homme de quarante-deux ans était un désœuvré éthylique. Comme je veux être un médecin sérieux, honorable, je montre mon malade à un professeur de neurologie, et il confirme mon diagnostic.

» C'est à ce moment-là que j'ai eu un petit déclic, parce que Le Pen était opposé au fait qu'on montre Hubert Lambert à qui que ce soit. J'ai montré Hubert Lambert à ce professeur pour que d'aucuns ne puissent penser par la suite que j'avais été complice de Le Pen dans cette affaire-là. Le Pen a essayé de se servir de moi en me claquemurant... C'est vrai, je suis l'homme en France qui peut parfaitement savoir dans quel état était mon malade le 20 janvier 1976, la veille du jour où il a rédigé son testament en faveur de Le Pen, mais je ne peux pas le dire à cause du secret professionnel.

» En revanche, je peux rappeler ce que disait Denise de Castilla – l'expert graphologue auprès la cour d'appel de Paris qui avait été sollicité par le cousin, Philippe Lambert – après avoir analysé le testament établi par Hubert le 21 janvier. Ce n'est qu'une analyse psychographologique, cela n'a pas valeur de preuve, ce n'est pas ce que je pourrais dire si je n'étais pas lié par le secret professionnel, mais Denise de Castilla écrivait à propos du scripteur du testament : *« Effondrement du contrôle émotif. Perte de l'esprit critique. La dépression n'est plus surmontée. Escalade de l'impulsivité. L'émotivité a pris une totale suprématie sur la raison. Phase délirante. Anormalité du comportement. Incapacité de résistance à une influence extérieure* – le maître mot dans le point qui nous occupe. *Dissociation de la personnalité débordée par l'anxiété, perturbée par la maladie. Dépendance totale d'esprit,car moyens intellectuels abolis.*

» Après avoir étudié également les deux testaments antérieurs à celui du 21 janvier 1976 – car Hubert Lambert semait ses testaments, cet expert concluait : *« Il est permis de douter que le sujet ait rédigé ce dernier document en pleine indépendance d'esprit et en pleine possession de ses moyens intellectuels. »*

» La dernière fois que j'ai vu Hubert Lambert, c'était le 24 septembre 1976, la veille de sa mort. J'avais été alerté par Pierrette Le Pen, qui l'avait trouvé très mal. Pourquoi me fait-il prévenir ce soir-là ? Parce qu'il se sent très mal, et surtout parce qu'il ne veut plus entendre parler de Le Pen ! Immédiatement, je prends pour lui un rendez-vous pour le lendemain après-midi avec le même professeur de neurologie. Mais il mourra dans la nuit. Bizarre ! Vous avez dit bizarre ?

**– Insinuez-vous que Jean-Marie Le Pen aurait eu une responsabilité directe dans la mort d'Hubert Lambert ?**

– Ce que je veux dire, c'est que ce décès m'a surpris du point de vue de l'évolution du malade dans le temps. Je pèse mes mots : tous les légistes vous le diront, il n'y a pas de crime plus parfait qu'un éthylique terminal que vous faites boire. Ça ne laisse strictement aucune trace, sauf si vous êtes pris en flagrant délit de gavage éthylique.

» Chaque fois que j'essayais de leur dire : voilà un malade grabataire, hospitalisé chez lui, qui ne peut pas aller faire son ravitaillement lui-même, il envoie son chauffeur, qui ne peut pas désobéir, mais la voiture revient avec tout ce qu'il faut pour se saouler la gueule. Merde alors ! Ça s'appelle comment ? *Ça c'est une forme de crime.*

» Je ne vise ni Le Pen ni Philippe Lambert, mais je sais que ce n'est pas moi qui lui apportais la moindre gouttelette d'alcool. Ne pas l'empêcher de boire ou l'amener à boire, c'était de toute façon le basculer dans le cercueil.

### Les tortures en Algérie et le racisme

**– Et depuis votre refus du 1er avril, comment se comporte M. Le Pen à votre égard ?**

– Il m'évite comme un pendu, et il n'a, à ma connaissance, engagé aucune procédure contre *le Matin de Paris*. Il sent que je suis le danger potentiel en cas de procédure.

**– Aviez-vous eu auparavant d'autres conflits personnels ?**

– Oui, quand il m'avait sollicité pour témoigner dans les procès sur les tortures en Algérie contre *le Canard enchaîné*. J'ai refusé, et cela a été le début de notre friction.

**– *Pourquoi avez-vous refusé ?***

– Parce que je ne voulais pas mentir. Je lui ai même dit : tu vas te planter, tu vas te déconsidérer ; nous avons quelques frères d'armes qui ont parfaitement le souvenir de ce que nous avons fait avec eux. Et il fallait le faire, tu n'as pas à rougir. Mais cette attitude fait partie du côté imposteur permanent de Le Pen.

» Il sait se faire mousser quand ça l'arrange de reconnaître qu'il a torturé, mais je n'accepte pas qu'on vienne se déguiser en officier irréprochable, ganté en blanc, quand ça devient gênant, parce qu'on veut jouer au rassembleur ayant un destin national et une ligne de téléphone directe avec Domrémy.

**– Jean-Marie Le Pen s'est-il personnellement livré à des actes de torture quand il participait à la bataille d'Alger ?**

– Il est absolument évident que Le Pen a fait partie lui-même des équipes qui torturaient personnellement. Personnellement ! C'est comme ça. Nous l'avons même dit publiquement, le 27 mai 1957, au cours d'un dîner-débat au Cercle républicain, à Paris, et *le Monde* avait d'ailleurs rapporté notre témoignage (1).

**– Mais votre régiment était dans le Sud constantinois, alors que le sien était à Alger. Il vous a raconté qu'il avait personnellement torturé ?**

– Absolument, dans le détail ! Personnellement, il a mis la main à la pâte, et même avec des détails qui ne trompent pas. Je dois dire que nous avons vécu les mêmes épisodes. Qu'on essaie de faire croire qu'on ne l'a pas fait quand le contexte change, je ne l'accepte pas. Vous voyez, c'est pour moi une faille dans la pâte humaine. C'est comme ses procès sur ses positions racistes.

» *Publiquement*, il fait très attention, car il est fûté comme un bison, mais quand vous assistez à l'une de ces nuits où l'on refait le monde en toute liberté, à Saint-Cloud... il a une obsession raciste ! C'est permanent. Tous les gens qui le connaissent le savent.

» Les juifs, pour lui, c'est les « youbacs », qui ont des *« pimards »* qui leur dégringolent jusqu'aux sabots ! Immédiatement, il a été le premier à proclamer : Mme Toubon est juive ! Chez lui, c'est une obsession maladive. Quand les procès tombent les uns après les autres, on vient vous dire : Le Pen n'est pas raciste ! *Si lui n'est pas raciste,* alors qui l'est ? A partir d'une certaine ambiance, il serre ses poings et dit : mes potes, une fois que j'aurai un bout du manche, ils vont comprendre qui je suis vraiment ! Il y a trente ans qu'il est comme ça, mais ça s'est aggravé. C'est ça la faille : c'est cette différence entre le personnage qu'il est vraiment et ce qu'il essaie de faire croire pour prendre le pouvoir.

**– *Mais pourquoi dire tout cela aujourd'hui ?***

– Quand j'ai constaté son trouble du comportement à mon égard, je me suis dit : tu représentes un danger potentiel pour lui, il essaie de faire en sorte que tu n'existes pas, c'est de bonne guerre, qu'il aille se faire f... ! Mais, après les cantonales et pendant les vacances, au cours de mes déplacements, j'ai constaté que dans la France profonde des tas de gens étaient traités, pour d'autres raisons, de la même manière, comme de la sous-merde. A partir du moment où vous ne faites pas allégeance tous azimuts à Jean-Marie Le Pen, vous n'existez plus.

» Le Front national est devenu la planète des singes. Le Pen est devenu un grand mamamouchi paranoïaque et il a comme représentants locaux les petits paranoïaques de la base, qui sont au garde-à-vous, sinistrement insuffisants. La planète des singes, je n'en veux pas. Je ne veux pas que cet immense sursaut plein d'attente que connaît le pays aboutisse dans cette fausse route en forme de cul de sac fangeux.

» Je le dis parce que je suis à peu près le seul à avoir fait, professionnellement le diagnostic psychiatrique. Lisez la description clinique d'un malade atteint de la paranoïa de Kraepelin (2), et vous reconnaîtrez le portrait de Le Pen : *« Surestimation pathologique du moi devenu centre du monde par hypertrophie du narcissisme ; orgueil ; suffisance ; mégalomanie ; omniscience entraînant par contrepoint sous-estimation, dévalorisation et mépris d'autrui ; intransigeance absolue ne supportant pas la moindre contradiction ; cette disparition de toute autocritique conférant aux actes, aux pensées et au discours une psychorigidité caractéristique, avec autoritarisme tyrannique et étonnante intolérance aux autres, faite de mauvaise foi, de susceptibilité maladive et de méfiance systématique ; la moindre contestation devient un crime de lèse-majesté, sinon une conjuration ; en fait, pratiquement, le paranoïaque n'a jamais tort »*, etc.

» Le Pen, c'est une immense tumeur pathologique qui se développe sur un courant portant. Je ne peux plus rester à la base, tranquille, sans rien dire, d'autant que, divine surprise, ceux qui sont maintenant d'accord avec moi sont plus nombreux que je ne le pensais. »

A. R.

(1) Rendant compte de ce dîner-débat organisé par Les Amis du droit, dont Jean-Marie Le Pen et Jean-Maurice Demarquet étaient les invités, Pierre-Henri Simon écrivait à la première page du *Monde* du 30 mai 1957 : *« Et voici en substance, ce qu'ils ont dit. « Nous avons reçu une mission de police et nous l'avons accomplie selon un impératif d'efficacité, qui exige les moyens illégaux. Il peut y avoir encore des sentiments humains dans la lutte contre le terrorisme, mais il n'y a plus de place pour les règles de la guerre classique, encore moins pour celles de la légalité civile. S'il faut user de violences pour découvrir un nid de bombes, s'il faut torturer un homme pour en sauver cent, la torture est inévitable, et donc, dans les conditions normales où l'on nous demande d'agir, elle est juste. »*

*(2) Emil Kraepelin, psychiatre allemand (1865-1926), auteur de travaux sur la démence précoce et la psychose maniaco-dépressive.*

## Fronde

*(Suite de la première page.)*

Certains élus du CNIP et du RPR ne semblent d'ailleurs pas étrangers au développement de ce mouvement contestataire qui pourrait favoriser les listes de l'opposition parlementaire en divisant l'électorat potentiel du parti de M. Le Pen.

Le président du Front national, qui était, le lundi 14 octobre, l'invité de France-Inter, s'est employé à minimiser ce mouvement en affirmant qu'il s'agissait d'une *« minable opération »* menée par quelques *« naïfs »* et autres *« fêlés »*.

En fait, la fronde est conduite, de Paris, par l'une des principales figures du microcosme nationaliste, qui traite le président du Front national, entre autres, d'*« imposteur »* et de *« paranoïaque »* : le Dr Jean-Maurice Demarquet, ancien parachutiste, ancien député poujadiste du Finistère, vieux complice, depuis trente ans, de tous les barouds de M. Le Pen. Sa rupture avec le président du Front national est récente. Elle a été consommée en deux temps, au début de cette année.

La première friction entre les deux hommes a eu lieu en janvier, quand Jean-Maurice Demarquet a refusé de témoigner en faveur de Jean-Marie Le Pen dans le procès en diffamation intenté par celui-ci au *Canard enchaîné*, après réouverture, par l'hebdomadaire satirique, du dossier impliquant le chef de file de l'extrême droite dans la pratique des tortures pendant la guerre d'Algérie.

Le divorce est devenu total quand le médecin a refusé d'opposer sa caution professionnelle aux insinuations, gênantes pour M. Jean-Marie Le Pen, contenues dans l'enquête consacrée le 1er et le 2 avril par *le Matin de Paris* à la ténébreuse affaire de l'héritage Lambert.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le Dr Demarquet assure que si, en ces deux circonstances il s'est interdit de soutenir les positions de Jean-Marie Le Pen c'est que, en toute conscience, elles lui paraissaient indéfendables.

L'ancien député poujadiste envisage de transformer le « comité de vigilance » constitué le vendredi 11 octobre près d'Orange par une trentaine de militants du Front national déçus en un Rassemblement national de salut public, ouvert aux membres du CNIP et aux autres élus « divers droite ». Son entrée en lice brouille les cartes de M. Le Pen, dont le parti a été rendu fragile, depuis ses succès électoraux, par l'hétérogénéité de son recrutement.

ALAIN ROLLAT.

## LES DEUX « TÊTES DE PONT » DE LA CONTESTATION

### CORSE : dissidence ouverte

De notre correspondant

*Bastia.* – C'est en Corse que tout a commencé, à cause... des Bouches-du-Rhône ! La crise du Front national a éclaté au grand jour quand le parti de M. Le Pen a confirmé que c'est M. Pascal Arrighi, vice-président de l'Assemblée régionale corse, qui conduira la liste de l'extrême droite dans les Bouches-du-Rhône. Il en est résulté des démissions en cascade, dont celle de l'un des doyens de l'Assemblée régionale, M. Roger Palmieri. Quatre démissionnaires, tous anciens candidats du Front national aux élections régionales ou cantonales dans la région d'Ajaccio, ont constitué leur propre structure, le Front d'opposition national, sous la présidence de M. Jean-Michel Luciani, qui était septième sur la liste régionale de M. Arrighi. Ce dernier n'a pu contenir la grogne de ses compagnons de route, qui s'est rapidement transformée en hostilité déclarée. Son départ est perçu par nombre de militants comme une désertion et l'affirmation d'une stratégie personnelle au détriment de l'intérêt du mouvement.

L'autre élément du contentieux réside dans la stratégie que la direction du Front national veut imposer dans l'île, notamment lors des prochaines élections régionales. En Corse-du-Sud, M. Arrighi devait céder sa place de tête de liste à une *« personnalité nationale et corse »*, selon M. Michel Collinot, membre du bureau politique. Plusieurs noms ont circulé, notamment celui du fils de M. Jean-Marie Le Chevalier, chef du cabinet de M. Le Pen, ajaccien par sa mère, mais aussi ceux du docteur Joseph Comiti et de Me Jean-Baptiste Biaggi, tous deux anciens députés.

Mais ces « parachutages » possibles ont accentué la méfiance et la démobilisation de l'électorat, ce qui a conduit M. Arrighi à opérer, le 1er octobre, une volte-face. Il a, en effet, annoncé qu'il conduira lui-même la liste du Front national en Corse-du-Sud lors des prochaines régionales. En rendant publique sa décision sans le feu vert de Paris, le chef de file du parti d'extrême-droite en Corse espère ainsi contourner la règle des investitures et convaincre directement M. Le Pen du bien-fondé de sa démarche.

DOMINIQUE ANTONI.

### VAUCLUSE : gracieusetés en tout genre

De notre correspondant

Avignon. – M. Jean-Maurice Demarquet n'assistait pas lui-même à la réunion qui s'est discrètement tenue près d'Orange, vendredi 11 octobre, mais il y avait là une trentaine de personnes, disposant de mandats émanant de trente-sept départements, invités à cette séance de travail par un groupe de militants du nord et de l'est du département du Vaucluse en conflit avec le « patron » du Front national dans le département, M. Jacques Bompard, chirurgien-dentiste à Orange. Parmi les personnalités présentes venues des autres régions figuraient notamment M. Pierre Jonquères d'Oriola, médaille d'or d'équitation aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964, venu des Pyrénées-Orientales, et M. Jean de Thonel, chevalier d'Orgeix, artiste dramatique, lui aussi champion international d'équitation.

M. Jacques Bompard, membre du Front depuis douze ans, est accusé de vouloir écarter de son entourage les personnes susceptibles de lui faire de l'ombre. Son autoritarisme n'est pas du goût de tout le monde, de certains de ses chefs de section notamment qu'il a menacés de la commission de discipline. *« On fait beaucoup de bruit,* explique-t-il, *autour de deux personnes mises à l'écart pour leur attitude fractionniste. »* Sont concernés, le colonel Grégoire, que le secrétaire fédéral estime *« manipulé par un ex-député RPR d'Apt »*, et M. Hugues d'Alauzier, industriel et agriculteur, venu tardivement au Front national et que M. Bompard considère *« téléguidé par le CNIP pour réaliser une OPA sur le Front »*.

Le premier nommé rêve d'*« un parti propre, dans la ligne édictée par Jean-Marie Le Pen »*. Au rang des *« agissements intolérables »* qu'il a relevés dans l'attitude du secrétaire fédéral, une gifle qui aurait entériné la rupture entre M. Bompard et la « récipiendaire », Mme Dumas, qui, avec son mari, transfuges du RPR en 1984, sont accusés par le secrétariat de *« provocations anti-immigrés »*.

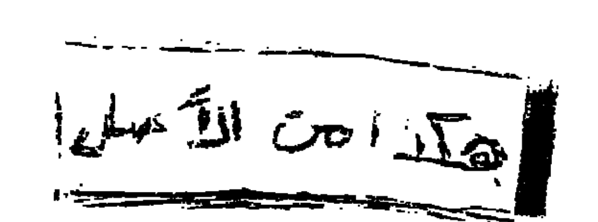
Le second nommé, M. Hugues d'Alauzier, ex-vice-président du CNIP, parlant de l'idée de Le Pen de *« placer en tête de liste les candidats les plus valables et plus précisément les plus anciens »*, avait, dès le 10 mai, fait acte de candidature. *« Jacques Bompard ne me l'a pas pardonné,* note-t-il. *Depuis, j'ai été de sa part rejeté systématiquement. »*

Autre militant sanctionné : M. Masselin, fondateur de la section de Bollène, qui vient d'être démis de ses fonctions pour *« manque de combativité »*. *« Je suis accusé,* dit-il, *de sabotage et de déstabilisation parce que j'ai estimé que M. d'Alauzier était notre meilleur candidat. A Bollène, fief communiste, le Front a fait 14,39 % des voix. Je ne pense pas avoir démérité. Désormais, le tout est de savoir si Le Pen va remettre de l'ordre. »*

*« Jacques Bompard ne doit pas siéger à l'Assemblée nationale »*, menace-t-on dans le camp des exclus, en évoquant la possibilité d'une liste dissidente.

Au terme de la réunion de vendredi, M. Dumas a été désigné coordinateur du mouvement contestataire que présidera M. Demarquet, et son porte-parole sera M. d'Alauzier.

PAUL SIGNOUD.



# Le nouveau comité directeur du PS

*Nous publions ci-dessous la composition du nouveau comité directeur du PS, qui reflète les proportions obtenues lors des congrès fédéraux (qui ont précédé le congrès national de Toulouse où s'est faite la synthèse) par la motion 1 (courant mitterrandiste, mauroyiste, CERES) et la motion 2 (rocardienne). La motion 1 a obtenu 71,49 % des mandats, et la motion 2, 28,51 %. Ce comité directeur se réunira pour la première fois mercredi 16 octobre, afin d'élire le nouveau bureau exécutif, le premier secrétaire et le nouveau secrétariat national du PS.*

## MEMBRES TITULAIRES

### MOTION 1 : 94

MM. Jean-Marie Alexandre, Guy Allouche, Jean-Marc Ayrault, Jean-Paul Bachy, Jean-Pierre Baeumler, Alain Barrau, Claude Bartolone, Christian Bataille, Pierre Bérégovoy, Jean Besse, Jean-Marcel Bichat, André Billardon, Yannick Bodin, Thierry Bondoux, Tony Briançon ; Mmes Nicole Bricq, Martine Buron ; MM. Pierre Carassus, Michel Charzat, Jean-Pierre Chevènement, Michel Coffineau, Pierre Cohen ; Mmes Catherine Coutard, Edith Cresson ; MM. Alain Davezac, Marcel Debarge, Gaston Defferre, Bertrand Delanoë, Gérard Delfau, Jacques Delors ; Mme Marie-Jo Denys ; MM. Bernard Derosier, Jean-Pierre Destrade, Jean-Louis Dieux ; Mme Geneviève Domenach-Chich ; MM. Yves Durand, Henri Emmanuelli, Claude Estier, Laurent Fabius, Roger Fajardie, Georges Fillioud ; Mme Françoise Gaspard ; MM. Gérard Gaumé, Claude Germon, Christian Goux, Charles Hernu, Edmond Hervé, Jacques Huntzinger, Jean-Louis Joseph, Lionel Jospin, Pierre Joxe, André Laignel, Yves Lebas, Bastien Leccia, Jean Le Garrec, Guy Lengagne, Philippe Lentschener ; Mme Martine Lignières ; MM. Charles-Emile Loo, Paul Lussault, Philippe Madrelle, Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Louis Mexandeau ; Mme Christiane Mora ; M. Didier Motchane ; Mme Marie-Thérèse Mutin ; M. Jean Natiez ; Mmes Véronique Neiertz, Janine Parent ; MM. Daniel Percheron, Michel Pezet, Christian Pierret, Jacques Piette, Jean-Paul Planchou, Robert Pontillon, Jean Poperen, Jean-Jack Queyranne, Paul Quilès, Jacques Roger-Machart, Bernard Roman, Frédéric Rosmini ; Mme Yvette Roudy ; MM. Michel Sainte-Marie, Georges Sarre ; Mmes Françoise Seligmann, Annie Solo ; M. Luc Soubré ; Mme Gisèle Stiévenard ; MM. Dominique Strauss-Kahn, Eugène Teisseire, Bernard, Thareau ; Mmes Ghislaine Toutain, Anne Trégouet.

### MOTION 2 : 37

M. Maurice Adevah-Poeuf ; Mme Michèle André ; MM. Jean-Pierre Balduyck, Roland Beix, Alain Bergounioux, Jean-Claude Boulard, Pierre Brana, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Michel de La Fournière, Yves Dollo, René Dosière, Patrice Finel, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Gérard Gouzes ; Mme Claudette Grosse ; MM. Pierre-Yves Heurtin, Serge Janquin, Jean-Pierre Joseph ; Mmes Françoise Laurant, Marie-France Lecuir ; M. Louis Le Pensec ; Mmes Ginette Leroux, Marie-Noëlle Lienemann ; MM. Gérard Lindeperg, Bernard Morin, Jacques Moreau, Jean-Claude Petitdemange ; Mme Germaine Pivasset ; MM. Bernard Poignant, Alain Richard, Michel Rocard, Jean-Pierre Sueur, Yves Tavernier ; Mme Marie-Claude Vayssade ; M. Jean-Pierre Worms.

## MEMBRES SUPPLÉANTS

### MOTION 1 : 50

Mme Marie Basset ; MM. Guy Bèche, Bernard Bioulac ; Mme Denise Cacheux ; MM. Jacques Calmon, Jean-Marie Cambacérès ; Mmes Françoise Carle, Marie-Arlette Cariotti ; M. Jean-Louis Carrère ; Mme Dinah Caudron ; MM. Daniel Choley, Gérard Collomb, Jean-Yves Dalleau, Michel Debout, Henri Delisle, Charles Depoorter, Yvon Deschamps, Bernard Dupin, Lucien Dupuis, Patrice Durand, Philippe Farine, Michel Françaix, Georges Garrot, Robert Gilly, Jean-Paul Giraud, Jean Guérard, François Joly, Gérard Le Gall, Alain Le Vern, Jacques Mellick, Didier Migaud, Gilbert Mitterrand, Alain Néri, Jacques Orthala, Bernard Pigamo, Alfred Recours, Sylvain Renard ; Mme Josette Robert ; MM. Philippe Sanmarco, Claude Saunier, Pierre Schapira, René Souchon, Michel Suchod, Daniel Vaillant, Yves Vidal, Michel Vignal, Jean-Pierre Vignau, Henry Viols, Hervé Vouillot, Lucien Weygand.

### MOTION 2 : 20

Mmes Monique Bachelier, Madeleine Brun ; MM. Robert de Caumont, Jean-Jacques Dubouchaud, Bernard Farion, Stéphane Fouks, Jacques Granier, Daniel Hérault, Alain Hubert ; Mme Marie-Andrée Jaubert ; MM. Norbert Metairie, Jean-Pierre Mignard, Francis Musard, Henri Neuville, Philippe Nouveau, Guy Poirier, Henri Prat, Jacques Salvator, André Vézinhet, Pierre Zémor.

## ULTIMES RÉSULTATS DES CONGRÈS FÉDÉRAUX

Nous publions ci-dessous les résultats des derniers congrès fédéraux du PS, qui ont précédé le congrès de Toulouse. *(Nous avons publié dans* le Monde *du 2 octobre les résultats des quatre-vingt-huit premiers départements à avoir tenu leur congrès fédéral.)*

Le chiffre entre parenthèses indique le score de la motion rocardienne au congrès de Metz de 1979.

**Motion 1**

02 Aisne, 66,52 % ; 11 Aude, 76,79 % ; 24 Dordogne, 70,58 % ; 27 Eure, 75 % ; 43 Haute-Loire, 76,13 % ; 53 Mayenne, 66 % ; 65 Hautes-Pyrénées, 61,46 % ; 971 Guadeloupe, 97,5 % ; 972 Martinique, 97 % ; 974 Réunion, 70,5 %.

**Motion 2**

02 Aisne, 31,15 % (4,1) ; 11 Aude, 22,27 % (10) ; 24 Dordogne, 29,41 % (14) ; 27 Eure, 25 % (20,5) ; 43 Haute-Loire, 21,81 % (16) ; 53 Mayenne, 34 % (28,6) ; 65 Hautes-Pyrénées, 38,37 % (22,7) ; 971 Guadeloupe, 2,5 % (0) ; 972 Martinique, 3 % (0) ; 974 Réunion, 29,5 % (1 mandat).

Par ailleurs, quelques erreurs s'étaient glissées dans la première liste fournie par la direction du PS. Ainsi, le Loiret, où la motion 1 était créditée de 43 % et la motion 2 de 57 %, n'avait en fait pas encore tenu son congrès fédéral. Les résultats corrects sont : motion 1 : 38,21 % ; motion 2 : 61,79 %.

Dans le Val-d'Oise, les scores de la motion 1 et de la motion 2 sont respectivement 54,2 % et 44,8 %, (au lieu de 52 % et 48 %).

En Corrèze, la motion 1 a obtenu 66,59 %, la motion 2 32,73 % (au lieu de 71 % et 29 %).



## Propos et débats

### M. Le Pen : la peine de mort pour un certain nombre de ministres

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, s'est déclaré, le lundi 14 octobre, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, partisan du rétablissement de la peine de mort. Il a ajouté : *« Tous les crimes qui sont, actuellement, punis de la détention criminelle à perpétuité et qui étaient punis de la peine de mort doivent être punis de la peine de mort. Et, parmi ceux-là, il y a un certain nombre de cas d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et de trahison. Si les tribunaux ont, un jour, à juger, comme je l'espère, après qu'ils aient été déférés en Haute Cour de justice, un certain nombre de ministres pour des faits criminels commis à l'occasion de leurs responsabilités ministérielles, ils devront subir la peine comme tous les citoyens. »*

### M. Gaudin : menace sur l'identité culturelle

Pour M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, l'immigration menace l'identité culturelle des Français. Au micro de Radio-France-Marseille, le député des Bouches-du-Rhône a expliqué, le 14 octobre, qu'*« en rentrant à Marseille par la porte d'Aix on a l'impression de rentrer à Alger »*. Il a ajouté : *« Ici nous sommes en France, et nous sommes à Marseille. Et nous ne pouvons pas tolérer cette immigration, d'autant plus que les immigrés veulent préserver leur identité culturelle.* (...) Que les Français commencent, eux, par préserver leur identité culturelle. C'est ça mon objectif et c'est l'objectif de mes amis. »

### M. Doubin : bulldozer

M. François Doubin, président du MRG, s'est félicité de l'unité réalisée à Toulouse qui, selon lui, permet *« une indiscutable mobilisation »*. Interrogé, lundi 14 octobre sur RMC, M. Doubin a affirmé qu'*« un bulldozer s'est mis en route »* et qu'il *« illustre les possibilités de la gauche »*. Il a expliqué sa position favorable à la cohabitation, même s'*« il ne s'agit pas de se rallier à la droite, ou de soutenir une politique qui n'est pas la* [sienne] ».

### M. Fiterman : abandon

Pour M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du Parti communiste, le congrès du PS est un *« événement »* dans la mesure où il *« marque l'abandon officiel des orientations »* fixées en 1971 fixées au congrès d'Epinay. Invité de RMC, lundi 14 octobre, l'ancien ministre des transports estime que à Toulouse, a été confirmée *« la poursuite d'une politique de gestion des intérêts du capitalisme »* et ouverte *« la possibilité d'alternance à droite après les élections législatives »*. M. Fiterman a ajouté : *« Epinay, c'est donc bien fini. Le PS a préféré céder aux exigences du capital, abandonner ses engagements et tromper les Français. »*

# société

## SCIENCES

### 1 600 milliards d'électronsvolts

L'accélérateur du laboratoire national Fermi, près de Chicago (Etats-Unis), vient de battre un record en permettant des collisions entre protons et antiprotons à l'énergie de 1 600 GeV (milliards d'électronsvolts). Ce résultat permet aux Etats-Unis de reprendre, en physique des hautes énergies, une primauté qu'ils avaient laissée à l'Europe. Celle-ci avait obtenu au début des années 80 des collisions à des énergies de 400 GeV, qui ont conduit à deux grandes découvertes : celles des particules W et Z, dont l'existence était prévue depuis quinze ans par des théoriciens. Cela s'était fait grâce à la transformation d'un accélérateur du CERN, près de Genève, en un collisionneur où protons et antiprotons, accélérés en sens inverse, se *percutent de front*.

## ALCOOLISME

### Trois jours de sobriété à Brest

Les Brestois seront-ils capables de s'abstenir de boire toute boisson alcoolisée pendant trois jours ? On le saura lorsqu'auront été retournées à la mairie et au comité local de promotion de la santé les soixante-dix mille cartes postales déposées la semaine dernière dans les boîtes aux lettres des habitants de la communauté urbaine. *« Afin de savoir si vous êtes – ou non – dépendant de l'alcool,* conseillait en substance la carte, *arrêtez-vous de boire pendant trois jours d'affilée. Une fois cette mise à l'épreuve accomplie, retournez-nous cette carte en certifiant que vous vous êtes abstenu pendant ce laps de temps. »* Pendant toute la semaine, des expositions, des animations et des spectacles, tous consacrés au thème de l'alcool, aideront les Brestois à tenir le choc, à relever ce que la municipalité appelle le *« défi brestois »*.

## EN BREF

### Au large de la Floride : cent soixante tonnes de marijuana saisies

Cent soixante tonnes de marijuana, la plus grosse saisie jamais *réalisée par les autorités* américaines, viennent d'être déchargées d'une barge arraisonnée, il y a deux semaines, par les garde-côtes, au large de la Floride.

Le bateau – qui battait pavillon hondurien, mais a été classé comme apatride, le Honduras ayant décliné sa propriété – avait été arraisonné à quelque 1 500 kilomètres au nord-est de la Floride : il a fallu deux semaines pour le remorquer, a indiqué à Jacksonville (Floride) un responsable des garde-côtes, M. Robert Payne.

Les garde-côtes de Portsmouth (Virginie) ont affirmé que sept Colombiens et un Américain avaient été arrêtés au cours de cette opération, qui s'est déroulée le 4 octobre. La valeur marchande des 4 100 ballots de marijuana saisis est estimée à plus de 132 millions de dollars.

● *Mort d'un toxicomane.* – Les gendarmes de Méru viennent d'établir les causes du décès de Philippe Douillet, vingt-quatre ans, de Champagne-sur-Oise (Val-d'Oise), dont le corps avait été retrouvé, le 6 octobre, à l'arrière d'une voiture stationnée non loin du dancing Le Galaxy, à Lormaison (Oise). Le jeune homme a succombé à une overdose. Deux jeunes filles amies de la victime ont été interpellées. Elles ont reconnu s'être injecté une dose et demie d'héroïne, et Philippe trois doses. – *(Corr.)*

## JUSTICE

INSTITUANT UNE COLLÉGIALITÉ DANS LA PROCÉDURE

# La réforme de l'instruction pénale est adoptée

### *L'opposition s'est abstenue*

**Une gauche unanime et une droite embarrassée : l'Assemblée nationale a adopté, le lundi 14 octobre, le projet de loi sur la réforme de l'instruction pénale de M. Robert Badinter. Projet de loi ou pétition de principe ? La question n'est pas vaine, tant il est apparu que le garde des sceaux voulait davantage faire avaliser le principe de la collégialité dans la procédure d'instruction que faire passer dans les faits une réforme dont l'application est renvoyée au 1er mars 1988.**

Cette réforme, annoncée le 5 septembre par le ministre de la justice, dans un article publié dans nos colonnes, met fin à la *« solitude »* du juge d'instruction en instituant une chambre d'instruction composée de trois magistrats. Elle manifeste symboliquement *« la poursuite de l'œuvre de modernisation de la justice »*, ainsi que l'a rappelé M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), président de la commission des lois.

L'opposition, qui a longtemps hésité sur la conduite à tenir devant ce projet, s'est appuyée sur le refus de la plupart des organisations professionnelles de magistrats. Elle a notamment reproché au gouvernement d'avoir *« agi dans des conditions de rapidité exceptionnelle »*. Citation à l'appui, M. Badinter a pu montrer que cela faisait trois ans qu'il avait annoncé une réforme en la matière. Il a reconnu que la chancellerie avait d'abord essayé d'acclimater en France la procédure accusatoire en usage dans les pays anglo-saxons – procédure qui consiste à confier au parquet et à la police judiciaire le soin d'instruire le dossier à charge sans que la défense ait, dans un premier temps, accès aux pièces à conviction. La prise de conscience qu'*« il était impossible, en l'état actuel de la structure du parquet »*, d'introduire un tel bouleversement a conduit à conserver la procédure inquisitoire en vigueur dans notre pays. C'est dire que le projet de loi ne modifie en rien le statut des magistrats instructeurs.

Les décisions juridictionnelles les plus importantes, et notamment celles qui concernent la privation de liberté, relèveront dans la plupart des cas de la compétence du collège de trois magistrats, tandis que les actes d'instruction proprement dits seront confiés au juge d'instruction désigné en son sein par la chambre. Pour M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), rapporteur de la commission des lois, *« la solitude du juge d'instruction (...) est devenue un anachronisme »*, à l'heure où partout se développe le travail en équipe.

### Soixante-quinze postes nouveaux de magistrats en 1986

Argument fort souligné aussi par le garde des sceaux, qui a profité du débat pour répondre aux critiques que l'Union syndicale des magistrats avait formulées la veille au cours de son congrès. Il s'est déclaré *« surpris »* que l'on trouve *« ce projet contraire à l'esprit de la convention européenne des droits de l'homme »*, parce que *« des magistrats ayant siégé dans la chambre d'instruction pourraient ensuite siéger dans la juridiction de jugement »*. Il a remarqué que *« tout juge d'instruction qui aura eu à connaître au fond de l'affaire ne pourra siéger lors du jugement »*. Exemple à l'appui, il a montré qu'il n'y a pas *« incompatibilité entre la participation à une formation collégiale saisie exclusivement d'un problème de détention provisoire et la participation ultérieure au jugement de l'affaire au fond »*, d'après la jurisprudence.

Répondant par avance à ce qui aurait dû être la critique essentielle des communistes, M. Badinter a annoncé que, dès le vote du budget pour 1986, soixante-quinze postes supplémentaires de magistrats et vingt-cinq postes de greffiers seraient créés, ce qui représente la moitié des besoins estimés pour que la réforme puisse entrer dans les faits.

L'opposition était visiblement embarrassée : M. Jacques Chirac ayant déclaré qu'il était favorable au principe de la collégialité, les orateurs du RPR, MM. Jean Foyer (Maine-et-Loire) et Emmanuel Aubert (Alpes-Maritimes) n'ont pu que critiquer le caractère *« improvisé et incomplet »* de la réforme et l'instauration d'une *« collégialité à la carte »*. Le premier avait préféré une autre solution *« à ce problème réel »*, le second a rappelé que la loi « sécurité et liberté », abrogée par la gauche, y répondait en partie, instaurait des procédures accélérées de jugement des « petits délits » pour éviter l'engorgement de l'instruction. Mais, ils ont, tous deux, refusé de répondre de façon claire à la question précise que leur posait M. Badinter : *« Etes-vous pour ou contre la collégialité de l'instruction ? »*

M. Pascal Clément (UDF, Loire) avait, pour sa part, du mal à sortir de la contradiction entre son désir de voir améliorer les garanties du justiciable et sa conviction que *« les décisions importantes sont de toute manière prises de façon solitaire »*.

Bien que tous les orateurs aient soulevé le délicat problème du secret de l'instruction, mais chacun ne souhaitait pas le voir évoluer dans le même sens, M. Badinter a affirmé qu'une telle affaire méritait une *« réforme autonome »*. Finalement, seuls les socialistes et les communistes ont approuvé le projet de loi gouvernemental, simplement amendé par la nécessité de le rendre cohérent avec la réforme de la procédure pénale en cours de discussion devant le Sénat. Les élus du RPR et de l'UDF n'osant pas être contre, mais ne voulant pas être pour, se sont abstenus. Le garde des sceaux n'a pas obtenu l'unanimité qu'il espérait – un moment – obtenir.

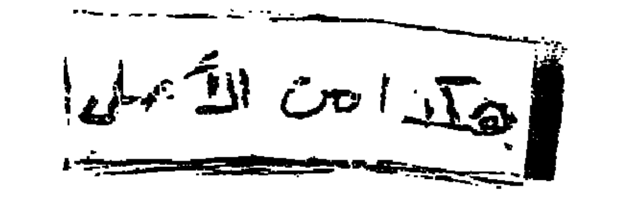
CHRISTOPHE CHANTEPY.

### Dans les prisons françaises

### LE NOMBRE DES DÉTENUS EST EN AUGMENTATION

Le nombre de détenus dans les prisons françaises était de 40 148 le 1er octobre contre 39 140 le 1er septembre, soit une augmentation de 2,57 %. Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de personnes en attente d'un jugement définitif, était de 20 440 le 1er octobre, soit un pourcentage de 50,91 %. Par rapport au 1er octobre 1984, le nombre de détenus a baissé de 4,24 %. Cette baisse est due aux grâces décidées par le président de la République à l'occasion du 14 juillet.





## JUSTICE

### LE DROIT IGNORE LE CONCUBINAGE HOMOSEXUEL

Un couple d'homosexuels vivant en concubinage ne peut bénéficier des billets à tarif réduit (billets R) que la compagnie Air France accorde aux conjoints mariés ou non (union libre) de leurs agents.

Ainsi en a décidé, lundi 14 octobre, la première chambre, présidée par Mme Noëlle Schoux, de la cour d'appel de Paris. Celle-ci a, en effet, débouté un steward d'Air France qui réclamait le billet R pour son ami Serge, avec qui il vivait en concubinage.

En première instance, le conseil des prud'hommes, le 14 novembre 1984, avait donné gain de cause au steward, estimant que le refus d'Air France était *« une discrimination faite à un travailleur par rapport à sa vie sexuelle »*.

Dans leurs attendus, les magistrats de la cour d'appel précisent que le concubinage *« est une forme non officialisée du mariage entre deux individus de sexes différents qui vivent en commun comme mari et femme »*. Autrement dit, la notion de concubinage (ou d'union libre) ne peut s'appliquer à des homosexuels. Les magistrats ajoutent que *« l'intéressé, qui n'est privé en l'espèce d'aucun droit fondamental attaché à la personne humaine, ne fait que revendiquer l'octroi d'une prestation dans le cadre délimité d'une réglementation qui ne lui est pas applicable »*.

## RELIGION

### La curie romaine va être réorganisée et simplifiée

De notre envoyé spécial

**Consultés sur un projet de réorganisation de la curie romaine, les principaux responsables de l'Eglise catholique devaient remettre leurs observations, ce mardi 15 octobre, à une commission nommée par Jean-Paul II. Ce thème fera l'objet d'une réunion exceptionnelle du collège des cardinaux, à Rome, du 21 au 23 novembre prochain.**

Cité du Vatican. — Ministre des armes de Pie IX, Mgr de Mérode disait : *« Parler réforme à Rome est aussi ridicule que de vouloir nettoyer une pyramide avec une brosse à dents ! »* Le propos risque de revenir une fois de plus avec la réorganisation de la curie qu'envisage Jean-Paul II : elle tient plus du réaménagement technique que de l'infusion de sang neuf, que beaucoup appellent de leurs vœux, insatisfaits qu'ils sont des pesanteurs du gouvernement central de l'Eglise. Derrière la toilette prévue de l'organigramme, le changement n'est pourtant pas aussi mince qu'il y paraît à première vue.

Organe principal de la curie, la secrétairerie d'Etat va devenir « secrétairerie pontificale » ou plus sûrement « secrétairerie apostolique ». Simple changement d'étiquette ? Voire. La Cité du Vatican reste un Etat, même s'il est le plus petit du monde, et n'entend renoncer à aucun de ses usages et prérogatives diplomatiques. Mais actuellement administrées par le Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, les relations avec les gouvernements le seront demain par une congrégation de plein droit. C'est l'aboutissement d'un processus amorcé par la réforme de Paul VI en 1967 et qui visait à séparer les « affaires ordinaires » — notamment les relations avec les Eglises particulières — et les « affaires extraordinaires » du Saint-Siège.

L'actuelle secrétairerie d'Etat que dirige le cardinal Agostino Casaroli, numéro deux de l'Eglise catholique, devrait voir ses pouvoirs renforcés et devenir le véritable cabinet particulier du pape ainsi qu'une sorte de secrétariat général de son « gouvernement ». Des audiences régulières, qui, juqu'à présent avaient lieu entre le pape et les préfets de congrégation, seront organisées désormais par le nouveau « secrétaire apostolique » de Jean-Paul II.

*Au nombre de dix, les congrégations* romaines seront demain douze : outre celle, déjà évoquée, des relations avec les gouvernements civils, une congrégation chargée de l'apostolat des laïcs va être créée.

#### Une réforme timide

Plus importantes sont les modifications de compétences envisagées : la formation dans les séminaires serait confiée à la congrégation du *clergé, appelée à devenir congrégation* des prêtres et des diacres, et ainsi retirée à la congrégation de l'éducation catholique. Celle-ci, qui, dans le nouveau dispositif, s'appellerait congrégation des institutions catholiques, serait en revanche chargée de la catéchèse. La congrégation des évêques pourrait également voir accru son domaine d'intervention dans la nomination des évêques résidents, qu'elle partage actuellement avec d'autres organismes.

Une volonté de simplifier les structures et de bien séparer, au sein de la curie, les « organes de gouvernement » que sont les congrégations, et les « organes de promotion et d'animation » a conduit les experts nommés par le pape à proposer un titre unique à des organismes actuellement connus sous les noms de secrétariat, de conseil ou de commission. Les trois secrétariats nés *du concile unité des chrétiens*, non-chrétiens et non-croyants — vont être ainsi promus au rang de « conseils ». La commission pontificale Justice et paix et l'organisation caritative Cor unum vont fusionner sous la dénomination de Conseil de la promotion de la paix, de la justice et de la solidarité chrétienne. A noter que le futur Conseil de l'unité des chrétiens se verra doter d'un conseil de présidence dans lequel serait membre de droit le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Sur ce terrain sensible de l'œcuménisme, la présence du cardinal Ratzinger soulève déjà à Rome des commentaires.

Après la consultation des cardinaux, cette réforme devrait devenir définitive l'an prochain. Même si certains transferts de noms ou d'attribution ne seront pas sans conséquences, ce projet de réorganisation de la curie romaine est considéré comme timide ou statique. Tout dépendra de la qualité des hommes qui *seront choisis pour animer ces structures*. Or les nominations faites à la curie par Jean-Paul II depuis le début de son pontificat traduisent un souci de continuité. Les mandats de certains de ses collaborateurs (limités à cinq ans par Paul VI) sont renouvellés, tandis que d'autres sont gardés en fonction malgré la limite d'âge de soixante quinze ans (comme le cardinal Garrone). L'histoire est longue de tentatives menées pour adapter la curie au rythme de son temps, surtout lorsqu'il s'agit de concilier des impératifs aussi divers que ceux de la compétence et de la mobilité, de l'internationalisation et de l'unité.

HENRI TINCQ.

### MGR HENRI DEROUET EST NOMMÉ ÉVÊQUE D'ARRAS

*Jean-Paul II* a nommé, mardi 15 octobre, évêque d'Arras Mgr Henri Derouet, qui était évêque de Sées depuis 1971. Il succède à Mgr Gérard Huygue, atteint par la limite d'âge.

[Né le 28 novembre 1922 à Loiré (Maine-et-Loire), Henri Derouet fait ses études secondaires à l'institution libre de Combrée. Entré au grand séminaire d'Angers, ses études sont perturbées par la guerre. A son retour d'Allemagne, où il a été requis pour le Service du travail obligatoire, il achève sa formation théologique et est ordonné prêtre à Angers le 26 juin 1948. Professeur à l'institution Saint-Julien d'Angers, Henri Derouet prépare une licence de philosophie à l'université catholique d'Angers. Professeur de philosophie et supérieur de collège de 1951 à 1970, il *est aumônier d'Action catholique*. Nommé coadjuteur de l'évêque de Sées le 13 octobre 1970, il reçoit l'ordination épiscopale à Angers le 6 décembre 1970 et devient évêque titulaire de Sées (Orne), le 26 juillet 1971. Membre du conseil permanent de 1978 à 1984, il est actuellement membre des commissions sociale, jeunesse, milieux indépendants de l'épiscopat français. Il a particulièrement collaboré à un texte important de l'épiscopat sur « les nouveaux modes de vie » face à la crise en 1982 et effectué, en juillet 1985, un voyage en Afrique du Sud au nom de l'épiscopat français.]



## DÉFENSE

### LA PROTECTION DES EAUX TERRITORIALES EN POLYNESIE

### « Greenpeace sans passeport »

De notre envoyé spécial

Papeete. — C'est en principe au début de la matinée du mardi 15 octobre (soit mardi soir à Paris) que le *Greenpeace* arrive devant Tahiti. Dans la journée du lundi 14 octobre vers 14 heures (heure locale), l'aviso-escorteur *Enseigne-de-vaisseau-Henry* a détaché une embarcation en direction du navire des écologistes durant son transit entre Mururoa et Tahiti. Le navire de guerre français a, à cette occasion, signifié au capitaine du *Greenpeace* que son remorqueur était interdit de séjour dans les eaux territoriales (12 nautiques, soit 22 kilomètres) et dans les ports de la Polynésie française.

*Quelques heures plus tard*, Jonathan Castle faisait savoir par télégramme adressé à M. Bernard Gérard, haut commissaire de la République en Polynésie, qu'il était *« consterné »* par la décision que ce dernier avait prise, et il lui demandait de reconsidérer son interdiction. *« Notre vaisseau*, explique Jonathan Castle, *a un besoin urgent d'aide. La réparation du générateur défectueux est impossible sans la possession de pièces détachées adéquates et du savoir-faire. »* Le capitaine du *Greenpeace* rappelle qu'en cas de force majeure, la convention sur la mer territoriale de 1958 permet l'entrée dans un port et stipule que les lois interdisant ou pénalisant cette entrée sont caduques (1).

#### Vers un compromis

Toutefois, Jonathan Castle a ajouté dans son télégramme qu'il était disposé à permettre la vérification de la réalité de la panne du *Greenpeace* afin de lui faciliter l'accès à Papeete. Il s'agit là d'un premier pas de l'équipage écologiste en direction d'une solution de compromis puisque M. Gérard avait lui-même proposé à Jonathan Castle d'envoyer à bord du *Greenpeace* une équipe d'expertise chargée d'évaluer la gravité de la panne et l'urgence de la réparation, à la condition que le bateau des écologistes demeure dans les eaux internationales.

Pour sa part, le président du gouvernement de la Polynésie française, M. Gaston Flosse, a imaginé dans une note remise, lundi 14 octobre, au premier ministre, M. Laurent Fabius, que la France pourrait proposer au *Greenpeace* d'aller se faire réparer sur l'île de Hao, à 450 kilomètre au nord-ouest de Mururoa et à 900 kilomètres à l'est de Tahiti. Cette solution, outre qu'elle obligerait le haut commissaire de la République à revenir sur sa décision d'interdiction des eaux territoriales de l'ensemble de la Polynésie française, présente un autre inconvénient : depuis 1966, en effet, l'île de Hao abrite une base importante des armées françaises qui sert de dépôt arrière pour la logistique des essais nucléaires de Mururoa et de Fangataufa. On voit mal dans ces conditions les armées françaises accueillir à Hao des écologistes antinucléaires que la marine nationale s'échine à écarter de Mururoa.

En revanche, une « solution de compromis », pour reprendre l'expression de M. Gérard, pourrait consister, après que l'expertise aura fourni l'occasion de mesurer la gravité de la panne et l'urgence à y apporter remède, à laisser transiter dans les eaux territoriales une embarcation venue de Papeete et transportant *les matériels et les* mécaniciens d'une société de dépannage vers le *Greenpeace*, qui demeurerait dans les eaux internationales à plus de douze nautiques de la côte de Tahiti. Chacun sauverait la face : expertise acceptée d'un côté et protection des eaux polynésiennes maintenue de l'autre côté.

Le résultat le plus cocasse de ce « compromis » qui est recherché à Papeete est que rien n'empêcherait le *Greenpeace*, qui a laissé sur place devant Mururoa deux voiliers contestataires, de revenir sur les lieux de son combat antinucléaire une fois la panne réparée, avec la bénédiction des autorités françaises.

JACQUES ISNARD.

(1) La France n'a pas signé la convention territoriale sur la mer de 1958. Elle reconnaît la seule Convention des Nations unies sur les droits de la mer de 1982.

### Pacotille

De notre envoyé spécial

A bord du *Greenpeace*. — Tout est dans la manière. En apportant en mains propres le nouvel avis d'interdiction de toutes les eaux territoriales françaises au navire *Greenpeace* et à la flottille accompagnatrice, le commandant en second de l'aviso escorteur *EV-Henry* a offert au capitaine Castle un cendrier en argent frappé aux armes du vaisseau français ! Autrement dit, « non seulement vous êtes vous-mêmes *persona non grata* en Polynésie (et à ce propos vous nous devez toujours le prix du billet d'avion Papeete-Sydney pour votre expulsion de 1982) mais votre navire et tous ceux qui croisent dans son sillage peuvent *aller jeter l'ancre ailleurs. Nous* ne voulons plus les voir dans nos eaux. Ils les troublent (ô ! La Fontaine...). Mais comme nous savons vivre, nous vous offrons ce présent en souvenir de notre rencontre dans les eaux internationales... ».

Le capitaine Castle, par radio, a aussitôt accusé réception auprès du commandant, en soulignant qu'il mettrait le cendrier en bonne place dans sa cabine. Le commandant a remercié à son tour et précisé qu'il avait préféré un cadeau *« non périssable »* — allusion à la demande de bouteilles transmise à la précédente visite par les Français du bord. C'était aussi une manière d'accuser réception du cadeau offert la première fois à l'officier français par le capitaine écologiste : un insigne de *Greenpeace*, bien sûr, *monté sur broche émaillée*.

Toutes ces formalités paraissent dérisoires au regard du dispositif de siège adopté par les autorités françaises autour de la Polynésie en général et de Papeete en particulier. Tout est désormais interdit, et à tous, même aux voiliers néo-zélandais qui avaient déjà accompli les formalités pour entrer sur le territoire.

R. C.

## FAITS DIVERS

• *Fusillade à Marseille : un mort, deux blessés.* — Une fusillade a opposé, samedi 12 octobre, rue Thubaneau, en plein centre de Marseille, un ressortissant sénégalais, M. Mar Amoude, à un autre Africain qui a pris la fuite. M. Mar Amoude, cinquante et un ans, a été tué sur le coup tandis que deux autres personnes, un homme et une femme, des passants semble-t-il, ont été blessés par balle et admis à l'hôpital de la Concession.

• *Violent séisme au Tadjikistan.* — Un *« fort séisme »* s'est produit le 13 octobre à 17 heures (heure française) dans le Tadjikistan soviétique *« faisant des morts et des blessés »*. Il y a eu *« des destructions importantes dans la ville de Kairakkoum* [située à une trentaine de kilomètres à l'est de Leninabad] *et dans ses environs »*. L'agence Tass, qui a donné ces informations, ce 14 octobre, n'a ajouté aucune autre précision. — *(AFP.)*

# SOCIÉTÉ

## Le prix Nobel de médecine est attribué à deux savants américains

**Le prix Nobel de médecine et de physiologie (225 000 dollars) a été attribué, pour l'année 1985, à deux chercheurs américains de Dallas (Texas), Michael S. Brown et Joseph L. Goldstein, pour leurs travaux sur le contrôle du métabolisme du cholestérol.**

Les travaux qu'ont poursuivis depuis dix ans à l'université de Dallas (Texas) Joseph Goldstein et Michael Brown, et leurs équipes, ont conduit à l'élucidation complète du cycle du cholestérol dans le sang, à l'identification de ses différentes formes (protectrices ou nuisibles), à la découverte des causes d'une maladie héréditaire, l'hypercholestérolémie familiale, totalement élucidée au niveau de son mécanisme génétique et biochimique. Ils ont jeté des lumières nouvelles sur la façon dont l'organisme transporte les lipoprotéines et dont il équilibre leurs taux.

Toute la clinique des maladies cardio-vasculaires a été transformée par ces découvertes, de même que la conception d'un certain nombre de maladies héréditaires dues à une anomalie des *récepteurs* situés sur les membranes cellulaires et qui doivent capter les substances, vitales pour l'équilibre physiologique, qui leur sont offertes.

Il est probable que, outre les affections concernant le métabolisme du cholestérol, des maladies comme les myopathies, certaines formes de diabètes résistant à l'insuline et certains désordres de la différenciation sexuelle obéissent au schéma découvert par Goldstein et Brown en 1973 lorsqu'ils décrivirent pour la première fois le récepteur des LDL (low density lipoprotein) qui sont des éléments « transporteurs » délivrant le cholestérol aux cellules du corps, et en équilibrant la concentration.

Le schéma qu'ont décrit pour le métabolisme du cholestérol les deux lauréats peut être appliqué à une bonne douzaine d'autres protéines et d'hormones essentielles au fonctionnement équilibré de l'organisme. Il a donc une valeur générale qui transcende son intérêt clinique immédiat et ouvre, à ce titre, une voie nouvelle de recherches d'un intérêt considérable.

Dr. E.L.

[Le docteur Joseph L. Goldstein est né le 18 avril 1940 à Sumter (Etats-Unis). Après avoir fait ses études de médecine à l'université du Texas, il fait son internat au Massachusetts General Hospital de Boston. En 1977, il devient professeur de médecine de l'université du Texas Paul-J.-Thomas (service de génétique moléculaire). Auteur de nombreuses publications scientifiques dont *les Bases métaboliques des maladies génétiques*, il a reçu le prix Heinrich-Wieland en 1974 et le prix Loundsbery en 1979.]

[Le docteur Michael S. Brown est né à New-York le 13 avril 1941. Après des études à l'université de Pennsylvanie, il est, de 1971 à 1974, professeur associé à l'université du Texas. Nommé en 1976 professeur de médecine de cette même université, il devient en 1977 professeur de génétique et directeur du centre des maladies génétiques de l'université du Texas (Dallas). Membre de nombreuses sociétés savantes, il a reçu plusieurs distinctions, dont, en 1974, le prix Heinrich Wieland pour ses travaux sur le métabolisme des lipides.]

## Le docteur Anty, psychiatre

De notre envoyé spécial

Arras. – Que se passe-t-il dans le service « psychiatrie sud » du centre hospitalier d'Arras ? Des membres du personnel en grève depuis plusieurs mois ont, lundi 7 octobre, jeté par la fenêtre le mobilier du bureau du médecin chef, le docteur Michel Anty. Un rapport sur le service et sur son médecin chef vient d'être remis à M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé par Mme Poix, médecin inspecteur régional adjoint, de la santé. Le surveillant chef Henri Lenoir a été inculpé le 28 juin par le juge d'instruction Jean-François Ricard pour *« coups et blessures volontaires sur une personne hors d'état de se protéger elle-même en raison de son état mental »*. Un surveillant, M. Jules Prudhomme, l'avait dénoncé.

Grève, rapport officiel, inculpation, le service de psychiatrie de l'hôpital d'Arras est en effervescence. Mais le scandale, c'est avant tout l'existence même de ce service.

Une annexe moderne, complètement à l'écart des autres bâtiments, un rez-de-chaussée plutôt spacieux, rien ne laisse prévoir ce qui se passe, ce qui se cache au premier étage. Là vivent comme des animaux en cage des êtres humains, certains très gravement atteints, d'autres beaucoup moins. Un malade au moins est enfermé dans sa chambre – on devrait plutôt parler de cellule – depuis douze ans. D'autres tournent en rond inlassablement dans de petites pièces glauques à peine repeintes. Ça et là, une chaise, une table. Des « sanitaires » – les guillemets s'imposent – déplorables. Et, surtout, des portes et encore des portes qu'on ouvre et qu'on ferme à clé à longueur de journée. La psychiatrie « ouverte », on ne connaît pas dans ce service.

On comprend le reste : la révolte du personnel qui ne veut plus avoir à affronter tous les jours, huit heures durant, pareille atmosphère, la dénonciation des *« méthodes asilaires et concentrationnaires, le confinement à des tâches répressives de gardiennage, l'impossibilité de remplir sa fonction d'infirmier de santé mentale »*.

Pour ce qui est des accusations portées contre le docteur Anty – ses méthodes autoritaires, son quasi désintérêt pour ce service, son recours abusif aux électrochocs, – le rapport du docteur Poix tranchera. Un indice tout de même : choquée par ce qu'elle avait vu et entendu lors de son enquête, Mme Poix aurait, paraît-il, conseillé au personnel de continuer sa lutte par tous les moyens, y compris la grève. Mardi 15 octobre, M. Edmond Hervé devait recevoir M. Léon Fatoux, maire d'Arras, et président du conseil d'administration de l'hôpital. Peut-être alors saura-t-on bientôt si le docteur Anty est muté – son maintien à la tête de ce service paraît hautement improbable – ou révoqué. Mais pour les cinquante patients hospitalisés dans le service de psychiatrie sud de l'hôpital d'Arras, le mal est déjà fait.

FRANCK NOUCHI.

● *Le concours de l'internat perturbé.* – Une panne de micro risque d'avoir de graves conséquences pour plusieurs dizaines d'étudiants en médecine qui, jeudi 10 octobre, passaient le concours de l'internat de Paris. En effet, lors de l'épreuve dite de « dossiers », le signal que donne le président du jury aux milliers de candidats répartis dans deux centres d'examens (Arcueil et Le Bourget) n'a pas été entendu par tout le monde. Résultat : certains ont composé, d'autres pas. Finalement, l'épreuve a été annulée et reportée au lendemain matin. Et c'est ainsi que, vendredi dernier, les candidats ont planché quasiment sans interruption de 18 heures à 18 heures. On imagine l'état de fraîcheur de certains lors de la dernière épreuve. A la DRASS de Paris, organisatrice du concours, on se dit *« désolé »* par ce qui s'est passé, mais on n'envisage pas, pour l'instant, d'annuler l'épreuve.

## LES OBSÈQUES DU VICE-AMIRAL DE TOULOUSE-LAUTREC

Les obsèques du vice-amiral Guillaume de Toulouse-Lautrec, décédé le 9 octobre, ont été célébrées, mardi 15 octobre, aux Invalides.

[Né le 10 février 1902 à Paris, Guillaume de Toulouse-Lautrec a fait une longue carrière à la mer. Jeune officier, il commande en Chine une des canonnières françaises du Yang-Tse-Kiang. En 1940, le torpilleur *Sirocco* qu'il commande lors de l'évacuation de Dunkerque est coulé par l'aviation allemande, il prend aussitôt après le commandement du *Mistral*. Il fait partie de 1942 à 1944 de la délégation française d'armistice de Wiesbaden, puis à la Libération, de l'état-major de l'amiral Nord. De 1948 à 1950, il est à la tête, en Indochine, de la flottille du Mékong. Capitaine de vaisseau en 1949, il commande le croiseur-école *Jeanne-d'Arc* et l'école d'application des enseignes de vaisseau. Après un passage dans les états-majors de l'OTAN, il est placé à la tête des forces maritimes du Pacifique de 1956 à 1958 et termine sa carrière en 1960 comme inspecteur général des réserves de l'armée de mer. Il était grand officier de la Légion d'honneur.]

# ÉCHECS

## Le Tournoi des candidats

### SHORT BAT RIBLI

Le benjamin du Tournoi des candidats de Montpellier, l'Anglais Short, vingt ans, a créé la surprise dans la troisième ronde, lundi, en battant le Hongrois Ribli. L'honneur de la Hongrie a été vengé par Portisch, vainqueur du Canadien Spraggett. Short, avec 2 points, est en tête du classement provisoire avant les parties ajournées des deuxième et troisième rondes qui se jouent ce mardi.

TROISIÈME RONDE : Portisch-Spraggett, 1-0 (40) ; Smyslov-Tal, 0,5-0,5 (24) ; Short-Ribli, 1-0 (39) ; Tchernine-Vaganian, 0,5-0,5 (14) ; Beliavsky-Timman, 0,5-0,5 (32) ; Nogueiras-Seirawan, 0,5-0,5 (33) ; Spassky-Kortchnoï, 0,5-0,5 (15) ; Sokolov-Youssoupov, ajournée (40).

La partie Kortchnoï-Short (deuxième ronde) s'est terminée par la nullité au quarante-cinquième coup.







# LE CARNET DU Monde

## Décès

– Mme Jean Aupérin,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès du

**docteur Jean AUPÉRIN,**

survenu le 13 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La messe d'inhumation sera célébrée en l'église de La Mailleraye-sur-Seine (Seine-Maritime), ce mardi 15 octobre, à 15 heures.

76940 La Mailleraye-sur-Seine.

– Mme Jean Baumann,
M. et Mme Fernand Chenot,
Les docteurs Danielle et Mario Bensasson,
M. et Mme Jean-Pierre Baumann,
Gilles et Dominique Chenot,
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Edmond BERNARD-LEVY,**
née Marguerite Ignace,

survenu à Paris le 14 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 octobre, à 9 heures, au cimetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

– Mme Pierre Burgelin,
M. et Mme Henri Burgelin,
Etienne, Odile et Pierre,
M. et Mme Olivier Burgelin et Thomas,
M. et Mme Jean-François Burgelin,
Charles-Henri, Denis et Guillaume,
M. et Mme Claude Burgelin, et Arielle,
Mme René Burgelin,
ses enfants et petits-enfants,
Mlle Jeanne Cazamian,
Mlle Marguerite Cazamian,

ont la douleur de faire part du décès le 12 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-unième année, de

**M. Pierre BURGELIN,**
professeur honoraire
à la Faculté de théologie protestante
de Strasbourg et à la Sorbonne,
docteur *honoris causa*
de l'université de Genève,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Mussy-sur-Seine (Aube).

Une cérémonie religieuse aura lieu ultérieurement, à Paris.

*« Ne crains point, crois seulement. »*
(Marc V-36.)

54, boulevard Saint-Jacques,
75014 Paris.

[Né à Paris en 1905, agrégé de philosophie (1931), Pierre Burgelin a enseigné dans les lycées de Thionville, Metz, Neuilly et Beauvais, avant d'être nommé à la Faculté de théologie protestante de l'université de Strasbourg. Docteur ès lettres en 1956, avec une thèse sur *la Philosophie de l'existence de Jean-Jacques Rousseau* (PUF), dont *l'Homme et le Temps* (Aubier 1945) constitue la thèse complémentaire.

Il est, de 1969 à 1975, professeur d'histoire de la philosophie moderne à la Sorbonne, université Paris-I, dont il dirige l'UER de philosophie. Ses travaux ont essentiellement concerné Rousseau *Rousseau et la religion de Genève*, (1962), la religion des Lumières et Liebnitz *(Commentaire du discours de métaphysique)*. Docteur *honoris causa* de l'université de Genève (1962), il a publié également dans la revue *Foi et vie, la Revue de métaphysique et la Revue d'histoire et de philosophie religieuse.*]

– M. et Mme Gilbert Chavannes,
M. Patrick Chavannes,
Mlle Sylvie Chavannes,
Mlle Françoise Chavannes,
M. Rémi Langevin,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Fernand CHAVANNES,**
ingénieur civil aéronautique,
commandeur de la Légion d'honneur,
as de la guerre 1914-1918,

le 5 octobre 1985,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

– Six-Fours-les-Plages (83).
Tripoli (Libye).

Mme Jean-Claude Duval Legros
et sa fille, Sylvie,

font part du décès de

**M. Jean-Claude DUVAL LEGROS,**

survenu de mort naturelle le 10 octobre 1985.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 17 octobre, à 16 heures, en l'église de Six-Fours-les-Plages.

104, chemin de Jougins,
83140 Six-Fours-les-Plages.

– On nous prie d'annoncer le décès du peintre marin

**Pierre FLEURY,**
officier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite maritime,
membre de l'Académie de marine,

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

– Mme Henri Germain,
son épouse,
Et toute la famille,

font part du rappel à Dieu de

**M. Henri GERMAIN,**
inspecteur général honoraire
de la Météorologie nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
commandeur
de l'Ordre national malgache,

survenu le 11 octobre 1985, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 17 octobre, à 10 h 30, au temple réformé de l'Etoile, 56, avenue de la Grande-Armée, à Paris-17e.

51, rue Pierre-Demours,
75017 Paris.

– Mme George Guerre,
son épouse,
M. et Mme Gérard Guerre,
M. et Mme Alain Guerre,
ses enfants,
M. et Mme Thierry Guerre et leur fils,
Mlle Frédérique Guerre,
M. Didier Guerre,
ses petits-enfants et arrière-petit-enfant,
Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**Georges GUERRE,**

survenu le 10 octobre 1985, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

31, rue Bayen,
75017 Paris.

– On nous prie de faire part du décès de

**M. Amateur GUÉGUEN,**
docteur d'Etat en sciences physiques,

survenu à l'âge de soixante-treize ans.

Ses obsèques sont célébrées le mardi 15 octobre 1985, à 15 heures, en l'église d'Erquy.

De la part de
Sa sœur, Mme Déguen,
Son beau-frère, M. Meyer,
Sa belle-sœur, Mme Guéguen,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille.

Remerciements sincères aux personnes qui voudront bien y assister.

– Martine Sotteau-Kane,
Sa famille,
Ses nombreux amis,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

**Abdou Salam KANE,**

survenu accidentellement, à Bamako, le 11 octobre 1985.
27, avenue René-Coty,
75014 Paris.

– M. André Lavagne,
conseiller d'Etat honoraire,
et ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part de la mort de

**Mme André LAVAGNE,**
née Suzanne Celson,

pieusement décédée, à Paris, le 10 octobre 1985.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 octobre 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6e.

27, rue Saint-Sulpice,
75006 Paris.

– Versailles. Saint-Guénolé. Paris. Saint-Pabu.

M. et Mme Louis Le Pape,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Le Pape et leurs enfants,
M. et Mme Marcel Le Pape,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Corcuff et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Mme veuve Louis LE PAPE,**
née Marie-Picart,

survenu le 6 octobre 1985, à La Verrière (Yvelines), à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

L'inhumation a eu lieu le jeudi 10 octobre au cimetière de la Trinité, à Guingamp (Côtes-du-Nord), dans l'intimité familiale.

**Roger MERCIER,**
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
docteur ès lettres,
professeur honoraire
à la Faculté des lettres de Lille-III,

a été rappelé à Dieu le dimanche 13 octobre 1985, à l'âge de soixante-treize ans.

La messe des obsèques est célébrée ce mardi 15 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-Hilaire de la Varenne, 103, boulevard de la Marne, à Saint-Maur, sa paroisse.

Une prière commune aura lieu le mercredi 16 octobre, à 10 heures, en l'église d'Excenevex (Haute-Savoie), le village cher à son cœur, suivie de l'inhumation dans le cimetière local.

De la part de
Andrée Mercier-Dammann,
son épouse,
François et Jeanine Mercier,
Vincent et Odile Mercier,
Claire Mercier,
Catherine Noël-Mercier,
Jean-Pierre Sag,
René Puntous,
Gino et Nicole Allegro,
Benoît Mercier,
ses enfants et beaux-enfants,
Yann, Julie, Adrien, Hélène, Sylvain, Elodie, Mélanie, Marie, Elisa,
ses petits-enfants,
Yvonne Labrouste,
sa belle-sœur,
Elisabeth Derory,
sa filleule,
Des familles Ernouf, Colenson, Mercier, Lamoureux, Cousin, Quenelle, Tourette, Pommerolle, Rizzoli, Feuilloy, Reims,
ses tante et cousins,
Ainsi que de ses nombreux amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, avenue de Bonneuil,
94210 La Varenne-Saint-Hilaire.
23, rue des Verveines,
77340 Pontault-Combault.

– Mme Henri Rouanet,
M. et Mme Michel Pantz,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean-Claude Rouanet,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Alain Rouanet et leurs enfants,
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

**M. Henri ROUANET,**
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 12 octobre 1985 en son domicile, 12, avenue Belmontet, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Ses obsèques religieuses ont eu lieu à Saint-Cloud, en l'église Notre-Dame-des-Airs, dans la plus stricte intimité familiale.

– Mme Denise Thibault,
sa fille,
a le regret de faire part du décès de

**Lucien SCHWARTZ,**
premier prix du Conservatoire national
de musique de Paris,
violoniste soliste,

survenu le 5 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

54, rue Lamarck,
75018 Paris.

## Anniversaires

– Au-delà de sept ans de silence, nos cœurs restent reliés à

**Marc AUTENZIO,**

qui célébrait si haut la vie.

7, rue Boissière,
Villiers-sur-Loir, 41100 Vendôme.

## Communications diverses

– La messe de rentrée universitaire de l'Institut catholique de Paris sera concélébrée le mardi 15 octobre à 18 h, à l'église Saint-Joseph-des-Carmes. Monseigneur Joseph Duval, archevêque de Rouen, présidera la célébration et prononcera l'homélie. L'animation liturgique sera assurée par la faculté de droit canonique.

– Le 16 octobre 1985, à 20 h 30, à l'Hôtel Lutetia, 47, boulevard Raspail, à Paris-6e, conférence d'Armando Verdiglione.

– A l'occasion du 8e anniversaire de l'inhumation, à Notre-Dame-de-Lorette, du soldat inconnu mort pour la France en Afrique du Nord, les anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc organisent, le mercredi 16 octobre, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, une cérémonie au cours de laquelle l'Association des anciens combattants de l'union française, la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, et l'Union nationale des combattants en Afrique du Nord raviveront la flamme.

– L'alliance nationale Population et Avenir organise le jeudi 17 octobre, à 17 heures, à la FNCA, 48, rue de La Boétie, salle Tardy, une rencontre-débat sur le thème « Travail et vie de famille : double journée à quel prix ? », avec Françoise Euvrard économiste ; Françoise Chandernagor et Jean-François Bernardin. Annik Beauchamps animera la séance. Renseignements : (1) 225-18-81.

– L'Institut français d'astrologie organise le jeudi 17 octobre, à 15 heures et 19 h 30, à l'Hôtel Trianon, 1 *bis*, rue de Vaugirard, Paris-6e, une conférence-débat sur le thème « Inconscience ? Fatalité ? Les accidents mortels de la circulation » avec Michel Louis, psychologue analyste.

– Jeudi 17 octobre, 20 h 15, Centre Rashi, 30 boulevard de Port-Royal, « Joël Askénazi : Maïmonide, grammairien et logicien ».

– Université Paris-VII, tour 25, rez-de-chaussée, lundi 28 octobre, à 14 heures, M. Jean de Miribel : « L'administration provinciale et les fonctionnaires civils au temps des Ming (1368-1644). Etude de la province du Shaanxi et de la préfecture du Xi'an. »

Le Monde

# SCIENCES

## Fouilles à l'électricité

***EDF offre sa contribution à l'archéologie. L'épave du « Patriote » – naufragé en 1798 – sera soumise à un traitement par l'électrolyse.***

L'ÉLECTROLYSE mène à tout, mais à condition d'en sortir. Et ce n'est certainement pas la direction des études et recherches d'Electricité de France, embarquée par un étonnant concours de circonstances *dans des affaires* de fouilles archéologiques, qui le démentira. En effet, EDF, en liaison avec le groupe de recherche en archéologie navale et l'organisation des antiquités égyptiennes, pourrait apporter prochainement son concours au sauvetage des objets et instruments scientifiques perdus en 1798 lors du naufrage du *Patriote*. En particulier, en renflouant le matériel des aérostiers de la République. Une campagne de repérage de l'épave pourrait être engagée dès le printemps prochain. Elle devrait être suivie de deux campagnes de fouilles. Coût de l'opération : 1 million de francs, dont 60 % pourraient être pris en charge par EDF.

Lors de la campagne d'Egypte, Bonaparte, souhaitant que cette opération ne serve pas seulement sa gloire militaire, mais lui donne aussi une image d'homme de progrès, avait décidé d'emmener avec lui une *« armée de savants »*. Le *« général en chef de l'armée d'Orient »* se met alors en rapport avec le mathématicien Gaspard Monge, créateur de la géométrie descriptive et l'un des fondateurs de l'École polytechnique, qu'il charge de réunir une commission de savants et d'artistes – plus de *cent cinquante* – pour l'accompagner. Tous les grands établissements de l'Etat furent mis à contribution : Polytechnique, Centrale, les Mines, Normale, les Ponts et chaussées, le Conservatoire des arts et métiers, l'Observatoire et le Muséum d'histoire naturelle (1).

C'est ainsi que, tout naturellement, le mécanicien Jacques Nicolas Conté, le père des célèbres crayons, est appelé en tant qu'artiste-inventeur mais aussi en tant que directeur du camp d'aérostiers de Chalais-Meudon. Le 9 mai 1798, la première compagnie d'aérostiers embarque à Toulon avec son matériel : générateurs d'hydrogène par voie sèche ; tonneaux de vitriol (acide sulfurique) nécessaires au générateur par voie humide, etc. Sans compter l'ensemble du matériel scientifique nécessaire au reste de l'*« armée de savants »*. Hélas ! presque tout cela sera perdu à l'aube du 2 juillet 1798, bien *avant la défaite* de la flotte française devant Aboukir, lors du naufrage peu glorieux du *Patriote*.

Alors que Bonaparte fait donner l'ordre à l'armée d'Orient de débarquer à Alexandrie, le *Patriote* s'échoue par petite brise sur la bordure est de la passe du Marabout, en dépit des avertissements répétés de son capitaine, conscient du fait que son bâtiment est trop gros pour franchir cette passe pleine d'écueils. Mais les ordres sont les ordres, et le commandant en second tente l'aventure, avec la suite que l'on sait. L'arrière se brise, le bateau se couche et, malgré un déchargement partiel de la cargaison du navire, le *Patriote* sombre avec l'essentiel du matériel et des instruments scientifiques de l'expédition. C'est cela que Français et Egyptiens veulent récupérer, après avoir repéré la position de l'épave, dont une carte anglaise donnerait, pense-t-on, l'emplacement avec une relative précision.

*A priori*, on voit mal ce que la direction des études et recherches d'EDF vient faire dans une telle opération. Elle ne sait pas renflouer les épaves, encore moins les repérer. Quant à l'archéologie, ce n'est pas vraiment son domaine. A ceci près, toutefois, que ses laboratoires de recherche ont des *moyens et un savoir-faire* technologique que peu d'équipes d'archéologues possèdent. Un exemple : au sein de cette vaste direction a été développé, sous la responsabilité de Noël Lacoudre, d'EDF, et de Claude Volfovsky, de l'université de Paris-I, une méthode originale de traitement des vestiges archéologiques *marins par électrolyse.*

### Le boulet du « Slava-Rossii »

D'ordinaire, ces pièces sont emprisonnées dans une gangue dure comme du béton que l'on casse par des moyens manuels ou mécaniques. Désormais, avec le traitement électrolytique mis au point par les deux chercheurs, il suffit de plonger le bloc de gangue dans une cuve à électrolyse remplie de potasse caustique et d'attendre le temps nécessaire. Au bout de quelques centaines d'heures, cette masse prend une constitution pâteuse et permet ainsi d'extraire, comme d'un moule, les boulets, canons ou sculptures que l'on recherchait.

**« The battle of the ballons », combat entre aérostiers anglais et français *imaginé par un* anonyme anglais de la fin du XVIII[e] siècle (Cabinet des estampes de la BN).**

C'est ainsi que de telles expériences ont permis de dégager un canon appartenant à un navire russe du dix-huitième siècle, le *Slava-Rossii*, échoué au large de l'île du Levant. La pièce est superbe, et pratiquement aucune précaution supplémentaire n'a été nécessaire pour assurer sa conservation.

En effet, contrairement à ce qui se passe souvent – comme, par exemple, avec ces boulets de canon que l'on arrache sans soin à leur gangue et qui, une fois exposés à l'atmosphère, se mettent à chauffer sous l'action de réactions chimiques internes et éclatent en morceaux, – les pièces métalliques traitées par Noël Lacoudre restent stables. Cela tient à ce que la technique qu'il a contribué à mettre au point permet d'extraire tous les chlorures formés par l'action de l'eau salée et présents au cœur du métal. Or ce sont eux qui sont responsables de la dégradation des objets issus des fouilles sous-marines dès qu'ils se trouvent au contact de l'air.

Forts des succès obtenus avec le canon du *Slava-Rossii*, les chercheurs d'EDF ne se sont pas arrêtés là et ont offert leur savoir-faire à nombre d'équipes pour que soient menées à bien de multiples opérations. C'est le cas du « renflouage » de lingots de plomb retrouvés, en Bretagne, au large de Ploumanac'h, dans une épave datée d'une période comprise entre le premier et le quatrième siècle. De même ont été dégagées de grandes pièces d'artillerie d'un navire du seizième siècle repéré en baie de Villefranche. Enfin, on a pu passer en vrac des morceaux de gangue qu'en temps ordinaire on délaisse faute de temps, au risque de passer à côté d'un bel objet, comme ce flacon à parfum qu'EDF a récupéré dans un magma de terre alors que rien ne pouvait laisser supposer sa présence.

Là, l'électrolyse peut être d'un grand secours pour découvrir de petites pièces dans la mesure où elle ne coûte que peu de chose en moyens techniques et humains. Il suffit de plonger les produits à traiter dans les bacs et de jeter un coup d'œil de temps en temps. Mais ce n'est pas tout. Soucieuse d'offrir sa technique à d'autres branches de l'archéologie, la petite équipe d'EDF a traité avec succès des pièces d'argent et de monnaie ordinaires d'Afrique du Nord, mais surtout a permis la restauration de porcelaines à motifs bleus retrouvées lors des *fouilles du Grand Louvre, qui* étaient « piquées » par des taches métalliques présentes sous le glaçage.

D'autres opérations sont prévues, ayant trait notamment au « nettoyage » des épaves d'avions de la première et de la deuxième guerre mondiale présentes dans les étangs de Biscarosse. La tâche n'est guère aisée, car il ne s'agit plus cette fois de travailler sur des alliages de fer, ou des monnaies d'argent, mais sur des alliages légers. Peut-être des bains d'ammoniaque permettraient-ils d'y parvenir ?

A quand des traitements pour la conservation des bois ? L'électrochimie n'a sans doute pas dit son dernier mot sur ce point. Quoi qu'il en soit, le laboratoire d'EDF, affirme M. Jacques Montluçon, chef de cabinet à la direction des études et recherches, *« est submergé par la demande »*. Or sa vocation n'est pas vraiment d'ordre archéologique. Que faire dans ces conditions ?

Créer une filiale ? Cela paraît absurde. « *On voit mal*, dit-il, *comment on pourrait faire de la valorisation de notre recherche dans un milieu, l'archéologie, qui n'est pas soumis aux lois normales de l'économie.* » C'est la raison pour laquelle M. Montluçon milite plutôt en faveur d'une espèce de mécénat technologique où EDF n'avance guère d'argent, mais fait bénéficier les autres de son savoir-faire, met à leur disposition des équipements et assure aux archéologues une certaine initiation à l'électrolyse. C'est un peu le cas de l'opération *« aérostiers de la République »*, qui devrait servir d'expérience phare pour ce procédé électrolytique de dégagement des objets métalliques, qui n'est certainement pas la panacée mais un moyen technique de plus dans l'arsenal de ceux qui s'adonnent aux fouilles.

J.-F. AUGEREAU.

(1) D'après une synthèse réalisée par M. Christian Bailleux, du département systèmes énergétiques, division conversion électrochimique, d'EDF.

## Ramsès II rhumatisant

MALADE par la faute des hommes, la momie de Ramsès II est arrivée au Musée de l'homme à Paris le 26 septembre 1976. Après un bref séjour à Saclay, elle est revenue au Caire le 10 mai 1977. Pendant les sept mois et demi de son séjour en France, elle a été « soignée » et étudiée par cent cinq spécialistes de laboratoires publics ou privés, relevant de disciplines nombreuses et variées et placés sous la direction du doyen Lionel Balout, du docteur S. Nakhla et de Mme C. Roubet.

L'« opération Ramsès II à Paris » a ainsi été l'occasion d'une étude pluridisciplinaire unique dans l'histoire des momies royales. Mais il faut insister sur le fait que toutes ces recherches ont été faites sans jamais porter atteinte à l'intégrité physique du feu pharaon. Cependant, les techniques modernes utilisées ont permis de comprendre de quels maux souffrait la momie et d'y porter remède. Et elles ont aussi permis d'apprendre diverses choses sur la vie et la personne *d'un des plus illustres* rois de l'Egypte ancienne.

Le livre *la Momie de Ramsès II*, à la fois superbe et très technique, qui vient d'être publié par les éditions Recherche sur les civilisations (ministère des relations extérieures) avec l'aide de l'Organisme des antiquités égyptiennes, du ministère français de la culture, du Centre national de la recherche scientifique et de plusieurs sociétés mécènes, présente toutes les études qui ont été faites en expliquant le principe des méthodes employées.

*Le plus émouvant est sans* nul doute le texte de conclusion où Mme Christiane Desroches-Noblecourt, inspecteur général honoraire des musées de France, résume ce que l'on sait maintenant sur Ramsès II. Ce grand pharaon, qui a régné probablement de 1290 à 1224 avant Jésus-Christ et qui apparaît toujours jeune et triomphant *dans ses statues, a fini ses jours* comme un vieillard courbé par les déformations dues à des rhumatismes chroniques ; en plus, il a sûrement souffert d'épouvantables maux de dents et d'athérosclérose.

Pourtant, la momie du pharaon, mort aux environs de ses quatre-vingts ans, a encore grande allure. Le nez bourbonien est fin, les doigts longs et effilés. Et surtout, la tête, dont le haut est dégarni par une vaste calvitie, porte encore une couronne de cheveux souples et ondulés teints, probablement au henné, mais vraisemblablement roux à l'origine.

Y.R.

★ Editions Recherche sur les civilisations : Association pour la diffusion de la pensée française, 9, rue Anatole-de-la-Forge, 75017 Paris. Un volume grand format, 562 pages ; textes en français, anglais et arabe ; très nombreuses illustrations en noir et en couleurs ; 379 F.

*BIBLIOGRAPHIE*

### « L'HOMME DE PAROLES », DE CLAUDE HAGÈGE

## Le siège de Babel

POURQUOI la linguistique ? Telle paraît être la question essentielle, et implicite, à laquelle le livre de Claude Hagège *l'Homme de paroles* entend apporter des réponses argumentées. Il y a dix ans encore, pareille question aurait surpris, de même que le sous-titre : *Contribution linguistique aux sciences humaines*. Les temps heureux – vous en souvient-il ? – où la linguistique, proclamée science-pilote, exerçait *« une sorte de fascination sur les autres sciences humaines »* sont bien révolus.

Naguère suffisante, la magie des formules définitives et des formalismes éphémères ne suffit plus. Il faut répondre ; et se justifier, thèses, hypothèses, faits et arguments à l'appui. Claude Hagège veut convaincre, et d'abord convaincre le public cultivé, que les développements tumultueux de la linguistique contemporaine ont fini par désorienter : à promesses imprudentes, questions imprudentes. Pour un peu, il s'agirait ici comme ailleurs de *« reconquérir l'opinion »*, de redorer le blason. Sans dorer la pilule. L'ouvrage de Claude Hagège est aussi une contribution à la critique de la linguistique contemporaine.

Aux excès des uns (les linguistiques structurales) et aux ambitions des autres (la grammaire générative de Noam Chomsky), Claude Hagège oppose la rigueur des plus grands : Saussure, Meillet, Benveniste, chez qui *« le recours à des dichotomies savantes, la reconstruction comparative ou l'échafaudage d'un système de l'énonciation trouvent leur expression dans une ligne de prose aussi élégante que rigoureuse, aussi lisible que féconde »*. Et, en bon dialecticien, Claude Hagège commence par circonscrire une manière de paradoxe. Bien qu'elle relègue *« les spécialistes du langage dans une sorte de besogneuse arrière-garde »*, notre fin de siècle est vraiment *« le temps du langage, tout aussi bien que celui des découvertes sur le cosmos, les robots, l'atome ou la génétique »*. Convenons donc que la linguistique, science du langage, de la langue et des langues, mérite une place.

Convenons aussi que Claude Hagège ne ménage pas sa peine. L'amour des langues l'a conduit sur le terrain, où se perçoit le bruissement des langues, où la parole des hommes s'entend, son *et sens indissolublement liés* : de l'Afrique à l'Océanie, de l'Europe au monde arabe et de la Chine aux réserves indiennes d'Amérique. Les voyages forment le linguiste, le préservant des conclusions hâtives tirées de sa seule langue maternelle. Dans sa quête (le nombre des langues parlées dans le monde se situe entre quatre mille cinq cents et six mille, sans compter les belles inconnues), le linguiste, *« épris d'altérité »*, apprend que *« la variation est inhérante au langage »*.

### « L'homme diagonal »

Dans des pages toniques, où le fait linguistique soutient le raisonnement, sont reprises une à une les difficiles questions qui agitent la science linguistique depuis ses débuts : problème de l'origine des langues ; débat de l'inné et de l'acquis ; rôle des facteurs sociaux ; question des « universaux de langue », possibilité de la *traduction ; relations entre écriture* et oralité ; réfutation, grâce à une étude argumentée de l'ordre sujet-verbe-objet, de la formule de Rivarol : *« Ce qui n'est pas clair n'est pas français. »*

On a compris que Claude Hagège voit grand, large, et loin : si elles n'entraînent pas à tout coup l'adhésion, ses analyses, toujours, provoquent la réflexion.

*D'autant plus que les derniers* chapitres n'esquivent pas les nécessités de la théorisation. L'*homo loquens*, c'est ici *l'homme de paroles* – ou encore, en deçà et au-delà des cavernes, *« l'homme dialogal »* (dialogue étant à prendre au sens large d'interlocution). D'où cette interrogation qui domine la dernière partie : *« Comment conceptualiser cet homme dialogal d'une manière qui permette à la linguistique d'apporter une contribution réelle aux sciences humaines ? »* Il faut bien reprendre la question du sujet parlant, *qu'on propose de « conceptualiser comme énonceur psychosocial »*. Dans cette perspective, *la parole*, pratique sociale, importe autant que *la langue*, système signifiant. Et un nouveau paradoxe surgit : la liberté de l'énonceur se définit des contraintes que lui impose la langue, surtout la grammaire. L'objectif étant donc de faire jouer *« la dialectique de contrainte et de liberté qui relie la langue à l'énonceur »*, la théorie avancée articule trois points de vue. Malgré des remarques un peu incidentes sur le texte et le discours, la phrase reste *l'unité linguistique de base*.

Ainsi, le premier point de vue, *morphosyntaxique*, envisage la phrase comme forme dans ses relations avec le système. Le second point de vue, *sémantico-référentiel*, s'attache au sens et à la référence que transmet la phrase. Enfin, le point de vue *énonciatif-hiérarchique* considère la phrase *« dans ses rapports avec celui qui le profère, relié lui-même à un auditeur »*.

A ce stade, il convient d'inciter le lecteur, linguiste ou non, à poursuivre l'aventure : le livre de Claude Hagège est rude parfois, salubre souvent. Alors, que vive la linguistique !

DENIS SLAKTA.

★ *L'Homme de paroles – Contribution linguistique aux sciences humaines*, de Claude Hagège. Fayard, collection « Le temps des sciences », 314 p., 95 F.





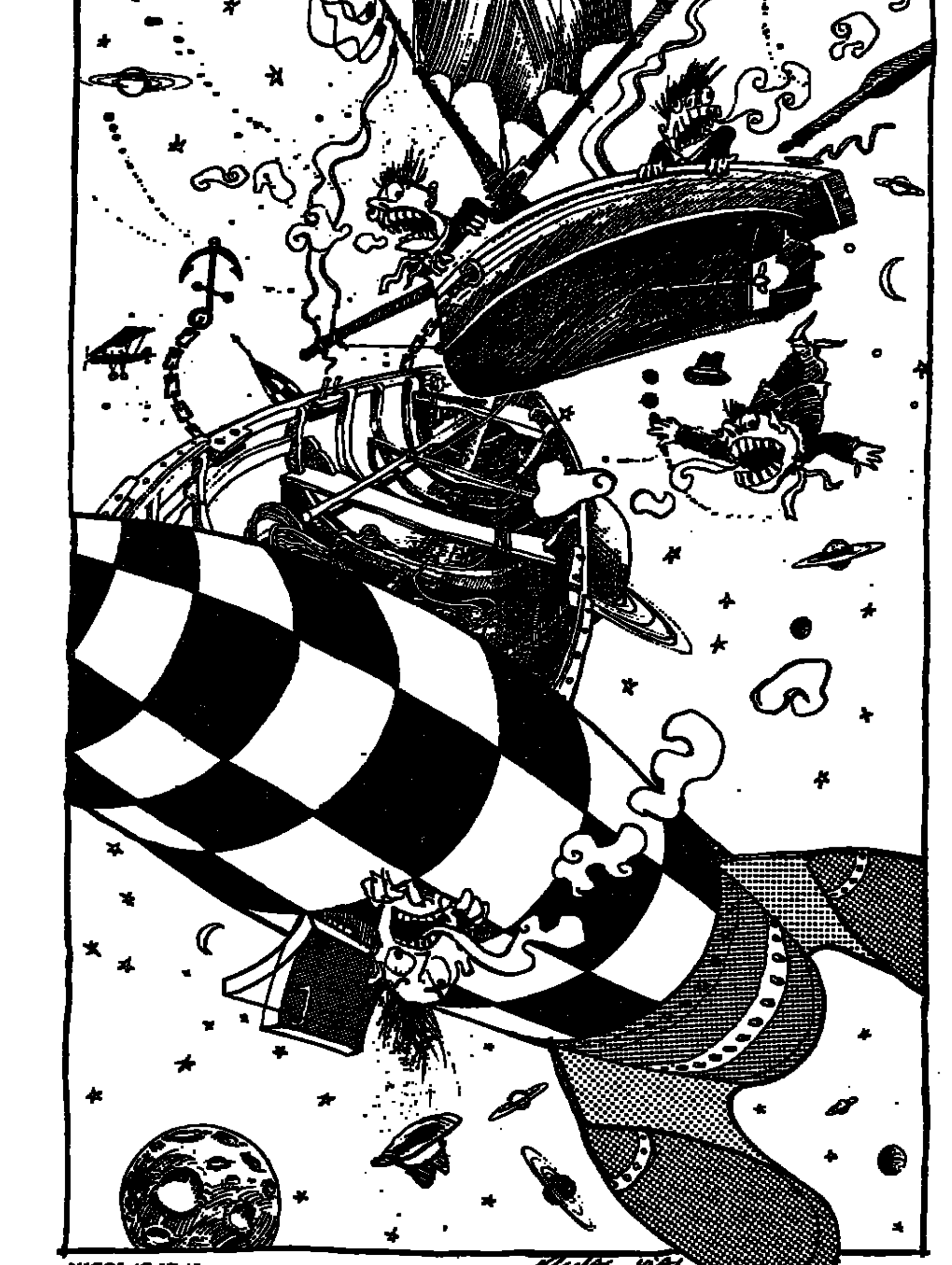
# La nausée de l'astronaute

***Vaincre le mal de l'espace pour que les vols de longue durée deviennent des vols de routine.***

VIVRE près de huit mois dans l'espace : ce record, battu il y a tout juste un an par les Soviétiques et qui constitue aujourd'hui un exploit, fera sans doute sourire dans quelques années. Alors seront certainement installés en orbite des usines et des laboratoires spatiaux, et des voyages seront organisés vers de lointaines planètes — vers Mars peut-être ? Les principales puissances spatiales préparent activement cette nouvelle ère. Les Soviétiques se sont déjà engagés dans cette voie avec les missions de longue durée à bord de Saliout. Les Américains ont décidé de mettre en service, en 1993, une station orbitale habitée en permanence par des astronautes. Quant aux Européens, ils envisagent la construction de l'avion spatial Hermès.

Cette présence de l'homme dans l'espace exige — et exigera de plus en plus — que soient mis au point des équipements sûrs. Mais les techniciens auront beau faire : les missions habitées de longue durée et le travail dans les ateliers spatiaux ne pourront devenir routiniers que si l'homme parvient à s'habituer aux conditions de vie que lui impose l'apesanteur et à vaincre notamment ce fameux « mal de l'espace » dont souffrent nombre d'astronautes et de cosmonautes.

Ces troubles, pense-t-on, s'apparentent au mal des transports, comparables à ceux qu'on éprouve quand on est enfermé dans la cabine d'un navire. La vision transmet alors les images d'un environnement immobile par rapport au regard, alors que les capteurs vestibulaires, qui sont au centre de l'équilibre de l'organisme, indiquent au sujet qu'il bouge. C'est ce conflit entre les différentes informations sensorielles qui provoque des malaises et des nausées. Des phénomènes analogues pourraient se produire dans l'espace. La situation conflictuelle naîtrait, ici, du fait que les capteurs neurosensoriels ne sont pas tous pareillement affectés par l'absence quasi totale de gravité : la vision fonctionne normalement, cependant que l'activité des capteurs vestibulaires — notamment les otolithes, qui forment une véritable « centrale inertielle » du corps humain — est perturbée.



NICOLAS VIAL.

Etudier ces perturbations, mieux comprendre les interactions entre la vision et le système vestibulaire a été l'objet des expériences du programme « équilibre et vertige » (1) auxquelles se sont livrés les astronautes français et saoudien Patrick Baudry et Sultan El Saoud, lors de leur vol à bord de la navette américaine Discovery en juin dernier (*le Monde* du 20 juin). Les premiers résultats de ces tests, conçus sous la responsabilité de MM. Alain Berthoz et Francis Lestienne, du laboratoire de physiologie neurosensorielle du CNRS à Paris, viennent d'être rendus publics.

Lorsqu'ils ont mis au point le protocole expérimental d'« équilibre et vertige », les chercheurs ne sont pas partis les mains vides. Ils ont bénéficié des résultats d'études réalisées grâce à la présence du Français Jean-Loup Chrétien à bord de la station spatiale soviétique (programme « Posture »), en juin-juillet 1982, et celles menées à bord du laboratoire européen Spacelab en novembre 1983.

Ces expériences passées semblent prouver qu'au début des missions spatiales, lorsque l'homme n'est pas encore accoutumé à l'apesanteur, la vision se substitue aux capteurs vestibulaires et joue un rôle prépondérant dans le contrôle de la posture. Une nouvelle preuve en a été apportée par Patrick Baudry, qui, lui aussi, a perdu le sens de la verticale. Lorsqu'il avait les pieds attachés au plancher de la navette et la vision occultée par une visière, l'astronaute s'inclinait vers l'avant de dix à quinze degrés, alors qu'il croyait se tenir droit.

### La mémoire des muscles

Les scientifiques ont, d'autre part, observé une inversion du tonus musculaire des muscles extenseurs au profit des muscles fléchisseurs de la cheville. L'effet était connu et il a pu être confirmé. Mais les chercheurs ont, en outre, constaté que, peu après son retour sur Terre, Patrick Baudry manifestait une hyperactivité de ses muscles extenseurs. Comme si ces muscles, lorsqu'ils retrouvent au sol leur tonus normal, n'oubliaient pas pour autant le surplus d'activité qu'ils avaient acquis dans l'espace, lors du processus d'adaptation à l'apesanteur. Cela fait dire à M. Berthoz que *« le système nerveux est très conservateur »*.

Une autre série d'expériences visait à mieux apprécier le rôle des otolithes dans le mécanisme réflexe qui permet à l'œil de suivre une scène en mouvement et de revenir ensuite rapidement à sa position initiale. Sur Terre, on suit plus aisément un objet bougeant de bas en haut. Les mesures réalisées à bord de Discovery ont révélé qu'en apesanteur cette asymétrie est inversée : l'astronaute français, lorsqu'il était équipé d'une visière dans laquelle défilait un damier, suivait plus facilement du regard la scène allant de haut en bas. Voilà qui apporte un nouvel argument à ceux qui soutiennent que la gravité joue un rôle fondamental dans la manière dont l'œil suit un spectacle en mouvement.

Autre constatation intéressante : cette inversion de l'asymétrie du réflexe visuel cesse au bout de deux ou trois jours, juste au moment — sans doute n'est-ce pas un hasard — où les astronautes malades de l'espace cessent de l'être.

Il ne s'agit là que de *« résultats préliminaires »*, obtenus à l'issue d'un petit nombre d'expériences. Les tests ont, par ailleurs, été réalisés à l'aide de pilotes parfaitement entraînés et qui, de ce fait, n'ont sans doute pas les mêmes réactions que « Monsieur Tout-le-monde ». Une preuve en est que Patrick Baudry n'a ressenti aucun malaise au cours de sa mission spatiale. Il faut donc considérer les données récemment acquises avec une certaine prudence.

D'autant que les chercheurs devraient avoir, dans les années à venir, bien d'autres occasions de poursuivre leur étude. La première leur sera offerte par le prochain vol de la navette Challenger, qui devrait décoller le 30 octobre avec à son bord le laboratoire Spacelab. Lors de cette mission dite « D1 », placée sous la responsabilité des scientifiques ouest-allemands, sera inauguré le « traîneau spatial » *(le sled)*, conçu par l'Agence spatiale européenne. Ce dernier est, selon M. Berthoz, un *« stimulateur otolithique »* dans la mesure où il créera, en apesanteur, des accélérations linéaires et stimulera spécifiquement les capteurs otolithiques des astronautes qui y prendront place.

### Test pour une caméra

La mission D1 sera également l'occasion de tester une caméra originale de conception française (2), Emirat, qui mesurera en temps réel les mouvements oculaires des astronautes et enverra immédiatement les résultats aux scientifiques qui suivront, au sol, le déroulement du vol.

Sans doute les chercheurs européens, et notamment français, pourront-ils faire voler leurs équipements de mesure à bord de la navette américaine lors de futures missions, et — pourquoi pas ? — lors de vols programmés en 1987. Il leur reste également l'espoir d'embarquer leurs expériences à bord de la station spatiale soviétique si, comme l'a annoncé M. Gorbatchev lors de sa visite à Paris, un astronaute français devait participer à un vol franco-soviétique de plusieurs semaines.

ELISABETH GORDON.

(1) Ce programme d'expériences a été élaboré avec le soutien du Centre national d'études spatiales (CNES).

(2) La caméra Emirat a été réalisée par le laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique (LETI) du Commissariat à l'énergie atomique, en collaboration avec le CNES et le laboratoire de physiologie neurosensorielle du CNRS.

# Les granges d'Eurêka

***Des plantes naissent en laboratoire à partir de semences artificielles. Le développement de cette technique intéresse les chercheurs européens.***

LA fabrication de semences artificielles pourrait être un des projets retenus pour le programme technologique européen Eurêka. Des travaux récents ont ouvert une voie prometteuse. Les graines artificielles présenteraient des avantages sur les graines naturelles tels qu'ils pourraient compenser un coût élevé.

Pour diverses plantes cultivées, à commencer par le maïs, les bonnes variétés sont des hybrides stériles. Des établissements spécialisés maintiennent des lignées pures des deux parents et obtiennent par croisement les graines hybrides que planteront les agriculteurs. Les techniques de semences artificielles permettraient de régénérer les hybrides, évitant ainsi la culture et le croisement des lignées parentes.

Cette « vigueur hybride » bien connue du maïs est d'ailleurs un phénomène très général, vérifié sur bien d'autres plantes pour lesquelles elle n'est pas exploitée, car la fabrication des hybrides y est difficile. C'est le cas de la laitue, du pois, du soja, de l'orge, du riz, espèces à la fois mâles et femelles où l'autofécondation est la règle. D'autres espèces ne font simplement pas de graines (igname, bananier). Dans tous ces cas, les techniques de production de semences artificielles ouvrent la voie à d'énormes accroissements de production.

Comment obtenir ces semences. Au laboratoire d'amélioration des plantes de l'université de Paris-Sud, une quarantaine de chercheurs et techniciens travaillent sur la culture *in vitro* et la production de graines artificielles. La théorie est simple : il suffit de prélever sur une plante de petits fragments et de les cultiver dans un milieu soigneusement choisi pour obtenir des embryons analogues à ceux qu'on trouve dans les graines.

La graine est un embryon, inclus dans un albumen nourricier et enfermé dans une enveloppe. Le tout est déshydraté et se conserve pendant plusieurs mois avant que la germination ne soit déclenchée par diverses causes parmi lesquelles une entrée d'eau. Prélever l'embryon cultivé *in vitro*, le dessécher et l'enrober dans un milieu propre à assurer sa croissance future, enfermer le tout dans une enveloppe artificielle, sont des opérations aisément concevables, que les chercheurs ont appris à réaliser pour des plantes aussi variées que le blé, le riz, la luzerne, la vigne, le concombre, la carotte, le géranium, le camélia.

### La sélection bouleversée

Ces embryons artificiels sont actuellement hors de prix. Mais dans la mesure où ils reproduisent exactement la plante de départ, sans modification du potentiel génétique, dans celle aussi où une plante peut donner par ce moyen plus de cent mille descendants, leur emploi peut considérablement raccourcir le lent processus de sélection des variétés, qui demande en général plus de dix ans de travail. La méthodologie de la sélection en serait bouleversée.

Mais l'hypothèse d'une reproduction à l'identique n'est pas rigoureusement exacte, et, pour le directeur du laboratoire, M. Demarly, c'est un des principaux obstacles qui restent à surmonter. Suivant l'endroit de la plante où l'on prélève les cellules, suivant la composition du milieu de culture, l'homogénéité génétique des embryons artificiels est plus ou moins grande. Les chercheurs établissent des cartes des « bonnes » zones et tentent d'élucider les causes de la variabilité. Mais beaucoup reste à faire.

L'hétérogénéité n'est pas que génétique. Dans une même culture, on trouve des embryons plus ou moins avancés dans leur développement. La régularisation de ce développement ne paraît cependant pas très difficile à obtenir. C'est affaire de techniques de contrôle, de filtrations...

Gênant aussi est le fait qu'on ne sait pas stabiliser ces semences artificielles. Il faut les utiliser dans les huit jours de leur fabrication. L'inconvénient n'est pas rédhibitoire pour des travaux de recherche ou même pour de petites productions très contrôlées. Il le serait en grande culture.

A côté de ces difficultés, les promesses sont nombreuses. Dans le milieu artificiel qui constitue la semence, on peut faire entrer des enzymes et des hormones qui activent le mécanisme de la germination ; on peut y fixer des bactéries qui se développeront en symbiose avec la plante ; ou des pesticides qui la protégeront. Il est même envisageable d'opérer une sorte de vaccination pour éviter des attaques virales ultérieures.

Reste le problème du prix. Si l'on n'en tenait compte, certaines semences artificielles pourraient sans doute trouver des utilisations dans deux ans. Mais il faudra bien plus longtemps pour mettre au point les techniques qui permettront leur production dans des conditions économiques acceptables. Pour des plantes chères, comme le camélia, on peut envisager des utilisations dans les cinq à dix ans à venir. Pour les autres, il faudra attendre l'an 2000. L'an 2000, justement un des objectifs d'Eurêka.

MAURICE ARVONNY.

# culture

## DIGRESSIONS, par Bernard Frank

### 1 UN INCIDENT TECHNIQUE

VENDREDI dernier, j'avais bien mis la sonnerie de mon réveil à 5 heures du matin, mais le mécanisme n'a pas fonctionné, la pile devait être usée. Je n'ai donc eu que le temps d'un breakfast « continental » pour écrire sur Welles, et déjà le coursier du *Monde* était là. Le temps de vous confier dans un demi-sommeil qu'adolescent, Welles avait été ma seule jalousie. Comme nous ne nous connaissons que depuis peu – la littérature n'est plus ce qu'elle était, ou plutôt, elle est toujours ce qu'elle a été, c'est-à-dire peu de chose par rapport aux grands événements, – la prétention de cet aveu vous a peut-être choqué, mais après tout, si Shakespeare était mort dans les années 50, Orson Welles, interrogé au saut du lit, aurait pu dire quelque chose d'encore plus énorme.

A mon exception près, la presse a réagi avec promptitude et n'a pas écrit trop de bêtises. Samedi, par exemple, *Libération* a sorti un dossier qui ne manquait pas d'intérêt. Serge July, qui n'a pas, semble-t-il, d'atomes particulièrement crochus avec la littérature, s'est dérangé en personne pour le présenter, qualifiant Orson Welles d'« *immense* ». Qui sait, Serge July enfant s'est peut-être vu en « Citizen Kane » ? « Kanaillon ! », aurait chuchoté Mauriac en *pouffant*.

Dans sa précipitation, le même journal a emmêlé quelque peu les bobines, et la fameuse annecdote du scorpion et de la grenouille qui se trouve dans *la Dame de Shanghaï* est racontée par M. Arkadin.

Dans les articles que j'ai lus, personne ne s'est posé la question du silence relatif de Welles. Somme toute, pendant quarante cinq ans, il a surtout traîné une silhouette de plus en plus imposante dans les palaces du monde entier. Il a joué avec beaucoup d'efficacité son talent plus qu'il n'a relancé les dés. Tout ce qu'il a fait après *Citizen Kane* était certes intéressant, et c'est vrai qu'on pouvait reconnaître son style au bout de quelques images, même si l'on n'était pas un spécialiste, mais enfin si Welles n'avait filmé que *la Soif du mal*, sur lequel se pâment à juste titre les professionnels, aurions-nous songé à lui comme un modèle ?

*Othello, Macbeth, Falstaff*, c'est bien, c'est superbe, mais pourquoi voulez-vous que Welles ne s'en tire pas avec Shakespeare ? C'est de l'explication de texte, de l'exégèse comme elle devrait toujours être. Un peu comme Heidegger l'a pratiquée par exemple avec Kant dans son *Kant et le problème de la métaphysique* (Gallimard). D'avoir porté à l'écran *Le Procès* de Kafka ne m'avait pas semblé une idée très heureuse : à mettre dans le même panier que l'adaptation théâtrale d'un roman de Dostoïevski par Camus. Et si beau que sera son *Don Quichotte*, il n'égalera pourtant jamais celui de Cervantès. Ce que nous aimerons en lui, c'est qu'Orson Welles l'ait traîné de pays en pays comme une vieille couverture.

Entre écrivains « normaux », nous sommes un peu plus rudes. Dans son bref essai sur Baudelaire, Sartre n'hésite pas, dès les premières lignes, à se demander si finalement le poète n'avait pas eu la vie qu'il méritait. Au fond, constate Sartre sans grand ménagement, si Baudelaire était mort à vingt-trois ans au lieu de quarante-six, nous aurions eu tout de même l'essentiel de son œuvre. Avec quelqu'un qui est passé par Hollywood, la presse est forcément plus respectueuse ! Nous ne lirons jamais qu'après *Citizen Kane* (auquel on peut ajouter pour faire bonne mesure *la Grandeur des Amberson* et *la Dame de Shangai*, qui précise certains aspects du mythe) Welles n'a plus fait grand-chose. Nous préférons parler de malédiction, de dictature des studios, du poids de l'argent.

Nous ne poserons jamais la vraie question : au fait, après *Citizen Kane*, Welles n'avait-il pas tout dit ? Ça n'a pourtant rien d'étonnant qu'il y ait quelques garçons qui, entre seize ans et vingt-cinq ans, savent exprimer avec maîtrise leur vision du monde dans une œuvre d'art. Après, si l'on ne meurt pas, il y a un problème d'intendance : il faut occuper d'une façon ou d'une autre les années qui vous restent à vivre.

*Ce qu'il y avait d'admirable dans Citizen Kane* et qui n'existe que dans quelques œuvres, c'est que Welles fondait sa comédie tout en la détruisant. Vous pouvez voir cela ailleurs. Par exemple dans *le Rouge et le Noir*. Peut-être à la fin de sa vie, Welles avait-il de nouveau quelque chose à dire. Les piles s'étaient rechargées en sens inverse comme un sablier. Mais avait-il les moyens de son expérience ? Je ne parle pas seulement d'argent, qui compte bien sûr. Je parle du physique. Cet immense corps gorgé d'alcool et de nourriture pouvait-il encore servir ? Entre éblouir des actrices, des présidents, des écrivains, des voisins de table par sa conversation et faire un chef-d'œuvre, qui est le métier de la bête, il y a une marge.

### 2 L'INVENTEUR

JE crois qu'il nous aime beaucoup. Tous. Et sincèrement. Bien sûr, il a ses préférences. Ce n'est pas exactement un « groupie ». Pas assez excité pour cela. Tout en nous accompagnant dans le moindre de nos déplacements, je ne dirais pas de lui que c'est un « compagnon de route ». Il prend trop de notes. C'est qu'il n'avait pas grand-chose à faire, alors, comme la littérature passait, enfin ce qu'il en restait, il l'a suivie. Il ne la quitte plus.

*Je ne pourrais pas vous dire exactement* depuis combien de temps il est avec nous : Depuis qu'il a passé son baccalauréat ? Depuis 1980 ? Pour se donner une contenance, il écrit aussi. Et puis *Madame Figaro*, qui est une mère *poule pour lui, l'a engagé. Chez Madame*, il fait office de jeune fille de la maison. Sylvie Genevoix avec son tempérament vicelard *lui fait raconter*, une fois par semaine, ses « battements de cœur ».

On pense en tirer un *film : tout un bal* de collégiennes, Deanna Durbin, Danielle Darrieux, avant son mariage *avec Decoin (Henri*, pas Didier).

## Secrets d'artiste

Premiers rendez-vous, premiers baisers, premières confidences. *Il* vient de publier chez Orban son carnet de débutante sous le titre *Nos amies les lettres*. Du lundi au dimanche, tous ses jours remplis. Il ne manque pas un nom. *Il* nous a vraiment regardé jouer. *On sent qu'il* accompagne de la voix et du regard nos coups. C'est un commentateur intrépide des parties terminées. Il dit ce qu'il aurait fait à notre place. Il est même devenu critique à *notre égard : « Peut-on jouer aussi* mal un coup aussi facile ? Misère ! » Je me demande comment nous avons pu vivre sans lui.

Dans notre groupe, il a choisi deux parrains : Jean d'Ormesson et moi. Pour la carrière, les vêtements, les voitures, l'argent, les voyages, l'apparence physique, c'est Jean d'Ormesson. Mais pour les articles, c'est moi ! Il les connaît par cœur. Je parle en connaissance de cause. Croyez-moi, un auteur se souvient de ce qu'il a *écrit : il est même bien le seul.*

Avec Eric Neuhoff, puisque c'est de lui qu'il s'agit, nous sommes deux. Je retrouve mes cravates, mes boutons de manchette d'articles dans tout ce qu'il écrit. Quand je me mets à table pour vous, *il* m'arrive de *ne* plus savoir *où j'ai* fourré mes phrases, mes idées. Je deviens comme feu Jean Constantin quand il chantait *Où sont passées mes pantoufles ?* Je pique une crise de rage épouvantable : « Eric, mes phrases, *mes idées, tout de suite ! » Je le tuerais quand je* le vois arriver avec son air chaloupé, sa nonchalance, sa façon de dire qu'il n'y pas de quoi faire une maladie. Dieu merci pour lui, il est costaud.

Soyons juste, dans *Nos amies les lettres*, il y a un passage *jovialement pickwickien sur* Pudlowski. Le style de Pudlowski, les goûts de Pudlowski, les amours de Pudlowski. C'est irrésistible. Vous rirez bien. Vous ne connaissez pas Pudlowksi ? Ce vieux Pudlo ? A l'évidence, *c'est ennuyeux. C'est pourtant* le *critique* littéraire de *Match*. Et dès qu'une porte s'ouvre, il entre. N'empêche, pour parler comme Pudlo, c'est peut-être le bât qui blesse le livre. Neuhoff nous a tellement entendu nous vanter, dire que nous étions les meilleurs pointeurs ou tireurs du monde qu'il s'est imaginé que la pétanque était universelle.

Dans cinquante ans, devant la persistance de Neuhoff sur le terrain, un jeune écrivain s'écriera peut-être à la cantonnade : « Mais cet Eric Neuhoff dont on parle tant, qu'a-t-il écrit, quel est le titre de son premier roman ? » Silence. Puis quelqu'un : « N'est-ce pas lui l'auteur de *Rats* ou de *Solde* ou de quelque chose comme ça ? » Silence. Puis quelqu'un d'encore plus futé : « Eric Neuhoff ? C'est le plus grand. Cest lui qui a inventé la charrue avant les bœufs ! »





## DANSE

### AU FESTIVAL INTERNATIONAL DE MONTRÉAL

# La nouvelle danse, qu'est-ce que c'est ?

**Des festivals de danse, il en existe bon nombre, mais celui de Montréal, dont c'était la première édition, fin septembre, ne ressemble pas aux cousins européens.**

A l'origine du projet, quelques femmes décidées – dans la tradition du « refus global » des années 50 : Chantal Pontbriand, directrice de la revue d'art *Parachute* ; Diane Boucher, animatrice du musée des Beaux-Arts ; Dena Davida, responsable de l'Espace danse tangente ; Michèle Febvre, professeur à l'université de Québec ; Anne Valois, administratrice à Art Service (Paris) et Dance Umnrella (Londres). Pendant trois ans, elles ont *grapillé çà et là des subventions qui*, avec l'aide de sponsors et la vente des billets, leur permettent tout juste de couvrir les frais d'une opération estimée à 750 000 dollars.

Le choix du thème : la nouvelle danse, a intrigué, agacé même : « *Figurez-vous que la danse moderne est dépassée*, peut-on lire dans *Québec Rock. Pour être dans le vent aujourd'hui, il faut encourager la « nouvelle » danse. D'accord, mais qu'est-ce que c'est ?* »

Chantal Pontbriand la définit comme un mouvement général qui amène les chorégraphes à s'interroger sur des notions comme la virtuosité, les codes de la danse, ses rapports avec la musique et le théâtre. *C'est aussi une manière de l'intégrer* à la culture vivante, de traiter un problème essentiel : le désir de communiquer, d'être aimé.

*Kontakthoff*, de Pina Bausch, a été reçu à Montréal avec une franche bonne humeur qui a quelque peu dédramatisé l'âpreté du spectacle. On a vu également le groupe Second Stride, qui s'inspire de Hitchcock pour un *Notorious* hypersophistiqué à l'humour noir très britannique, et Teresa de Keersmaeker (Belgique) qui, avec l'obstination des adolescents, détourne les gestes répétitifs du style américain vers un rituel de la banalité.

La France, pourtant très engagée dans le mouvement, était absente, la compagnie François Verret s'étant désistée. Absents aussi les jeunes Américains, mais Cunningham était là, qui n'était pas venu à Montréal depuis vingt ans. Sally Banes, critique new-yorkaise, affirmait au cours d'un forum que, là-bas, la nouvelle vague est axée sur l'expression directe, sur des thèmes autobiographiques, et qu'elle utilise largement la musique populaire, le rock surtout. Leonetta Bentivoglio, animatrice du Festival de Roveto, explique l'absence italienne par la tradition lyrique d'un pays où la danse est tout juste un divertissement pour balletomanes. Mais, paraît-il, des frémissements annonciateurs sont perçus à Rome et à Turin.

Au Québec, la danse a longtemps été condamnée par l'Eglise catholique. Il a fallu attendre 1950 pour que soit créé une troupe classique, puis dix ans après, le Ballet contemporain de la place Royale – aujourd'hui installé à Ottawa –, puis la Nouvelle Aire, et en 1981, *Tangente*.

Parmi les Canadiens présents, on a remarqué Edouard Lock, cascadeur en état d'urgence. La vitalité froide de Julie West. Le théâtre psychédélique de Robert Desroziers, Ginette Laurin survoltée... Michel Montanaro, Américain vivant à Montréal, maîtrise parfaitement la musique, les lumières, la vidéo. Jean-Pierre Perrault a composé pour le festival une œuvre de dimension internationale, *Stella*, à qui certains ont trouvé des relents machistes, voire fascistes. En fait, sur l'espace très cinématographique modulé par des plans inclinés, vingt danseuses en imperméable et béret gris composent une foule angoissante dont le piétinement rythme le spectacle...

D'où qu'ils viennent, quelles que soient leurs tendances, les chorégraphes canadiens manifestent une énergie brute, qui semble ignorer l'art de la métaphore, les jeux de l'ambiguïté, et qui les démarque des Européens.

MARCELLE MICHEL.

## CINÉMA

### « PORC ROYAL », de Malcolm Mowbray

# *L'Angleterre à genoux*

*Porc Royal*, traduction pesante de l'anglais *A Private Function*, a autant irrité les uns qu'il a séduit les autres. Irritation, parce que Malcolm Mowbray et son scénariste Alan Bennett désacralisent l'intouchable « comédie anglaise » de l'après-guerre, cet humour de bonne compagnie qui critique en rassurant. Les deux auteurs n'y vont pas de main morte, et font du traditionnel cochon d'outre-Manche le symbole de toutes les petites « saloperies », et d'abord le marché noir, qui prospéraient au lendemain de 1945 dans la vertueuse Albion. Les Anglais n'étaient pas plus héroïques ni plus purs que leurs chers voisins français, spécifiquement dénoncés par les pharisiens du film. *Porc Royal* retourne complètement les valeurs typiquement britanniques, nous propose une charge que ne renierait pas le Coluche des bons jours. A voir, si vous ne redoutez pas trop l'odeur... du cochon.

L. M.

★ Voir les exclusivités.

### « THE SHOP AROUND THE CORNER », d'Ernst Lubitsch

# Carrefour des vanités

Début avril 1947, quelques jours après avoir reçu un oscar spécial pour l'ensemble de son œuvre, Ernst Lubitsch n'hésitait pas à déclarer à propos de *The Shop Around the Corner* : « *C'est le meilleur film que j'aie jamais tourné.* » Et le 10 juillet de la même année, quatre mois avant sa mort, dans une lettre-bilan sur sa carrière adressée à son ami Herman G. Weinberg, il ajoutait : « *Je n'ai jamais réalisé de film à l'atmosphère et aux personnages plus authentiques.* » Fait en vingt-huit jours, pour 500 000 dollars, fin 1940, *The Shop Around the Corner* connut un modeste succès sur les écrans américains. Il arriva très brièvement en France après la guerre, sous le titre *Rendez-vous*. Il nous revient enfin, après une trop longue absence, « *quintessential Lubitsch* », quintessence de Lubitsch, comme on dit en Amérique. C'est un chef-d'œuvre.

### Droit au cœur

« Le magasin au coin de la rue » du titre original – une parfumerie dans la pièce hongroise de Nikolaus Laszlo, qui a servi de point de départ, une maroquinerie dans l'adaptation de Samson Raphaelson, un des plus fidèles collaborateurs de Lubisch (*Trouble in Paradise, Le ciel peut attendre*) – devient, l'espace d'un film, le carrefour de toutes les vanités, de toutes les ambitions. Un amour retors entre deux employés, Kralik (James Stewart) et Klara (Margaret Sullavan), y tisse ses maléfices sur toile de fond de chômage généralisé et de bonheur *éphémère dans le* Budapest de la fin des années 30. *The Shop Around the Corner* nous touche aujourd'hui à la fibre la plus sensible, et les passions n'y sont aussi impétueuses, l'égoïsme si farouche, que parce que les temps sont si durs.

Face à ces amoureux qui se sont connus par correspondance, qui voient le temps d'un film leurs élans sans cesse contrariés, se joue une petite comédie humaine, inextricablement cocasse et cruelle. Avec le patron d'abord, M. Matuschek (admirable, unique Franck Morgan), qui ne connaît que son négoce, aime l'argent par-dessus tout, mais aussi la bonne vieille morale bourgeoise, et souffre la mort que sa femme le trompe. Puis avec le larbin par excellence, le jésuite achevé, Vadas, autre employé (sublime Joseph Schildkraut) ; Pepi, le garçon de courses, qui voit tout, sait tout, et sera promu lui-même employé (William Tracy) : et avec le brave, le discret Pirovitch (Felix Bressart).

Décor principal, le magasin, accessoirement la rue juste à côté, un café pour le rendez-vous, une courte visite à une chambre d'hôpital. Pas de musique, pratiquement, le générique achevé. On sourit en permanence, on rit franchement, quelquefois. On s'arrête au bord des larmes, la gorge nouée. Pourquoi ? Parce qu'Ernst Lubitsch, sans jamais moraliser, sans vendre quelques bons sentiments ou quelque méchanceté gratuite, va droit au cœur de notre condition de pantins, perpétuellement ballottés par leurs émotions, leurs caprices.

Erich von Stroheim et Orson Welles considéraient Ernst Lubitsch, berlinois de naissance, comme un des trois ou quatre grands cinéastes américains. *The Shop Around the Corner* permettra à ceux qui en doutaient encore de vérifier l'exactitude de ce jugement.

LOUIS MARCORELLES.

★ Mac-Mahon, Action-Christine (vo).

## A VOIR

### « CINÉMA-CINÉMAS », de Michel Boujut

# *Le jeune Marlon Brando*

La qualité de l'émission de Michel Boujut repose sur quelques temps forts glissés dans le tout-venant de l'actualité. L'actualité, cette fois, elle consiste à rendre hommage à Orson Welles, revu lors de sa réception au Fouquet's par la critique française en 1982, à Anthony Delon qui fait ses débuts en Italie derrière les caméras avec Alberto Lattuada. Le premier temps fort nous vaut de redécouvrir Louise Brooks, la Loulou de Pabst, à travers un voyage dans l'espace et le temps sur le lieu de tournage d'un film antérieur, *les Mendiants de la vie*, de William Wellman (1928).

Mais l'événement de ce nouveau « *Cinéma-cinémas* », réside dans l'exhumation d'un authentique document d'époque, une conférence de presse de Marlon Brando en 1965 à New-York, à l'occasion de la sortie de *Morituri*, que distribue la Fox. Michel Boujut a gardé quatorze des vingt-six minutes de l'original, assez pour nous permettre de découvrir un Brando encore jeune, provoquant, proche de son personnage de cinéma, qui s'amuse à faire du charme aux dames journalistes venues l'interviewer. Il a coupé la plus belle scène, où une jeune maman noire, hélée par Brando au milieu de la rue, vient lui parler. Les frères Maysles ont réalisé ce merveilleux document. Ils étaient à Paris l'autre jour, sous le pont Neuf, pour filmer leur ami Christo et nous permettre à nouveau, vingt ans plus tard, de découvrir un autre *moment du snobisme médiatique*.

L. M.

★ Antenne 2, mardi 15 octobre.

## THÉATRE

### « L'INDIEN SOUS BABYLONE », de Jean-Claude Grumbert

# La commande

Le ministre de la culture, ou le directeur des théâtres – mais précisons qu'il ne s'agit ni de Jack Lang ni de Robert Abirached, – mécontents de ne pas trouver de bonnes pièces de théâtre modernes, vivantes, pas idiotes et émouvantes, envoient deux gorilles musclés s'emparer *manu militari*, à l'aube, d'un « auteur » : ils l'amènent en pyjama dans une cave du ministère, rue de Valois, ou de son annexe, rue Saint-Dominique.

Là, à coups de pieds aux fesses et de poings dans la figure, l'éminent *fonctionnaire* est *sur* le point de convaincre l'auteur d'accepter une commande, c'est-à-dire de bien vouloir écrire pour la Comédie-Française quelque chose de moins vaseux que *Félicité*, de Jean Audureau, quand débarque dans la cave, gesticulant, tonitruant, un « metteur en scène », qui vient chercher sa subvention.

Ça se terminerait dans le sang si la *femme de ménage du ministère*, une Antillaise très douce, qui raconte très bien les légendes caraïbes, ne prenait l'auteur sur ses genoux, ne calmait tous ces grands malades.

Jean-Claude Grumbert, auteur déjà de pièces excellentes et accessibles au grand nombre, comme *Dreyfus, En r'venant d'l'Expo, l'Atelier*, a écrit là une bonne petite *farce*, un peu *longuette vers* la fin. Dans le rôle du metteur en scène, Jean-Pierre Bisson est magnifique, bachique, jupitérien, il est un acteur dans la lignée des Frederick Lemaître, des Pierre Brasseur. Philippe Laudenbach (le grand commis de l'Etat), Jean-Paul Roussillon (l'auteur aux abois), Jean Lescot et Patrick Bonnel (les deux appariteurs-bourreaux), sont très *bien aussi*.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre La Bruyère, 21 h.



# SPECTACLES

# théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE TAMBOURIN DE SOIE : École du cirque (266-63-17), 21 h 30.
JE SOUSSIGNÉ CARDIAQUE : Chaillot (727-81-10), 20 h 30.
FURIES : Villejuif, Romain-Rolland (726-15-02), 20 h 30.
TOUSSAINT LOUVERTURE : Théâtre noir (346-91-93), 20 h 30.
DU SANG SUR LE COU DU CHAT : Eden (356-64-37), 21 h.
LYSISTRATA : Théâtre du temps (355-10-88), 20 h 30.
LE PAVILLON DES ENFANTS FOUS : Cité internationale, Resserre (589-38-69), 20 h 30.
ON NE SAIT COMMENT : Mathurins, petite salle (265-90-00), 20 h 30.
LE GRAND MEAULNES : Palais des Glaces (607-49-93), 20 h 30.
L'ÉCORNIFLEUR : Poche (548-92-97), 21 h.
MORTE SAISON : Théâtre d'Ox (542-71-16), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

## *Les salles subventionnées*

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : La Vera Storia.
☞ COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Le Misanthrope.
☞ CHAILLOT (727-81-15), Théâtre Gémier : 20 h 30 : Je soussigné cardiaque.
☞ ODÉON (325-70-32), Théâtre de l'Europe, 20 h 30 : L'Illusion, de Corneille.
TEP (364-80-80), 20 h 30 : George Dandin.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : Gospel at Colonus.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Bajazet.

## *Les autres salles*

☞ AMANDIERS DE PARIS (366-42-17), 20 h 45 : Kilowatt.
☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
☞ ARTS HEBERTOT (387-23-23), 21 h : le Sexe faible.
☞ BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : Automne.
☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.
☞ BOURVIL (373-47-84), 20 h : Droit d'apostrophe ; 21 h : Pas deux comme elle ; 22 h 30 : Y'en a marr... ez vous ?
☞ CARTOUCHERIE : Aquarium (374-99-61), 20 h 45 : les Heures blanches.
CENTRE CULTUREL SUISSE (271-44-50), 20 h 30 : Hommage au théâtre.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Resserre, 20 h 30 : le Papillon des enfants fous.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 21 h : L'âge de monsieur est avancé.
☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.
☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Balise de toi.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : les Fils du soleil.
☞ DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Femmes.
☞ EDEN THÉATRE (356-64-37), 21 h : Du sang sur le cou du chat.
☞ EDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.
☞ ESSAION (278-46-42), 19 h : Une saison en enfer ; 21 h : Journal de Katherine Mansfield.
☞ FONTAINE (874-74-40), 21 h : Rififoin dans les labours.
☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : the Caretaker.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.
☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : l'Indien sous Babylone.
☞ LUCERNAIRE (544-57-34) : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 20 h : la Fête noire ; 22 h 15 : Dodo-Ji.
☞ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 19 h 30 : Désir d'être ; 21 h : la Démarieuse.
☞ MADELEINE (265-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.
☞ MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.
☞ MARIE STUART (508-17-80), 20 h 15 : Savage Love.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-41-42), 20 h 30 : Hallaj.
☞ MATHURINS (265-90-00), Grande Salle, 20 h 45 : le Baiser de la veuve ; Petite Salle, 20 h 30 : On ne sait comment.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIERE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.
☞ MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.
☞ MONTPARNASSE (320-89-90), Grande Salle, 20 h 45 : les Gens d'en face ; Petite Salle, 21 h : Paso Doble.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.
ŒUVRE (874-42-52), 21 h : l'Escalier.
☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : le Grand Meaulnes.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.
☞ PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Jules César.
☞ PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : Libertango.
☞ POCHE (548-92-97), 21 h : l'Ecornifleur.
☞ PORTE DE GENTILLY (580-20-20), 20 h 30 : la Fleur de peau.
☞ PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Dieu, Shakespeare et moi.



## *Mardi 15 octobre*

POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Double Foyer.
☞ QUAI DE LA GARE (585-88-88), 19 h : Eliophore.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : les Voisins du dessus.
☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : la Bataille de Waterloo.
☞ TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II : 20 h 30 : Huis clos ; 22 h 30 : Il est niais le divin enfant.
☞ TEMPLIERS (877-04-64), 20 h 30 : la Noce chez les petits-bourgeois.
THÉATRE DE L'ÉPICERIE (272-23-41), 20 h 30 : Ballade au square.
☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
☞ THÉATRE GRÉVIN (246-84-47), 20 h 45 : Sainte-Escroque ?
THÉATRE DU LYS (327-88-61), 19 h 30 : Désir d'être.
☞ TH. DE PARIS (280-09-30), Petite Salle, 21 h : Un mur dans le jardin.
☞ TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : le Baron rouge ; 21 h 30 : C'est encore loin la mairie ; 22 h 30 : Lime crève l'écran.
☞ TH. 13 (588-16-30), 21 h : Marthe.
☞ TH. 14-J.-M. SERREAU (539-88-11), 20 h 45 : Je vous écris d'un pays lointain.
☞ TH. DU ROND-POINT (256-70-80) ; Grande Salle, 20 h 30 : les Oiseaux.
☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), 20 h 30 : Lysistrata.
☞ TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Madame de Sévigné ; 20 h 30 : Fragments ; 22 h 30 : Classées X.
☞ VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 45 : N'écoutez pas mesdames.

## *Les cafés-théâtres*

AU BEC FIN (296-29-35), 21 h 45 : Chant d'elles ; 23 h : Au suivant.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.
CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 20 h : F. Silvant ; 22 h : les Méthodes de Camille Bourreau.
L'ÉCUME (542-71-16), 20 h 30 : Floch'story.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non, je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 : Eclairs d'un sorcier ; 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances ; 22 h 30 : Nos désirs font désordre.
TH. 33 (858-19-63), 18 h 30 : Délires ; J'ai cassé ma tirelire.

## *Les chansonniers*

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.
DEUX ANES (606-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

## *Les concerts*

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. : L. Foster (Bach, Beethoven, Ravel...).
Musée de la Marine, 20 h 30 : J. Frisch, D. Moaty-Bresson, Y. Gruson (Carissimi, Lulli, Pergolèse...).
Salle Gaveau, 20 h 30 : Quatuor Ivaldi (Debussy, Brahms).
Eglise St-Séverin, 20 h 30 : H. Dreyfus, J. Mouillère (Bach).

## *Festival d'automne*

(296-12-27)

Th. des Amandiers, Nanterre, 21 h : la Veillée.
Th. du Rond-Point, Grande Salle, 20 h 30 : Darshana Jhaveri.
Th. G.-Philipe, Saint-Denis, 20 h 30 : Intérieur.

## *Festival de l'Ile-de-France*

(723-40-84)

Eglise St-Martin, 20 h 45 : Ensemble vocal M. Piquemal (Rossini, Victoria, Scarlatti...).

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

## *La Cinémathèque*

CHAILLOT (704-24-24)

16 h, Victor Hugo adapté à l'écran : Marion Delorme, de J. Kerchbron ; Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : 19 h, A Lion is in the streets, de R. Walsh (v.o.) ; 21 h, Aventures dans le Grand Nord, de W. A. Wellman.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

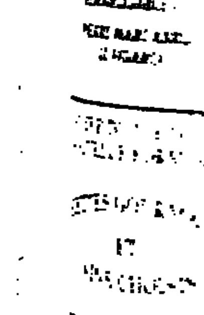
## *Les exclusivités*

ALAMO BAY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46).
LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.f.) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (359-89-22).
BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
BRAS DE FER (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).
BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).
LA CHAIR ET LE SANG (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).
CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).
CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (245-66-00).

## LES FILMS NOUVEAUX

LES BOURLINGUEURS, film américain de David Hemmings, v.o. : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).
ELLE A PASSÉ TANT D'HEURES SOUS LES SUNLIGHTS, film français de Philippe Garrel : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).
HURLEVENT, film français de Jacques Rivette : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
LE MARIAGE DU SIÈCLE, film français de Philippe Galland : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-58-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).
NE PRENDS PAS LES POULETS POUR DES PIGEONS, film français de Michel Gentil : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91).
ON NE MEURT QUE DEUX FOIS, film français de Jacques Deray : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
THE SHOP AROUND THE CORNER (film inédit de 1940), film américain de Ernst Lubitsch, v.o. : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).









# SPECTACLES

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : Républic, 11e (805-51-33).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LA DÉCHIRURE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DUST (Fr.-Belg.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Les 3 Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA FEMME PERVERTIE (It., v.f.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).



LEGEND (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Espace Gaîté (327-95-94).

LIFEFORCE (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LE MYSTÈRE ALEXINA (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LE NEVEU DE BEETHOVEN (Fr.-All., v. angl.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Républic, 11e (805-51-33).

NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Latina, 4e (278-47-86).

ORINOKO (Ven.) : Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

PALE RIDER (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77), Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Biarritz, 8e (562-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

PERFECT (A., v.o.) : Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

POLICE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PORC ROYAL (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

PROFS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE 4e POUVOIR (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 13e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

RAN (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-97-77) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (579-33-00) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Cosmos, 6e (544-28-80). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Ermitage, 8e (563-16-16).

LE ROI DAVID (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (544-43-14).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04) (h. sp.).

STRANGER KISS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Calypso, 17e (380-30-11).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

SUBWAY (Fr.) : Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE VAUTOUR (Israélien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

## Les grandes reprises

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Républic Cinéma, 11e (805-51-33) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

CARMEN (SAURA) (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

LE CHAT NOIR (A., v.o.) St-Germain Village, 5e (633-62-20).

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

CINQ ET LA PEAU (Fr.) : Les 3 Luxembourg, 6e (633-97-77).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Républic, 11e (805-51-33).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-it., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71).

LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

DEUX SUPER FLICS (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70).

Dr FOLAMOUR (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

L'HOMME AUX BRAS D'OR (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

HOTEL DU NORD (Fr.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE, (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30 (2 salles) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

KING KONG (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LOCAL HERO (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE LOUP GAROU (Angl., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (607-87-61).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Templiers, 3e (272-94-56) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE (It., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

METROPOLIS (All.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

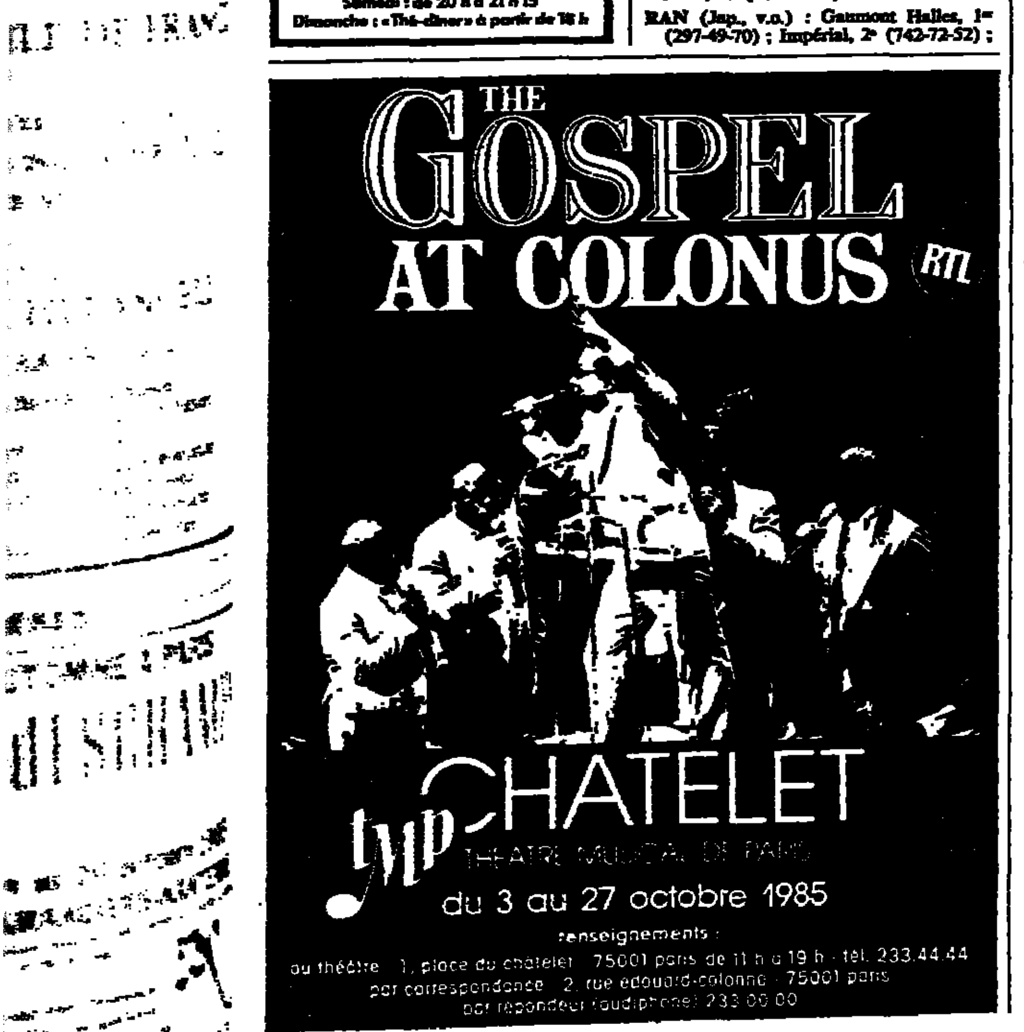
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

OTHELLO (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

YENTL (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).




# COMMUNICATION

## A VOIR

## Le jour qui « fit » Klaus Barbie

*La perspective du procès de Klaus Barbie, envisagé d'abord pour novembre, repoussé maintenant à 1986, ne pouvait manquer de retenir l'attention de la télévision. A preuve cette « Histoire d'un jour », de Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson, qui ouvre sur FR 3 — en attendant Ladislas de Hoyos sur TF 1, Paul Lefèvre et Betty Durot sur Antenne 2 — le temps des remises en mémoire.*

Le jour retenu est celui du 21 juin 1943, date de l'arrestation à *Caluire, dans la banlieue* de Lyon, de Jean Moulin, alors président du Conseil national de la résistance, et de ses plus proches compagnons. Il y avait à cela diverses raisons. D'abord, si cette tragédie majeure de la Résistance ne peut-être juridiquement retenue à charge contre Barbie, c'est à elle, assurément, que l'ancien SS doit, en France du moins, sa sinistre renommée. Ensuite, la façon dont elle se noua, les circonstances mêmes de son déroulement demeurent une énigme en dépit de tous les éléments réunis depuis maintenant plus de quarante ans. Conséquence d'une trahison délibérée ? Résultat de trop d'imprudences accumulées par des clandestins peu formés aux exigences d'une lutte qui les opposait *à ces professionnels mili*taires ou policiers de l'appareil nazi ?

Le débat est ouvert depuis 1947 et 1950, dates des deux procès qui mirent successivement en accusation René Hardy pour se terminer, l'un et l'autre, par des acquittements. Les données n'en sont point aujourd'hui fondamentalement modifiées. Mais comme elles avaient été, à juste titre, oubliées, leur rappel a pu prendre aux yeux d'une jeune génération valeur de révélations. *Du moins Philippe Alfonsi, en se* donnant pour tâche de *« remettre chaque chose à sa place »*, parvient à présenter un dossier qui peut permettre à chacun de se faire une idée en même temps que les images, autant qu'elles le *peuvent, restituent ce qu'était le* temps de l'occupation.

Bon faiseur, Alfonsi apporte même dans cette entreprise tout ce qu'il faut pour tenir en haleine un téléspectateur qui n'aurait pas la moindre idée de ce sujet cruel et des déchirements qu'il engendra et engendre encore. Les témoins qu'il fait paraître, de Raymond Aubrac à Christian Pineau, de Frédéric Dugoujon à Gaston Defferre, de Henri Frénay à Gottlieb Fuchs, l'interprète de Barbie à la Gestapo de Lyon, en y ajoutant Mme Delettraz, accusatrice de Hardy (qui déposa au procès de ce dernier), pour avoir déjà été beaucoup sollicités n'en demeurent pas moins essentiels. Au fur et à mesure de leur apparition, on appréhende les questions qui demeurent. Mais à toutes, Henri Noguères, omniprésent, apporte en historien des réponses aussi pertinentes que clarificatrices. Il est, dans les méandres de ce labyrinthe, celui qui, tel Ariane, déroule le fil salvateur.

Mais Barbie dans tout cela ? Il apparaît moins en maître d'œuvre qu'en fonctionnaire nazi, usant des faiblesses des uns et des autres, profitant des circonstances pour réussir un « coup » dont il ne mesurera pas lui-même d'emblée toute l'importance. *Dans l'affaire*, Me Jacques Vergès, avocat de Barbie, n'est évidemment pas oublié. Le débat qui l'oppose en fin d'émission à son confrère Paul Bouchet, bâtonnier de Lyon, sur le sens à donner au procès qui nous attend, pour être bref, est l'un des temps forts de cette émission.

Quant à la question qui complète le titre de cette « Histoire d'un jour » : « Qui a peur de Klaus Barbie ? », on peut, sans risque d'erreur, y apporter cette simple et tranquille réponse : personne.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

★ « Histoire d'un jour : 21 juin 1943. Qui a peur de Klaus Barbie ? ». Jeudi 17 octobre, sur FR 3, à 20 h 30.

● *Affaire Polac (suite)*. — Un préavis de grève a été déposé pour le samedi 19 octobre sur TF 1 et à la Société française de production, de 22 heures à 24 heures (au moment de l'émission de Michel Polac « Droit de réponse »), par les syndicats de journalistes et personnels de l'audiovisuel CFTC, FO et CGT. Ceux-ci protestent *« contre les licenciements de quatre journalistes de « Droit de réponse », pour le respect du code du travail, la convention collective des journalistes et des lois Auroux »* (*le Monde* des 8 et 11 octobre).





# RADIO-TÉLÉVISION

## Mardi 15 octobre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Commissaire Moulin.**
Scénario, adapt. P. Andreota. Réal. F. Dupont-Midy, avec Y. Renier, V. Jannot (rediff.).
*Meurtre dans un couloir de métro ; un témoin identifie le commissaire.*

**22 h Vérités interdites.**
Série d'Anne Hoang : Le refus.
*Le 29 mai 1983, Geneviève meurt à la suite d'une cœlioscopie, examen gynécologique à hauts risques... Le réalisateur Paul Seban a choisi, pour ce troisième numéro, la forme de longs entretiens émouvants. On peut regretter que la position des médecins accusés de dissimuler les raisons de leurs échecs ne soit pas davantage fouillée...*

**23 h Journal.**
**23 h 15 C'est à lire.**
**23 h 30 Vidéo roque.**
Championnats du monde d'échecs.
**23 h 50 Tify.**
Comprendre l'informatique.

### DEUXIÈME CHAINE : A 2



**20 h 35 Cinéma : Et Dieu créa la femme.**
Film français de R. Vadim (1956), avec B. Bardot, C. Jurgens, J.-L. Trintignant, C. Marquand.
*A Saint-Tropez, une adolescente amorale, vivant selon ses instincts, épouse le frère de l'homme qu'elle aime, afin de se rapprocher de celui-ci. Film à scandale par lequel un jeune loup du cinéma français fit de Brigitte Bardot (alors sa femme) le symbole sexuel d'une nouvelle époque. Le style dit « moderne » ne tient pas le coup. Reste la valeur sociologique du mythe.*

**22 h 10 Magazine : Cinéma-cinémas.**
De A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
*Le rendez-vous toujours attendu. Un document inédit sur Marlon Brando réalisé en 1965 à New-York par les frères Maysles (l'acteur magnétique) ; un pèlerinage au Jacumba Hotel, où en 1928 Louise Brooks tourna « les Mendiants de la vie » (Souvenirs...), une interview de Micky Rorke et une autre d'Anthony Delon, jeune comédien ; rediffusion du déjeuner offert par la critique à Orson Welles.*

**23 h 5 Journal.**
**23 h 30 Bonsoir les clips.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**20 h 35 La dernière séance : Soirée Glenn Ford.**
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
*Actualités de l'époque ; Eddy Mitchell annonce le film ; à 22 h, Réclames, Tom et Jerry, Tex Avery, Attractions, présentation du deuxième film.*

**20 h 40 Premier film : la Vallée de la poudre.**
Film américain de G. Marshall (1958), avec G. Ford, S. Mac Laine, L. Nielsen, M. Shaughnessy.
*Un aventurier qui possède un troupeau de moutons refuse de se plier à la loi d'un éleveur. Thème fréquent dans le western. Celui-ci est humoristique et les acteurs font assaut de facéties.*

**22 h 35 Journal.**

**23 h Deuxième film : les Quatre Cavaliers de l'apocalypse.**
Film américain de V. Minnelli (1961), avec G. Ford, I. Thulin, C. Boyer, L.-J. Cobb, P. Henreid, K. Boehm (v.o. sous-titrée. Rediff.).
*Les membres d'une famille d'origine sud-américaine ayant une branche en France et une en Allemagne se trouvent ballottés, opposés, au cours de la seconde guerre mondiale. D'après Blasco Ibanez (l'action est déplacée dans le temps), une fresque historique et puissamment dramatique où l'utilisation de la couleur s'accorde au choc violent de deux mondes.*

**1 h 30 Coup de cœur.**

### FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h, La révolte des Haïdouks ; 17 h 15, Dynastie ; 18 h, Effraction ; 18 h 55, Hello moineau ! ; 19 h 5, Atout pic ; 19 h 15, Journal ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

### CANAL PLUS

20 h 15, Coluche ; 20 h 35, le Garde du corps, film de F. Leterrier ; 22 h 10, Jamais plus jamais, film de I. Kershner ; 0 h 20, le Démon dans l'île, film de F. Leroi ; 1 h 55, Pavillons lointains.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.
21 h 30 Diagonales.
22 h 30 Nuits magnétiques. La nuit et le moment.
0 h 5 Du jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : *Sinfonia en si bémol majeur*, de Bach ; *Concerto pour piano et orchestre nº 4 en sol majeur*, de Beethoven ; *Ma mère l'Oye*, de Ravel ; *Bacchus et Ariane*, de Roussel, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. L. Foster, sol. M. Tipo, piano.
23 h Les soirées de France-Musique : hommage à Franco Ferrara.

## Mercredi 16 octobre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**9 h 30 ANTIOPE 1.**
**10 h La Une chez vous.**
**10 h 15 Vitamine (et à 13 h 40).**
**11 h 30 Les jours heureux.**
**12 h 2 Tournez... manège.**
**13 h Journal.**
**16 h Série : Grand-père Viking.**
**17 h Les trois premières minutes.**
**17 h 30 La chance aux chansons.**
**18 h Salut les petits loups.**
**18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.**
**18 h 45 Feuilleton : Santa Barbara.**
**19 h 15 Jeu : Anagram.**
**19 h 33 Loto sportif.**
**19 h 40 Cocoricocoboy.**
**19 h 53 Tirage du Tac-o-Tac.**
**20 h Journal.**
**20 h 30 Tirage du Loto.**
**20 h 40 Feuilleton : Le regard dans le miroir.**
Scénario et dialogues de J. Chapot et N. Kaplan. Réal. J. Chapot. Avec A. Clément, B. Cremer, M. Bouquet...
*Qui est Dora Stern ? Une célèbre photographe à qui la chance a toujours souri ? une rescapée des camps de concentration ? ou un simple imposteur ? Une photo découverte par hasard chez un antiquaire contraint la jeune femme à partir à la recherche de sa propre identité. Un savant jeu de miroir où « je » est un autre. Un suspense façon Hitchcock, avec des victimes, mais où le chat et la souris, le chasseur et la proie, ne font qu'une seule et même personne.*

**21 h 40 Vérités interdites.**
Série d'Anne Hoang. La mort de Jacques Mesrine.
*Quelques-uns des grands faits divers de ces dernières années, sortis de l'ombre et revus par quatre réalisateurs. Ici, la mort de Jacques Mesrine, l'« ennemi public numéro 1 » des années 70. Le réalisateur, Yves Laumet, part clairement d'un* a priori *: les policiers avaient reçu l'ordre de tuer. Tous les témoignages retenus concourent à étayer cette thèse. Une démonstration qui n'est pas tout à fait satisfaisante.*

**22 h 35 Performances.**
Magazine d'actualités culturelles de M. Cardoze.
*Au Pays basque, les enfants apprennent leur langue par ordinateur ; les Blacks à Paris ; musique, pub, mode...*

**22 h 55 Journal.**
**23 h 10 C'est à lire.**
**23 h 25 Vidéo roque.**
Championnats du monde d'échecs.

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**6 h 45 Télématin.**
**9 h 15 Récré A 2.**
**12 h Journal et météo.**
**12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.**
**12 h 45 Journal.**
**13 h 35 Feuilleton : Histoires à suivre.**
**14 h Téléfilm : Les rescapés de Téhéran.**
**15 h 25 Récré A 2.**
**16 h 55 Magazine : Terre des bêtes.**
**17 h 25 Série : les Brigades du Tigre.**
**18 h 25 Le Derby.**
**18 h 30 C'est la vie.**
**18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.**
**19 h 10 D'accord pas d'accord (INC).**
**19 h 15 Emissions régionales.**
**19 h 40 Jeu : La trappe.**
**20 h Journal.**
**20 h 35 L'heure de vérité : Jean-Marie Le Pen.**
Magazine de F.-H. de Virieu.
*Le président du Front national sera l'invité de la 37e édition de l'émission politique d'Antenne 2. Il répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy et Jean-Louis Lescène, qui présentera celles posées par les téléspectateurs.*

**21 h 55 Le dossier d'Alain Decaux : l'énigme du courrier de Lyon.**
Réal. J.-C. Dudrumet, enquête de J. Knuth et F. Renaudot.
*Le 8 floréal an IV (27 avril 1796), un peu avant 17 heures, la malle de Lyon quitte la cour de la poste avec dix caisses contenant 7 millions destinés à l'armée d'Italie ; elles seront détournées avant Melun. Une des plus célèbres « affaires » criminelles. Lesurques innocent ou coupable ?*

**23 h 10 Journal.**
**23 h 35 Bonsoir les clips.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.**
**17 h Télévision régionale.**
**19 h 55 Dessin animé : les Entrechats.**
**20 h 5 Les jeux.**
**20 h 35 Au nom de l'amour : Ce soir je ne serai plus chômeur.**
*L'émission de Pierre Bellemare, diffusée jusque-là le dimanche, devient mensuelle et se consacre dorénavant à un grand sujet. Partant de la lettre d'un chômeur qui ne voulait pas « renoncer », Pierre Bellemare a lancé un appel sur l'antenne, des milliers de lettres sont arrivées, prouvant qu'il fallait – qu'on pourrait – lutter. Suite à 22 h 50.*

**21 h 35 Thalassa.**
**22 h 20 Journal.**
**23 h 10 Série néo-polar : Un père anonyme.**
Scénario de M. Villard, réalisateur D. Moosman.
*Deuxième film de cette série qui renouvelle l'écriture du « polar ». Très réussi. Convoqué pour « reconnaître » le corps d'un père qu'il n'a jamais vu, Jean Lortie apprend en même temps qu'il avait un père, que celui-ci était clochard et qu'il vient d'être assassiné. C'est beaucoup pour un jeune homme, mais ce n'est pas fini...*

**0 h Coup de cœur.**
**0 h 15 Prélude à la nuit.**

### CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabou Cadin (et à 8 h 5, 8 h 50 et 14 h) ; 8 h 30, Rue Carnot ; 9 h 40, la Hyène intrépide, film de J. Chan ; 11 h 10, Hill Street Blues ; 12 h, Top 50 (et à 20 h) ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h 50, Le roi... c'est moi ; 15 h 5, Pavillons lointains ; 16 h, Le code Rebecca ; 17 h 45, 4C+ ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 21 h, Class 1984, film de M. Lester ; 22 h 40, l'Addition, film de D. Amar ; 0 h 5, les Fous du stade, film de C. Zidi ; 1 h 30, Document : Dieu en Russie.

### FRANCE-CULTURE

6 h, Feuilleton : Un voyage en Vendée ou le royaume de Louis XVII ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : les fruits de la colère ; (et à 10 h 50 : Restif de la Bretonne) ; 9 h 5, Matinée la science et les hommes : revue de la presse et des livres scientifiques ; 10 h 30, Musique : miroirs du Chili (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie : quelques livres d'auteurs étrangers ; 11 h 30, Feuilleton : « le Parfum de la dame en noir » ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Avant-première : portrait de Gildas Bourdet pour « Station-service » ; 14 h, Un livre, des voix : « Petit Louis dit XIV », de Claude Duneton ; 14 h 30, Clair de nuit : l'utilisation des enfants dans la guerre Iran-Irak ; 15 h 30, Lettres ouvertes : magazine littéraire ; 17 h 10, Le pays d'ici : à Limoges ; 18 h, Subjectif ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : L'anthologie médicale ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Beethoven en chair et en notes.
20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h 30 Pulsations : « Trait d'union », quand les compositeurs actuels se penchent sur le passé.
22 h 30 Nuits magnétiques.
*0 h 5 Du jour au lendemain.*

### FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu ; 9 h 5, Le matin des musiciens : regard sur des musicologues français, « La recherche et le goût » (nº 3 Marc Pincherle) ; œuvres de Tartini, Kreisler, Vivaldi, Corelli, Leclair, Roussel... ; 12 h 10, Le temps du jazz : les ellingtoniens buissonniers ; 12 h 30, Concert : œuvres de J.-C. Bach, Mozart, Telemann, Boehm par J.-P. Rampal, flûte, S. Kudo, flûte, O. Beaumont, clavecin, J.-M. Luisada, piano ; 13 h 40, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 14 h 2, Tempo primo ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : la musique maçonnique du XVIIIe à nos jours ; œuvres de Hummel, Mozart, Schubert, Beethoven ; à 17 h, Vladimir Horowitz : la conquête de l'Europe (1925-1927) ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : où jouent-ils ? ; 19 h 10, Spirales : magazine de la musique contemporaine ; 20 h 4, Avant-concert : œuvres de M. de Falla.
20 h 30 Concert : *Gurre-Lieder*, de Schoenberg, par les chœurs de la cathédrale Sainte-Hedwige, les chœurs de la Staedtischer Musikverein de Düsseldorf, et l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. R. Chailly, sol. S. Dunn, B. Fassbaender...
22 h 25 Les soirées de France-Musique : aimiez-vous Bach ? A 23 h 5 Jazz-club.

# ÉDITION

LA 37e FOIRE DU LIVRE

## Faut-il encore aller à Francfort ?

(Suite de la première page.)

La fièvre est tombée : on ne lit plus, dans la nuit, le manuscrit que tout le monde va s'arracher et pour lequel il faut se décider sur-le-champ, il n'y a plus d'enchères ; on n'achète plus « *blind* » (à l'aveugle, sans avoir vu), ni sur le synopsis de dix pages d'un inconnu. On prend son temps pour choisir un titre dont on vous a parlé en mai à New-York ou en septembre à Londres, et on signera le contrat plus tard, par correspondance. A moins qu'on ne veuille justifier son voyage à Francfort et sabler l'accord au vin de Moselle avec son *alter ego* d'un autre continent au cours d'un de ces dîners qui sont le prolongement direct de la Foire.

Pourtant, le vrai travail, le vrai « business », se fait ailleurs. Avant et après. Les vrais acteurs de Francfort, ce sont finalement les agents littéraires (qui contrôlent les droits de leurs clients-auteurs et touchent sur le contrat un pourcentage de 10 % en général) et les scouts (les limiers qui rabattent des livres d'un pays vers un autre).

Dans l'édition américaine, britannique ou en langue espagnole, ils sont tout-puissants, ne mettent au courant d'une affaire que ceux avec qui ils souhaitent travailler, dirigent les livres vers l'éditeur le plus adéquat – celui dont l'image de marque correspond le mieux ou bien celui qui paiera le plus cher... Aujourd'hui, l'emprise de ces intermédiaires, surtout aux Etats-Unis, est telle que ce sont eux qui décident du sort d'un livre. Depuis cette année, ils ont un immense bureau à l'entrée du pavillon 4, le pavillon international, un bureau presque toujours vide parce qu'ils courent partout, profitant du temps limité de la Foire pour vendre au mieux leur stock.

### L'univers du pavillon 4

Curieux microcosme : le monde entier en quelques centaines de mètres carrés, regroupé sur trois étages du nouveau pavillon 4. A l'exception de l'Allemagne fédérale, qui occupe les deux étages du pavillon 5, le plus vivant, le plus bondé les samedis et les dimanches après-midi quand le grand public est admis. (La RDA est ailleurs, chez les étrangers, il n'y a pas de réunification... littéraire.)

Pavillon 4, c'est vraiment une recréation de notre univers, avec une géographie quelque peu chamboulée. Des rues numérotées de A à Q, des maisons – numérotées de 501 à 952, – délimitant des sortes de quartiers avec leurs particularismes locaux.

*« Oubliez tout ce que vous avez appris en géographie ! »*, ordonne une affiche. *« Le Caire-Londres, via l'Algérie, la Roumanie et la Nouvelle-Zélande : 1 min. 45 ; New-York-Amsterdam, via l'URSS, le Danemark, la Suède : 1 min. 44 ; Tokyo-Stockholm, via la Finlande et la Grèce : 0 min. 41 ; New-Delhi-Pékin, via la Pologne, la Corée et Malte : 1 mi. 32 ; etc. »*

*« Rome et Paris sont seulement à quelques pas*, poursuit le texte de l'affiche. *De New-York à Londres, prenez seulement l'escalier roulant. Amsterdam et Tokyo se touchent. Une petite marche vers des terres lointaines. Parce que notre globe a trois étages. »*

Ces trois étages remplaçant l'énorme rez-de-chaussée de l'ancien pavillon qui avait servi pendant trente-cinq ans, cette répartition en couches superposées a demandé à la direction de la Foire des trésors de diplomatie et de tact et toutes les contestations de frontières n'ont pu être satisfaites : la Hollande, la Scandinavie et le Japon ont sur leur gauche les démocraties populaires et la Chine au rez-de-chaussée ; au premier, à l'étage noble (?), les États-Unis et l'Amérique latine voisinent avec la France mitoyenne avec Israël, tandis que dans l'Atlantique l'allée L est occupée par les dissidents de Pologne, d'URSS... et par l'Albanie, où la vidéo projette en continu le film des funérailles d'Enver Hodja ; au second étage, les Anglais – avec le superbe stand du quinquagénaire Penguin, – les Italiens, les Espagnols d'une extraordinaire vitalité. Au-dessus, sur le toit, un parking à voitures...

### Le phénomène Duras

Dans ce cadre gigantesque et surpeuplé, des alignements de livres. Qui trouveront ou ne trouveront pas d'acquéreurs étrangers. Les Français sont plutôt satisfaits. Le « phénomène Duras » se répand peu à peu dans le monde entier grâce aux traductions et semble avoir des retombées favorables pour l'intérêt porté à notre littérature.

Partout, *l'Amant* est devenu un best-seller : 140 000 exemplaires chez Suhrkamp en Allemagne ; 65 000 exemplaires chez Panthéon aux États-Unis (où les droits avaient été vendus 21 000 dollars pour l'édition reliée et 155 000 dollars pour les droits de poche chez Harper and Row). *« C'est le premier roman qui marche sérieusement depuis* les Mandarins *»*, explique André Schiffrin, le directeur du Pantheon Book, qui avait déjà publié *le Ravisseur de Lol V. Stein* ; 60 000 exemplaires chez Feltri en Italie ; *l'Amant* va paraître bientôt en Angleterre chez Collins, en Suède, aux Pays-Bas... Partout, on réédite les titres antérieurs de Duras et on assiste à une relance de l'œuvre, comme chez John Calder, l'éditeur britannique de Duras jusqu'à *l'Amant*.

David Godine, un jeune éditeur de Boston, prend des risques : il a acheté par l'intermédiaire de François Samuelson, qui dirige le Bureau du Livre français aux États-Unis, *la Vie mode d'emploi* de Georges Perec. *« On assiste à un changement d'attitude des Américains à notre égard*, explique François Samuelson, qui, en quatre ans, a placé quatre-vingts titres, dont trente-cinq pour les trois premiers trimestres de 1985 : *la Douleur* de Duras (pour 18 000 dollars), mais aussi le *Pierre Boulez* de Dominique Jameux, le *Francis Ford Coppola* de J.-P. Chaillet et E. Vincent, le *Gaston Gallimard* de Pierre Assouline, *Aden Arabie* de Paul Nizan, *la Mort difficile* de René Crevel, *l'Histoire de son serviteur* de Limonov, *Moi, ta mère* de Christiane Collange, ainsi que les trois volumes de Régine Deforges pour 75 000 dollars (à Lyle Stuart).

En Espagne, chez Anagrama, Jorge Herralde a publié *le Rivage des Syrtes* de Gracq et *le Journal de ma mère* de Cohen ; en Allemagne, Elmar Tophoven, qui a fondé l'Institut de traduction de Straelen, accomplit un admirable travail souterrain : il a, par exemple, traduit et imprimé à douze exemplaires *Djinn* de Robbe-Grillet, qui a été ensuite publié par la grand maison Suhrkamp et qui a été introduit dans les classes du français des lycées allemands.

Pour terminer, quelques livres-phares, qui n'ont pas forcément été négociés à Francfort : une semaine avant la Foire, une avance d'un million de dollars par Bantam pour la publication de *Destiny*, premier livre d'une Anglaise inconnue, Sally Beauman, avait surpris le monde de l'édition, tandis qu'un premier roman d'une Texane acheté en août par Randon House pour 350 000 dollars (pour l'édition reliée) était acquis par les Presses de la Renaissance.

On parlait aussi de *Red Fox*, acheté dans dix-huit pays (et par les Editions du Seuil) parce qu'un *déjeuner* était donné en présence de l'auteur, de *Das Parfum* le best-seller de l'Allemand Peter Süsskind (qui paraîtra chez Fayard), d'une biographie d'Hemingway (à paraître chez Belfond), et de *Panic of 1989* de Paul Erdman, l'auteur du *Crack de 1979*, un livre de politique-fiction. Ce livre qui suppose le continent sud-américain en cessation de paiement a été acquis pour 250 000 dollars par Ullstein, 1 million de dollars (dit-on) par Doubleday, 400 000 F par Balland... et puis, on attend une *Histoire de la famille Rothschild* de Derek Wilson pour 1987, et un livre sur l'« affaire » *The Death of Rainbow-Warrior* par un écrivain néo-zélandais chez Penguin en 1986.

On évoquait aussi la biographie de Jean-Paul Sartre qui sort la semaine prochaine en français. Commandée à Annie Cohen-Solal par André Schiffrin pour Pantheon Books (où elle ne paraîtra que dans un an), elle a été payée par Gallimard 1 million de francs.

Il y a encore le prochain Günter Grass, *le Rat*, et le dernier Garcia Marquez, un gros roman de 450 pages intitulé *l'Amour au temps du choléra* que vont se disputer sans doute le Seuil et Grasset ; des rumeurs persistantes affirmaient que l'agent espagnol de Marquez, Carmen Balcells, ne demandait pas moins d'un million de dollars pour la langue espagnole ! Mais elle n'est pas venue à Francfort, et rien n'est fait, encore.

Finalement, on apprend des choses à la Foire de Francfort, et c'est pour cela que c'est une lieu obligé et qu'on y revient toujours.

Prochaine foire : du 1er au 6 octobre 1987. Le thème de l'année sera consacrée à l'Inde : *« l'Inde. Le changement dans la tradition »*.

NICOLE ZAND.

# SECTEURS DE POINTE

## POINT DE VUE

# Des robots ou des bébés

par RUDOLPH KALMAN (*)

COMMENÇONS par quelques banalités : nous sommes en crise économique — une crise *que l'on a longtemps* crue transitoire, mais dont le caractère structurel commence à apparaître aux yeux de la plupart d'entre nous. Crise pourtant bizarre, pendant laquelle certaines industries de pointe, informatique et robotique par exemple, sont en pleine expansion, tandis que d'autres, telles les biotechnologies, sont au seuil d'un semblable démarrage.

Ces activités, créatrices de fortes plus-values, ne fournissent par contre *guère d'emplois*, et requièrent plus la qualité des hommes que leur nombre. Ces faits sont connus de tous, mais on n'ose pas toujours en tirer certaines conséquences, pourtant nécessaires.

Conséquence la plus immédiate : il existe une dissociation, si ce n'est une antinomie, entre les exigences de la croissance technologique et économique, et celles des politiques de « lutte contre le chômage ». Une politique industrielle axée sur le progrès technologique et la croissance, d'une part, une politique axée sur la défense de l'emploi, d'autre part, exigent des choix d'investissements radicalement différents ; il faut opter entre financer des industries de main-d'œuvre chroniquement déficitaires ou développer des technologies nouvelles...

Secteurs de pointe en expansion mais peu créateurs d'emplois, secteurs à forte composante de main-d'œuvre en perte de vitesse, voilà qui rend bien pessimistes les conclusions concernant l'évolution future de nos taux de chômage. Il ne semble guère exister de réponse au problème dans le cadre de nos conceptions politiques actuellement dominantes, même si elles apparaissent de manière assez évidente, dès lors que l'on accepte de briser ce cadre.

> *Les industries de pointe, informatique et robotique, en pleine expansion, créent peu d'emplois. Cela oblige à réviser quelques idées toutes faites sur l'évolution et la politique démographiques.*

Si la solution à long terme est d'ordre démographique, celle à court terme et à moyen terme réside surtout dans la politique des salaires. Ainsi, Paul Fabre écrit dans *le Monde* du 7 mai 1985 : *« (...) Si l'on a cessé de créer des emplois, c'est parce que les salaires sont trop élevés par rapport au rendement du travail... Aux Etats-Unis, les salaires ont, entre 1970 et 1980, diminué »* et de ce fait *« le nombre des emplois a augmenté de quelque 25 % »*. Bien sûr, cela ne concerne que les industries de main-d'œuvre à faible niveau de qualification. Dans les activités de haute technologie, la pratique de salaires *élevés*, peu coûteuse car concernant un faible nombre de personnes, permet au contraire d'attirer les meilleures compétences, d'augmenter le taux des innovations, et donc la compétitivité. On voit à partir de là se dessiner le portrait possible d'une société réalisant simultanément le plein emploi et une forte croissance, l'un et l'autre étant assuré par deux secteurs économiques distincts mais complémentaires. Cette solution implique une distribution des revenus basée sur le principe *« à chacun selon ce qu'il produit »*, *c'est-à-dire nettement plus* inégalitaire que celle qui prévaut actuellement.

Chacun a le droit, bien sûr, de refuser un tel choix au nom de ses principes philosophiques, à condition toutefois d'en assumer les conséquences : l'égalité sociale a un coût, et ce coût est élevé. Il se chiffre aussi bien en termes de chômage qu'en termes financiers, de manque à investir dans les secteurs de pointe, et, en fin de compte, de perte de croissance, de perte globale de revenu, et à plus longue échéance, de retard de technologie.

Si la solution la plus immédiate en vue de sortir de la crise semble bien du domaine de la politique salariale, la solution à long terme est d'ordre démographique. Nous nous trouvons, en effet, confrontés à deux phénomènes, tous deux structurels :

1) le rythme de croissance de la productivité, obtenu essentiellement grâce aux secteurs de pointe, est supérieur au rythme possible de la croissance économique globale ;

2) la croissance de nos consommations en énergie et en biens primaires devra bientôt plafonner, cela pour des motifs écologiques tout à fait impératifs.

Croissance illimitée de la productivité, croissance limitée de la production, les conséquences démographiques de ces faits s'écrivent immédiatement : croissance limitée ou nulle du niveau de vie moyen à population constante ou croissante, croissance nettement plus forte du niveau de vie à population décroissante, et aussi inutilité de maintenir une population active nombreuse, le facteur limitant la croissance n'étant pas la disponibilité globale en main *d'œuvre*.

Le choix rationnel est donc celui de la décroissance démographique. C'est celui que l'ensemble de la classe politique refuse avec force, mais que les femmes et les couples mettent déjà en pratique suivant les meilleurs principes de la démocratie directe et de la planification familiale autogérée : les indices de fécondité européens sont en baisse généralisée. Il existe dans ce domaine une véritable dichotomie entre la réalité d'une adaptation spontanée de la population aux nouvelles conditions de la croissance, et une politique officielle inutile et coûteuse d'encouragement de la natalité, un discours visant, notamment par le biais de la presse féminine, à culpabiliser les *femmes qui ne veulent pas — ou peu* — d'enfants, et à présenter les différentes mesures d'aide à la mère au foyer comme des mesures... féministes !

### Débat contre monologue

Qui osera enfin, parmi les écologistes ou même les féministes, dire ouvertement qu'une forte décroissance démographique est le seul moyen à long terme de sortir de la crise actuelle et de parvenir à une société combinant un progrès scientifique et technologique continu avec un état d'équilibre économique et écologique ?

Quand serons-nous enfin assez adultes *pour substituer à l'actuel* monologue de la propagande nataliste un débat contradictoire et honnête ? Et ne voit-on pas se dessiner en filigrane à travers notre crise économique, une autre crise, intellectuelle celle-ci, qui nous empêche d'aborder *rationnellement nos problèmes*, fût-ce aux dépens de quelques tabous religieux ou politiques ?

(*) Géographe et biochimiste.

## « Informatique et finances publiques »

*L'informatique a fait au cours de ces dernières années une* entrée massive dans l'administration, et notamment dans les services financiers qui ont constitué un terrain d'élection pour cette automatisation. Le dernier numéro de la *Revue française de finances publiques* dresse un état de cette informatisation en France, la compare avec ce qu'elle est dans un certain nombre de *pays occidentaux et surtout* analyse les problèmes techniques, humains, politiques que pose sa mise en œuvre. Comme l'écrit Lucien Mehl, président de l'Association pour le développement de l'information juridique, *« les apparences, notamment arithmétique* (des finances publiques), *offrent l'illusion d'une automatisation facile, quasi évidente »* ; pourtant le terrain est « miné, piégé ».

L'administration financière est souvent ressentie par les citoyens comme la bureaucratie par excellence. Or l'informatique non seulement ne compense pas les carences de l'organisation, mais risque, en introduisant de nouvelles rigidités, de les aggraver. La mise en œuvre implique que l'on s'interroge au préalable sur *« le comment et surtout sur le pourquoi des procédures »*.

A lire les différents articles qui traitent de l'informatique aussi bien à la direction générale des impôts, au Trésor, dans les armées ou dans la gestion d'un département — en l'occurrence celui de l'Hérault, où le conseil général que préside Gérard Saumade a joué un rôle pilote, — on constate que, un quart de siècle après la mise en place des premiers ensembles électroniques dans les services financiers de l'administration, aucune véritable révolution n'a été accomplie. Mais on commence enfin à se poser les bonnes questions.

★ « INFORMATIQUE ET FINANCES PUBLIQUES » : *Revue française des finances publiques* n° 11, 1985, 72 F. Librairie générale de Droit et de Jurisprudence (L.G.D.J.), 20, rue Soufflot, 75005 Paris.

● **Micro-informatique à Nantes** : La région des Pays de la Loire, le département de Loire-Atlantique, la Ville de Nantes et le Carrefour international de la communication ont confié au Centre de communication de l'Ouest la réalisation et l'animation d'un *« espace micro-informatique régional »* ouvert au rez-de-chaussée de la tour de Nantes depuis le 1er octobre.

L'espace sera animé par une équipe de spécialistes, aussi bien pour l'initiation grand public à l'utilisation des micro-ordinateurs que pour les stages assurés par les organismes de formation compétents.

# Demain

### L'Aquitaine et la recherche

La région Aquitaine a signé avec le CNRS et l'État un contrat de plan valable jusqu'à la fin de 1988, qui porte sur les recherches dont le développement est souhaitable dans les années à venir :

1) Des recherches notoirement bien installées en Aquitaine : matériaux nouveaux, chimie fine, photochimie, hydrophysique, neuroscience, médicaments, biochimie solaire et tiers-monde ;

2) Des recherches insuffisamment développées par rapport à l'environnement industriel : microélectronique, filière bois, chimie appliquée, énergie, valorisation du sous-sol, études ibériques et latino-américaines, sociétés et aménagement mécanique du solide et thermique ;

3) Des recherches d'intérêt stratégique pour la région : agro-alimentaire, aquaculture, océanographie, génie biotechnologique, optoélectronique, œnologie, productique et robotique, analyse sociale du développement technique et régional.

*Le* conseil régional consacrera chaque année 3 millions de francs et le CNRS 2,5 millions au soutien de ces recherches.

### Les progrès de l'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle est à la mode. Diverses sociétés proposent des produits intelligents, systèmes experts en général, parfois outils de communication en langage naturel. Même IBM, qui n'a pas la réputation d'être une firme aventureuse, et préfère en général laisser à d'autres le défrichage des champs nouveaux, a récemment annoncé sa propre version du langage de programmation Prolog, qui est, avec Lisp, un des deux outils de base de l'intelligence artificielle, et celui sur lequel les Japonais ont fondé le développement de leur cinquième génération.

Bien entendu, de nombreux livres et articles sont venus ces derniers mois éclairer ce domaine en évolution rapide. Le mensuel scientifique *la Recherche* vient d'ajouter sa pierre à l'édifice en publiant un numéro spécial sur l'intelligence artificielle. Ecrits par des spécialistes, mais revus par des rédacteurs qui connaissent bien les pièges de la communication scientifique, treize articles décrivent diverses facettes de ce qui est encore une discipline scientifique, mais a déjà des utilisations industrielles, et sous-tendra dans quelques années toute l'évolution de l'informatique.

★ La Recherche, numéro spécial d'octobre 1985, 32 francs.

### Des cassettes bien gérées

Une PME grenobloise spécialisée dans la robotique, International Automat Systems (IAS), a mis au point et commercialise depuis un mois un « automate de gestion » de cassettes vidéo unique au monde.

Le Vidéopractic, application poussée d'électronique, d'informatique, de robotique et de monétique, permet de localiser, distribuer et restituer automatiquement, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des cassettes vidéo à l'aide d'une simple carte magnétique.

Déjà plus de dix appareils sont en cours d'installation en France, et des contrats ont été signés en Suisse et en Belgique.

### Un Minitel plus intelligent

Les PTT ont commandé au groupe Matra un nouveau modèle de Minitel, le M 20, appelé à devenir l'outil du cadre des années 90.

Principalement destiné aux entreprises, ce Minitel très élaboré permettra l'accès à des banques de données, et on pourra lui adjoindre des progiciels, tels que tableur, gestion de fichiers ou traitement de textes.

Les 50 000 premiers exemplaires seront livrés en 1987.

Le Monde

# SECTEURS DE POINTE

## Le monde a besoin de notre technologie... Nous avons besoin de votre compétence.

SESA est le leader mondialement reconnu dans le domaine des réseaux de commutation de paquets : TRANSPAC (1er réseau par sa taille et le volume d'informations transporté), les réseaux publics en Australie, Brésil, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Taiwan, Corée du Sud, ainsi que de nombreux réseaux privés.

Par ailleurs, SESA participe de façon très active au développement des technologies de pointe : Télématique, Espace, Nucléaire, Défense, Productique.

Avec ses 1 200 collaborateurs, SESA poursuit son expansion avec un rythme de croissance de plus de 30%. Elle a réalisé en 1984 un tiers de son activité à l'étranger, se classant 5ème SSII exportatrice.



Réseaux de commutation de messages et de paquets.

Dans le cadre du développement de sa division des Systèmes de Communication, SESA recherche

## 10 INGENIEURS RESEAU

De formation Grande Ecole avec option informatique, débutant ou ayant une première expérience de développement de systèmes.

Vous souhaitez acquérir ou renforcer la maîtrise des techniques de réalisation au sein d'équipes de haut niveau.

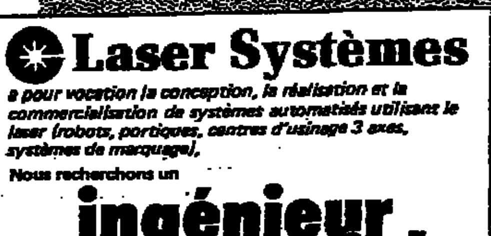
Nos produits et notre technologie vous intéressent. Alors n'hésitez pas à nous rejoindre. Notre activité en très forte croissance offre de nombreuses opportunités de progression et de prise de responsabilités.

Si vous vous sentez motivés par ce challenge, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 40 LM à

**SESA**

Direction des Ressources Humaines
30, quai de Dion Bouton
92086 PUTEAUX Cedex

SOURCES





*a pour vocation la conception, la réalisation et la commercialisation de systèmes automatisés utilisant le laser (robots, portiques, centres d'usinage 3 axes, systèmes de marquage),*

Nous recherchons un

## ingénieur commercial

Sa mission consistera à commercialiser nos produits robot, portique et centre d'usinage LASER en France.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation ingénieur, ayant une expérience confirmée de 5 ans environ dans la vente de machines-outils et/ou de systèmes automatisés de découpe.

Anglais indispensable.

Prière d'adresser votre dossier de cand. (lettre + c.v. + rémun. souhaitée) s/réf. DC/OB à LASER SYSTEMES 3, rue Denis Papin - 95250 Beauchamp.

AXIAL publicité

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**





## LA CONQUETE DES NOUVEAUX MARCHES DE L'ELECTRONIQUE AVEC UN DES LEADERS MONDIAUX DE LA CHIMIE

## RESPONSABLE R & D MICROCONNECTIQUE

Vous serez chargé du développement de nouveaux produits d'interconnexion et de leurs procédés de fabrication. Vous assurerez également le soutien chimie de la production. Vous vous appuierez pour cela sur une équipe en place et ses moyens d'analyse orientés principalement vers les matériaux et la gravure chimique. Vous ferez en outre appel à d'autres centres spécialisés du Groupe et participerez à des programmes communs avec des entreprises extérieures.

Ingénieur chimiste, vous êtes doté d'une première expérience de recherche appliquée de préférence dans les domaines de l'électrochimie ou des traitements de surfaces (circuits imprimés...). Familiarisé bien sûr avec l'électronique, vous conduirez votre mission avec rigueur et pragmatisme. Meneur d'hommes, vous vous montrerez un «battant», prêt à relever les défis. Disponible, mobile, vous acceptez de résider dans une agréable région : la Haute Normandie. Enfin la rémunération doit être de nature à vous motiver. Anglais courant.

Adressez votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 753 M à notre Conseil. **ALPHA CDI,** 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

Dans le cadre de sa très forte expansion, et pour faire face à d'importants projets,

**CGS**

recherche des

## Ingénieurs Logiciel

**Expérimentés (3 à 6 ans d'expérience)**

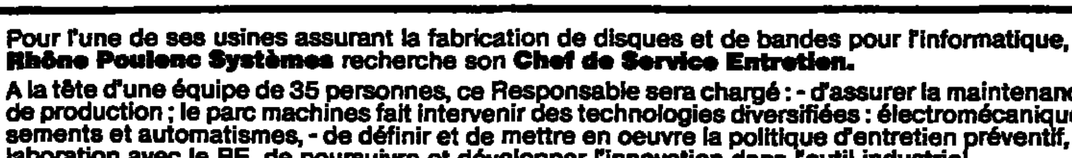
Connaissances requises parmi les suivantes :
- UNIX, C, PASCAL, dans un contexte génie logiciel (VAX, SEL 32...).
- MOTOROLA 68000, Assembleur, C, PASCAL, dans le cadre d'applications temps réel.
- VAX, compétences système VMS.
- TEMPS REEL : conception de systèmes embarqués à fortes contraintes.

Chargés de la mise en place de solutions informatiques variées, ils interviendront dans des secteurs de pointe tels que l'aéronautique, les télécommunications, l'ingénierie médicale.

Par ailleurs, parmi les profils recherchés ci-dessus, certains se verront proposer des responsabilités d'encadrement à niveau élevé, s'ils font preuve aussi d'aptitudes et de motivations commerciales, justifiant une très forte rémunération.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé, précisant la référence KM 5 N sur l'enveloppe, à :

**CGS INFORMATIQUE**
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS





Pour l'une de ses usines assurant la fabrication de disques et de bandes pour l'informatique, **Rhône Poulenc Systèmes** recherche son **Chef de Service Entretien.**

A la tête d'une équipe de 35 personnes, ce Responsable sera chargé : - d'assurer la maintenance de l'outil de production ; le parc machines fait intervenir des technologies diversifiées : électromécanique, asservissements et automatismes, - de définir et de mettre en oeuvre la politique d'entretien préventif, - et en collaboration avec le BE, de poursuivre et développer l'innovation dans l'outil industriel.

Ingénieur diplômé de type AM, INSA, IDN,... une première expérience de la fonction et la pratique de l'anglais sont nécessaires.

Le Groupe auquel nous appartenons assure, à un candidat de valeur, de réelles perspectives de carrière.

Adressez votre candidature complète (CV, lettre manuscrite) sous réf. 752 M à notre Conseil. **ALPHA CDI,** 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

**180.000 F +**

Institut de Conjoncture Economique de 40 personnes recherche un

## INFORMATICIEN CONFIRMÉ H/F POUR DIRIGER SON INFO-CENTRE

L'info-centre dispose d'un 4361 sous VM et d'une vingtaine de périphériques divers.

**Missions :** • Il assure le support des logiciels statistiques, économétriques et bureautiques auprès des utilisateurs internes et externes, tant sur le plan technique que pédagogique • il participe à la conception et à la mise en place de bases de données économiques distribuées par voie télématique • il planifie et optimise la gestion et l'extension des ressources • il dirige une équipe de deux informaticiens.

**Profil :** • il a une formation scientifique de haut niveau et déjà une expérience professionnelle informatique de quelques années • il a le sens de la rigueur et la capacité à communiquer avec les utilisateurs dans un environnement jeune et de très bon niveau.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à la Direction du Personnel
**IPECODE**
141, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

bleu

## *Un bon moyen de devenir manager chez DEC pour des ingénieurs commerciaux en informatique...*

*Nous recherchons des spécialistes en formation pour renforcer notre équipe «Sales Training».*
*Vous diagnostiquerez les besoins en formation des districts VENTES, MARKETING, SUPPORT A LA VENTE.*
*Vous concevrez, réaliserez, animerez ou ferez animer des stages portant sur les domaines techniques tels que les applications, les produits, les marchés.*
*A terme, ce poste peut être une étape vers des responsabilités de Ventes, Marketing, etc...*
*Vous avez 4 à 8 ans d'expérience de la vente de systèmes informatiques chez un constructeur ou dans une SSCI, l'expérience de l'animation est un atout.*
*Vous êtes attiré par la pédagogie des adultes et désirez prendre du recul par rapport à votre fonction actuelle.*
*Vous êtes un homme de communication, mais également un ingénieur capable de faire passer des messages dans un langage clair et concis. L'anglais est nécessaire, voire indispensable.*

*Marie-Claire SAN QUIRCE traitera confidentiellement votre candidature, adressée sous référence MON 100 à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 EVRY Cedex.*

***Bougez, Vivez...***

N° 2 mondial de l'informatique





## Animateur - Concepteur

**OBJECTIF +,** 3 ans d'existence, une équipe jeune, un C.A. qui double annuellement, une activité techniquement en pointe.

"Nous faisons aujourd'hui ce que les autres feront demain".

Notre marché : la formation des Services à réseaux : Banques, Etablissements Financiers, Assurances...

Venez nous rejoindre, nous vous demandons d'être diplômé d'études supérieures, d'avoir 4 à 5 ans d'expérience bancaire (agence, marketing, animation, commercial), une dimension pédagogique certaine. Vous aurez à former dans l'Entreprise des hommes à nos méthodes, reposant sur une pédagogie originale et des supports sophistiqués (vidéos-interactive, simulateurs sur micros-informatique, enseignement assisté par ordinateur). Vous aurez également à participer à la conception de nouveaux produits. Naturellement, il faut apprécier les déplacements.

Merci, si vous vous sentez concerné par ce poste, où se joignent autonomie et équipe, contacts et technique, d'envoyer lettre manuscrite, C.V., sous référence 50701 M à Madame Claude FAVEREAU.





13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53

هكذا من الأصل








# SECTEURS DE POINTE

## GRACE

Cette société compte parmi les dix plus grands de la chimie mondiale, employant 80 000 personnes dans le monde et réalisant un C.A. de 6,8 milliards de dollars. Dans le cadre du développement d'importants projets en informatique, bureautique et télécommunications, le siège européen de la division "Technical Products", basé à Suresnes recherche un

### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Dans un premier temps vous prendrez en charge l'exploitation des systèmes existants. Après en avoir acquis la maîtrise, vous serez responsable de la mise en place d'un système intégre de reporting des filiales européennes.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur en Informatique (MIAGE...) vous justifiez d'une expérience d'environ deux ans en systèmes informatiques (si possible dans une société multinationale), vous parlez couramment l'anglais.

De bonnes opportunités de carrière seront offertes aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 10526 M à Catherine DUBIN.

bac **Personnel conseil**
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSNCR



## elf aquitaine

recherche pour son établissement de LACQ (64)

### INGENIEUR DIPLOME EN TELECOMMUNICATIONS

**avec connaissances en informatique TEMPS REEL et AUTOMATIQUE**

Pour études, mise en service et maintenance des réseaux de communication (téléphone, radion, transmissions numérique et vidéo) de l'établissement.
Une expérience de quelques années dans ces domaines sera appréciée, ainsi que le goût pour l'organisation et le travail sur le terrain.

Ecrire avec C.V. et photo sous Nº 17754 à SNEAP - Service Recrutement
26, avenue des Lilas, Bât mestressat, 64018 PAU Cedex.

COMTESSE



## L'AIR LIQUIDE

L'AIR LIQUIDE spécialiste mondial des gaz industriels - 22000 personnes dans 55 pays

Pour sa division Ingénierie, située en proche banlieue Est, L'AIR LIQUIDE crée la fonction de :

### Chef de service informatique scientifique et technique

Votre formation d'ingénieur et votre expérience informatique d'environ 5 ans font de vous le Généraliste attendu par notre équipe de direction.

Venez l'aider à maîtriser le développement de l'informatique scientifique et technique et animer une équipe de 5 ingénieurs et techniciens du meilleur niveau.

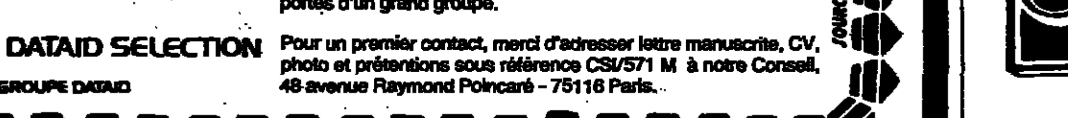
Pour bâtir une politique durable et donner une unité à l'ensemble de ces moyens (calcul, **CAO**, gestion technique) tant au niveau du siège que de nos sites à l'étranger, vous devrez rapidement assimiler les problèmes d'ingénierie et de réalisation d'usines clés en main. Ouvert à l'international, vous irez aux **USA et au JAPON** rencontrer les responsables des divisions ingénierie de ces pays. Ces échanges vous permettront de coordonner les options informatiques pour l'ensemble de ces divisions. Pour ce poste, de tout premier plan, outre une parfaite connaissance de l'anglais, vos qualités de contact sont nécessaires. Ce poste diversifié et ambitieux vous ouvre les portes d'un grand groupe.



DATAID SELECTION
GROUPE DATAID

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence CSI/571 M à notre Conseil, 48 avenue Raymond Poincaré - 75116 Paris.

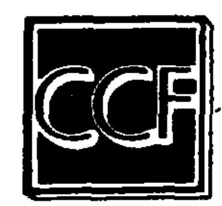
SOURCES



## Crédit Commercial de France

Pour son Département Organisation Informatique, le Crédit Commercial de France, importante banque nationalisée regroupant un effectif de 7500 personnes, recherche un

### Jeune Chef de Projet




Le candidat s'intégrera à un **nouveau projet.** Il participera à **l'élaboration du schéma directeur** et des **spécifications,** puis prendra en charge la réalisation.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure (MIAGE, Ecole d'Ingénieur) possédant 2 à 3 années d'expérience acquises dans une banque ou une SSCI.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au **Crédit Commercial de France,** Direction des Carrières 103, Champs Elysées 75008 PARIS.

## TYMNET



**Groupe McDONNELL DOUGLAS**

Au sein du Groupe McDONNELL DOUGLAS, devenu l'un des leaders dans les télécommunications publiques et la communication d'entreprise depuis l'intégration de TYMSHARE en 1984, nous recherchons plusieurs

### INGENIEURS SYSTEME

pour l'assistance système de nos clients et différents groupes opérationnels répartis dans toute l'Europe, l'implantation et suivi de nouveaux logiciels, les installations et recettes de réseaux d'entreprises et réseaux publics de transmission de données chez nos clients dans toute l'Europe.

Conviendrait à ingénieurs ayant acquis une expérience de quelques années en téléinformatique, de préférence au niveau système, chez un constructeur, dans une SSII ou chez un grand utilisateur. Connaissance de procédures de transmission ou d'architecture de réseaux très appréciée.

*Ces postes sont reliés à des projets importants de dimension internationale. Ils nécessiteront une pratique fréquente de l'anglais pour laquelle une formation complémentaire pourra être donnée si nécessaire.*

**Nous offrons :**

- Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, de réseaux à valeur ajoutées et de la télématique.
- Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilité.
- Des possibilités réelles de carrière dans un secteur en pleine expansion.
- Des déplacements de courte durée en Europe et aux USA (Californie).

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf.TSG1 à TYMNET, 210 bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.

Publival

## afnor

association française de normalisation

DIVISION INFORMATIQUE SECTEUR TERTIAIRE

recherche

### INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

**intéressé par les technologies de l'information**

**MISSION –**
Au sein d'une petite équipe motivée et dynamique, il s'agit d'apporter le support technique et la connaissance du terrain dans les actions de promotion des Normes Françaises relatives aux technologies de l'information auprès des instances françaises et internationales,
Constitution et animation de groupes de travail chargés d'élaborer, en liaison avec les constructeurs, les utilisateurs, ainsi que les organismes publics, les normes et documents normatifs.

**PROFIL –**
- Ingénieur ou équivalent - Quelques années d'expérience appréciées.
- Aisance dans les contacts à tous niveaux.
- Capacité de communication tant écrite qu'orale.
- Anglais.
- Excellente culture générale en technologies de l'information (informatique de gestion, génie logiciel, télématique).

Adressez lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et rémunération actuelle sous réf. 740 à la Direction du Personnel AFNOR, Tour Europe, Cedex 07, 92080 Paris La Défense.



## RHÔNE-POULENC

### Le développement international de la pharmacie :

*tel est l'objectif de la Division Santé du Groupe Rhône-Poulenc (C.A. 51 Milliards Frs dont 70% sur les marchés internationaux). Calquée sur notre politique commerciale, notre informatique décentralisée évolue. C'est pourquoi, le Responsable de l'Organisation et des Systèmes d'Informations de l'International recherche un*

### Chef de projets filiales étrangères.

*Porte-parole du siège, il conseille et dialogue avec les responsables de nos filiales à l'étranger.*
*Homme de terrain, il y réalise la mise en place d'applications de gestion sur IBM 34, 36 et micro-informatique. Il intervient à tous les niveaux, assurant également la formation des utilisateurs et la maintenance.*
*Son action tend à homogéniser les systèmes d'informations des différents sites pour en améliorer les performances.*
*Ingénieur de formation, il a 2/3 ans d'expérience, de solides compétences sur IBM 34, 36 et en GAP II. Il passe 50% de son temps à l'étranger. Son anglais est très bon, son espagnol perfectible.*
*Intégrer notre Groupe en développant nos systèmes d'informations est un excellent moyen de nous connaître et de nous apprécier mutuellement. Son évolution n'en sera que plus aisée.*

DATAID SELECTION
GROUPE DATAID

*Merci d'adresser votre candidature sous réf. FE 577 à notre Conseil DATAID SELECTION 48, av. Raymond Poincaré 75016 PARIS.*

PME indépendante de l'est parisien, nous construisons des équipements d'électronique médicale de bonne réputation technique. Notre directeur de production cherche

### un ingénieur, responsable des méthodes et techniques de production

Ingénieur diplômé, vous bénéficiez d'une expérience pratique de 5 ans au moins en études, industrialisation ou fabrication de matériel électronique professionnel. Votre mission va consister à définir notre matériel et nos méthodes de fabrication, de test, de mise au point et de contrôle.

Notre consultant, M. J.P. DOURY vous remercie de lui écrire. (réf. 4680 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE · 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

*MEMBRE DE SYNTEC*

## *X, ENSTA, SUPAERO*

### *Après-demain, la direction d'une unité de production*

Pour un ingénieur âgé d'environ 35 ans, ayant acquis une solide expérience industrielle dans un contexte alliant mécanique de précision, automatismes et fiabilité, notre opportunité est exceptionnelle : prendre très rapidement la responsabilité d'un service de fabrication dans un domaine technologique véritablement de pointe et diriger ensuite, si vous êtes bien celui que nous recherchons, l'une de nos unités de production (500 personnes). En échange, nous vous demandons engagement personnel et grande disponibilité à ce poste qui est à pourvoir dans une ville industrielle de la côte ouest.

Si vous pensez avoir le profil de la personne (H/F) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 522M à

jlp j.l parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10

SOURCES

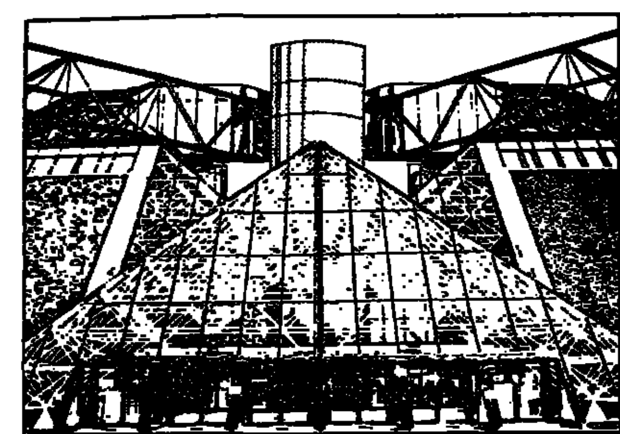




Le Monde

# SECTEURS DE POINTE

## L'INGENIERIE SANS FRONTIERES



Palais Omnisports de Paris-Bercy
Architectes MM. Andrault et Parat
Ingénierie OTH

Le groupe OTH (1000 collaborateurs) est au premier rang des bureaux d'études européens dans le domaine de l'aménagement, de la construction et de l'infrastructure. Dans un environnement national et international difficile, nous avons misé avec succès sur les hommes et les outils de pointe (informatique, C.A.O., système expert, etc.) et nous avons su préserver notre rentabilité. Afin de poursuivre notre plan de développement, nous recherchons des

## DIRECTEURS D'AFFAIRES

**X, Mines, Centrale, Ponts, ETP, …**

Vous avez 30 ans, une première expérience dans le secteur d'activité et souhaitez prendre tout de suite des responsabilités de haut niveau. Selon vos compétences et affinités, vous prendrez en charge une équipe, soit pour coordonner des projets importants, soit pour diriger des études (en particulier dans le cadre de notre développement informatique).

Votre profil de carrière, très ouvert, sera lié à vos capacités d'agir avec autonomie et imagination.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 633 M à Jacques Mimin, Directeur du Développement, OTH 18, Bd de la Bastille 75579 Paris Cedex 12 ou téléphoner au 346.12.10.




Carrefour

## Votre stratégie commerciale : la nôtre

GFI affirme son ambition et sa stratégie : valoriser et développer nos compétences pour acquérir une place prépondérante sur le marché des SSII. Nous avons les atouts et les produits pour réussir. C'est notre stratégie : la vôtre demain.

### *Progiciels : systèmes/génie logiciel*

Pour cette activité, sur le marché des entreprises équipées de grands systèmes IBM, nous recherchons :
• un DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE (Réf. JH1), responsable de la distribution de nos produits (XTOP, système intégré de Génie Logiciel : SCI, système de communication inter-ordinateurs). Il développera, animera son équipe de vente et s'appuiera sur une solide logistique technique et marketing.
• des INGENIEURS COMMERCIAUX (Réf. JH2) expérimentés dans la vente aux entreprises de matériels informatiques ou logiciels techniques (Systèmes, Télécom, L4G, Génie Logiciel) désireux de progresser grâce à des produits de pointe.

### *Communication télématique*

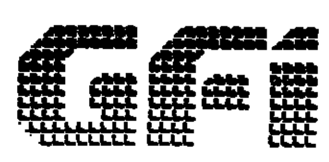
Dans cette activité GFI est le numéro 1 français et renforce sa position. Nous recrutons deux INGENIEURS COMMERCIAUX (Réf. JH3) qui vendront aux grandes entreprises des systèmes de communication (COMUTEX, messagerie électronique, télex, télécopie….).

### *Services de traitement*

Une activité centrée sur les services à valeur ajoutée dans l'univers IBM (sécurité Back-up, missions d'expertises de haut niveau, facilities management…) dont vous, INGENIEURS COMMERCIAUX (Réf. JH4), assurerez le développement auprès des utilisateurs finals.

Pour l'ensemble de ces fonctions GFI recherche des profils de formation supérieure mais avant tout des hommes d'action et d'ambition, qui ont déjà prouvé leur réussite sur le terrain.
Notre groupe apporte une dimension internationale (SCICON International Limited, groupe BP), une volonté de réussite dans le respect des acquis humains, et des carrières de chacun.

C'est avec la plus grande attention et en toute confidentialité que nous prendrons en compte vos motivations et aspirations (préciser la référence du poste choisi). GFI - Direction du Marketing - Tour Neptune, cedex 20. 92086 Paris-La-Défense 1




GROUPE FRANCAIS D'INFORMATIQUE



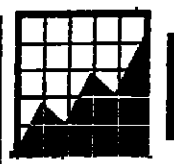

Notre Division Acquisition et Enregistrement, en forte expansion, impliquée dans des projets à l'avant-garde de la technologie, est avant tout une équipe de techniciens et d'ingénieurs compétents et exigeants. Une structure où l'évolution est favorisée par le potentiel humain, la capacité à responsabiliser rapidement par de jeunes ingénieurs, la simplicité des contacts.
Notre Département Enregistrement magnétique, situé à VELIZY, recherche un

## INGENIEUR D'ETUDES ELECTRONICIEN DEBUTANT

En liaison avec les services marketing, industrialisation et production, il développera un projet électronique sur des enregistreurs magnétiques d'instrumentation.
Il assurera la responsabilité technique et financière du projet.
Cet ingénieur grande école d'électronique (ESE, …) a la maîtrise de l'anglais.

Adresser dossier de candidature complet sous réf. 3088 à ENERTEC, Direction du Personnel, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy.

**ENERTEC**
Schlumberger



## DIRECTIONS
Nationales et Internationales

Dans le cadre de son expansion nationale, une société réputée de construction de Maisons Individuelles en traditionnel, filiale d'un grand groupe de B.T.P., crée le poste de :

## SECRETAIRE GENERAL

Rattaché au directeur général, il prendra en charge, avec l'appui des services homologues de la maison-mère :
la gestion financière, la comptabilité, la gestion du personnel, l'informatique et les services généraux. Il mettra en place le contrôle de gestion, synthétisera les prévisions, établira et tiendra à jour les tableaux de bord, les analysera et en fera la synthèse avec ses recommandations. Il fera des audits constructifs auprès des divers centres de profits.

*Ce poste convient à un contrôleur de gestion confirmé, très rigoureux, ayant un sens inné des rapports humains, créatif (ouvert aux produits innovants dans son domaine) et désireux de saisir l'opportunité d'élargir ses responsabilités.*

*POSTE BASE PROCHE BANLIEUE EST DE PARIS AVEC DEPLACEMENTS SUR TOUTE LA FRANCE.*

Merci d'écrire avec CV, photo, salaire actuel et souhaité (sous référence S.G. 10.5) à COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui assurera la confidentialité.

## Prendre la direction de notre agence de Marseille

220 000 +

*Tel est le poste que nous vous offrons dans un contexte un peu* particulier et novateur ; notre Directeur d'agence a pris une année sabatique - vous le remplacerez pour 15 mois d'abord - définitivement peut-être…

Filiale de la Compagnie Industrielle, SECAP, avec un C.A. de 240 millions de Francs, fabrique et distribue de la bureautique tant sous forme locative qu'en vente directe.

Appliquer à l'échelon régional la politique commerciale définie au plan national, suivre et gérer l'ensemble des contrats qui nous lient à nos clients, et superviser notre organisation après-vente sont parmi vos priorités d'actions · vous animez une équipe de 20 personnes

Vous êtes si possible un homme de la bureautique. Généraliste, vous êtes à la fois gestionnaire et développeur. Autonome et responsable, vous vous sentez avant tout un patron… avec tout ce que cela implique, même pour 15 mois.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7257M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

*Nice Côte d'Azur*

## Jeune directeur de travaux

*Assumer la pleine responsabilité humaine, technique et financière des programmes aux plans qualité, prix et délais.*

*Apporter votre compétence à tous les stades de déroulement des opérations (du foncier… au SAV) au niveau des négociations, des décisions et du conseil. Coordonner l'activité des 2 conducteurs de travaux en place.*

*C'est la mission très ouverte que vous propose **Méditerranée construction**, promoteur immobilier du groupe Bouygues pour son agence de Nice.*

*Ingénieur, vous bénéficiez de 7 ans environ d'expérience dans cette activité travaux en France. Vos fonctions vous ont conduit à réaliser des opérations dans leur totalité (collectif, individuel et VRD). Vous pouvez aujourd'hui opposer des résultats tangibles aux plans qualité, niveau d'autonomie et rigueur de gestion. Vous voulez rejoindre une société, aux résultats et à l'image particulièrement valorisants.*

*Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 1107 A. à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.*

**OC conseil**
Ressources humaines
PARIS LYON

*Nous sommes une P.M.E. d'une soixantaine de personnes, filiale d'un groupe Aéronautique.*
*Nous souhaitons accueillir à DINARD dans notre équipe de Direction un*

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF

*Collaborateur immédiat de la Direction Générale, vous la seconderez pour l'ensemble de l'administration du personnel, la négociation de ses contrats et les relations avec ses principaux partenaires.*

*Vous organiserez l'administration du personnel, dirigerez les diverses réunions (DP, CE,…) et assumerez la gestion financière des contrats négociés.*

*De formation supérieure, économique, juridique et financière, vous possédez une expérience confirmée dans une fonction similaire d'au moins 5 ans.*

*Une maîtrise parfaite de la langue anglaise est impérative.*

*Ce poste de confiance nécessite bien entendu des qualités d'organisation, de dynamisme et de diplomatie.*

*Adressez votre candidature (lettre, c.v., photo et prétentions) s/réf. DA à TAT - B.P. 0237 - 37002 TOURS CEDEX.*

AXIAL publicité

هكذا كان الأصل








# SECTEURS DE POINTE

## GRACE

Un groupe mondial : WR GRACE, 80.000 personnes sur 5 continents.
Des Divisions Européennes : 8.000 personnes dans 10 pays.
Une Société française : 1.000 personnes près de RAMBOUILLET, CA 84 : 800 Millions Frs.
Des produits leaders sur le marché de l'EMBALLAGE ALIMENTAIRE.
Un centre informatique Européen de haut niveau, des méthodes et techniques avancées qui s'appuient sur un réseau SNA liant nos filiales à notre 3081 KX sous MVS/XA.

**Afin de renforcer le Groupe de Gestion de l'Information, nous recherchons**

### LE RESPONSABLE ORGANISATION ET METHODES

**Diplômé(e) grandes écoles d'ingénieur ou de gestion...**

Votre mission :
→ optimiser l'utilisation des nouveaux systèmes d'information (applications en temps réel pour secteurs opérationnels, bureautique, systèmes manuels...).
→ apporter un soutien efficace à l'utilisateur final
- actions de formation et d'organisation
- évolutions des procédures.

D'un bon niveau technique, vous avez plusieurs années d'expérience de la fonction. (Réf. MO/582)

### UN ANALYSTE DE GESTION

**Diplômé(e) grandes écoles d'ingénieur ou de gestion...**

Votre mission : → contribuer à la définition et l'implémentation des systèmes Européens et locaux.
Une expérience de 2 ou 3 ans dans le développement de systèmes on-line, de préférence en gestion de Production ou Comptabilité multinationale, est souhaitable, toutefois les candidatures de débutants possédant une formation complémentaire de type MBA seront prises en considération. (Réf. MO/585)

**CES DEUX POSTES REQUIERENT DE REELLES APTITUDES A COMMUNIQUER A TOUS LES NIVEAUX TANT EN FRANÇAIS QU'EN ANGLAIS.**

### UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

**DUT, Maîtrise informatique ou équivalent**

Votre mission : → intégrer une petite équipe responsable de l'installation de systèmes Européens et du développement de systèmes locaux.
Votre expérience des techniques de programmation structurée (Jackson de préférence), de DL1 et CICS, ainsi que votre connaissance de l'Anglais seront des atouts déterminants. (Réf. MO/583)

**Adressez rapidement votre dossier de candidature (sous la référence choisie) à Michèle MOORE Relations Humaines - GRACE Sarl - B.P. 10 - 28230 EPERNON**

Organisation et Publicité

## SODETEG T.A.I.

*SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE ET D'AUTOMATIQUE INDUSTRIELLE*

*Nos 500 collaborateurs (plus de la moitié sont Ingénieurs) conçoivent et mettent au point des systèmes informatiques complexes, de haut niveau technologique dans des domaines variés : **production et transport de l'énergie, gestion automatisée, productique** (leader français des systèmes de conduite d'**ateliers flexibles**), **réseaux de télécommunications, systèmes transactionnels, ingénierie des courants faibles, etc.***

***LA PROGRESSION CONSTANTE DE NOTRE C.A., DONT 60 % EST RÉALISÉ A L'EXPORT, NOUS CONDUIT A RENFORCER NOS ÉQUIPES.***

### INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

*De formation Grandes Écoles, vous avez acquis une expérience de quelques années dans la vente clés en main de systèmes incluant des sous-ensembles informatiques.*

*Vous serez chargé dans le cadre d'un domaine d'activité (messagerie électronique, réseaux de télécommunications, Gestion Technique Centralisée...) de la prospection et du montage des affaires, tant en FRANCE qu'à l'ÉTRANGER. Anglais indispensable.* (Réf. 1/M)

### INGÉNIEURS INFORMATICIENS

*Ayant de préférence deux ou trois ans d'expérience, vous avez une bonne connaissance de l'un des domaines suivants :*
- *Calculateur VAX ou SOLAR ou 6800 ou Mini 6.*
- *Langages Pascal et Fortran 77.*
- *Systèmes UNIX. RTES. D. GCOS 6.*
- *Systèmes de base de données (Socrate apprécié).*

*Intégrés à l'équipe de projet en vue de réaliser les tâches d'analyse, programmation et tests fonctionnels, vous participerez à la réalisation d'un grand projet à dominante TEMPS-RÉEL dans le domaine de l'énergie.* (Réf. 2/M)

### INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRE

*Vous avez au moins 30 ans et êtes de formation Grandes Ecoles.*
*Vous avez acquis une expérience significative de la conduite d'affaires clés en main de surveillance technique de grands ensembles industriels et tertiaires.*
*Véritable CHEF D'ENTREPRISE vis-à-vis de vos clients et de vos partenaires, vous dirigerez les équipes de développement et de réalisation jusqu'à l'installation sur site.* (Réf. 3/M)

### CHEF DE GROUPE LOGICIEL

*Vous avez au moins 30 ans et êtes de formation Grandes Ecoles.*
*Vous avez acquis une expérience significative des systèmes informatiques TEMPS-RÉEL et des MÉTHODOLOGIES MODERNES de développement de logiciel.*
*Correspondant méthodologique de la Direction Technique vous serez chargé de l'encadrement technique des Chefs de projet logiciel. Anglais souhaité.* (Réf. 4/M)

### CHEF DE PROJET LOGICIEL

*Vous avez acquis quelques années d'expérience dans les domaines logiciels.*
*Vous serez responsable d'une équipe d'Ingénieurs de développement de logiciels pour les affaires de trafics ferroviaires à l'exportation.* (Réf. 5/M)

*Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi, à la D.A.S. – SODETEG/T.A.I. – 283, rue de la Minière. B.P. 11 – 78530 BUC.*

HAVAS CONTACT




## emplois régionaux

### LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son RESEAU CABLE EXPERIMENTAL de Biarritz

**INGENIEUR**

RESPONSABLE DE LA REGIE AUDIOVISUELLE DE DIFFUSION

Il animera une équipe de techniciens supérieurs chargés du lancement puis de l'exploitation de cette régie de diffusion.

*Les équipements informatiques et audiovisuels à mettre en œuvre permettront d'offrir pour la 1re fois sur un réseau câblé un service de programmation TV par les abonnés.*

*Il est demandé une première expérience mais les candidatures de débutants présentant une bonne motivation seront examinées.*

*Envoyer CV, lettre manuscrite, photo à CONSILIA, 5, rue Lincoln, 75008 Paris.*

CONTESSE

**CONSILIA**
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

---

**Dans le cadre de son expansion une SOCIETE de PROTECTION JURIDIQUE de L'INDIVIDU et de L'ENTREPRISE**
recherche pour renforcer
sa délégation régionale d'**ORLEANS**

### Diplômé d'études supérieures en droit H/F

Collaborateur immédiat du Responsable de la petite équipe où il sera intégré, il le secondera dans ses actions axées sur l'apport d'une assistance individualisée à la clientèle. Sa mission impliquera traitement et suivi des dossiers juridiques, relations avec les clients, travail administratif dans le cadre de procédures largement informatisées. La pratique de la dactylographie serait appréciée. Ce poste, de statut cadre, est destiné à un candidat possédant de **réelles aptitudes à la communication** et voulant évoluer vers des actions autonomes et polyvalentes au sein d'une structure à taille humaine particulièrement performante.

**Les entretiens auront lieu à ORLEANS.**
Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 Rue Barrême 69006 LYON, **sous réf. 035 M.**

**Cabinet Gatier**

---



CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'OISE recherche pour **BEAUVAIS**

### CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES

pour son service "financement de l'agriculture"

Vous êtes ingénieur agricole, agronome ou équivalent,
Vous avez des qualités d'animateur et de formateur, le goût du contact et des relations humaines.

Votre candidature nous intéresse.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions au Service du Personnel - C.R.C.A.M. de l'Oise - BP 311 - 60026 Beauvais Cedex.

Axial Publicité

---

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE LEADER DANS SON DOMAINE D'ACTIVITÉ**
recherche
*pour son Usine proche de ROUEN*

### un jeune ingénieur

justifiant d'une première expérience professionnelle dans le domaine de l'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE OFF-SHORE pour lui confier des responsabilités au niveau du suivi des fabrications, de *la réalisation des contrats, et des relations* avec la clientèle.

De formation généraliste (A et M, I.N.S.A., *E.C.A.M., etc...) le candidat retenu devra* impérativement s'exprimer couramment en langue anglaise.

*Adresser lettre manuscrite de candidature* avec C.V. et photo sous réf. 4486 à **Lion Publicité, 8, avenue de Camoëns, 75016 PARIS** qui transmettra.

Lion Publicité

---

**Important établissement industriel de l'Etat, région Ouest littoral**

recherche
pour ses besoins en matière d'études

### UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant une expérience d'au moins trois années pour assurer la définition, le suivi du développement et l'évaluation d'importants systèmes à vocation informatique.

*Ecrire avec c.v. détaillé et photographie sous nº 7 890* le Monde *Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.*

---

GROUPE IMPORTANT DU SECTEUR DE L'EMBALLAGE

recherche pour l'une de ses papeteries intégrées

**UN RESPONSABLE DE PRODUCTION**

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN PAPETIER

Expérimenté ayant une longue pratique de la conduite des machines

Adr. lettre manus. et c.v. à RÉGIE-PRESSE s/nº 313 454 M 7, r. de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 q. tr.

---

Important Cabinet d'expertise comptable, à vocation nationale recherche

**RÉVISEURS QUALIFIÉS**

pour région AGEN, TOULOUSE et CLERMONT-FERRAND. Expérience cabinet, DECS ou équivalent.
Ecrire IFFA, 5, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

---

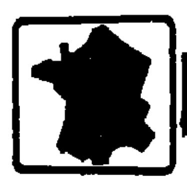
CONCESSIONNAIRE PEUGEOT-TALBOT *RÉGION OUEST* 1300 V.N./850 V.O.
recherche
Chef de ventes, expérience indispensable. Bon animateur, bon gestionnaire. Ecrire C.V. + photo à : PEUGEOT-TALBOT, B.P. 1506, 35135 CHANTEPIE, qui trans. Discr. assurée.

---

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

**555-91-82**





## emplois régionaux emplois régionaux

**Nantes** **Secteur Financier**

# « l'intrapreneur »...




**Entreprendre à l'intérieur de l'entreprise**, avoir spontanément un comportement de patron, disposer d'une autonomie de moyens et être responsable de ses actes et de ses résultats : c'est précisement ce qui attend le cadre qui ***ouvrira notre délégation régionale*** en Pays de Loire.
Déjà bien connu au plan national (98 agences en France) dans le financement de véhicules automobiles, de bateaux de plaisance, d'équipements industriels et informatiques, nous lançons une diversification axée dans le **marché des entreprises**. Tout est prêt pour réussir : études de marché, stratégie produits, 5 délégations régionales opérationnelles début 86, synergie logistique du Groupe... Pour cette nouvelle entité les projets sont ambitieux mais à la hauteur de nos moyens et de notre créativité.
Nous vous proposons de vous y associer comme **créateur, développeur**, puis **gestionnaire**.
Vos caractéristiques : le sens du relationnel pour négocier avec des Directions financières, culture économique pour évaluer un projet d'investissement, capacité d'animateur pour constituer une équipe, formation supérieure (économie, gestion, finance,...), une expérience commerciale dans la vente aux entreprises (services ou équipement).

Alain SOMIA traite confidentiellement votre candidature. Il vous remercie de lui écrire sous la référence 5156 LM

**argos** DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

## Panzani
## Expert en Pâtes

**Panzani Milliat Frères** (C.A. : 1,7 milliard de F, 1500 personnes) est le leader français de la production de pâtes alimentaires. En amont de ses politiques marketing et commerciale offensives et de techniques industrielles de pointe, PANZANI maintient un niveau élevé d'exigence de qualité pour ses produits.
Son usine de Marseille, la plus importante de France avec une production de 100.000 tonnes/an, recherche son **RESPONSABLE CONTRÔLE QUALITÉ**, rattaché au directeur.

Au-delà d'une mission classique de laboratoire pour laquelle il réalisera les différents contrôles prévus, depuis la réception des semoules jusqu'au conditionnement des pâtes, nous attendons de lui qu'il devienne rapidement l'« expert-produit » de l'usine, capable de proposer toute mesure susceptible d'améliorer le produit à toutes les étapes du process et d'être le conseiller écouté de la fabrication et du conditionnement. Il développera ses compétences en prenant en charge l'atelier pilote "pâtes" et assurera la transposition à la dimension industrielle. Il encadrera une petite équipe de techniciens et assurera la liaison avec le laboratoire de recherche de la société.

Ce poste conviendrait à un ingénieur agro-alimentaire disposant d'une expérience réussie de 3 à 5 ans du Contrôle Qualité en usine. Sa personnalité affirmée et une méthodologie rigoureuse lui permettront d'entretenir avec la production un dialogue efficace pour parfaire sans cesse la qualité des produits. A ce poste, il se fera rapidement connaître au sein du Groupe BSN.




***Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P5M en précisant rémunération actuelle à:***
**BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 PARIS Cedex 08.**

HAVAS CONTACT

# Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

### Technologies de pointe
### Développement d'applications avancées

## Ingénieurs d'Etudes en Logiciel Temps Réel (HF)

Nous sommes une PMI à taille humaine (1.300 personnes), filiale d'un grand groupe français. Notre savoir faire se situe dans la production d'ensembles industriels alliant étroitement la mécanique, l'électronique et l'informatique industrielle. Nos ingénieurs conçoivent dans des équipes pluridisciplinaires des applications diversifiées : pilotage de machines de tri, algorithmique et simulation, traitement d'image, lecture optique, reconnaissance automatique du manuscrit, systèmes de contrôle industriel en sidérurgie, industrie chimique.
Pour faire face à notre expansion, nous complétons nos équipes en accueillant soit des **INGENIEURS CONFIRMES**, soit des **INGENIEURS DEBUTANTS** (spécialité physique, électronique ou informatique).
Evolution ultérieure prévue.
**Poste basé en proche banlieue Nord de PARIS à 500 mètres du métro.**
Ecrire au **CABINET GATIER**, 91 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS **sous réf. 410/LM**

**Cabinet Gatier**

## Plus de 40 ans et ingénieur, votre expérience nous intéresse

*Nous recherchons un INGENIEUR d'excellent niveau, plus de 40 ans :*
- *expérience réelle en GESTION DES COUTS DE PRODUCTION (de préférence dans le secteur mécanique moyenne série),*
- *capable de s'intégrer à une équipe, de participer à ses travaux, d'orienter en souplesse ses activités en conseiller compétent.*

*Le poste convient à un cadre de valeur, plus orienté vers des activités fonctionnelles que vers des responsabilités de commandement, à la recherche d'une activité lui permettant d'exploiter avec compétence une expérience confirmée acquise en entreprise ou en cabinet.*

*Adresser lettre manuscrite et C.V. en précisant sur l'enveloppe la référence 7790 à Média System - 2, rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.*

## OFFRES D'EMPLOIS

**Groupe industriel et commercial français**
**Premier producteur européen**
**Second rang mondial**
souhaite recruter deux jeunes

## DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES

intéressés par la

## GESTION ADMINISTRATIVE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

de filiales commerciales et industrielles

Une première expérience est souhaitable : au niveau d'un cabinet d'expertise comptable, ou de responsabilités opérationnelles dans les services comptables d'une grande entreprise, ou encore dans l'audit comptable.

Cette offre s'adresse à de jeunes et fortes personnalités capables d'affirmer :

- à la fois leur rigueur d'hommes d'étude et leur pragmatisme d'hommes d'action,
- leur sens de l'animation et leur goût du travail en équipe.

Elle permet de développer une carrière variée et attrayante dans le Groupe, en France et à l'étranger.

**Toutes les candidatures retenues seront étudiées au cours d'entretiens particuliers et la plus grande discrétion est assurée.**

Ecrire à INTERMÉDIA - n° 588 A
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra.

***IMPORTANT GROUPE DE PRESSE recherche***

## *LE REDACTEUR EN CHEF*

***de son MAGAZINE INFORMATIQUE destiné au Grand Public leader sur le marché***

**Fort d'une expérience journalistique, le candidat retenu devra être capable, en adhérant pleinement au produit, d'animer une équipe dont il sera responsable.**

**De plus, il aura un rôle moteur dans l'orientation de la publication.**

**Il lui sera offert une rémunération motivante.**

**Le poste est à pourvoir rapidement.**

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous référence 4887
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.




Nous sommes une PME de transformation et commercialisation de Matériel d'Isolation Electrique.
Notre très forte expansion nous amène à créer un poste de :

## Responsable Administratif et Financier
**Paris**

Agé d'environ 30/35 ans, titulaire du DECS (ou niveau), familiarisé avec l'outil informatique, votre expérience de la fonction Administrative, Comptable et Financière vous permettra de prendre la responsabilité de ce poste.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et de votre potentiel. **Poste évolutif.**

**Adressez votre dossier de candidature comprenant CV détaillé, lettre manuscrite, photo (retournée), rémunération actuelle, sous référence CL910 à Catherine LASRY,**
**CNPG Conseil – 105 Av. Victor Hugo - 75116 Paris.**

## emplois régionaux emplois régionaux





# Analyste Concepteur

## Visée : Responsable du Service Informatique

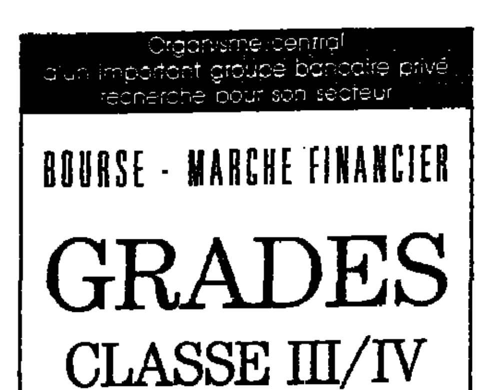
Notre Entreprise d'Aménagement et de Construction gère un patrimoine important (20 000 logements sociaux). La mise en place d'une structure décentralisée, une gestion par objectifs, ainsi que la volonté de maîtriser les changements organisationnels, amènent notre Direction Financière, Organisation, Informatique à renforcer sa Division Organisation, Informatique, en créant le poste : ANALYSTE CONCEPTEUR au Siège, proche RER Saint-Maur-Créteil.

Vous jouerez un rôle imaginatif et moteur auprès de l'équipe chargée de la conception, la définition de projets d'automatisation reliés à un système d'information intégré. Vous travaillerez en liaison étroite avec tous les services utilisateurs.

De formation de type Grande Ecole ou MIAGE, vous êtes confirmé par une expérience informatique réussie d'environ 6 ans, dont au moins 3 ans dans la conduite de projets, de préférence en secteur tertiaire. La pratique des méthodes MERISE ou AXIAL représenterait un atout supplémentaire. Ce poste doit permettre à un candidat de valeur d'accéder à la responsabilité globale du Service Informatique à moyen terme.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci de téléphoner ou d'écrire sous référence 35 9208 M. à Marion DELPARD qui garantit la confidentialité.

**EQUIPES ET ENTREPRISES**
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72




Dans le cadre du fort développement des activités financières, ces nouveaux collaborateurs viendront renforcer les équipes existantes et seront chargés du traitement administratif et comptable des opérations sur titres dans un contexte fortement informatisé.

Ils devront également assurer des contacts commerciaux, et les relations avec les agents de change, les investisseurs institutionnels et les services internes.

Pour réussir dans ces fonctions, les candidats, âgés de 28 ans au minimum, devront justifier d'une expérience similaire de l'ordre de 5/6 ans et pouvoir rapidement assurer l'encadrement de quelques personnes.

Lieu de travail : Paris 2[e]

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3790/LM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

---

Société de gestion de service public structurée en directions régionales et centres d'exploitation en province (1560 personnes, 850 millions de CA), filiale d'un groupe français, nous recherchons :

## Jeune Ingénieur (X, ECP, ENPC...)

**Formation complémentaire à la gestion, appréciée**

Après formation à notre métier, il deviendra l'animateur et le gestionnaire d'un centre d'exploitation avec des responsabilités polyvalentes : commercial, technique, gestion et relations humaines. Une première affectation est possible dans le Sud-Est, le Sud-ouest ou la Bretagne. (réf. 4885 A)

## Jeune Ingénieur Chimiste (INSA option chimie, ENSCP, ENSCR...)

**1[ère] expérience souhaitée**

Il participera à :

● la recherche de nouvelles techniques ● l'établissements de projets, ● la formation du personnel d'exploitation, ● la mise en place de micro informatique.

Poste basé à Paris avec de courts déplacements en province. (réf. 4885 B)

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence correspondante à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

DESSEIN

---




# Ingénieurs commerciaux HAUT NIVEAU rejoignez le leader de la CFAO !

Nous avons multiplié notre chiffre d'affaires par 10 en 4 ans et recherchons aujourd'hui pour Paris, et la province (toutes régions) des

**INGENIEURS COMMERCIAUX HAUT NIVEAU**

De formation grandes écoles d'ingénieurs ou équivalent vous justifiez d'une expérience d'au moins 2 à 3 ans dans la vente ou le support de systèmes en informatique industrielle auprès des PME ou grands groupes.

Intégré à une équipe, vous serez chargé du développement des ventes de notre système CFAO STRIM. Nous vous offrons une rémunération élevée qui tiendra compte des objectifs fixés et des résultats obtenus.

Si vous voulez rejoindre notre équipe, adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite.) à Serge BRAGADO CISIGRAPH Direction Commerce France 5 place de la Balance Silic 413 95573 Rungis Cédex.

---

# LA FORMATION SOURCE DE LIBERTÉ

Toutes les enquêtes auprès des jeunes diplômés des grandes écoles concordent : l'acquisition d'une bonne formation de départ figure parmi les principaux critères de choix d'une première entreprise. Nous avons consacré en 1984 plus de 12 % de notre masse salariale à la formation de notre personnel, nous plaçant dans ce domaine au premier rang des entreprises françaises. La formation initiale de nos nouveaux collaborateurs représente une part importante de cet effort.

POUR NOS COLLABORATEURS...

Nos nouveaux collaborateurs suivent une formation d'un an, normalement rémunérée, suivant un programme alterné dans nos Centres d'Éducation de la Région Parisienne et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne ou d'une Direction Régionale. Cette formation est conçue pour permettre à nos futurs INGÉNIEURS COMMERCIAUX ET INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX d'acquérir les connaissances professionnelles les plus à jour et les compétences nécessaires à l'exercice de leur métier.

Le paysage informatique change chaque jour : notre activité est en constante évolution, nos métiers se renouvellent sans cesse. Nous offrons à chacun la possibilité de réaliser ses aspirations et son potentiel par un accès à une formation permanente au cours d'une carrière.

... ET NOS CLIENTS

Nous formons nos ingénieurs pour qu'ils transmettent leurs connaissances à nos clients. Du cahier des charges initial, à la mise en œuvre d'une solution (matériels et services) nos collaborateurs doivent savoir s'exprimer dans un langage adapté à des interlocuteurs variés. Ils doivent être de bons pédagogues, c'est-à-dire savoir écouter, expliquer, conseiller et convaincre.

Nos clients deviennent alors des partenaires, plus libres, plus autonomes.

QUI RECRUTONS-NOUS ?

**DE JEUNES DIPLÔMÉ(E)S DES GRANDES ÉCOLES ET DES UNIVERSITÉS (Sciences et Techniques, Commerce, Gestion)**
Bac + 4 minimum,

Pour des postes
**D'INGÉNIEURS COMMERCIAUX ET D'INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX.**

Merci d'adresser votre lettre de candidature et un C.V. détaillé à notre Département Recrutement, 2 rue de Marengo, 75001 PARIS, sans oublier de mentionner la référence 231.

Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir.

Nous vous rembourserons vos frais de transport éventuels.




HAVAS

---

**WARIM FRANCE S.A.R.L.**

Négoce de produits alimentaires - agricoles et industriels au niveau international recherche un

# Attaché Commercial
**HF**

En liaison avec la Direction, ce collaborateur sera chargé du suivi, du développement des affaires sur tout le marché français.

Il sera amené à traiter l'ensemble des dossiers (prospection, étude des besoins, montage financier...).

Diplômé de l'Enseignement Commercial Supérieur, option commerce international, vous avez prouvé lors d'une expérience réussie dans le négoce international, votre dynamisme et votre compétence. Anglais indispensable.

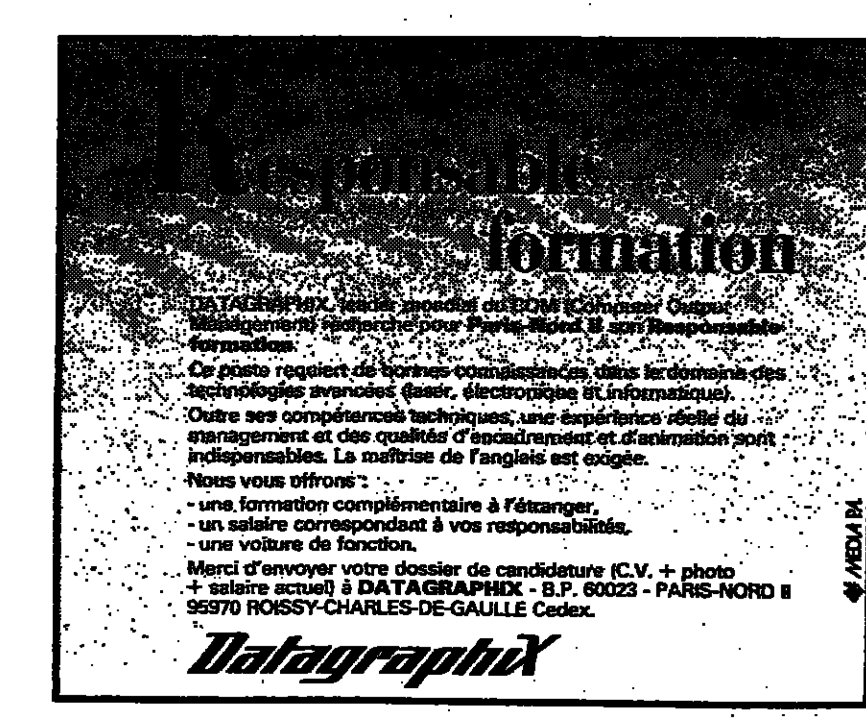
Poste basé à Paris, déplacements fréquents.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 10531 M à Catherine DUBIN.




**Personnel conseil**
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSNCR

---




---

SOCIETE DE BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS A VOCATION INTERNATIONALE recherche

# ANALYSTE DE MARCHE

MISSIONS :

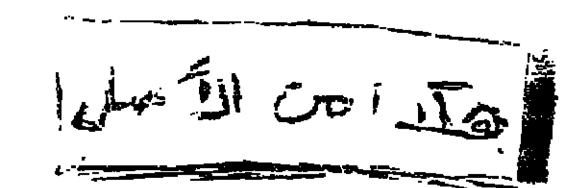
- recherche, analyse et synthèse des informations commerciales et techniques concernant les produits (biens d'équipements industriels et mécaniques) et leurs marchés mondiaux.
- réalisation d'études spécifiques de marché pour permettre l'adaptation de la stratégie marketing, de la politique produit, de la politique commerciale de la société.
- mise en place et suivi permanent d'un système de gestion des informations relatives à la vie des produits et à l'évolution de leurs marchés.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur ou diplômé ESC ayant déjà acquis une expérience de 2 à 4 ans dans le domaine des études de marchés, si possible dans le domaine des biens d'équipements industriels.

Anglais indispensable - déplacements à prévoir.

Poste basé en Région Parisienne.

Envoyer dossier de candidature, CV et photo sous réf. 17685 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



**CNEH**

Dans le secteur Santé Sociale, notre Division Informatique recherche pour l'agence de BORDEAUX des

# Analystes-programmeurs

## Débutants ou première expérience

devant s'intégrer dans une équipe jeune.
De formation ingénieurs ou niveau maîtrise.

Vous participerez à des travaux portables sur plusieurs matériels, IBM 43 XX, BULL DPS 7 Contrat à durée déterminée.

Merci d'envoyer CV + photo + prétentions au CNEH, 2 rue Dubernat, 33400 Talence.

---

Appartenant au groupe SYSTEMES ASSISTES PAR ORDINATEUR de SCHLUMBERGER, *SENTRY est leader mondial dans le domaine du*

**TEST de CIRCUITS INTEGRES.**

*L'organisation Européenne de SENTRY* comprend des agences commerciales en Allemagne, France et Angleterre ainsi qu'un Centre d'Etudes et de Production à **St-Etienne.**

Pour le Service Maintenance France, nous recherchons un

# Ingénieur électronicien

## (SUPELEC - ENSAAM - ENSIEG - INSA...)

Débutant à 2 ans d'expérience

*Il assurera l'installation, la mise au point de la maintenance* de systèmes de tests de circuits intégrés, qui utilisent des technologies avancées (Hybrides, Gate Array...).
Une solide formation en électronique ainsi que la connaissance des logiciels de base (PASCAL - BASIC) est nécessaire. Un bon niveau en Anglais est indispensable et des déplacements sont à prévoir.
Ce poste est à pourvoir à Montigny-le-Bretonneux (78).

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. et photo à ENERTEC SYSTEMES DE TESTS - Service du personnel - 34, rue Necker, Z.I. de Montreynaud, 42028 St-Etienne cedex.

**SENTRY**
Schlumberger

---

**UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE**
filiale du Groupe **PRINTEMPS**
*recrute dans le cadre d'une restructuration du service juridique un*

# COLLABORATEUR *HF*

## *Spécialisé en Droit des Affaires*

**Ce poste conviendrait à un candidat :**
- de formation supérieure (maîtrise en Droit, DESS spécialisation Droit des Affaires).
- ayant acquis une expérience professionnelle de 4 années dans le même secteur d'activité ou en cabinet.

De bonnes connaissances en fiscalité seraient appréciées.

**Il sera chargé au sein du service :**
- de la rédaction des actes et contrats commerciaux.
- d'assister et de conseiller tant les responsables des filiales et des services commerciaux que les adhérents dans tous les problèmes relatifs au Droit Commercial.

Ce poste est basé à ORLY
Des déplacements sont à prévoir.



*Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à :*
**DISCO S.A.** Service des Carrières
Sénia 502 - 94577 RUNGIS CEDEX

bleu

---

IMPORTANT GROUPE
*BUREAUX D'ÉTUDE*
recherche

## COMPTABLE

2e échelon
Quelques années d'expérience exigées.
Pour comptabilité générale filiales françaises et étrangères du groupe.
Adresser C.V., photo et prétentions à M. MICHAUD, SETEC A.S.
58, quai de la Rapée,
75583 PARIS CEDEX 12.

---

IMPORTANTE STÉ T.P.
recherche

## INGÉNIEUR

ÉLECTRICITÉ ou T.P.
Age min. 35 ans pour amélioration technique sur nos chantiers.

*Env. lettre manuscrite, C.V. et prétent., nº 00611 à BLEU, 17, r. Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX, qui transm.*

---

# Organisateur / Système

**pour une Entreprise Pilote dans le Logement Social**

*Notre Entreprise d'Aménagement et de Construction gère un patrimoine important (20 000 logements* sociaux). La mise en place d'une structure décentralisée, une gestion par objectifs, ainsi que la volonté de maîtriser les changements organisationnels, amènent notre Direction Financière, Organisation, Informatique à renforcer sa Division Organisation, Informatique, en créant le poste d'ORGANISATEUR/ *SYSTEME au Siège, proche RER Saint-Maur-Créteil.*
En liaison avec les responsables opérationnels, vous prendrez en charge, suivrez la mise en œuvre de projets retenus dans le cadre du plan d'organisation de l'entreprise. Vous jouerez un rôle imaginatif et moteur de coordination, d'animation de groupes opérationnels, de participation dans la mise à jour des *plans d'organisation et d'informatique,* d'automatisation.
Ce poste interesse un diplômé d'une Grande Ecole ou 3ème cycle universitaire, alliant la rigueur et l'efficacite aux qualités de contact. Il a acquis dans une entreprise très bien gérée du secteur tertiaire ou en Cabinet d'Organisation, une première experience d'au moins deux ans d'organisation nécessitant une utilisation active de l'informatique et de la bureautique.
Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et salaire actuel) sous référence 35 7601 M, à notre Conseil.



**EQUIPES ET ENTREPRISES**
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

---

**Une commune de 45000 habitants,** située en ville nouvelle de la région parisienne, dirigée par une nouvelle équipe municipale depuis 1984, recherche des **ATTACHÉS (H/F)** pour deux nouveaux postes créés dans le cadre de la restructuration des services municipaux.

## chargé de mission

**auprès du secrétariat général**

Sous l'autorité directe et exclusive du S.G., ce chargé de mission devra notamment prendre en charge :
- La relance et la coordination des services,
- La rédaction de rapports, notes et instructions,
- La préparation et le suivi du conseil municipal, du B.M. et des commissions (notamment délibérations et arrêtés).

## adjoint du directeur

**des affaires sanitaires et sociales**

Ayant acquis une incontestable compétence technique par une première expérience dans un B.A.S., cet adjoint devra seconder le directeur pour l'ensemble des affaires sanitaires et sociales. En outre, il sera chargé de réfléchir à la création de futurs équipements et de nouveaux types de prestations. Il participera de près à leur mise en œuvre et assurera le suivi de leur développement.

Des possibilités d'évolution interne à moyen *terme existent pour des candidats de qualité.* Le recrutement se fera par voie de mutation ou de détachement.
Les candidatures qui ne correspondront pas aux exigences statutaires ne seront pas examinées.

Notre conseil **Dominique DESCHAMPS** qui est chargé d'étudier l'ensemble des candidatures vous demande d'adresser, avant le 25 Octobre 1985, lettre manuscrite + Curriculum-Vitae et photo, sous la référence 81.478 en précisant le poste choisi à : **PUBLICITE ROGER BLEY** 101 rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra

---

**LA VENTE DES RADIOTÉLÉPHONES VOUS INTÉRESSE**

Alors et afin de pouvoir développer notre progression
*Nous recherchons*

## DES ATTACHÉS COMMERCIAUX

*Secteurs à pourvoir Paris + R.P.*

LA MISSION : Développer le secteur qui sera sous votre responsabilité.

LE PROFIL : Une expérience de la vente est nécessaire et une formation sera assurée.

CV + photo : RADIOTEL — 218, av. du Président-Wilson 93210 La Plaine-Saint-Denis.

---

*Société leader dans les systèmes de* DISTRIBUTION AUTOMATIQUE recrute un jeune

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

même débutant. Connaissance de l'anglais appréciée.
Ecrire avec C.V. et prétentions à S.I.A.A. — B.P. 309 28000 CHARTRES à l'attention de M.-F. TORCHEUX.

---

Importante société immobilière recherche pour Paris 8e

## JEUNE CADRE

Chargé de la mise en copropriété d'ensembles immobiliers et de la vente des locaux.

Agé 30 ans minimum.
Formation supérieure. Maîtrise de droit, Sciences Po, I.C.H. Expérience indispensable de la gestion des ventes en copropriété, en particulier Secteur aidé : (PAP, PCA, APL).
Rémunération envisagée : 150 000 F/an +
Selon expérience et qualification. Possibilité d'évolution.

Adr. C.V., photo, prétentions CONTESSE PUBL. S/Réf. 17.756 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

---

## TECHNICO-COMMERCIAL

*Région Parisienne*
*Clientèle d'entrep. industrielles*
Vos atouts
- Formation technique
- Exp. ou désir de vendre
- Sens de l'effort
- Esprit entreprenant
- Goût de convaincre
- Moins de 30 ans

*Nous vous offrons la possib. de vous réaliser au sein d'une* P.M.E.
*Fixe + commissions + frais*
Ad. cand. man. + CV avec photo et prétentions à M. Arri S.N.M.
28, rue Louis-Eschard
93290 TREMBLAY-LÈS-GONESSE

---

Hebdomadaire économique rech. rédacteur pour rubrique produits de base et matières premières. Une bonne connaissance des marchés et une expérience prof. de quelques années seraient appréciées. Anglais courant indispensable, espagnol apprécié.
Env. C.V. et lettre manuscrite à Marchés Tropicaux — 190, bd Haussmann, 75008 Paris.

---

**URGENT**
*Mission Locale*
recherche
pour contrat d'un an :
Homme Resp. Permanence
Fonctions : Accueil - Orientation - Suivi des Jeunes 16/25 ans - gestion permanence et coord. Intervenants
Connais. en informatique souhaitées.
Connais. dispositif jeune et/ou exp. poste similaire appréciée.
Envoyer C.V. + lettre, avant le 17 oct. à la
M.L.O.C.
21, rue Paul-Carle
94600 CHOISY-LE-ROI.

---

Hebdomadaire économique rech. rédacteur possédant bonne connais. de la langue arabe. Bonne connais. de l'anglais égal. souhaitée. Adresser C.V. détaillé et lettre manuscrite à Marchés Tropicaux 190, bd Haussmann, 75008 Paris

---

## STÉ MODERNE D'ÉLECTRONIQUE

rech. pour son bureau d'études

## CHEF DE PROJET

4 à 5 ans d'expérience en téléphonie privée.

## INGÉNIEUR

expérience souhaitée en conception de circuits intégrés à la demande.

Envoyez C.V. à :
S.M.E. — réf. ET 003
88, rue Didot
75014 PARIS
ou téléphoner : 585-83-18.

---

Si vous avez le goût des contacts à haut niveau, le sens des responsabilités et la volonté d'entreprendre, effectuez un stage pour devenir l'un de nos
**CONSEILLERS COMMERCIAUX H. F.**
Tél. au 500-24-03, poste 40.

---

## RÉDACTEUR SPÉCIALISÉ

pour revues professionnelles secteur commerce non alimentaire, connaissant gestion P.M.E. (ATC-IFG ou Sup. de Co. apprécié)
Téléphone : 766-04-60.

---

## ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

rech. Collaborateurs (trices) ambitieux et dynamiques, souhaitant s'intégrer à une équipe de vente (pas de porte à porte).
Si :
- vous avez min. 23 ans,
- le goût des contacts humains,
- un bon niveau de culture générale, votre candidature nous *intéresse.*

Tél. à M. Mayorkas - 538-66-73

---

SOCIÉTÉ PARIS
*recherche*

## JEUNE RESPONSABLE COMPTABILITÉ-GESTION

Formation type I.U.T. Gestion, B.T.S.
*3 à 5 ans d'expérience.*
Il, elle, assumera l'ensemble des tâches dévolues à une telle fonction au sein d'une jeune société en constante évolution.
Adresser C.V. + photo, lettre *manuscrite* et prétentions, Réf. M. 222 à J. GRIMBERT, 89, rue d'Hauteville, 75010 PARIS.

---

Sté d'expertise comptable et commissariat aux comptes recherche

## COLLABORATEURS

CONFIRMÉS
Ecrire avec C.V. et prétent. SODIP (réf. GS).
60, rue du Rendez-vous, 12e.

---

# Paris

## Secteur Bancaire

Nous recherchons, pour nos clients en France, des cadres bancaires pour les postes suivants:

**Directeur de Change et Trésorerie**
**Directeur d'Opérations et d'Administration**
**Cambistes** (change et clientèle)
**Exploitant Confirmé**
**Audit Interne**
***Juriste International***
**Dealer en Euro-obligations**
**Gérants de Fonds** (marchés européens et clientèle privée)
**Chef Comptable**
**Attaché de Clientèle** (investissements)
**Directeur Commercial** *(parlant anglais, français, allemand)*

Veuillez adresser Curriculum Vitae, photo, avec salaire et prétentions à notre consultant pour la France, **Christopher Evans,** ***Jonathan Wren International Ltd,*** *170 Bishopsgate, London, EC2M 4LX,* Tel: 01-623 1266

**London · Sydney · Hong Kong**



Jonathan Wren International Ltd
Banking Consultants

---

Ville de Fosses (N.E. Val-d'Oise) (10 000 habitants)
- 7 écoles
- 1 collège
- 1 LEP

Recherche
RÉDACTEUR
ou RÉDACTEUR Pal
Pr la dir. du serv. de l'Enfance (Enseignement + loisirs)
Ad. cand. + C.V. détaillé à M. le Maire, Hôtel de Ville, 95470 FOSSES.

---

Frères des Hommes

recherche
pour un an à dater du 1er janvier 1986

## UN(E) JEUNE JOURNALISTE

- bonne exp. rédactionnelle ;
- aptitude à l'information associative ;
- expérience N/S ;
- salaire : environ 7.000 F *net sur 13 mois.*

Adr. C.V. à Frédéric Mounier, Frères des Hommes, 20, rue du Refuge, 78000 VERSAILLES.

---

NOUS RECHERCHONS

## UNE PERSONNE

Niveau DESS Gestion, Contrôle de Gestion, Fiscalité pour Centre de Gestion Agricole (100 km de Paris)

Env. C.V. avec photo à RÉGIE PRESSE — ss nº 313.481 M. *7, rue de Monttessuy* — 75332 Paris Cedex 07, q. tr.

---

# INAP-G

## Institut National Agronomique Paris-Grignon

recrute

## UN PROFESSEUR ASSOCIÉ D'INFORMATIQUE

Ce poste s'adresse à des candidats de formation ingénieur ou universitaire ayant une bonne connaissance des applications de l'informatique.

La notice détaillée décrivant fonctions et charges est disponible au Secrétariat de la Direction de INAP-G 16, rue Claude-Bernard, 75005 PARIS.
Tél : (1) 570-15-50.

Les candidats doivent déposer leurs dossiers AVANT LE 26 OCTOBRE 1985.

---

# Gilbert CIAVATTI

Conseil de Direction, qui exerce depuis 8 ans une activité de recherche directe de cadres dirigeants, rejoint les consultants d'Equipes et Entreprises, cabinet spécialisé en gestion de ressources humaines et recherche de cadres supérieurs, pour y développer ces fonctions.

EQUIPES ET ENTREPRISES - 11 bis, rue Portalis 75008 PARIS

---

**SPRAGUE**
LA MARQUE DE LA FIABILITÉ

**Leader de composant électronique** recherche pour son usine de TOURS (800 personnes)

# Responsable du service technique process

Ingénieur de formation ENSP, ESPCL, ESPCI ou équivalent, possédant un DEA, âgé de 30 ans minimum, maîtrisant les processus de métallisation sous vide ainsi que les résines de moulage (ou les techniques de sputtering) et **pouvant justifier d'une expérience minimum de 3 ans de management d'équipes en milieu industriel.**

Rattaché au Directeur Technique, il sera chargé de suivre les produits existants (5 familles de produits), de développer et de dynamiser 3 grands produits leaders (Chips, Gouttes et Moulées Axiales).

Pour cela, il dirigera une équipe composée d'un Ingénieur et de 4 Techniciens, *qu'il devra manager efficacement vers des objectifs de créativité et d'efficacité.*

La rémunération sera négociée en fonction du profil et de l'expérience du candidat retenu, celui-ci devra pouvoir se libérer rapidement et résider à TOURS ou dans ses environs.

Nous sommes la filiale française du Groupe SPRAGUE US, aussi une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre C.V. + photo + salaire actuel, sous la réf. **LM/945**, à Bernard G. ALLEN, qui traitera confidentiellement toutes les candidatures qui lui seront adressées au

**CABINET BOTH**
**Département Sélection Recrutement**
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

MEDIA BA



## formation professionnelle



## propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 — 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

Groupement composé d'un médecin et d'un fiscaliste, recherche fonctions de conseillers techniques dans le secteur privé : Paris, région parisienne.
Précisez besoins.
Ecr. s/nº 7 932 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris. qui transmettra.

## DEMAIN



## DEMANDES D'EMPLOIS

**Contact, promotion, ventes, négociations à l'échelon international.**

Jeune femme, de nationalité française, parfaitement bilingue, anglais-français, et possédant une expérience de 10 ans dans des entreprises à vocation internationale (France, Irlande, Kenya) souhaite développer en entreprise des contacts et des actions de haut niveau dans les domaines commerciaux, marketing, ou relations publiques.

Pour un premier entretien, merci d'adresser vos coordonnées, sous réf. CKB, à GKS, 3, rue de Liège, 75009 Paris.

Secrétaire de direction exp. 30 ans de réf., cadre, anglais, allemand, bonne connaissance de l'espagnol.
Exp. confirmée des techniques de l'exportation, sténo-dactylo, discrète, méthodique, grande disponibilité, libre rapidement.
Cher. emploi à responsabilités importantes Paris.
Dernier salaire : 10 100 × 13.
INTERIM s'abstenir.
Ecr. s/nº 7.931 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 38 ans, cherche place chauffeur, livreur, magasinier, cariste).
Tél. : 420-47-60, après 19 h.

F. juriste, solide exp., ch. poste haut niveau, Secrétaire bénévol ou Direction Juridique.
Région parisienne.
Ecrire à RÉGIE-PRESSE
Sous nº 313-116 — 7, rue de Monttessuy, qui transm.

CADRE HT NIVEAU
Excellente expérience comptabilité, fiscalité budget, informatique, consolidation, etc.
Rech. p. direction ou similaire.
Libre rapidement.
Ecrire à RÉGIE-PRESSE — nº 313-118, 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex qui transmettra.

J.H. 25 ans, BTS commerce international, anglais-italien, notion d'allemand.
Cherche emploi import-export.
Ecr. s/nº 6.816 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. ING. ECP, étudie ttes prop.
Ecr. s/nº 3.117 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Documentaliste textes ou images, rompue tte forme rech. art., litt., pol., hist., excell. réf., ch. tâches en rapp. avec expér., pourrait réun. matér. pour élabor. ouvr., expos. ou rédact. catalogues.
Ecr. s/nº 6.803 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

HOMME 38 ANS
Employé d'exécution
**PETITES ANNONCES ET CARNET**
10 années d'expérience dans un grand quotidien du soir.
- Accueil clientèle, prise directe des ordres du carnet et annonces classées, conseils, facturation, réclamations.
- Contacts téléphoniques.
- Traitement du courrier (devis, maquette, bon à tirer).
- Mise en page.
- Connaissances méthodes fabrication photocomposition.

Recherche emploi stable dans support régie et/ou agence de publicité département Petites Annonces).

Ecr. s/nº 6818 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 42 ans, exp. secr. sténodactylo, connais. de compt. de traitement de texte, cher. emploi stable si pos. proximité gare de l'Est. Ecr. Nicole Ozouf, 50, rue des Laboureurs, 77500 CHELLES.

Etudiants, cherchent travaux divers : ménage, garde, leçons, etc. Association protestante interuniversitaire, 33, place Maubert — 328-77.51.

f. R46 ans, diplôm. études sup. courageuse, goûts artistiques, contact humain et commercial, recherche situat. en rapport. Tél. 344-04-68 de 10 h à 17 h.

**CADRE GESTION PERSONNEL**
HOMME 31 ans
DESS psychologie sociale + I.G.S.
Expérience réussie dans le recrutement des cadres et la gestion des carrières, recherche POSTE à RESPONSABILITÉ dans la fonction Personnel.
(siège ou usine)

Anglais courant.
Mobilité géographique.

Pour 1er contact, écrire
Nº 16.990 CONTESSE Publicité
20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

JH. 28 ans, cher. emploi avec 5 ans d'expér. I.T.C. s/informatique de gestion. Disp. imméd. M. Wetzel. Tél. de 9 h à 16 h — 563-14-44, p. 1424.

J.F. japonaise, 42 ans, niveau licence, parlant anglais et français, cher. emploi secrétariat, accueil, vente, éventuellement traductions.
Ecr. s/nº 6.811 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre Export, très opérationnel. Capitaine au long cours (10 ans marine. marchande) 44 ans, (angl., esp., it.). 17 ans exp. Export dans Sté Internationale. Spécialiste Amériques du Sud. Ttes négociations de contrats Export BI/BE, montages financiers COFACE/Banques. Et. tte propos. sérieuse en rapport avec son expérience.
Ecr. s/nº 6.812 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 46 ans
Réceptions et marquages marchandises (vêtements). Sens des responsabilités, cherche place stable grands magasins.
Ecr. s/nº 6817 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune fille possédant Bac F8 (secrétariat médical), recherche poste secrétaire ou employée bureau. Libre de suite.
Tél. : 840-60-98.

ARTISAN MÉCANIQUE AUTOS, arrivant en fin de bail, recherche situation chef d'atelier mécanique ou entretien parc automobiles.

Possède :
- une expérience de 25 années ;
- une connaissance de toutes marques de véhicules ;
- une clientèle confiante et fidèle ;
- une expérience de direction de compagnons.

Etudierait toutes propositions de situation.

Ecr. s/nº 6815 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Assistante de direction, 34 a., quadrilingue, études de psycho-graphologie, cherche emplois. Expér. secrétariat Europe et Moyen-Orient.

Ecrire sous le nº 313.456 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Agrégée lettres classiques prend travaux de rédaction ou correction de textes scientifiques, littéraires, journalistiques. Tél. : 340-91-38.

## automobiles

### ventes

**de 5 à 7 C.V.**

Collaborateur Renault vend Supercinq GTL : 1,4 L, 3 portes, argent métallisé, vitres teintées, essuie-glaces arrières, int. drap gris. Nov. 84. Pré-équip. radio. 7 000 km. Px 44 400 F. T. prof. (1) 555-91-71 poste 43-55. Dom. (1) 778-03-72.

**plus de 16 C.V.**

BREAK VOLVO 240 GLE
2,3 L injection 130 CV
AVRIL 1985 16 000 km. Ttes options — boîte aut. 4 vit. (overdrive) gris métal. int. cuir noir, jantes alu., condamnation centralisée, 4 vitres él., sièges chauffants régl. en hauteur, dir. assistée, pré-équip. radio, alarme volumétrique + sirène, galerie américaine.
Prix : 105 000 F
T. bur. 555-91-71, p. 4150.

## L'immobilier

### appartements ventes

**3e arrdt**

PRÈS PL. DES VOSGES
2 p. 60 m², soleil, calme, balcon, imm. récent, garage. WEATHERALLS, 563-05-50.

**5e arrdt**

SORBONNE Pierre de t., gde ch., eau chaude, balc. 150.000 F. 325-97-16.

**6e arrdt**

3, R. MONSIEUR-LE-PRINCE CHAMBRE + W.-C., DOUCHE, 100 000 F. Mer. 13/16 h.

SEINE BX-ARTS. 703-32-31.
85 m² GDE TERRASSE

**7e arrdt**

RUE OUDINOT
charmant duplex caractère. Séjour + chbre REFAIT NEUF. GARBI 567-22-88.

**8e arrdt**

PLACE BEAUVAU
Miromesnil 80 m² à aménager. Tél. : 563-46-78.

**12e arrdt**

COURS DE VINCENNES
43 m² 440 000 F.
Living + 1 chambre, cuis., s. de bns, w.-c., balcon, chf. cent. IMMO MARCADET 252-01-82.

**13e arrdt**

RUE TOLBIAC
Anc. atelier à aménager en r.-de-ch. s/cour clair, calme. Prêt conv. poss. 329-58-65.

**14e arrdt**

ALÉSIA
3-4 pces, 80 m², imm. pierre de taille, calme, tt cft, 5e ét. sans asc. Prix : 950.000 F. Tél. bureau : 909-54-52.

**15e arrdt**

15e RÉCENT, PRÈS MÉTROS. Bel appt., liv. 27 m² + ch., cuis., bns, w.-c., ét. nf, calme. Px 600 000 F, 577-74-38.

QUARTIER ALLERAY
Récent, stand. living + 2 ch. 76 m² + balcon, 9e ét. sur rue et jardin, park. 1.120.000 F. Tél. : 828-97-63.

**16e arrdt**

AVENUE MALAKOFF
170 m² env. + service, 3 chbres, 2 sanitaires, parfait état, calme, clair, imm. pierre, 2e ét., asc., stand.
680-83-67 de 8 h à 22 h.

Près av. Foch, somptueux 6 pièces, 200 m² sur voie privée, 1er étage + 2 chambres service, ascenseur, parfait état (pas d'agence). Contacter 12 h à 18 h au tél. : 501-71-08.

**18e arrdt**

2 PIÈCES 300 000 F
Immeuble récent, 38 m² + balcon, parking sous-sol. IMMO MARCADET 252-01-82.

**20e arrdt**

Imm. moderne près Mº Pelleport. 2 p. tt cft, balc., 4e asc., park. 380.000. CRUZ, 266-19-00.

**94 Val-de-Marne**

MAISONS-ALFORT
Double séjour, 4 chambres, 2 bains, 140 m², balcons, double box, parfait état, résidence luxe. GARBI 567-22-88.

Part. vend à Vincennes, proximité ÉCOLES, COMMERCES
2 PIÈCES - 36 m²
cuisine équipée, w.-c., salle d'eau avec douche, chauffage individuel électrique, 4e étage, 5' bois et R.E.R. Faibles charges. Prix : 320.000 F. Tél. : 808-67-33.

**95- Val-d'Oise**

A VENDRE
APPARTEMENT F3
+ Loggia + garage.
Bien situé, Rez-de-chaussée
Séjour 20 m²
Cuisine aménagée
Prêts à reprendre intéressants
A Cergy-Pontoise : La Justice
PRIX : 320.000 FRANCS
Tél. : 073-19-73, après 18 h.

**Province**

CAUSE SUCCESSION
TOULON-CENTRE. De bon imm. ancien sans charges. Appt 88 m², cft, 2e étage. 400.000 F. (1) 249-89-64.

### appartements achats

Officier sup. achète comptant appt Paris 130 m² env., bon imm., même si travx. Urgt Val, 29, bd Voltaire 11e 806-88-70.

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

AGENCE LITTRÉ
Rech. pour clientèle française et étrangère apparts et hôtels part. dans quart. résidentiels. Paiement compt chez notaire. Tél. : 544-44-45.

MICHEL BERNARD
42, AV. VICTOR-HUGO
TÉL. : 502-13-43
Recherche pour clients appts, hôtels particuliers, bon quartier, bon standing.

### hôtels particuliers

Sté BARDOT Tél. : 705-45-55. 98 *bis*, bd Latour-Maubourg, 7e rech. urgt GDS APPTS et HOTELS PARTIC. bon stand.

### immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France.
INDICATEUR LAGRANGE
Fondé en 1876.
5, rue Greffulhe, 75008 PARIS.
Tél. : 16 (1) 266-46-40.

### locations non meublées demandes

**Paris**

Journaliste au « Monde » cherche appartement calme pour 3-4 ans, 60/100 m². Ecr. s/nº 6 814 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Pour dirigeants et personnel mutés IMPORTANTE Cie FRANÇAISE PÉTROLE rech. appts 2 à 8 p., studios, villas, Paris, banlieue. 503-30-33.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS
rech. APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de multinationales. Tél. : 562-78-99.

**Région parisienne**

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. T. (1) 889-89-66, 283-57-02.

**Province**

Couple retraités CHERCHE 2 PIÈCES tout confort, 1er étage ou avec ascenseur LA FLÈCHE ou LE LUDE (72). Loyer 1 000 F environ C.C. Ecr. s/nº 6 802 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### locations meublées demandes

**Paris**

MONDIAL MERCURE
Rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL. Tél. : 256-28-16.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 285-11-08.

### viagers

FONCIAL LEGASSE
VIAGERS 266-32-35
19, BD MALESHERBES, 8e, étude gratuite. Expert 45 ans d'expérience. RENTE INDEXÉE.

Près bd Arago et Port-Royal 2 p. cft, 4e ét., 120 000 cpt + 500, couple 77/81 ans, appt loué 250 F rapport pour acquéreur. F. Cruz 266-19-00.

LIBRE DANS 7 ANS
Trocadéro superbe 265 m² sur Seine, 2 500 000 + 9 000, 76 ans. LAPOUS 554-28-66.

VOLTAIRE A SAISIR
Petit 2 p., cuis., 5e ét., sans asc., occupé homme 72 a., 35 000 + 1 000, 554-28-66.

PRÈS BLOIS (41)
Magnifique ppté de maître sur 3 ha, occupé 88 ans.
750.000 + 11.500 F.
LAPOUS - 554-28-66.

LAPOUS 554-28-66
SPÉCIALISTE VIAGER
354, rue Lecourbe, PARIS-15e.

### propriétés

MORVAN, ANCIENNE FERME restaurée sur 14 500 m² (pré, bois).
MARCHAL BP 1, 89200 AVALLON. Téléph. : 86-34-03-71.

LOIRE-ATLANTIQUE
Commune de MACHECOUL, très belle maison de plain-pied, 5 p. principales sur 3.000 m² de terrain planté. 790.000 F. Tél. : 306-68-27.

### villas

Prox. CASSIS-13, part. vd mais. 230 m² + 200 m² s/sol, gar., terr. 6.000 m² arboré. Px 1.200.000. T. : 285-19-00, p. 14-65, M. Simant.

### bureaux

*Locations*

AVENUE FOCH
Gd stdg. locaux professionnels, 130 m², r.-de-ch. et 140 m² sous-sol, 2 500 000 F. Loc. possible 25 000 F/mensuel. PROPRIÉTAIRE 267-69-27.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
TÉLEX SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS
AGECO 294-95-28
STATIONNEMENT AISÉ

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-58

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 293-60-50 +

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE - 359-77-55

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e
Domiciliation RM, RC, SARL, constitution sté. 763-47-14.

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLE DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT-TELEX
TÉL. : (1) 727-15-59.

### locaux industriels

*Locations*

RECHERCHE URGENT
1.000 m² D'ATELIERS-ENTREPOT.
Nanterre, Colombes, Courbevoie.
Implantation & Stratégie.
31, rue de Constantinople,
75008 PARIS. T. : 293-67-43.

هكذا الأصل



# INFORMATIONS « SERVICES »

## AUTOMOBILE

### Les 309 de Peugeot : des voitures qui viennent à point

M. Jacques Calvet, PDG de Peugeot SA, a toutes les raisons d'être un homme heureux. Il en donnait d'ailleurs l'apparence, le week-end dernier, dans le Midi, lors de la présentation à la presse de la dernière-née de la firme de Sochaux, la 309. PSA a toutes les chances de connaître l'équilibre financier en 1985, et cette 309, tant attendue, arrive enfin qui comblera un secteur de gamme dont Peugeot était bien absent. Si l'on ajoute que la nouvelle arrivée va interrompre un processus dangereux pour une firme automobile et qui se traduit par un succès dû à la vente record d'un seul modèle (la 205 représente 67 % des ventes de Peugeot), il y a en effet toutes les raisons de penser que l'avenir se présente plutôt bien pour la marque et pour M. Calvet.

L'accueil du réseau, fortement secoué les années précédentes, les commandes passées avant même la présentation officielle du modèle le 17 octobre (plus de cinq cents par jour), semble, par ailleurs, donner raison à ceux qui ont choisi le moment du lancement. Certes, M. Calvet était encore président de la BNP quand la décision fut prise il y a cinq ans de construire la future 309, et M. Boillot était déjà président d'Automobiles Peugeot, M. Parayre présidant alors aux destinés de PSA. Mais les grandes vocations étant ce qu'elles sont, et le succès souriant avec éclat aux gagneurs, M. Calvet va sans aucun doute bénéficier des retombées heureuses que vont à tout coup entraîner dans les mois à venir les ventes de ce nouveau modèle.

#### Européenne d'abord

Peu révolutionnaire, plutôt sage de comportement, y compris avec le plus gros des moteurs disponibles dans les sept versions présentées actuellement, les 309 vont se heurter à forte partie sur un marché où circulent déjà la Renault 11, les Ford Escort, les Volkswagen Golf, les Opel Kadett et les Fiat Ritmo, pour ne retenir que les voitures les plus comparables. Elles arrivent pourtant à point nommé pour apporter du neuf dans des créneaux et des gammes devenus aujourd'hui familiers et donc banalisés.

Structure monobloc en acier avec habitacle indéformable, quatre portes, hayon à bulle partant bas sur un plancher plat sans passage de suspension, traction avant et quatre roues indépendantes, les 309 se présentent comme des véhicules de dimension moyenne (4,05 mètres de long pour 1,63 de large), typiquement européennes et bonnes à tout faire.

Conçues avec l'assistance de l'ordinateur, elles possèdent un bon CX (coefficient de pénétration dans l'air) très bas gage de consommation raisonnable (0,33 et 0,30 pour la version la plus économique « Profil », particulièrement sobre).

Les quatre moteurs actuellement montés (1 118 cc, 55 ch, 5 CV ; 1 294 cm³, 65 ch, 6 CV ; 1 580 cm³, 80 ch, 7 CV et 1 905 cm³, 105 ch, 8 CV) sont des groupes éprouvés tout comme les boîtes à quatre ou cinq rapports. Tant sur la Talbot Horizon que sur certaines versions de la 305, on avait au moment de leur adoption noté leurs qualités, mais, pour certains d'entre eux, leurs tendances au bruit de fonctionnement, notamment du côté de la distribution et de la transmission. Une amélioration sensible a été apportée à ce propos tant par retouches des points bruyants que par une insonorisation poussée en divers points de la caisse. L'efficacité des modifications se révèle au-delà même des vitesses autorisées sur autoroute, sans pour autant convaincre à haute allure. Pour toutes les versions, l'allumage est transistorisé, et l'alimentation s'effectue par carburateur à simple corps, sauf dans la version GT (double corps). L'injection viendra bien sûr plus tard.

#### Précision

Pour l'essentiel, à l'usage, les 309 apparaissent conformes à ce que l'on pouvait attendre d'elles, c'est-à-dire suffisamment habitables et agréables à mener avec pourtant une direction dont la précision va paradoxalement au-delà de toutes les espérances. Ce « perfectionnisme » réclamera de la part du conducteur une certaine vigilance en vitesse élevée, car toute sollicitation intempestive du volant risque de lui donner quelques sueurs froides. La tenue de route, malgré une grande souplesse des suspensions, n'en est pas affectée si l'on ne tente pas de rectifier trop audacieusement les trajectoires. L'absence d'assistance handicapera par ailleurs les conductrices peu musclées surtout dans les versions à pneus larges et moteur lourd. En ce qui concerne le freinage, l'expérience acquise avec les 205 permet d'avoir d'emblée un système progressif, résistant à une pression prolongée, sans effort particulier sur la pédale.

Outre l'insonorisation poussée citée plus haut, le confort des sièges avec possibilité de réglage en atelier et diverses astuces connues mais trop rares dans la production française (réservoir de carburant – 55 litres – fermant de l'intérieur, par exemple, ou siège couchant par moitié à l'arrière, etc.), s'ajoutent à une facilité de conduite et d'utilisation dans l'ensemble réussies.

Tableau de bord à console inspiré de la 505 type 1986, finition particulièrement soignée complètent une homogénéité générale particulièrement évidente dans la version 1 580 centimètres cubes.

Dans l'euphorie qui marque toujours le lancement des voitures exceptionnelles, il reste à savoir si la 205 elle-même ne va pas souffrir trop de l'apparition de ces 309.

En tous cas, les 305, dont Peugeot maintient la production considérant que les 309 se situent entre elles et les 205, ont, dans l'affaire, pris au passage un sacré coup de vieux.

CLAUDE LAMOTTE.



La 309 vue de face avec M. Boillot, président d'Automobiles Peugeot, (ci-dessous, vue de l'arrière).

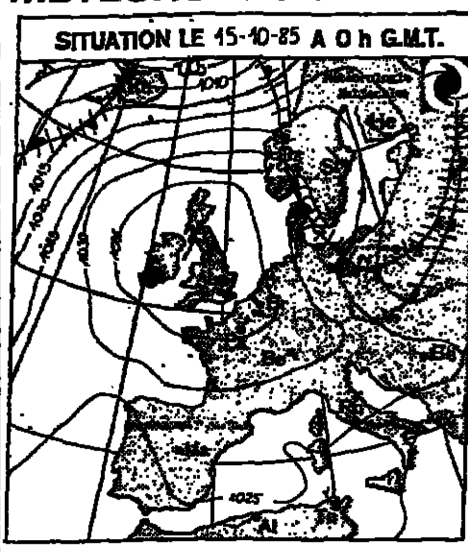


#### Les différentes versions de la 309

| Type moteur | E1A | | G1A | | XU51C | | XU92C |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cylindrée | 1 118 | | 1 294 | | 1 580 | | 1 905 |
| Version | Base | GL | GL Profil | GR | | SR | GT |
| Boîte (uniquement manuelle pour l'instant). | 4 | 5 | | | | | |
| Couple moteur | 8,8 Mkg à 3 000 tours | | 10,5 à 2 800 t. | | 13,5 à 2 800 t. | | 16,2 à 3 000 t. |
| Pneus | 145/82/13 | | | 165/70/13 | | | 175/65/14 |
| Vitesse max. (km/h) | 150 | 153 | 165 | 159 | 170 | | 190 |
| Accélération (sec.) • 400 m DA | 20 | 20 | 19,2 | 19,5 | 18,2 | | 17,4 |
| • 1 000 m DA | 38,1 | 37,6 | 36 | 36,6 | 34 | | 32,2 |
| • Reprises 0 à 100 km/h | 17,3 | 16,5 | 14,8 | 15,4 | 12,5 | | 10,4 |
| Consommation UTAC (l/100 km) • 90 km/h | 5,3 | 5,1 | 4,8 | 5,1 | 5,1 | | 5,5 |
| • 120 km/h | 6,9 | 6,7 | 6,3 | 6,8 | 6,7 | | 7 |
| • cycle urbain | 7,4 | 7,4 | 7,7 | 7,8 | 8,5 | | 9,3 |
| Prix* | Base 52900 | GL 58700 | Profil 69900 | | GR et SR 69900 74600 | | GT 79800 |

(*) Options diverses exceptées.

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 15-10-85 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 16-10-85 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le mardi 15 octobre à 0 heure et le mercredi 16 octobre à 24 heures.

**Situation générale :**

Les hautes pressions, centrées sur les îles Britanniques, se maintiendront, et le temps restera sec et frais le matin.

Mercredi, un temps gris et brumeux prédominera de la Bretagne à la Normandie, au Bassin parisien et au Nord ; quelques bancs de brouillard pourront être observés ; plus au sud, le ciel sera souvent dégagé, ce qui favorisera la baisse nocturne des températures ; elles pourront être voisines de 0 degré sur les plateaux du Centre.

Ailleurs elles atteindront 6 à 11 degrés près des côtes, 4 à 8 degrés dans l'intérieur.

Au cours de la journée, le temps restera stable, mais conservera un aspect brumeux sur les régions du Nord ainsi que dans certaines vallées.

Les températures maximales seront voisines de 16 à 20 degrés sur la moitié Nord-Est, 18 à 24 degrés sur le Sud-Ouest.

Le vent de secteur nord dominant, soufflera modérément.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 14 octobre, le second, le minimum de la nuit du 14 octobre au 15 octobre) : Ajaccio, 25 et 12 degrés ; Biarritz, 20 et 11 ; Bordeaux, 25 et 9 ; Bréhat, 18 et 14 ; Brest, 20 et 9 ; Cannes, 24 et 12 ; Cherbourg, 17 et 11 ; Clermont-Ferrand, 18 et 2 ; Dijon, 20 et 8 ; Dinard, 19 et 8 ; Embrun, 22 et 6 ; Grenoble-St-M.-H., 19 et 5 ; Grenoble-St-Geoirs, 19 et 3 ; La Rochelle, 22 et 11 ; Lille, 16 et 8 ; Limoges, 22 et 11 ; Lorient, 22 et 10 ; Lyon, 16 et 6 ; Marseille-Marignane, 24 et 9 ; Menton, (n.c.) ; Nancy, 17 et 3 ; Nantes, 22 et 9 ; Nice 24 et 15 ; Nice-Ville, (n.c.) ; Paris-Montsouris, 18 et 9 ; Paris-Orly, 18 et 9 ; Pau, 23 et 8 ; Perpignan, 23 et 11 ; Rennes, 22 et 7 ; Rouen, 18 et 8 ; Saint-Etienne, 17 et 3 ; Strasbourg, 16 et 6 ; Toulouse, 25 et 6 ; Tours, 22 et 7.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 13 degrés ; Genève, 19 et 6 ; Lisbonne, 32 et 16 ; Londres, 19 et 1 ; Madrid, 28 et 7 ; Rome, 25 et 10 ; Stockholm, 12 et 0.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

**Evolution pour la fin de semaine.**

Les conditions anti-cycloniques persisteront sur l'ensemble du pays.

*Prévisions pour jeudi* : après dissipation plus rapide que la veille des brumes et brouillards matinaux, le beau temps sera généralisé, excepté un passage nuageux de l'Alsace au nord des Alpes. Les températures subiront peu de changements, le vent deviendra faible.

Vendredi et samedi, matinée fraîche, brumes et brouillards fréquents dans l'intérieur, belles éclaircies en cours de journée sauf près de la Manche et dans le Nord où les nuages bas pourront persister. Faibles gelées matinales probables du centre à l'est. Les températures maximales s'échelonneront de 14 à 22 degrés du Nord au Sud. Dimanche, peu d'évolution, les brouillards matinaux devraient être moins nombreux et plus rapides à se dissiper. Journée généralement ensoleillée. Températures sans grand changement, sauf légère hausse des maxis sur l'Ouest et le Sud-Ouest.

## PARIS EN VISITES

**JEUDI 17 OCTOBRE**

« *La Conciergerie, les cachots de la Terreur* », 14 heures, 1, quai de l'Horloge (A. Anquetin).

« La Sainte-Chapelle et Notre-Dame, les vitraux du treizième siècle », 15 h 30, 4, boulevard du Palais devant grilles entrée (A. Anquetin).

« Philippe Egalité ou la préparation de la Révolution », 14 h 30, métro Palais-Royal, grille Conseil d'Etat (C.-A. Messer).

« La collection Walter Guillaume », au musée de l'Orangerie, 14 h 30, Orangerie-des Tuileries (S. Rojon).

« Versailles, les salons du ministère des affaires étrangères, la Bibliothèque municipale », 14 h 30, 5, rue de l'Indépendance-Américaine.

« Le vieux Belleville », 15 heures, métro Place-des-Fêtes, sortie rue de Crimée (G. Botteau).

« Exposition Louis Leygue, sculptures et dessins », 71, avenue Henri-Martin, hall d'entrée de la mairie du seizième arrondissement (Approche de l'art).

« La civilisation égyptienne à travers les collections du musée du Louvre », 14 h 15, hall, entrée porte Denon (Hauts lieux et découvertes).

« Les catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau.

« Maisons et rue du Moyen-Age de Maubert », 14 h 30, façade Saint-Nicolas-du-Chardonnet).

« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Flâneries).

## CONFÉRENCES

« Signification et actualité de la révocation de l'édit de Nantes », 20 h 30, Centre Varenne, 18, rue de Varenne, 75007 Paris, soirée débat avec Jean Baubérot (président du centre protestant d'études et de documentation), animée par Gilbert Imhaus.

« L'écriture de la main gauche des gauchers », 18 h 30, 9 bis, rue d'Iéna.

« Le pharaon et le pouvoir en Egypte pharaonique », 14 h 30, « La peinture en Flandre de Van Eyck à Memling », 19 heures, 62, rue Madame.

« Au-delà des religions, le Dieu universel », 19 h 30, 26, rue Bergère, premier exposé d'un cycle (Père Biondi). Tél. : (1) 770-44-70.

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 4075**

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I II III IV V VI VII VIII IX X XI

HORIZONTALEMENT

I. Elles sont très actives aux heures de pointes. – II. Ne s'exprime pas sans une certaine amertume. Epuisé par le service. – III. Patrie languedocienne du père d'une célèbre Provençale. – IV. Démonstratif. Apporter sa pierre ou, dans le meilleur des cas, quelques briques. – V. Etat du personnel dans certaines administrations. – VI. Tour de cadran. La tête à l'envers. – VII. Sauf cas d'ubiquité, ce qui s'y trouve ne l'est nulle part ailleurs. Copulative. – VIII. Emetteur non localisable. Couleur au bridge. Souvent abattu ou rarement battu. – IX. Avec une telle épouse, le conjoint ne peut être qu'enchanté. Le rectangle blanc de certaines émissions. – X. Forme d'avoir. Un tel faux pas évite au pécheur une rencontre avec Satan. – XI. On tape sur l'un et presse sur l'autre. Divinité.

VERTICALEMENT

1. On y tricote ou on y fait tapisserie. Abrégé de médecine. – 2. Cintré ou tordu. On le jette pour accrocher quelque chose. – 3. Propre, même chez un homme qui ne l'est pas. Elle peut débaucher beaucoup d'hommes quand sa conduite laisse à désirer. – 4. Fleuve côtier. Heurte la porte ou tape l'œil. Considéré. – 5. Son coup est sans précédent. Ravit un fort qui, à son tour, en fit autant. – 6. Celle de France à son cœur à Paris. Montre de bonnes dispositions. – 7. Antibruit. Contredit. – 8. Préposition. « Prise » sur le faîte. – 9. C'est quand il est bien couvert qu'il risque le moins de transpirer. Auto.

**Solution du problème n° 4074**

*Horizontalement*

I. Matheuses. – II. Union. Tee. – III. Tintement. – IV. Im. Tram. – V. La. Ego. Me. – VI. Ath. Bar. – VII. Trictracs. – VIII. Ri. Viol. – IX. Ica. Quais. – X. Cercueils. – XI. Esthètes.

*Verticalement*

1. Mutilatrice. – 2. Animatrices. – 3. Tin. Hi. Art. – 4. Hotte. CV. Ch. – 5. Energétique. – 6. Mao. Rouet. – 7. Stem. Balaie. – 8. Eén. Mac. Ils. – 9. Setters. SS.

GUY BROUTY.

## EN BREF

### Votre association m'intéresse

L'Association française des trésoriers et responsables d'associations et organismes sans but lucratif (AFTA) a été créée récemment à l'initiative de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la Fiduciaire juridique et fiscale de France, mais d'autres organismes bancaires et coopératifs peuvent s'y... associer. L'AFTA veut renforcer la santé financière des associations et faciliter la tâche de leurs trésoriers par des journées de formation, des dîners-débats au cours desquels des experts présenteront des échecs et des succès et par la publication d'une revue. Donner au gouvernement un avis argumenté sur le titre associatif, familiariser les associations aux méthodes anglo-saxonnes de collecte de fonds figurent au nombre de ses objectifs. Parmi les membres fondateurs, quelques grands du monde associatif : des représentants de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), du Stade français, de la Fondation de France, du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), du Secours catholique et de Médecins sans frontières.

★ AFTA, 41, avenue de l'Opéra, 75078 Paris Cedex 02, tél. : (1) 42-98-02-26.

# Acte: un phénomène de société

*Venu des Etats-Unis, il va prendre de vitesse les vieux dinosaures du business hexagonal. Le "service entreprises" est arrivé.*

*A tous ceux qui ont soif d'entreprendre, ACTE propose, face à la lourdeur des frais fixes, la souplesse d'une formule locative à la carte. Pour une heure, un mois, un an, de Pau à Francfort, et dans 50 villes en Europe, sur simple coup de fil, la machine se met en place : bureaux équipés, secrétariat, télex, télécopie, photocopie, audio-visuel, informatique, assistance en gestion, recouvrement ; jusqu'à la création et à la domiciliation d'entreprises. Assurant l'infrastructure, ACTE libère vos idées, augmente votre rentabilité et votre efficacité.*

*ACTE c'est simple comme une envie. Une envie d'entreprendre, de créer, de foncer.*

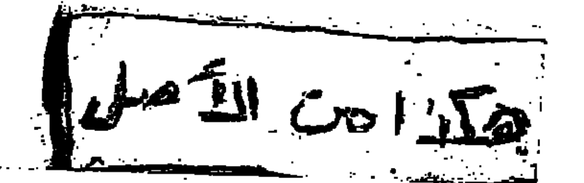
*On n'enraye pas un phénomène de société.*




**05.05.06.06**

NUMÉRO VERT

***bureaux équipés - secrétariat - télex - télécopie - photocopie - audiovisuel - informatique assistance en gestion - recouvrement - création et domiciliation d'entreprises***





# économie

## REPÈRES

### Dollar : grande stabilité à 8,10 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar est resté stable, mardi 15 octobre, à 8,10 F et 2,6580 DM, comme la veille, et, pratiquement, comme la plus grande partie de la semaine dernière. Après le coup d'arrêt à la baisse donné le lundi 7 octobre, la devise américaine est en « observation ». La seule inconnue reste le yen japonais, qui, manifestement, ne s'est pas suffisamment raffermi par rapport au dollar, malgré les efforts de la Banque du Japon : elle a déjà vendu plus de 3 milliards de dollars, et n'arrive pas à ramener le « billet vert » au-dessous de 215 yens, sont objectif étant une plage de 200 à 210 yens.

### Nucléaire : un seul réacteur en 1986

M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, a, lors de la cérémonie anniversaire des quarante ans du Commissariat à l'énergie atomique, laissé entendre que le programme nucléaire français serait maintenu au minimum en 1986. *« En 1985, a-t-il dit, une seule tranche a été engagée. Il en sera de même selon toute probabilité en 1986. Le souci de maintenir un outil industriel opérationnel et un savoir-faire n'est pas totalement étranger à ces décisions. »* Les défenseurs de l'option « zéro commande » sont cependant encore nombreux dans l'administration.

## L'ÉPREUVE DE FORCE CHEZ RENAULT

# Le Mans : la CGT continue la grève

**A la quasi-unanimité, les grévistes qui occupent l'usine Renault du Mans ont décidé, ce mardi 15 octobre, de continuer leur mouvement après les discussions avec la direction *durant la nuit précédente* (de 23 heures à 4 heures du matin). M. Jean-Pierre Boustouler, secrétaire du syndicat CGT, a déclaré : *« Nous n'avons rien obtenu de plus si ce n'est le montant de la prime d'intéressement. En cas de reprise immédiate du travail, la direction lèvera les sanctions contre nos onze camarades poursuivis pour entrave à la liberté du travail et elle nous versera 210 F fin octobre. De nouvelles discussions auront lieu pour déterminer les critères d'attribution d'une seconde partie de cette prime à la fin de l'année. »* La direction, qui a refusé de négocier sur les salaires et d'indemniser les jours de grève, devait recevoir de nouveau les syndicats en fin de matinée.**

De notre envoyée spéciale

Le Mans. – La CGT avait obtenu lundi 14 octobre un répit lui permettant de trouver une porte de sortie au conflit. En dépit de la décision du tribunal de grande instance de faire évacuer immédiatement l'usine, le préfet avait *« garanti qu'il n'y aurait pas d'intervention des forces de l'ordre au cours de la nuit de lundi à mardi »*.

Tout au long de la journée, la CGT était apparue de plus en plus isolée. Alors qu'aux portes de l'usine les piquets de grève avaient été renforcés par des militants arborant des badges du PC, la CFDT se dégageait du conflit en fin de matinée, tirant les conclusions d'un désaccord initial. Elle avait voté la grève pour *« vingt-quatre heures reconductibles si les autres usines du groupe participaient à l'action »* et non pour une grève illimitée avec occupation. Mais, constatant que les syndicats *« ne sont pas suivis majoritairement par les travailleurs des autres usines, ni par ceux de l'usine du Mans »*, elle a décidé de ne plus participer à *« l'action dans sa forme actuelle »*. ainsi, les deux protagonistes du conflit, la CGT et la direction, se retrouvaient-ils face à face.

A 14 h 15, sous les huées des cégétistes, le tribunal de grande instance du Mans ordonnait l'expulsion immédiate, par la force publique, des occupants de l'usine et de ses annexes, et condamnait les militants aux dépens. Dix minutes après la fin de l'audience, la CGT appelait les grévistes à pénétrer dans l'usine. Tandis que trois cents personnes se barricadaient derrière les grilles, préparant des lances à eau et des boulons, une joute oratoire s'engageait. Quelques dizaines de mètres plus loin, M. Roger Allanic, directeur de l'usine du Mans, perché sur une estrade de fortune, haranguait quelque deux mille non-grévistes rassemblés sur un parking. *« Une minorité agressive et irresponsable place l'usine du Mans dans une situation dramatique qui peut rapidement devenir suicidaire. La direction du Mans a pris toutes les initiatives pour défendre vos intérêts et ceux de l'entreprise. Qu'on ne me parle plus de onze otages, car ce sont des milliers de familles qui pourraient se trouver sans ressources. La direction affirme qu'elle va prendre rapidement toutes dispositions pour permettre en libre accès aux postes de travail et demande solennellement une dernière fois aux piquets de grève de respecter la loi. »* « *Nous comprenons ceux qui ont des difficultés, ceux qui ont signé* », lançait à son tour M. Boustouler, pour la CGT. *Nous ne vous en voulons pas ; venez avec nous ! »* Peine perdue. La masse des salariés s'effiloche lentement.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

### « LA PRIME D'INTÉRESSEMENT AUX PERFORMANCES LOCALES »

Les syndicats de l'usine Renault du Mans devaient rencontrer de nouveau la direction en fin de matinée le mardi 15 octobre pour transmettre leur réponse aux propositions faites pendant la nuit. Tout l'art de la direction locale a été de négocier sans faire de concessions qui remettraient en cause l'ensemble de la politique salariale de la régie ou qui pourraient relancer le conflit dans d'autres usines. La *« prime d'intéressement aux performances locales »* (fondée sur la qualité, le *« présentéisme »* et *la mobilité interne et accordée à* l'ensemble du personnel en fonction des résultats de l'usine) qui a *été proposée avait déjà été refusée* par les syndicats il y a un an. Réjetée au Mans, elle l'avait été également *à Billancourt et à* Choisy, les deux autres usines actuellement occupées. En revanche, la *« prime d'intéressement aux performances locales »* existe déjà à Sandouville, Cléon, Flins et Douai, où les syndicats l'avaient acceptée.

## AFFAIRES

## EN PRENANT LE CONTROLE D'AEG

# Daimler-Benz devient le premier groupe industriel de RFA

De notre correspondant

Bonn. – Le groupe Daimler-Benz AG et la firme AEG se sont mis d'accord dimanche 13 octobre sur une prise de participation d'au moins 50 % du groupe automobile ouest-allemand dans le numéro trois de la construction électrique ouest-allemande. L'opération doit se jouer en deux étapes. Le président du comité de direction de Daimler-Benz, M. Breitschwerds, a annoncé lundi une prise de participation de 24,9 % dans AEG sous forme d'une souscription à une augmentation de capital de la firme de Frankfort. Dans une deuxième étape, liée à l'autorisation de l'Office des cartels de Berlin-Ouest, le groupe automobile a fait connaître son intention de faire une offre publique d'achat d'actions au prix de 170 DM, soit une valeur de 20 % supérieure à de ces trois derniers mois.

Le coût de l'opération, dans son ensemble, est estimé à 1,6 milliards de deutschemarks. Daimler-Benz, qui s'est déjà porté acquéreur cette année de la totalité des actions du constructeur de moteurs d'avions MTU, dont il détenait déjà 50 % ainsi que 65 % du numéro deux du secteur aéronautique et spatial ouest-allemand, Dornier, verra avec cette nouvelle participation son chiffre d'affaires atteindre 60 milliards de deutschemarks, devenant ainsi de loin le premier groupe industriel de RFA.

AEG, qui occupe 73 000 salariés, a un *chiffre d'affaires de 11 milliards* de deutschemarks, dont la moitié dans le secteur de la haute technologie.

La palette offerte par AEG, *présente dans tous les secteurs de* pointe comme l'informatique, les télécommunications, les techniques *spatiales, vient compléter* avantageusement la stratégie d'un groupe déjà devenu, avec ses acquisitions *antérieures, l'un des principaux* pôles de la recherche industrielle ouest-allemande et européenne. *Daimler-Benz occupe à lui seul* près de 10 000 personnes dans le secteur de la recherche-développement. Il *est bien évident que cet effort*, qui touche non seulement le secteur automobile mais également les techniques d'automatisation, de robotisation, a des retombées bien au-delà des activités propres de l'entreprise.

HENRI DE BRESSON.

## ENTREPRISES

### Fiat toujours en quête de partenaire

*« Fiat est toujours à la recherche d'un partenaire, américain ou européen, pour produire des voitures en Europe »*, a déclaré, le lundi 14 octobre, son PDG, M. Agnelli, à l'occasion d'une conférence *devant le Club économique de Detroit. Parmi les partenaires* potentiels, M. Agnelli, apparemment pas découragé par l'échec de ses négociations avec Ford, a cité l'américain General Motors, le *français Peugeot ou l'allemand Volkswagen, excluant toute alliance* avec un japonais ou un constructeur nationalisé. Le patron de Fiat a par ailleurs confirmé qu'il était en discussion avec General Motors *en vue d'une coopération dans un secteur « non automobile »*, qui pourrait être celui des automatismes industriels et de la robotique.

### Grande-Bretagne : privatisation du chantier naval (militaire) Vickers

Le gouvernement britannique vient de donner le feu vert à la *privatisation du chantier naval* Vickers, spécialisé dans la construction de navires de guerre et principalement de sous-marins. Ce chantier, l'un des plus grands d'Europe (il *emploie* 12 300 personnes), a été choisi par la Royal Navy pour construire les quatre sous-marins nucléaires devant constituer les plates-formes de lancement des fusées intercontinentales Trident, commandées aux Etats-Unis. Sa vente *fait* partie de la dénationalisation de l'industrie de la construction navale, au pro*gramme du gouvernement* Thatcher. L'an dernier, le chantier a réalisé un bénéfice brut de *18 millions de livres, un chiffre* d'affaires de plus de 260 millions de livres et son carnet de commandes s'élève à 727 millions de livres (environ 8,2 milliards de francs), compte non tenu des sous-marins porteurs de Trident. – *(AFP.)*

### Mode : Chantal Thomass passe sous contrôle japonais

Le groupe japonais World, un des premiers au pays du Soleil *Levant dans le textile* et le prêt-à-porter, vient de prendre le contrôle à 75 % de la société *française Chantal Thomass* Création. Il met en même temps sa capacité d'investissement et son réseau *de distribution* à sa disposition pour que, dans trois ans, la marque soit présente en Europe, en *Extrême-Orient* et aux Etats-Unis. Très réputée pour ses frous-frous, la styliste de mode Chantal Thomass conservera la plus totale liberté de création. Elle regrette de n'avoir trouvé *« aucune solution française convaincante »*, même celle proposée par M. Bernard Tapie. En 1984, sa société s'est trouvée en difficulté et a perdu 3 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 35 millions de francs. Le groupe World (7,56 milliards de francs de chiffre d'affaires, 970 millions de francs de bénéfice et *quatre mille* salariés dans le monde) exerce ses activités dans la mode enfantine, le prêt-à-porter *masculin* et les vêtements de sport. Il est implanté en France depuis six ans.

### Photo : Kodak interdit d'instantanés

La célèbre société américaine Eastman Kodak vient de se voir interdire, à compter du 9 janvier 1986, la vente d'appareils photo et de pellicules à développement instantané semblables à ceux commercialisés par son concurrent, la compagnie Polaroïd. Ainsi a statué M. Rya Zobel, juge fédéral à Boston (Massachusetts).

Cette décision judiciaire intervient après neuf ans d'une interminable procédure qui avait opposé les deux géants de la photo. Elle fait suite à un arrêt rendu le 9 septembre dernier, également par le juge Rya Zobel, qui avait conclu que Kodak avait violé sept brevets de Polaroïd couvrant aussi bien la fabrication de l'appareil que les procédés chimiques des films : Kodak a immédiatement décidé de faire appel auprès de la Cour fédérale de Washington et de continuer à prendre des commandes et à livrer les appareils et les pellicules concernés.

### Fibres de carbone : la France met en route sa première unité

La France a mis en route, lundi 14 octobre, sa première unité de fibres de carbone, *exploitée par la SOFICAR*, filiale d'ELF (32,5 %), de Pechiney (32,5 %) et du groupe japonais Toray *(35 %), premier producteur* mondial, et implantée à Abidos (Pyrénées-Orientales).

*L'inauguration a eu lieu en* présence de Mme Edith Cresson, ministre du commerce et du *redéploiement industriel*. La SOFICAR produira 300 tonnes de fibres de carbone par an et *prévoit de doubler sa capacité à* l'horizon 1990. Pour 1985, son chiffre d'affaires devrait atteindre *100 millions de francs, mais* l'équilibre financier *ne sera obtenu* que dans deux ou trois ans. Avec cette nouvelle usine, la France détiendra la moitié environ du marché européen (700 tonnes) de fibres de carbone, un matériau stratégique à haute valeur ajoutée, principale*ment utilisé*, jusqu'à présent, dans l'aéronautique et les industries spatiales.

Le *marché* mondial est de 3 300 tonnes avec une croissance annuelle de 20 %. Il est dominé par Toray (Japon) et Hercules (Etats-Unis). Le groupe néerlandais ENKA (AKZO) va de son côté mettre en route, l'an prochain, une unité de 500 tonnes à Aix-la-Chapelle.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou dép. – | | Rep. + ou dép. – | | Rep. + ou dép. – | |
| $ E.-U. | 8,1090 | 8,1110 | + 80 | + 95 | + 145 | + 175 | + 360 | + 460 |
| $ can. | 5,9198 | 5,9248 | + 32 | + 52 | + 58 | + 84 | + 59 | + 154 |
| Yen (100) | 3,7585 | 3,7612 | + 89 | + 100 | + 170 | + 190 | + 499 | + 553 |
| DM | 3,0479 | 3,0498 | + 121 | + 132 | + 230 | + 247 | + 670 | + 721 |
| Florin | 2,7039 | 2,7059 | + 75 | + 84 | + 145 | + 168 | + 433 | + 477 |
| F.B. (100) | 15,0669 | 15,0790 | + 51 | + 106 | + 87 | + 185 | – 25 | + 321 |
| F.S. | 3,7155 | 3,7181 | + 160 | + 177 | + 307 | + 331 | + 826 | + 900 |
| L. (1 000) | 4,5138 | 4,5174 | – 206 | – 173 | – 386 | – 333 | – 991 | – 891 |
| £ | 11,4409 | 11,4608 | – 244 | – 207 | – 445 | – 387 | – 1 015 | – 835 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 7 7/8 | 8 1/8 | 8 | 8 1/8 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 1/4 | 8 3/8 |
| DM | 4 1/2 | 4 3/4 | 4 1/2 | 4 5/8 | 4 5/8 | 4 3/4 | 4 11/16 | 4 13/16 |
| Florin | 5 3/4 | 6 | 5 13/16 | 5 15/16 | 5 13/16 | 5 15/16 | 5 13/16 | 5 15/16 |
| F.B. (100) | 8 | 9 | 8 9/16 | 8 13/16 | 8 3/4 | 9 | 9 1/16 | 9 5/16 |
| F.S. | 1 | 2 | 3 7/8 | 4 | 4 1/16 | 4 3/16 | 4 9/16 | 4 11/16 |
| L. (1 000) | 10 1/2 | 12 1/2 | | | | | | |
| £ | 11 1/2 | 11 3/4 | 11 5/8 | 11 3/4 | 11 9/16 | 11 11/16 | 11 3/16 | 11 5/16 |
| F. franç. | 9 1/4 | 9 1/2 | 9 5/8 | 9 7/8 | 10 | 10 1/4 | 10 3/4 | 11 |

*Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.*

## AGRICULTURE

## SÉCHERESSE

# Les mesures en faveur des agriculteurs sinistrés coûteront plus de 1 milliard de francs

Le ministre de l'agriculture a précisé, le lundi 14 octobre, les mesures destinées à aider les agriculteurs victimes de la sécheresse qui sévit depuis plusieurs mois dans une vingtaine de départements français.

Des céréales fourragères (200 000 tonnes) pour nourrir le bétail seront prélevées sur les stocks et vendues à un prix inférieur de 25 % au prix d'intervention. Le transport en sera subventionné. Coût global de cette mesure : environ 40 millions de francs.

Les agriculteurs sinistrés pourront étaler sur douze mois, en 1986, le paiement d'un trimestre de cotisations sociales. Les frais financiers entraînés par ce retard (500 millions de francs) seront pris en charge par l'Etat.

*Les agriculteurs pourront aussi* suspendre le remboursement de leurs emprunts à taux bonifiés jusqu'en *septembre 1986 et contracter* de nouveaux prêts, sur sept ans, au taux de 5 % (au lieu de 8 % ini*tialement prévu). Cette facilité* coûtera également 500 millions de francs.

*Ces aides seront financées par le* budget de l'Etat. M. Nallet, ministre de l'agriculture, refuse toujours *de distribuer des subventions* aveugles, par unité de tête de bétail, comme le réclame la FNSEA, qui invoque la simplicité de sa méthode et condamne au contraire la complexité des mesures ministérielles.

# LOGEMENT

## ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS ENTRE BAILLEURS ET LOCATAIRES

## Les pouvoirs publics devront fixer l'évolution des loyers en 1986

Mercredi 16 octobre doit avoir lieu la dernière réunion plénière de la Commission nationale des rapports locatifs (CNRL), où régulièrement propriétaires et locataires doivent en principe se mettre d'accord sur la règle du jeu à observer pour l'année 1986, qu'il s'agisse de la location de logements vacants ou du renouvellement des baux. Il est à craindre que cette année aucun accord n'intervienne, à moins qu'à la dernière minute, dans le secteur HLM... Le gouvernement devra donc fixer par décret les hausses autorisées. La négociation entre le ministère de l'urbanisme, du logement et des transports et le ministère de l'économie et des finances s'engagera donc sans doute la semaine prochaine, les décrets étant en général publiés au *Journal officiel* des derniers jours de décembre : la hausse autorisée sera probablement de l'indice trimestriel du coût de la construction.

On pourrait en conclure que les négociations entre bailleurs et locataires au plan national sont une aberration et que cet échec apporte la preuve du fonctionnement de la loi Quillot dans ce domaine. Ce serait aller un peu vite en besogne. Les obstacles en effet apparus au cours des négociations sont de deux ordres, électoral et financier.

La proximité des élections législatives a sans aucun doute radicalisé certaines positions : les propriétaires du secteur privé (secteur IV) qui ne cachent pas leurs sympathies pour l'opposition (1) se sont borné à réclamer la liberté totale des loyers, ce qui est tout à fait irréaliste en période de lutte contre l'inflation. L'an dernier, un accord s'était fait sur la hausse plus forte des logements vacants dont le loyer était manifestement sous-évalué.

### Le pouvoir rue de Rivoli

Dans le secteur HLM, on assiste au phénomène inverse. Les responsables de HLM réclamaient 5 % de hausse moyenne sur l'ensemble du parc social, et la Confédération nationale du logement (CNL), la plus représentative des associations dans ce secteur, 3,5 %. Entretemps, l'indice du coût de la construction du deuxième trimestre 1985 a été publié (*le Monde* daté 13-14 octobre), autorisant 2,96 % de hausse pour la fin de l'année dans tous les secteurs où cet indice est pris pour référence (ce qui n'est pas le cas dans les HLM).

Les organisations d'usagers, rangées derrière la CNL, ont campé sur ce 2,96 %, fort proche il est vrai du taux d'inflation envisagé par le gouvernement pour 1986. Les responsables de HLM ont ramené leurs prétentions à 4 % de hausse, sans que leurs interlocuteurs cèdent d'un pouce. Relever le fait que la CNL, qui se veut apolitique, soit dirigée en majorité par des gens proches du PC serait du dernier mauvais goût, et pourtant...

Les HLM ont de redoutables problèmes de dettes à long terme, contractées à une époque où l'inflation gommait l'importance des remboursements. La désinflation, qui se rajoute souvent à d'incontestables erreurs de gestion, met bien des organismes en difficulté. Les HLM pourraient donc lâcher encore un peu de lest sur les loyers si d'autres recettes venaient leur donner une bouffée d'oxygène. Leurs responsables ont fait quatorze propositions en ce sens au gouvernement. M. Auroux, ministre de tutelle, a déclaré le 9 octobre à l'Assemblée nationale que *« des mesures d'accompagnement seront prises au profit de certains organismes lourdement endettés »*. Mais chacun sait que le pouvoir en la matière est rue de Rivoli (budget oblige) et non entre les mains de M. Auroux.

Dans le secteur III (sociétés immobilières d'investissement et compagnies d'assurances) on souhaitait la reconduction de l'accord fort compliqué de l'an dernier. Mais son application trop automatique semble s'être traduite par quelques dérapages.

Enfin le secteur II (filiales de la Caisse des dépôts, sociétés d'économie mixte ou SEM) connaît le même genre de difficultés que le secteur HLM. La SCIC (Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts) souhaitait, lors des renouvellements de baux, pouvoir augmenter d'un tiers sur trois ans les loyers sous-évalués (une hausse de 48 F par mois en 1986, dit son PDG, M. Frédéric Pascal pour un loyer de 600 F dans un logement de trois pièces à Créteil). Les sociétés immobilières de la SCIC qui gèrent 180 000 logements locatifs, et notamment la SIRP (Société immobilière de la région parisienne) sont en très graves difficultés financières voire même pour certaines à la veille d'un dépôt de bilan.

Jusqu'ici la Caisse des Dépôts, actionnaire principal finançait, en partie sans rémunération 3,2 milliards de francs à fin 1982, presque 2 milliards à la fin 1985. Le trou de trésorerie dû à la seule gestion du parc locatif sera de l'ordre de 150 millions de francs en 1985. La Caisse des dépôts ne peut plus s'engager à jeter perpétuellement de l'argent dans un goufre sans fond. Un plan drastique de cinq ans vient d'être annoncé : la SCIC ne construira plus de logements locatifs aidés, sans que l'équilibre des opérations soit assuré par les collectivités locales ou le 1 % logement. Et on vendra une partie du parc locatif 10 000 logements en cinq ans). En accession à la propriété ; le maître mot sera « rentabilité ».

Dans le parc HLM, comme à la SCIC, comme dans les SEM, trente ans de politique des loyers souvent irresponsable et très électoraliste (les responsables locaux de ces organismes sont pour la plupart des élus municipaux, régionaux ou nationaux, ce qui les a incités à ne pas laisser les loyers augmenter pendant la période faste à cause des échéances électorales ont été à la sourcee des graves difficultés actuelles. Les limitations nationales de hausse des loyers, il est vrai au nom de la lutte contre l'inflation, ont fait le reste.

Le résultat des prochaines élections législatives n'a que peu à voir avec les rapports entre bailleurs publics ou privés et les locataires. L'opposition rencontrerait-elle le succès qu'elle espère, elle devra poursuivre la lutte contre l'inflation et donner aux organismes sociaux du logement le moyen de redresser leur gestion et d'assurer leur équilibre financier. Il n'est pas sûr qu'elle se prive tout à fait de cet outil de contrôle de l'évolution des loyers qu'est la Commision nationale des rapports locatifs, qui avait, l'an dernier, prouvé que des débuts d'accords raisonnables étaient possibles.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) A son 76e congrès l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) s'est franchement déclaré pour la « voie libérale » et avait invité non le ministre mais uniquement des dirigeants de l'opposition (*le Monde* du 15 octobre).

---

● *Liberté pour l'ouverture des stations-service.* – L'ouverture de nouvelles stations-service est désormais totalement libre, afin de permettre à la concurrence de s'exercer dans les meilleures conditions, a annoncé le 14 octobre un communiqué du secrétariat d'Etat à l'énergie. Une réglementation de 1959 soumettait l'ouverture d'une station à la fermeture de trois autres. Du fait de la concurrence, cependant, près de 2 000 stations-service devraient disparaître en 1986.

RECTIFICATIF. – Les MCM (montants compensatoires agricoles) applicables en Grèce sur le vin depuis le 7 octobre sont de 5,8 % et non de 9,3 %, comme il a été écrit par erreur (*le Monde* du 15 octobre).

ERRATUM. – Un passage de l'article sur les perspectives de l'économie sociale (*le Monde* du 15 octobre) a été rendu incompréhensible par des inversions de lignes. Il fallait lire : *« Sans doute est-ce affaire de culture d'entreprise, chaque mise étant à l'image d'un forage : étudiée mais à la fois incertaine et prometteuse. »*

# ÉTRANGER

## En Norvège

## Le gouvernement présente un budget en forte expansion

De notre correspondant

Stockholm. – Dans le projet de budget pour 1986 présenté le 14 octobre à Oslo, le gouvernement norvégien de centre-droit, de M. Kaare Willoch, a bien été obligé de tenir compte du résultat des récentes élections législatives qui ont marqué une poussée sensible de l'opposition travailliste et socialiste de gauche. La coalition tripartite, sortie affaiblie du scrutin, peut être mise en minorité si la gauche et les populistes du Parti du progrès, à droite, font cause commune.

Alors que la plupart des économistes indépendants et le gouverneur de la Banque centrale recommandent des mesures d'austérité pour éviter une « surchauffe » de l'économie, le gouvernement présente donc un budget en forte expansion, qui risque d'attiser l'inflation. Les dépenses publiques augmenteront l'année prochaine de 12,6 %, les recettes de 2,1 % seulement. Les conservateurs, centristes et chrétiens populaires se sont vu reprocher, par la gauche, d'être trop « avares » et de négliger certains problèmes sociaux, comme les listes d'attente dans les hôpitaux et le manque de centres de soins pour personnes âgées en long séjour.

En 1986, afin de calmer le mécontentement qui s'est exprimé dans les urnes le 10 septembre et de ne pas s'attirer immédiatement les foudres de l'opposition parlementaire, les dépenses du ministère des affaires sociales, qui représentent près de 35 % du budget, progresseront de 11,5 %. Elles pourraient bien d'ailleurs augmenter davantage, car leur montant est toujours jugé « insuffisant » par les travaillistes, qui estiment que la Norvège, avec le pactole du pétrole, a les moyens de développer son secteur public.

1984 et 1985 auront été deux bonnes années pour l'économie norvégienne. Le gouvernement demeure assez optimiste pour 1986, même si l'Etat devra sans doute emprunter une quinzaine de milliards de couronnes pour boucler le budget. Il table sur une croissance de 2,4 % du produit intérieur brut, une hausse des prix de 5,5 % et un taux de chômage à peu près inchangé, soit 2,1 % de la main-d'œuvre active. De nombreux Norvégiens, en particulier les familles, bénéficieront d'un petit allégement fiscal, si l'inflation est contenue dans les limites mentionnées et si les salaires n'augment pas de plus de 4,5 %.

### Première baisse des revenus du pétrole

Pour ce qui est des activités et du rendement du secteur pétrolier, les prévisions sont plus aléatoires. Les fluctuations rapides du marché international et la chute du dollar américain affectent naturellement la Norvège. Les experts envisagent, dans leurs estimations pour 1986, une baisse d'environ 20 % du prix du baril (25 dollars) et un billet vert d'une valeur de 7,50 couronnes (contre 9,18 en janvier 1985 et 7,90 en octobre). La production restera probablement inchangée par rapport à cette année, soit quelque 63 millions de tonnes d'équivalent pétrole ; mais sa valeur reviendra de 97,3 milliards de couronnes en 1985 à 85,9 milliards en 1986.

Par suite, les recettes de l'Etat, sous forme de royalties et de taxes, diminueront de quelque 10 milliards, soit 36 milliards de couronnes au lieu de 46 milliards. C'est là un phénomène auquel les Norvégiens ne sont pas du tout habitués et qui explique en grande partie la prudence de la politique économique menée par le gouvernement Willoch ces dernières années. Pour la première fois en effet depuis le début de l'exploitation commerciale, en 1974, des gisements de la mer du Nord, les revenus du Trésor public provenant du gaz et du pétrole vont diminuer.

ALAIN DEBOVE.

## Au Japon

## Important plan de relance de la demande intérieure

**M. Nakasone, premier ministre japonais, a annoncé lundi 14 octobre un plan important de relance de la demande intérieure. Ce plan devait être adopté mardi 15 en conseil des ministres.**

Il faut *« préserver le libre échange »*, a déclaré M. Nakasone à l'ouverture d'une session extraodinaire de la Chambre basse, sous peine de *« reprendre le chemin menant à la récession généralisée et au chaos »*. Le premier ministre a ajouté qu'il demanderait à la Diète d'accélérer l'ouverture du marché japonais par rapport aux délais prévus – jusqu'à trois ans – dans le programme gouvernemental d'action rendu public en juillet.

En annonçant des mesures qui vont accroître la consommation intérieure, M. Nakasone cherche en fait à atténuer les critiques de plus en plus virulentes qui sont faites au Japon sur le thème : les énormes surplus commerciaux que vous enregistrez (44,3 milliards de dollars en 1984, 28,5 milliards pour les sept premiers mois de 1985) s'expliquent en grande partie par des importations qui progressent très faiblement. Le principal reproche adressé par les pays occidentaux au Japon n'est pas tant en effet de trop exporter mais d'importer insuffisamment en égard au niveau de développement du pays, à ses besoins et au niveau de vie d'une population qui, épargnant une part très importante de ses revenus, pourrait accroître sa consommation.

Si les promesses de M. Nakasone sont suivies d'effet – ce qui n'a toujours pas été le cas avec les chefs de gouvernement précédents – c'est une véritable transformation du pays qui est annoncée, du mode de vie des Japonais, du contenu de la croissance économique qui progressivement pourrait être davantage tirer par la demande intérieure.

Le programme de relance de la demande intérieure prévoit un supplément d'investissement de 3 000 milliards de yens (environ 14 milliards de dollars) qui devrait augmenter de 1,3 % le produit national du Japon d'ici à octobre 1986.

Les mesures arrêtées prévoient que les Japonais se logeront plus confortablement, pourront acheter plus facilement les produits manufacturés de grande consommation (automobiles notamment) et travailleront moins.

● *La constuction de logements* sera encouragée par des mesures financières : relèvement de 20 000 unités du nombre maximum de logements aidés par des prêts publics, augmentation du montant des prêts et réduction des taux de crédit pour les aspirants propriétaires (2,3 milliards de dollars). En outre, la mise en vente ou en location-vente de 162 hectares de terrains à bâtir appartenant au domaine public devrait entraîner des investissements immobiliers privés de 300 milliards de yens (1,5 milliard de dollars environ).

● *Les compagnies de distribution d'électricité et de gaz* consacreront 1 100 milliards de yens sur trois ans (5,1 milliards de dollars par an) à améliorer les réseaux de distribution.

● *Les collectivités locales* pourront accroître leurs investissments de 3,7 milliards de dollars.

● *Toutes les limitations au crédit à la consommation* sur les téléviseurs couleurs vont être levées. Pour les voitures particulières, la limite du crédit (trente mois) va être supprimée.

● *Une loi devrait* être votée pour permettre un financement plus actif des travaux publics par le secteur privé, qu'il s'agisse de grands projets (comme le pont à travers la baie de Tokyo) ou d'infrastructures locales.

● *Les vacances des Japonais* devront augmenter de dix jours au cours des cinq prochaines années, afin de se rapprocher des normes en vigueur dans les autres pays industrialisés (cent dix à cent quatorze jours chômés aux Etats-Unis et en Europe contre cent deux actuellement au Japon). – *(AFP.)*

## En Grande-Bretagne

## Le gouvernement ne souhaite pas un financement public d'Eurêka

*« Nous sommes décidés a ce qu'Eurêka ne devienne pas un exercice bureaucratique. »* Pour ceux qui, en Grande-Bretagne, pouvaient nourrir encore quelques illusions, le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, a remis les choses au point lors de la conférence qu'ont tenue à Londres, lundi 14 octobre, les représentants des industriels et des financiers de dix-huit pays européens. En effet, si le gouvernemnt britannique n'est pas vraiment opposé au programme Eurêka que le président de la République française, M. François Mitterrand, avait proposé à l'Europe comme réponse à l'initiative stratégique de défense (IDS) des Américains, il est clair pour lui que le financement de ce programme européen de recherches devra se faire sur fonds privés.

*« La plus mauvaise façon d'inciter les entreprises à améliorer leur compétitivité,* a déclaré Sir Geoffrey Howe, *est de les rendre dépendantes de subventions publiques. »* Londres répète donc le discours tenu depuis plusieurs mois et qui va semble-t-il à l'encontre des positions allemandes et françaises. Reste que, a fait remarquer le président de la conférence, Sir Peter Carey, directeur de la banque Morgan Grenfell, *« le secteur privé se regroupera peut-être plus facilement derrière un projet s'il jouit d'un soutien ministériel »*. Le rôle des gouvernements, a-t-on dit à l'occasion de cette réunion, doit être de créer les conditions politiques du développement technologique en assouplissant les régimes fiscaux pour les projets dont la rentabilité n'est pas acquise mais aussi en favorisant l'émergence d'un véritable marché intérieur européen, facilitée par l'abaissement de barrières tarifaires et douanières inutiles et l'harmonisation des normes industrielles.




F.F. 440.000.000

# cession bail

d'un

# AIRBUS A-310

mis en place par :

CREDIT LYONNAIS — BANQUE DE NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET (Groupe ABN Bank)

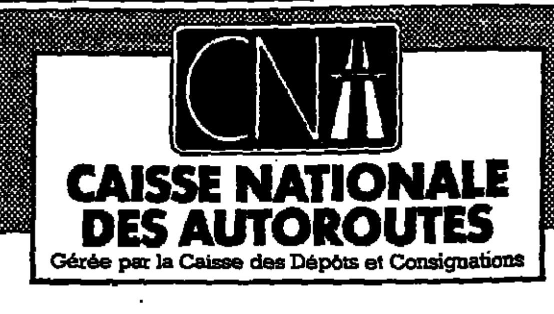
financé par

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (B.E.I.)

et

- BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT (B.A.I.I.)
- BANQUE HERVET
- BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIERE PRIVEE (B.I.M.P.)
- BANQUE INTERNATIONALE DE GESTION ET DE TRESORERIE (B.I.G.T.)
- BANQUE LOUIS DREYFUS
- BANQUE de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET
- BRED
- CAISSE FEDERALE DU CREDIT MUTUEL DE MAINE-ANJOU *et* BASSE-NORMANDIE
- CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE
- CREDIT LYONNAIS
- CREDIT PARISIEN
- ELECTRO BANQUE
- LA COMPAGNIE FINANCIERE (GROUPE EDMOND DE ROTSCHILD)
- MIDLAND BANK PARIS
- MORGAN & Cie SA.
- SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE

Septembre 1985
Cette annonce est publiée à titre d'information




## CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

## EMPRUNTS OCTOBRE 1985

**EMPRUNT A TAUX FIXE :**
***750 millions de F***

soit 150 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 985 F

Taux nominal : **11,70 %**

Taux de rendement actuariel brut : **11,75 %**

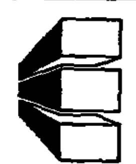
**EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE :**
***500 millions de F***

soit 100 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 929 F
Taux d'intérêt du 1er coupon : **11,20 %**
payable le 28 octobre 1986
Coupons suivants : taux d'intérêt annuel égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, établi par l'INSEE, pour le mois de septembre précédant la date de révision. Taux minimum 6,50 %.

MODALITÉS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS
Durée : 10 ans
Amortissement : in fine
Jouissance, règlement : 28 octobre 1985

*Souscription auprès des Banques, Bureaux de Poste, Caisses d'Epargne, Agents de Change et Comptables du Trésor.*
Une fiche d'information (visa C.O.B. n° 85-304 du 9/10/85) peut être obtenue sans frais auprès de la ***CNA, 56, rue de Lille 75007 Paris*** et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA CNA
pour l'extension du réseau français d'autoroutes.



## COMPAGNIE LA HÉNIN

Le conseil d'administration de la Compagnie La Hénin, réuni le 10 octobre 1985, sous la présidence de M. Dominique Chatillon, a approuvé les comptes de l'exercice 1984-1985, clos le 31 août dernier.

Ceux-ci font ressortir un résultat courant, après impôt et participation des salariés, de 68,3 millions de francs se comparant à 76,6 millions pour l'exercice précédent.

Les produits et charges exceptionnels se soldent par un résultat net très important (230,2 millions de francs contre 1,9 million), largement lié aux plus-values dégagées lors des apports à CEGEP des parts des centres commerciaux que détenait en propre la Compagnie.

Il en résulte un bénéfice de l'exercice de 298,5 millions, contre 74,7 millions l'année précédente.

*Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée qui se tiendra le 10 décembre prochain :*

- la distribution d'un dividende en espèces de 58 878 000 F, soit 13,50 F par action assortie d'un avoir fiscal de 6,75 F ;
- la dotation à la réserve spéciale des plus-values à long terme d'une somme de 239 150 000 F ;
- l'affectation du solde au report à nouveau qui passerait ainsi à 42 585 000 F.

Par ailleurs, le conseil a décidé de réunir, le même jour, une assemblée générale extraordinaire aux fins de :

- *renouveler* l'autorisation qui lui a été donnée de procéder, à tout moment, à une émission d'obligations convertibles en actions ;
- *modifier l'article 45 des statuts* concernant l'exercice social afin de le faire correspondre, à partir du 1er janvier 1986, à l'année civile. L'adoption de cette résolution aura pour effet de réduire à quatre mois la durée de l'exercice en cours.

Il devrait résulter à l'avenir de cette mesure une meilleure compréhension des comptes de la Compagnie, qui coïncideront, dans le temps, avec ceux de ses filiales, permettant ainsi de donner une image claire des comptes consolidés du Groupe. Le conseil a précisé qu'en dépit de cette modification il entendait, si les résultats escomptés le justifiaient, distribuer un acompte sur dividende en 1986, afin de n'apporter aucun changement dans le rythme de rémunération des actionnaires.




# L'unité d'Italie n'était plus un rêve. Le Banco di Sicilia était déjà une réalité.

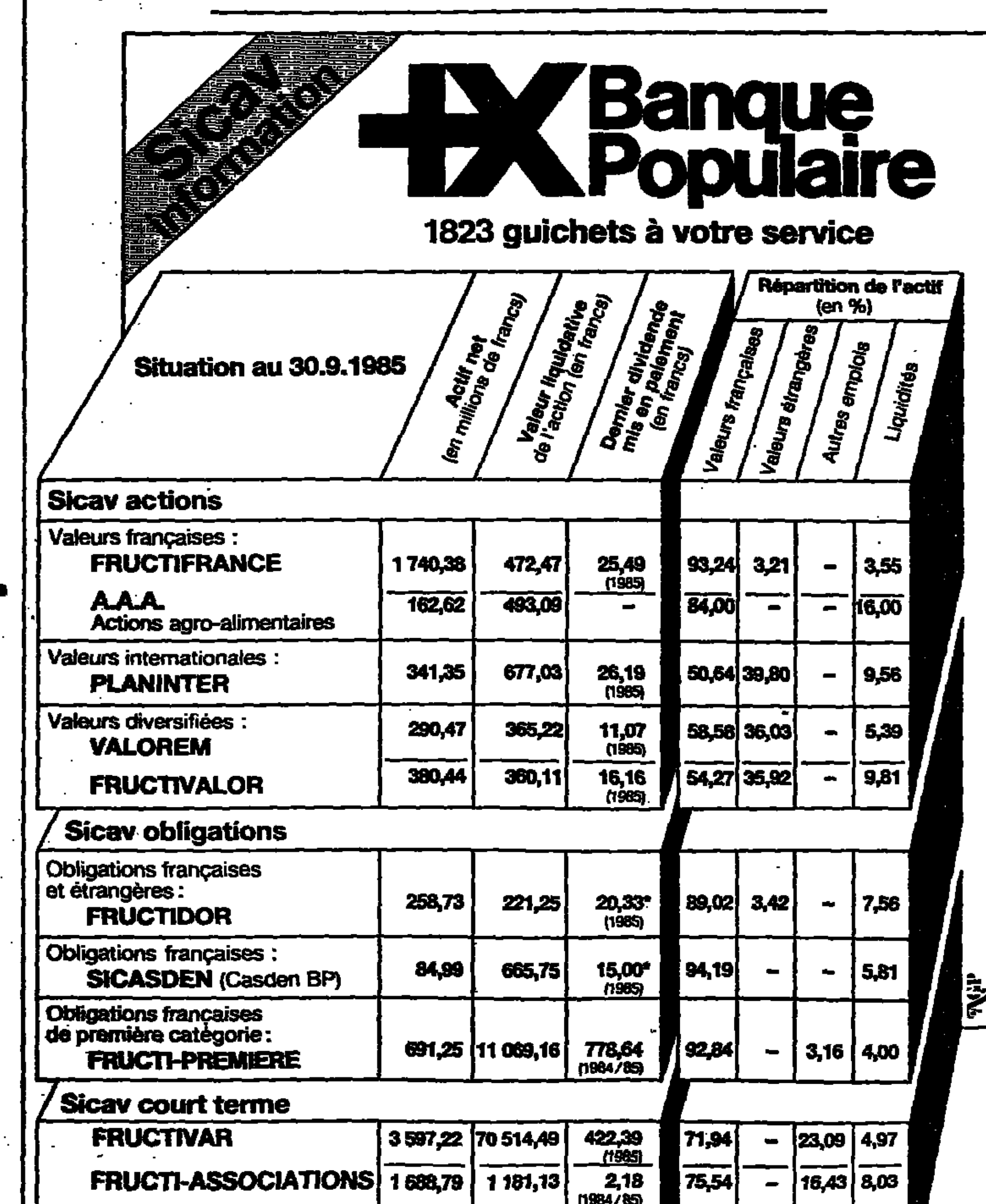
Héritier de l'expérience des anciens Comptoirs du Royaume de Sicile, dont l'activité remontait déjà au quinzième siècle, le Banco di Sicilia était déjà en 1860 un des plus importants établissements bancaires du Royaume d'Italie, puisqu'il a continué d'émettre du papier-monnaie pour le compte de l'Etat italien jusqu'en 1926.

Aujourd'hui le Banco di Sicilia est une grande banque tout à la fois régionale, nationale et internationale, comptant 319 agences dans toute l'Italie ; des succursales à Francfort, Londres, Los Angeles, New York, Paris ; des bureaux de représentation à Bruxelles, Budapest, Chicago, Munich, Singapour, Zürich et qui opère aussi bien à court terme qu'à moyen et long terme.

Nos Services Bancaires Internationaux et de Marketing sont à votre disposition pour n'importe quelle opération financière en Italie et dans le monde.

## Banco di Sicilia

*62, Rue La Boëtie, 75008 Paris*



Sicav information

## Banque Populaire

1823 guichets à votre service

| Situation au 30.9.1985 | Actif net (en millions de francs) | Valeur liquidative de l'action (en francs) | Dernier dividende mis en paiement (en francs) | Répartition de l'actif (en %) : Valeurs françaises | Valeurs étrangères | Autres emplois | Liquidités |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Sicav actions** | | | | | | | |
| Valeurs françaises : **FRUCTIFRANCE** | 1 740,38 | 472,47 | 25,49 (1985) | 93,24 | 3,21 | – | 3,55 |
| **A.A.A.** Actions agro-alimentaires | 162,62 | 493,09 | – | 84,00 | – | – | 16,00 |
| Valeurs internationales : **PLANINTER** | 341,35 | 677,03 | 26,19 (1985) | 50,64 | 39,80 | – | 9,56 |
| Valeurs diversifiées : **VALOREM** | 290,47 | 365,22 | 11,07 (1985) | 58,58 | 36,03 | – | 5,39 |
| **FRUCTIVALOR** | 380,44 | 360,11 | 16,16 (1985) | 54,27 | 35,92 | – | 9,81 |
| **Sicav obligations** | | | | | | | |
| Obligations françaises et étrangères : **FRUCTIDOR** | 258,73 | 221,25 | 20,33* (1985) | 89,02 | 3,42 | – | 7,56 |
| Obligations françaises : **SICASDEN** (Casden BP) | 84,99 | 665,75 | 15,00* (1985) | 94,19 | – | – | 5,81 |
| Obligations françaises de première catégorie : **FRUCTI-PREMIERE** | 691,25 | 11 069,16 | 778,64 (1984/85) | 92,84 | – | 3,16 | 4,00 |
| **Sicav court terme** | | | | | | | |
| **FRUCTIVAR** | 3 597,22 | 70 514,49 | 422,39 (1985) | 71,94 | – | 23,09 | 4,97 |
| **FRUCTI-ASSOCIATIONS** | 1 688,79 | 1 181,13 | 2,18 (1984/85) | 75,54 | – | 16,43 | 8,03 |
| **VALORG** (Casden BP) | 1 111,44 | 1 321,93 | 2,93 (1985) | 66,29 | – | 26,12 | 7,59 |
| **PARNASSE VALOR** | 126,69 | 1 033,49 | – | 76,00 | – | 24,00 | – |

* Dernier coupon trimestriel versé



# SOCIAL

## L'individualisation des salaires gagne du terrain

L'individualisation des rémunérations, ce système cher au CNPF et au patronat de la métallurgie où les performances et les mérites de chacun interviennent dans la détermination des salaires, gagne progressivement du terrain. Selon un sondage de la SOFRES réalisé à l'occasion d'un colloque de *la Semaine sociale Lamy* (1), 85 % des entreprises interrogées pratiquent encore des augmentations *générales systématiques*. Toutefois, 51 % d'entre elles *« associent aux augmentations générales des augmentations personnalisées fondées sur le mérite »*. D'après cette même enquête, 88 % des entreprises sont favorables au développement de l'individualisation — 6 % y recourant déjà de manière exclusive, — mais 39 % se prononcent pour l'indexation des salaires sur les prix. Une contradiction que l'institut de sondage explique par *« des craintes de déstabilisation à l'intérieur de l'entreprise »*...

### Une « quasi-méritocratie »

Posant problème aux organisations syndicales, notamment de cadres, l'avancée de l'individualisation des rémunérations semble accompagner le profond mouvement de désindexation amorcé à la fin de 1982 à l'issue du blocage des salaires. Chez Alsthom-Atlantique (36 000 salariés), l'individualisation se met en œuvre depuis 1984. Totale pour les ingénieurs et les cadres, elle touche également les autres catégories de salariés. Ainsi, en 1985, une augmentation minimale étant garantie pour les plus bas salaires, la croissance de la masse salariale (+ 4,5 %) a été répartie en une augmentation générale des salaires des non-cadres de 2,5 % et une enveloppe de 2 % pour des augmentations individualisées pouvant aller de + 2,5 % à + 10 %.

Lors du colloque de la *Semaine sociale Lamy*, d'autres expériences ont été présentées. Chez SCREG Routes (2), une *« individualisation forcenée »*, selon l'expression du directeur du personnel, M. Guy Lautier, est pratiquée depuis huit ans. Pour M. Lautier, il faut casser les *automatismes d'augmentation salariale*, récompenser *« l'excellence »* et s'opposer à *« toute massification » : « On supprime petit à petit toute automaticité. On n'est pas payé pour être assidu ou pour être ancien. »* Pas question donc d'appliquer *« aveuglément »* la même augmentation générale *« à ceux qui tirent l'entreprise et à ceux qui se laissent tirer »*. Une *« quasi-méritocratie »*, qui repose, pour M. Lautier, sur quatre préalables : convaincre l'encadrement, former les cadres pour qu'ils utilisent un budget global en *« osant différencier »*, persuader le personnel et ses représentants que les *« différenciations sont justes et équitables »*, adapter les formes de gestion administrative.

Une individualisation à l'emporte-pièce, qui n'est pas la méthode générale. Chez Carrefour (19 000 salariés, dont 1 200 cadres), le système adopté est prudent et progressif. Pour l'ensemble des salariés, la rémunération est modulée *« en fonction des performances de l'entreprise »*, et donc de ses salariés. Un accord d'intéressement aux résultats est trois fois plus avantageux, selon M. Bernard Dunand, directeur des relations sociales, que la participation légale.

Tous les syndicats, à l'exception de la CGT, ont ratifié un système de prime : si, par exemple, à surface constante, le chiffre d'affaires progresse de 8 %, une prime de 1 % du salaire annuel est accordée à tous les salariés. Pour les cadres, suivant un accord signé par FO et la CGC, *« les rémunérations de base sont totalement individualisées »* : les augmentations générales, à chaque niveau hiérarchique, ne jouent que sur le salaire minimum et le salaire maximum.

### « Objectifs particuliers »

*« La rémunération individuelle de chaque cadre*, explique M. Dunand, *se situe à l'intérieur de cette fourchette (dont l'amplitude est d'environ 40 %) et se fixe suivant les performances de chacun »*, à partir d'*« objectifs particuliers »* assignés à chaque poste et évalués lors d'un entretien annuel. Très satisfaits, les cadres ont demandé la généralisation de ce système...

Chez Abex (plaquettes de freins à disque), qui emploie sept cents salariés, dont soixante cadres, l'individualisation totale des augmentations de salaires des cadres est pratiquée depuis 1984. Cette « mesure de la performance » a été imposée par les difficultés d'une entreprise, qui, à la fin de 1983, perdait 10 % de son chiffre d'affaires par mois. *« On n'a pas pu tergiverser*, souligne M. Laffaile, son PDG. Une individualisation, assure-t-il, qui s'est opérée *« sans heurts »*.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Sondage réalisé du 26 au 30 août 1985 auprès d'un échantillon national de trois cents entreprises du secteur privé et parapublic de plus de cent salariés (à l'exclusion du BTP, des assurances et des transports).

(2) Le témoignage de M. Lautier ne concernait que SCREG-Routes (7 000 personnes), mais l'individualisation est pratiquée pour les effectifs employés par l'ensemble du groupe SCREG en France (soit vingt-cinq mille personnes environ).

LA MISE EN ŒUVRE D'UNE PROMESSE DE M. MITTERRAND

## Les agriculteurs accueillent sans enthousiasme le projet de retraite à soixante ans

Les agriculteurs vont-ils, après les salariés, les artisans et les commerçants, pouvoir partir à la retraite à soixante ans avec une pension à taux plein ? Le président de la République l'avait promis au cours de son voyage en Picardie, au début de l'année. Pour accomplir cette promesse avant les élections législatives, le ministre de l'agriculture vient de présenter, le 9 octobre, un projet au Conseil supérieur des prestations sociales agricoles. Aujourd'hui, l'âge normal de départ est de soixante-cinq ans, mais la moitié des exploitants cessent leur activité avant soixante-quatre ans en bénéficiant de pensions d'inaptitude ou d'indemnités de départ.

Le système prévu suit celui en vigueur pour les salariés. Une cessation complète d'activité est exigée. Pour obtenir une pension à taux plein, il faudra avoir cotisé trente-sept ans et demi — au lieu de vingt-cinq ans actuellement. Pour ceux qui n'auront pas cette durée complète, des abattements seront effectués sur les deux éléments de la pension — une « retraite forfaitaire », d'un montant maximal de 13 000 francs par an, et une « retraite proportionnelle », calculée en points, variant selon la taille de l'exploitation, et de 27 660 francs par an au maximum.

Pour réaliser cette réforme, dont le coût global est évalué à 3 milliards de francs, le gouvernement a adopté une solution proposée depuis deux ans par le président de la Mutualité sociale agricole (MSA), M. André Lauricelle, d'une mise en œuvre progressive : l'âge normal de départ sera ramené à soixante-quatre ans en 1986, à soixante-trois ans en 1987, et ainsi de suite, de façon à parvenir à soixante ans en 1990. D'autre part, on espère réaliser des économies par la nouvelle « proratisation » de la retraite en fonction de la durée d'activité, et par l'abandon des indemnités de départ (IAD) (1) au profit de la retraite par certains agriculteurs ; on espère aussi économiser sur les indemnités versées aujourd'hui à des agriculteurs âgés pour cesser leurs livraisons de lait (dans le cadre de la politique des « quotas laitiers »).

Au total, si 60 % des agriculteurs intéressés partent à la retraite en 1986, comme on le prévoit, le coût final sera de 150 millions de francs ; il serait couvert, d'une part, par l'augmentation d'un point des cotisations sociales des agriculteurs (ce qui représente 112,5 millions de francs), d'autre part, par une subvention de l'État, d'un montant de 37,5 millions de francs. Des amendements seront déposés au BAPSA (budget annexe des prestations sociales agricoles) et au budget de l'agriculture.

Curieusement, le projet est accueilli avec des sentiments mitigés par les agriculteurs : ceux-ci ne veulent pas être les seuls à ne pas bénéficier de la retraite à soixante ans, et une pression s'est exercée en ce sens auprès des responsables de la Mutualité sociale agricole. Mais ils auraient préféré que leurs retraites soient d'abord « harmonisées » avec celles des salariés : ainsi, selon la MSA, il y a un écart de 15 % entre la retraite minimale d'un agriculteur et celle d'un « smicard ».

### Paient-ils assez ?

Trois points sont particulièrement contestés :

— Les conditions de départ : une cessation totale d'activité est exigée par le projet de loi. Dans certaines régions (par exemple en montagne), les exploitants éprouvent certaines difficultés à céder leurs terres. Doivent-ils les laisser en friche ? Les retraités ne pourront-ils plus « donner un coup de main » à leur successeur, si celui-ci est, comme c'est fréquent, leur fils ou leur voisin ? Sur ce point, au ministère de l'agriculture, on est disposé à prévoir une application souple du principe : ne pas empêcher, évidemment, le « coup de main », et surtout considérer que l'agriculteur peut *« garder en état »* ses terres en attendant de trouver un acquéreur.

Mais, plus largement, ce qui est posé, c'est le problème des *« cumuls »* : plus de trois cent mille agriculteurs de plus de soixante-cinq ans *cumulent* retraite et activité professionnelle. Devront-ils eux aussi abandonner celle-ci ou, comme les salariés, payer une *« contribution de solidarité »* ? La FNSEA dit redouter une *« désertification »* de certaines zones rurales.

— Les réductions apportées aux pensions en cas de carrière incomplète. Du côté de la Mutualité sociale agricole, on redoute qu'elles ne restreignent fortement la portée de la mesure. Et si le nombre de candidats à la retraite est inférieur aux prévisions officielles, le mode de financement adopté ne revient-il pas à accroître sournoisement la contribution de la profession ? Or les cotisations sociales ont déjà augmenté de 7,3 % (en masse) en 1985.

— En effet, derrière ces discussions, c'est bien la participation des agriculteurs au financement de leur protection sociale qui est en cause. Est-elle *suffisante* ? Pour les syndicats de salariés, la réponse est négative : ils considèrent que les mécanismes de compensation entre les régimes de sécurité sociale entraînent un transfert de ressources excessif du régime général (des salariés) au régime agricole.

En réalité, le calcul de la participation des agriculteurs est très complexe, et mal connu. Les agriculteurs estiment que l'effort global fait par la profession atteint 85 % de celui des autres catégories, et que le reste relève de la solidarité nationale en raison de la situation démographique de l'agriculture : un actif par personne âgée, au lieu de trois pour les salariés.

Au ministère, on considère, en revanche, que, si les cotisations des agriculteurs sont comparables à celles des autres catégories socio-professionnelles pour l'assurance-maladie, elles restent sensiblement plus faibles pour les prestations familiales, et inférieures de moitié à leur niveau normal pour les retraites — si basses soient celles-ci. On ne cache pas que la mise en œuvre de la retraite à soixante ans doit s'accompagner d'un « rééquilibrage » progressif.

GUY HERZLICH.

(1) IAD, ex « indemnité viagère de départ ».

ھكذا من الأصل



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

14 octobre

### Ferme

*La Rue Vivienne a tenu ses promesses. Le mouvement de reprise s'y est poursuivi, en s'accélérant même, de sorte qu'à la clôture l'indicateur instantané enregistrait une avance de 0,91 %.*

*De très belles valeurs ont donné l'exemple de la fermeté, comme Roussel-Uclaf, Printemps, Total, Pernod-Ricard (hausse de 10 % des résultats semestriels), L'Oréal, Presses de la cité, Lafarge, Bic, Crouzet, Générale occidentale, Club Méditerranée et bien d'autres. Les affaires n'ont toutefois pas été très actives. Mais, avec la très nette diminution de la pression des vendeurs l'augmentation de la demande a suffi à faire remonter les niveaux des cours.*

*La réaction très positive de Wall Street vendredi dernier à la publication de très bons indicateurs économiques pour septembre a naturellement encouragé le marché. Mais, sous les lambris, les opérateurs tablent (peut-être trop vite) sur une baisse imminente des taux de base bancaires, qui pourrait être de l'ordre d'un quart de point.*

*Cette perspective a continué d'alimenter une assez forte demande sur les obligations renouvelables du Trésor (ORT) et sur les valeurs à taux fixe, en général, au premier étage du Palais Brongniart.*

*L'espoir d'une détente a encore été renforcé par le léger fléchissement du loyer de l'argent au jour le jour (– 1/16 %).*

*Gaz de France propose d'échanger des obligations 8 1/2 % avril 1971 et 8 1/2 % février 1972 contre des titres participatifs avec bons de souscription et soultes, différentes selon les options choisies.*

*Avec l'effritement du dollar, le prix de l'or s'est raffermi à Londres : 326,60 dollars l'once (+ 1 dollar). A Paris, le lingot a gagné 350 F, à 85 500 F, et le napoléon 3 F, à 539 F.*

*La devise-titre s'est traitée entre 8,15 F et 8,18 F (contre 8,12 F-8,19 F).*

## NEW-YORK

### Nouvelle hausse

Un des rares marchés financiers à fonctionner aux Etats-Unis lundi à l'occasion du Colombus Day, Wall Street a donné la mesure de sa vigueur. Pour la seconde séance consécutive, les cours ont monté, et même bien monté jusqu'à la clôture, l'indice des industrielles enregistrant une hausse de 14,78, à 1 354,72.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 1 909 valeurs traitées, 974 ont progressé, 448 ont baissé et 487 n'ont pas varié. Seule ombre au tableau : en raison du chômage observé par les banques, l'activité a été faible, et 78,54 millions de titres seulement ont été échangés contre 96,37 millions précédemment. Ce qui a fait dire à de nombreux spécialistes que les bonnes dispositions du marché n'étaient pas très significatives. N'importe.

Les investisseurs ont, semble-t-il, favorablement réagi aux dernières statistiques économiques (forte progression des ventes au détail en septembre, baisse des prix de gros le même mois), également aux commentaires optimistes de la Maison Blanche. Il reste que beaucoup attendaient la séance de mardi pour se faire une opinion sur le sentiment réel de la Bourse.

| VALEURS | Cours du 11 oct. | Cours du 14 oct. |
|---|---|---|
| Alcoa | 32 1/4 | 32 5/8 |
| A.T.T. | 21 1/4 | 21 5/8 |
| Boeing | 43 5/8 | 44 3/8 |
| Chase Manhattan Bank | 53 5/8 | 54 7/8 |
| Du Pont de Nemours | 58 1/2 | 58 1/2 |
| Eastman Kodak | 44 3/4 | 44 1/2 |
| Exxon | 53 | 53 1/8 |
| Ford | 46 3/4 | 47 |
| General Electric | 58 3/4 | 59 3/4 |
| General Foods | 118 7/8 | 119 1/2 |
| General Motors | 69 3/4 | 70 1/4 |
| Goodyear | 27 1/4 | 27 1/2 |
| I.B.M. | 125 3/8 | 128 1/8 |
| I.T.T. | 34 5/8 | 35 |
| Mobil Oil | 29 3/4 | 30 1/4 |
| Pfizer | 45 7/8 | 45 3/8 |
| Schlumberger | 34 | 34 3/8 |
| Texaco | 37 | 37 5/8 |
| U.A.L. Inc. | 50 1/2 | 51 1/4 |
| Union Carbide | 64 7/8 | 66 1/2 |
| U.S. Steel | 31 1/8 | 31 3/8 |
| Westinghouse | 38 1/4 | 38 3/4 |
| Xerox Corp. | 47 1/4 | 46 3/4 |

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**OPE SUR LES OBLIGATIONS GAZ DE FRANCE 8 1/2 % AVRIL 1971 et 8 1/2 % FÉVRIER 1972.** – Gaz de France aménage son passif et offre aux détenteurs de titres représentatifs de ces deux emprunts de les échanger contre des titres participatifs de 5 000 F nominal A ou B assimilables à ceux émis en juillet 1985, assortis chacun d'un bon de souscription à un titre de l'autre tranche. Ainsi les souscripteurs de l'emprunt 8 1/2 % avril 1971 se voient offrir la possibilité de recevoir contre la remise de dix obligations : soit un titre de la tranche « A » avec un bon de souscription à un titre participatif de la tranche « B » majoré d'une soulte de 38 F ; soit un titre de la tranche « B » assorti d'un bon de souscription à un titre participatif de la tranche « A » majoré d'une soulte de 54 F.

Pour l'emprunt 8 1/2 % février 1972, les détenteurs se voient offrir contre dix obligations : soit un titre participatif de la tranche « A » assorti d'un bon de souscription à un titre participatif de la tranche « B » majoré d'une soulte de 173 F ; soit un titre participatif de la tranche « B » assorti d'un bon de souscription à un titre participatif de la tranche « A » majoré d'une soulte de 189 F.

Cette OPE expirera le 15 novembre 1985 à minuit. Les ordres d'échanges ne pourront porter que sur dix titres au minimum ou multiples de 10. Ces ordres pourront être révoqués jusqu'au 5 novembre inclus. La cotation des titres de ces deux emprunts, qui avait été suspendu le 9 septembre dernier, reprendra le 16 octobre.

**LESIEUR/SAINT-LOUIS (Correction).** – Contrairement à ce que nous avons indiqué (*le Monde* du 15 octobre), Raffinerie de Saint-Louis vient de porter de 5 % à 10 % sa participation dans Lesieur et non l'inverse.

**LA HÉNIN.** – Le bénéfice pour l'exercice clos le 31 août dernier est quatre fois plus élevé que le précédent (298,5 millions de francs contre 74,7 millions), ce en raison des importantes plus-values tirées des apports à CEGEP des parts des centres commerciaux (230,2 millions de francs contre 1,9 million). Les cotes de l'exercice vont être modifiées pour coïncider avec l'année calendaire. Un acompte sur dividende en 1986 pourrait être versé si les résultats le justifiaient.

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

| | 11 oct. | 14 oct. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 110,4 | – |
| Valeurs étrangères | 92,4 | – |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

| | 11 oct. | 14 oct. |
|---|---|---|
| Indice général | 207,5 | 209,3 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 15 octobre ........ 9 1/4 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 14 oct. | 15 oct. |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 215,85 | 215,75 |

# BOURSE DE PARIS — Comptant — 14 OCTOBRE

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | 30 | 0 115 |
| 5 % | 49 10 | 3 507 |
| 3 % amort. 45-54 | .... | 0 616 |
| Emp. 7 % 1973 | 8110 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 123 | 3 486 |
| 9,80 % 78/93 | 97 40 | 2 551 |
| 8,80 % 78/86 | 98 75 | 7 402 |
| 10,80 % 79/94 | 100 09 | 1 213 |
| 13,25 % 80/90 | 105 45 | 4 884 |
| 13,80 % 80/87 | 106 | 13 782 |
| 13,80 % 81/89 | 108 67 | 10 322 |
| 16,75 % 81/87 | 110 79 | 1 606 |
| 16,20 % 82/90 | 117 85 | 12 206 |
| 16 % juin 82 | 118 73 | 5 611 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 147 40 | 11 168 |
| E.D.F. 14,5 % 80-92 | 106 30 | 4 970 |
| Ch. France 3 % | 164 50 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 101 45 | 3 215 |
| CNB Paribas | 102 69 | 3 215 |
| CNB Suez | 102 65 | 3 215 |
| CNI janv. 82 | 101 55 | 3 215 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Forges Strasbourg | 283 | 286 |
| Foriner | 1096 | 1088 |
| Fougerolle | 90 | 92 |
| France I.A.R.D. | 246 60 | 292 d |
| France (La) | 3068 | 3160 |
| Fröm. Paul Renard | 654 | 651 |
| GAN | 5720 | 5540 |
| Gaumont | 598 | 602 |
| Gaz et Eaux | 1636 | 1600 |
| Genty S.A. | 430 | 431 |
| Gér. Arm. Hold. | 80 | 83 20 |
| Gévelot | 333 | 323 |
| Gr. Fin. Constr. | 320 | 321 |
| Gds Moul. Paris | 458 | 455 |
| Groupe Victoire | 1825 | 1840 |
| G. Transp. Ind. | 188 | 182 60 |
| H.G.P. | 13250 | 13360 |
| Hydroc. St-Denis | 133 | 133 |
| Immindo S.A. | 337 | 326 |
| Immoinvest | 257 | 260 |
| Immobail | 445 | 457 |
| Immobanque | 686 | 686 |
| Immob. Marseille | 4850 | 4860 |
| Immofice | 435 | 439 50 |
| Industrielle Cie | 1700 | 1700 |
| Invest. (Sté Cent.) | 1240 | 1246 |
| Jaeger | 163 30 | 159 |

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 14/10

# Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

o : coupon détaché ; • : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 14/10 | Cours des billets aux guichets – Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 8 101 | 8 104 | 7 750 | 8 350 |
| ECU | 6 749 | 6 737 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 305 080 | 304 930 | 295 | 310 |
| Belgique (100 F) | 15 090 | 15 043 | 14 450 | 15 300 |
| Pays Bas (100 fl.) | 270 540 | 270 480 | 262 | 277 |
| Danemark (100 krd) | 84 130 | 84 110 | 79 | 87 |
| Norvège (100 k) | 102 320 | 102 450 | 98 | 104 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 11 430 | 11 447 | 11 050 | 11 750 |
| Grèce (100 drachmes) | 6 095 | 5 195 | 4 | 6 |
| Italie (1 000 lires) | 4 522 | 4 520 | 4 200 | 4 700 |
| Suisse (100 fr.) | 371 450 | 371 900 | 3 610 | 3 770 |
| Suède (100 krs) | 101 400 | 101 490 | 96 500 | 102 500 |
| Autriche (100 sch) | 43 450 | 43 410 | .... | .... |
| Espagne (100 pes.) | 5 | 5 003 | 4 650 | 5 200 |
| Portugal (100 esc.) | 4 960 | 4 950 | 4 300 | 5 100 |
| Canada ($ can 1) | 5 889 | 5 919 | 5 700 | 6 100 |
| Japon (100 yens) | 3 771 | 3 763 | 3 640 | 3 790 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 14/10 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 85000 | 85300 |
| Or fin (en lingot) | 85150 | 85500 |
| Pièce française (20 fr) | 536 | 539 |
| Pièce française (10 fr) | 440 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 545 | 544 |
| Pièce latine (20 fr) | 501 | 501 |
| Souverain | 626 | 627 |
| Pièce de 20 dollars | 3430 | 3425 |
| Pièce de 10 dollars | 1870 | 1880 |
| Pièce de 5 dollars | 1400 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 3210 | 3195 |
| Pièce de 10 florins | 521 | 520 |
| Or Londres | 325 80 | 326 |
| Or Zurich | 326 | 327 |
| Gold Tray Chicago | ..... | ..... |
| Argent Londres | 6 22 | 6 22 |

Le Monde

L'AFFAIRE DE L'« ACHILLE-LAURO »

## Le président Moubarak exige des « excuses » de Washington

Le président égyptien, M. Moubarak, a sommé lundi 14 octobre les Etats-Unis de présenter des excuses à l'Egypte pour l'interception par la chasse américaine du Bœing d'Egypt Air transportant les pirates de l'*Achille-Lauro*. « *Je n'ai pas reçu d'excuses appropriées, les Egyptiens y ont droit* », a déclaré M. Moubarak. Soulignant la tension que cette affaire a provoquée entre Washington et Le Caire, le président égyptien a ajouté : « *J'espère que les nuages se dissiperont, j'espère que nous arriverons à clarifier la situation.* » Cette affaire, a-t-il poursuivi, ainsi que le récent raid israélien contre l'OLP à Tunis représentent « *de graves coups portés au processus de paix à un moment où nous faisons tout notre possible pour la réactiver* ».

En Italie, nous rapporte notre correspondant Jean-Pierre Clerc, les quatre pirates, jusqu'alors détenus à Syracuse, ont été transférés dans une prison de haute sécurité, plus au nord, près de Gênes, ville où l'*Achille-Lauro* devrait arriver le mercredi 16 en début de soirée. L'équipage, commandant en tête, et les quelques passagers restés à bord seront sans doute aussitôt interrogés par les magistrats enquêtant sur le début de l'affaire : la montée à bord des quatre, ou plutôt, ils en sont pratiquement convaincus, des cinq hommes du commando – le dernier étant descendu à l'escale d'Alexandrie. Un sixième complice est entre les mains de la justice depuis... le 28 septembre, c'est-à-dire cinq jours avant le détournement. C'est un jeune homme, Mohammed Zainir Kaklaf, qui avait été interpellé à Gênes pour avoir été trouvé en possession de deux passeports, un marocain et un iranien : la suite de l'enquête aurait prouvé sa complicité dans la préparation du détournement.

De leur côté, les autorités américaines ont répété, lundi, qu'elles entendaient toujours tout mettre en œuvre pour obtenir l'extradition d'Aboul Abbas, le responsable palestinien qu'elles considèrent comme le « cerveau » du détournement de l'*Achille-Lauro* et que les Italiens avaient autorisé, ce week-end, à partir pour Belgrade. « *En ce qui nous concerne*, a assuré M. Mesee, attorney général (secrétaire à la justice), *il n'y a pas de sanctuaire. Nous poursuivrons M. Abbas comme n'importe quel autre fugitif. Nous voulons toujours l'appréhender et le ramener aux Etats-Unis pour qu'il réponde des accusations formulées contre lui dans ce pays.* »

M. Meese n'a pas indiqué s'il savait où se trouvait encore M. Abbas, dont le mouvement, le FLP, a revendiqué officiellement le détournement de l'*Achille-Lauro*. Selon certaines sources palestiniennes à Belgrade, M. Abbas a déjà quitté la Yougoslavie, et la chaîne de télévision américaine ABC croit savoir qu'il s'est rendu au Sud-Yémen.

Le département d'Etat a, d'autre part, annoncé que les autorités syriennes avaient fait savoir aux Etats-Unis qu'elles venaient de découvrir un corps pouvant être celui de Leon Klinghoffer, le paralytique sexagénaire tué par les pirates.

Le corps a été ramené par la mer sur la côte syrienne, non loin du port de Tartous, au large duquel l'*Achille-Lauro*, alors aux mains des pirates, avait passé l'essentiel de la journée de mardi dernier. C'est ce jour-là, selon des récits concordants des passagers, que Leon Klinghoffer a été tué d'une balle dans la tête par les pirates, qui ont ensuite jeté son corps par-dessus bord. Le FLP assure, pour sa part, que Leon Klinghoffer est mort de crise cardiaque. – *(Reuter, AFP.)*

En Italie

## La coalition gouvernementale à l'épreuve

De notre correspondant

Rome. – Cette journée du mardi 15 octobre devait être consacrée à renouer quelques-uns des fils terriblement distendus par l'affaire de l'*Achille-Lauro* et ses suites. Sur le plan international, M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères, projetait de rencontrer longuement à Bruxelles M. Shultz, son homologue américain. Le dirigeant démocrate-chrétien, tout comme d'ailleurs son collègue, le vice-président du conseil, M. Forlani, avait déjà eu un entretien de deux heures à Rome avec l'ambassadeur américain, M. Maxwell Rabb. On ne semble pas douter ici que les choses « s'arrangeront » avec le grand allié d'outre-Atlantique, nonobstant la colère du président Reagan. Par ailleurs, M. Mzali, premier ministre d'une Tunisie qui est l'un des meilleurs amis arabes de Rome, devait rencontrer ce même mardi en Italie le gotha gouvernemental de la péninsule.

En politique intérieure aussi, il y a beaucoup à faire pour panser les plaies. Il y a eu conseil de cabinet lundi soir. Le ministre de la défense, le républicain M. Giovanni Spadolini, une des principales personnalités de la coalition, n'y assistait pas. « *J'ai appris*, s'est-il plaint dans une conférence de presse, *ce que je dois bien appeler la fuite déguisée d'Aboul Abbas par la télévision.* » Le chef des républicains trouve également tout à fait anormal le fait que la justice n'ait même pas pu entendre le dirigeant du FLP avant son départ d'Italie. Alors la crise ?

On n'en est pas encore là. Un nouveau conseil de cabinet est convoqué pour ce mardi en vue d'essayer de recoller les pots cassés. Le secrétaire de la très puissante démocratie chrétienne, M. de Mitta, qui était demeuré très silencieux durant toute la crise, vient de déclarer qu'il ne voyait pas de raison pour que s'ouvre une crise de gouvernement. Le ministre des finances, le social-démocrate M. Romita – membre de l'un des trois petits partis composant le « bloc laïque » alliés dans la coalition – est du même avis, même s'il est évidemment très critique lui aussi envers le « manque de collégialité » qui a caractérisé, c'est le moins que l'on puisse dire, la prise des décisions gouvernementales dans l'affaire du Boeing égyptien détourné et lors du départ d'Aboul Abbas.

Que fera pour sa part le PCI ? Les communistes peuvent en effet éprouver des sentiments mêlés : approbation envers l'attitude « négociatrice » adoptée par le gouvernement, fureur que le président du conseil ait coopéré avec les Américains au détournement de l'avion d'Egypt Air, satisfaction devant le « départ » d'Aboul Abbas à la barbe de l'oncle Sam. La formation de M. Allessandro Natta devra se déterminer jeudi à l'heure du vote dans le débat parlementaire.

JEAN-PIERRE CLERC.

LES CONFLITS SOCIAUX

## Occupation à l'usine Thomson-Téléphone de Colombes

Le personnel de l'usine Thomson-Téléphone de Colombes (Hauts-de-Seine) a décidé, lundi 14 octobre, de continuer à occuper la salle des ordinateurs de l'établissement, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC, en attendant des négociations tripartites avec la direction et les pouvoirs publics. Celle-ci a présenté, au cours de la réunion des comités centraux d'entreprise de Thomson-Téléphone et de CIT-Alcatel, un projet de restructuration entraînant des mutations pour 2 200 salariés. Selon les syndicats, l'établissement de Colombes serait fermé : 379 personnes doivent être mutées dans les Côtes-du-Nord, à Lannion, Guingamp et Tréguier, 332 à Vélizy (Yvelines), 9 à Orvault (Loire-Atlantique) et 10 à Eu (Seine-Maritime).

● A NANTES. Plusieurs centaines de salariés du chantier naval Dubigeon ont occupé brièvement la mairie lundi pour lancer un appel à la population et protester contre « *le silence du maire* », M. Michel Chauty, sénateur RPR, sur les dernières suppressions d'emplois. Pour protester contre 700 départs en congé de conversion, un millier d'ouvriers de Normed, à Dunkerque, à l'issue d'une assemblée réunissant 2 000 salariés, ont à nouveau déposé en ville, devant la sous-préfecture, deux élements préfabriqués de 18 tonnes chacun provenant du dernier navire en construction.

● A GENNEVILLIERS (Hauts-de-Seine). Les ouvriers de la Compagnie française d'électronique (batteries pour automobiles, 250 salariés) ont décidé de continuer l'occupation de l'usine, commencée le 3 octobre, en attendant la décision du tribunal de Nanterre sur une demande en référé déposée par la direction contre 33 ouvriers à la suite de cette occupation.

● A ROANNE. Après l'ordonnance d'expulsion rendue par le tribunal, le maire de la ville, M. Jean Auroux, ministre des transports, a mis en garde, lundi 14 octobre, les occupants des ARCT (Ateliers roannais de construction textile). « *Si la stratégie suicidaire prônée par quelques-uns l'emporte, c'en est fait de la machine textile à Roanne.* » M. Terrat, PDG de la société IC-ACBF et repreneur potentiel des ARCT, a annoncé, en effet, que, si les locaux n'étaient pas évacués rapidement, il renoncerait à son projet.

*Sur le vif*

## *La ferme !*

C'est une Anglaise. Elle est incroyablement bavarde. Elle n'arrête pas de jacasser. Et puis là, elle va se faire opérer : la mâchoire. Ses proches, ses amis, la taquinent : sa maladie, c'est de trop l'ouvrir. Alors, pour leur prouver que ça n'a rien à voir, elle prend le pari de la boucler pendant cinq heures d'affilée. Et elle le tient. Tous ceux qui essaieront de lui arracher un mot sans y parvenir y seront de leur poche. Et elle ramasse la mise : 100 livres destinées à l'équipe de foot locale. Mignonne, non, cette histoire ? Et vraie, en plus. Je l'ai lue dans *le Herald Tribune*.

C'est une idée à creuser. Prenez Mitterrand. Qu'est-ce qu'on ne donnerait pas pour le voir s'animer, s'arracher au bronze où son visage s'est figé,et rire de toutes ses dents. C'est assez marrant, d'ailleurs, parce qu'avant, quand elles étaient de travers, il ne pouvait pas s'empêcher de se fendre d'un mince sourire parcimonieux et papillotant. Et maintenant qu'il les a fait arracher, rectifier, plus question de les montrer. A croire qu'elles ont repoussé.

Ou Chirac et ses liaisons dangereuses. Moi, je suis prête à casquer pour ne plus l'entendre marteler : et que l'on ne compte pas sur nous pour demeurer à jamais dans des étatismes zarriérés zet démobilisateurs. Ça m'horripile. Et je ne suis pas la seule. Ses conseillers en marketing le lui répètent sur tous les tons, ils nous le disaient encore l'autre jour à la radio.

Il n'y a rien à faire. C'est plus fort que lui. Remarquez,pour son face-à-face télévisé avec Fabius, à la fin du mois, c'est pas grave. L'un parle beau. L'autre parle vrai. Les deux sonnent faux.

Et puis, je me demande si, en y allant tous de notre offrande, on ne pourrait pas persuader le pape de renoncer à s'agenouiller pour embrasser le bitume de tous les aéroports où il débarque. En Pologne, ça avait encore un sens, mais franchement au Liechtenstein... Sans parler de la Belgique, où ça a fait des histoires pas croyables entre Flamands et Wallons. Allez, on fait la quête et on lui offre une petite assiette qui lui évite de se baisser et lui permette de porter à ses lèvres pour la sanctifier une belle motte de vraie terre.

CLAUDE SARRAUTE.

Selon la SOFRES

## STABILITÉ DES INTENTIONS DE VOTE DES FRANÇAIS

Les intentions de vote des Français pour les élections législatives, telles que les mesure la SOFRES, ne varient guère. D'après le dernier sondage de cet institut, réalisé du 3 au 8 octobre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié ce mardi 15 octobre par *le Figaro*, la droite, avec le Front national, recueillerait 59 % des suffrages (+ 1 point par rapport à la précédente enquête de septembre) et la gauche 38 % (comme le mois dernier). Le PC est crédité de 10 % des intentions de vote, au lieu de 9 % précédemment) et le PS de 23 % (au lieu de 24 %). L'extrême gauche et le MRG sont respectivement crédités, comme en septembre, de 2 % et 3 % des intentions de vote. Dans l'opposition, l'UDF recueillerait 20 % des suffrages (+ 1 point) et le RPR, qui reste stable, 25 %. Les divers droite (5,5 %) perdent 1/2 point tandis que le Front national (8,5 %) en gagne 1/2.

Ce sondage indique, d'autre part, qu'une majorité de Français (53 % souhaitent que les électeurs profitent de ce scrutin pour manifester leur mécontentement à l'égard de M. Mitterrand et du gouvernement.

Les Français sont également nombreux (51 %) à souhaiter que, en cas de victoire de l'opposition en mars 1986, M. Mitterrand reste président de la République jusqu'à la fin de son mandat en 1988. 34 % désirent qu'il démissionne.

● *Trois officiers soviétiques tués en Afghanistan.* – Trois officiers soviétiques sont morts dans l'explosion de leur hélicoptère abattu par les opposants afghans, a rapporté, mardi 15 octobre, la *Pravda*. Dans un reportage de son envoyé spécial, le quotidien rapporte que l'hélicoptère à bord duquel se trouvaient le commandant A. Malichev, le capitaine V. Issakov et le lieutenant S. Katchenko a « *explosé après avoir été touché par un tir de mitrailleuse des douchmans* » (résistants afghans). – *(AFP)*.

Dans les Bouches-du-Rhône

## Le comité directeur du PS ratifie l'accord intervenu entre M. Defferre et M. Pezet

De notre correspondant régional

Marseille. – Réuni, le lundi 14 octobre, sous la présidence de M. Bertrand Delanoë, secrétaire national du PS, délégué aux fédérations, le comité directeur de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a entériné, à l'unanimité, moins dix abstentions, la composition des listes aux élections législatives et régionales de mars 1986 résultant du compromis intervenu, le 9 octobre, à Paris, avec la caution de M. Jospin,entre M. Gaston Defferre, maire de Marseille, ministre du plan et de l'aménagement du territoire,et M. Michel Pezet, premier secrétaire, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (*le Monde* du 12 octobre). Ce vote met un terme, provisoire, à la grave crise qui secouait, depuis plusieurs mois, la deuxième fédération socialiste de France.

Au lendemain du congrès national du PS, l'« esprit de Toulouse » a soufflé sur Marseille.

La sévère lutte d'influence qui opposait, au sein du courant mitterrandiste le maire de Marseille au premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône a fait place à une trêve dictée par les nécessités des prochaines batailles électorales. Les listes des législatives et des régionales ont, ainsi, été ratifiées par acclamations et devraient être approuvées, sans difficultés, par la base, le 26 octobre, puisque aucune proposition alternative n'a été formulée.

Comme prévu, M. Deferre conduira la liste des législatives sur laquelle figurent, dans l'ordre, en position d'éligibles,MM. Michel Pezet, Jacques Siffre, maire et conseiller général d'Istres, et Philippe Sanmarco, député sortant de la troisième circonscription des Bouches-du-Rhône, conseiller municipal de Marseille. M. Michel Vauzelle, porte parole de la présidence de la République et conseiller municipal d'Arles, n'occupe que la cinquième place devant un autre député sortant, également « sacrifié », M. Jean-Jacques Léonetti.

M. Michel Pezet dirigera la liste des régionales avec, en seconde position, M. Louis Philibert, député sortant – qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat à l'Assemblée nationale – et président du conseil général des Bouches-du-Rhône. Le PS ne peut espérer que douze à quatorze élus au conseil régional. La lutte pour les « bonnes places » a donc été âpre. M. Pezet à concédé deux candidats à M. Deferre qui sont, outre M. Philibert, M. Jean-François Picheral, conseiller général d'Aix-Sud-Ouest (en quatrième position),et Mme Pauline Giacomi, secrétaire fédérale à la coordination (9e). Il a cependant imposé trois de ses proches, MM. Alain Decamps, adjoint au maire de Marseille (5e), François Bernardini, conseiller municipal d'Istres (6e) et, au titre, du Groupe d'action municipale, économique et sociale (GAMES) de Marseille, M. Alexandre Bizaillon (13e).

Quatre mauroyistes, rangés parmi les amis de M. Defferre, MM. Lucien Weygand, maire du premier secteur de Marseille (3e), Frédéric Rosmini, trésorier fédéral (7e), Charles-Emile Loo, député européen (10e), et André Samat, maire de Peynier et conseiller général de Trets (14e) sont également en position d'éligibles avec un autre mitterrandiste « neutre », M. Hubert Manaud, maire et conseiller général des Saintes-Maries-de-la-Mer (8e), un représentant du MRG à désigner (11e) et une rocardienne, Mme Germaine Pivasset (12e).

La principale victime de la composition de ces listes est, sans nul doute, M. René Olmeta, député et conseiller régional sortant, qui paraît avoir payé son combat contre M. Pezet dans l'« affaire des cartes ». Le premier adjoint au maire de Marseille, M. Jean-Victor Cordonnier, a dû, également, accepter une dernière et symbolique quarante-neuvième place sur la liste des régionales alors qu'il caressait l'espoir d'un siège. Le courant « B » a, par ailleurs, préféré M. Weygand à M. Marius Masse, député sortant de la huitième circonscription, qui est, ainsi, absent des deux compétitions électorales.

GUY PORTE.

Conséquence du voyage de M. Mitterrand en Bretagne

## DEUX MAIRES SOCIALISTES RETIRENT LEURS DÉLÉGATIONS AUX ADJOINTS COMMUNISTES

Deux maires socialistes de Bretagne viennent de tirer les conséquences des incidents qui ont marqué la visite de M. François Mitterrand dans leur ville. M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé et maire de Rennes, a décidé qu'aucun élu communiste ne pourra désormais le représenter ni présider une commission municipale. M. Hervé reproche aux quatre conseillers municipaux communistes d'avoir boycotté la réception donnée le 7 octobre en l'honneur du chef de l'Etat.

C'est le même motif qui explique la décision de M. Jean-Jacques Cléach, maire socialiste de Morlaix, de suspendre les délégations de ses trois adjoints communistes et de son adjoint PSU. Le conseil municipal, dans lequel le PS ne compte que 14 sièges sur 33 (l'opposition en détenant 8, le PCF 7 et le PSU 4), tiendra une réunion extraordinaire vendredi 18 octobre.

Quant à la dissolution du corps de sapeurs-pompiers professionnels de Lorient, décidée par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, elle est « *scandaleuse* » et constitue de la part du président de la République « *un geste vindicatif et mesquin* », a estimé M. Henri Krasucki. Le secrétaire général de la CGT, qui appelle tous les travailleurs, tant du secteur public que privé, à une « *ample riposte* », considère que cette dissolution « *fait peser une lourde menace sur l'ensemble des agents de la fonction publique* ». Lundi soir 14 octobre, environ un millier de manifestants se sont rassemblés, à l'appel de la CGT et de la FEN, devant l'hôtel de ville de Lorient en signe de soutien aux pompiers de la ville.



Le numéro du « Monde » daté 15 octobre 1985 a été tiré à 500 016 exemplaires

A B C D E F G